

RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie
Revue de Science Politique
Belgian Journal for Political Science

INHOUDSTAFEL — SOMMAIRE TABLE OF CONTENTS

1984

POLITIEKE EN ADMINISTRATIEVE INSTELLINGEN — INSTITUTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES — POLITICAL AND ADMINISTRATIVE INSTITUTIONS.

		n	p
J. CEULEERS	De staatshervorming van 1980 als niet-oplossing	3	293-301
M. QUEVIT	Une confédération belge : Solution institutionnelle équitable pour la Flandre, la Wallonie et Bruxelles	3	351-362
L. NEELS	De verdeling van de nationale en regionale bevoegdheden	3	363-373
H. WECKX	De Staatshervorming van 1980 : rijk aan mogelijkheden. Een stem uit het debat	3	377-381
H. SCHILTZ	L'hypothèse séparatiste vue dans sa perspective économique	3	383-391
J. COENS	De evolutie van de uitgaven van de Belgische gemeenten sinds 1974	5	671-699

POLITIEKE SOCIOLOGIE — SOCIOLOGIE POLITIQUE — POLITICAL SOCIOLOGY.

		n	p
D.L. SEILER	Une généalogie des organisations de partis	2	119-141
F. REYNTJENS	Eenpartijstaten in Zwart Afrika. Evolutie, recente ontwikkelingen, perspectieven	2	143-179
J.C. BURGELMAN	Omroep en objectiviteit. De politieke agenda-setting functie van de externe kritiek op de omroep berichtgeving (periode 1970-1977)	2	243-277
W. FRAEYS	Les élections européennes de 1984. Analyse des résultats pour la Belgique	5	587-601
M. DEWEERDT	Het gebruik van de voorkeurstem bij de Europarlementsverkiezingen van 17 juni 1984	5	603-614
H. DE WITTE, L. LAGROU	Psychologische aspecten van gepersonaliseerde verkiezingen. Perceptie van de persoonlijkheid van de kandidaten en invloed ervan op het stemgedrag	5	615-644
C. HOCEPIED	De activiteitsgraad van de Belgische senatoren tijdens de zitting 1982-1983	5	645-661
J. CEULEERS	Het kortstondig bestaan van De Nieuwe Wereld, democratisch dagblad	5	663-669

BELEID — POLITIQUE — POLICY.

J. RYNGAERT	Démocratie représentative et démocratie directe : le cas italien	2	181-196
G. CONVENTS	Diplomatie en « Realpolitik » : aspecten van de Belgische politieke en diplomatieke relaties met het Derde Rijk, 1933-1935	2	197-242
D. HEREMANS	Financiële middelen voor verdergaande federalisering	3	305-322
J. MATON	De evolutie van het communautair gebeuren op economisch vlak : evaluatie en alternatief	3	323-330
O. COENEN	De besluitvormingsmechanismen op nationaal en gewestelijk vlak. Een federale staat zonder federaal gezag?	3	333-340

		n	p
R. SENELLE	De besluitvormingsmechanismen op regionaal vlak	3	341-348
M. DEWEERDT	Overzicht van het Belgisch politiek gebeuren in 1983	4	413-472
J. SMITS	Belgian Politics in 1983 : Communitarian Struggles Despite the Economic Crisis	4	473-502

**INSTRUMENTARIUM VOOR ONDERZOEK — INSTRUMENTS DE RECHERCHE
— INSTRUMENTS FOR RESEARCH.**

I. VANPOL	RES PUBLICA Auteurs- en trefwoordenindex. Index des auteurs et des matières. Author and subject index. 1959-1983	1	7-114
X.	Doctorats en science politique présentés aux universités belges	2	279-284
I. VANPOL	Morphologie des partis politiques francophones en 1983	4	503-540
W.S. PLAVSIC	Bibliographie de l'année politique 1983	4	545-564
I. VANPOL	De politieke opiniepeilingen in België in 1983	4	565-581



RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie
Revue de Science Politique
Belgian Journal for Political Science

INHOUD — SOMMAIRE — CONTENT

Opinion publique et politique extérieure en Belgique de 1945 à 1962. Orienta- tion des études et perspectives de la recherche en Belgique, par M. DUMOULIN	3-29
Oorlog en politiek in het denken van Carl von Clausewitz, door J. VERSTRAETEN	31-57
De la classification des partis politiques, par D.-L. SEILER	59-86
Ontstaansgeschiedenis van de onder- nemingsraden in België (1944-1949), door W. DAMBRE	87-124
De niet-aanwezige burger midden de jaren zeventig, door A. CLEYMANS	125-140
Méthodes et résultats inédits pour l'ana- lyse des voix de préférences, par R. DOUTRELEPONT	141-165
Doctorats en science politique ou con- cernant la politique, présentés aux universités belges	167-170
Ontvangen boeken — Livres reçus — Books received	171-173



Opinion publique et politique extérieure en Belgique de 1945 à 1962

*Orientation des études et perspectives de la recherche
en Belgique*

par Michel DUMOULIN,

Chargé d'enseignement à l'Université Catholique de Louvain.

★

Les travaux consacrés à la politique extérieure belge depuis 1945 — encore que cette date ne signifie pas grand-chose car il faut prendre en compte la période de la guerre — sont rares (1). Ceux qui concernent directement la dialectique opinion publique — relations internationales le sont encore plus (2).

A cette première remarque ajoutons-en immédiatement une deuxième. Le terminus *ad quem* que nous avons adopté est l'année 1962 considérée comme une année symbole, tant du point de vue de la décolonisation que

(1) J. WILLEQUET, « La politique étrangère. Un bilan historiographique », dans *Histoire et Historiens depuis 1830 en Belgique*, Bruxelles, 1981, pp. 171-174 pour la période évoquée ici, a fourni les principaux éléments bibliographiques. Il faut toutefois ajouter F. GOVAERTS, « Belgium, Holland and Luxembourg », dans *Small Powers in Alignment*, Leuven, 1974, pp. 291-387 qui compare l'évolution des politiques extérieures des trois pays de Benelux. J.-H. PIRENNE, « L'évolution des relations internationales de la Belgique de 1914 à nos jours », dans *Histoire de la Belgique Contemporaine 1914-1970*, Bruxelles, 1974, pp. 219-246, et R. VAN EENOO, « Van Neutraliteit tot Europese Integratie », dans *Algemeen Geschiedenis der Nederlanden*, vol. 15 : *Nieuwste Tijd*, Haarlem, 1982, pp. 370-382, constituent deux rapides synthèses. J.-E. HELMREICH, *Belgium and Europe. A Study in Small Power Diplomacy*, La Haye, 1976, pp. 369-380 a le mérite de formuler des remarques stimulantes.

(2) Ce thème est très négligé encore que depuis 1978 environ, il fasse l'objet de travaux de fin d'études au sein du Département d'Histoire de l'Université Catholique de Louvain à Leuven et de l'Université de l'Etat à Gand. Nous citerons quelques-uns de ces travaux dans le cadre de la présente étude. Signalons qu'il est possible de se faire une idée des thèmes de recherche en histoire contemporaine en Belgique grâce aux *Aperçus de la recherche courante en histoire contemporaine en Belgique* dont la quatrième édition a été publiée en 1982. Quant aux mémoires de Licence présentés dans les différentes universités, ils font l'objet de la publication d'une liste annuelle dans le *Bulletin de l'Association Belge pour l'Histoire Contemporaine*.

de celui de la détente (3). Elle marque aussi, du point de vue belge cette fois, la fin d'une époque. La crise de l'indépendance du Congo, qui vit la Belgique mise en accusation devant l'opinion publique mondiale (4), et la crise sociale de l'hiver 1960-1961, que certains n'hésitent pas à qualifier de « dernière révolte du prolétariat » (5), sont deux moments forts qui témoignent d'importants bouleversements. Au sortir de ces deux crises, que ponctue, du point de vue colonial, l'indépendance du Ruanda et du Burundi le 1er juillet 1962, le pays s'est comme recroquevillé sur lui-même. Il accordera désormais une part importante de son attention à la question communautaire.

Terminons ce préambule en précisant que le problème de la décolonisation constituant à lui seul l'objet d'une étude fouillée, nous ne l'aborderons que fort peu (6).

1. La politique extérieure pendant la guerre.

La capitulation du 28 mai 1940 ouvre un des épisodes les plus pénibles de l'histoire de la Belgique contemporaine. Tandis que le roi Léopold III décide de rester en Belgique, deux ministres, Marcel-Henri Jaspar d'abord, Albert De Vleeschauwer ensuite, passent en Angleterre. Ils y seront rejoints par Camille Gutt puis par Hubert Pierlot, premier Ministre, et Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères (7). Le 31 octobre 1940, le gouvernement de Londres est officiellement constitué par les personnalités citées ci-dessus à l'exception de Jaspar. Etant passés en Grande-Bretagne, les ministres de Londres n'eurent pas d'autre alternative que de se ranger aux côtés de leur hôte et de déclarer, dans la circulaire que Spaak adresse aux postes diplomatiques le 6 décembre 1940 : « Les mots d'ordre du gouvernement sont : toute l'aide possible à la Grande-Bretagne en vue

(3) J.-B. DUROSELLE, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, septième édition, Paris, 1978, p. 685, et A. FONTAINE, *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la « détente »*, Paris, 1981, pp. 3 et sv.

(4) Sur le Congo belge depuis 1945, voir J. STENGERS, *La Belgique et le Congo*, dans *Histoire de la Belgique contemporaine...*, op. cit., pp. 415-438, et J.-L. VELLUT, « Dekolonisatie van Kongo : 1945-1965 », dans *Algemeen Geschiedenis...*, op. cit., pp. 402-420.

(5) Notamment L. HUYSE, *De gewapende vrede. Politiek in België tussen 1945 en 1980*, Leuven, 1981, pp. 49-52, et surtout A. MEYNEN, « De grote werkstaking 1960-1961. Een inleidend overzicht van de economische en sociopolitieke achtergronden van de grote werkstaking 1960-1961 », dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, t. IX, 1978, n° 3-4, pp. 481-513.

(6) Voir la bibliographie annexée à l'article de J.-L. VELLUT, cité à la note 4.

(7) J. STENGERS, *Aux origines de la question royale. Léopold III et le gouvernement. Les deux politiques belges de 1940*, Paris-Gembloux, 1980.

de la victoire » (8). Cette prise de position rompait d'avec la politique de neutralité à laquelle la Belgique avait été fidèle depuis le mois d'octobre 1936 (9). Elle plaçait le pays aux côtés de la Grande-Bretagne qui devint ainsi un pivot essentiel de la politique extérieure belge.

A l'extrême fin de 1940 et au début de 1941, le gouvernement, tout en cherchant à modifier la triste image que les Américains se faisaient de la Belgique (10), étudia et fit étudier les conditions auxquelles la politique extérieure devrait répondre. La CEPAG, c'est-à-dire la « Commission pour l'Etude des Problèmes de l'Après Guerre » (11), déposa, dès le mois de juillet 1941, un rapport fourni qui explicite la place que la Belgique devrait occuper dans le nouvel ordre international au lendemain de la guerre (12). Coiffant l'ensemble des nations, la nouvelle organisation universelle qui serait mise sur pied devrait être dépouillée des tares de la SDN. A l'étage inférieur, une alliance des nations occidentales servirait de cadre général aux ententes régionales qui, unissant des nations possédant des intérêts communs, constitueraient la base de l'édifice. Cette organisation devrait bien évidemment respecter le principe de la souveraineté nationale. Celle-ci pourrait toutefois faire l'objet de certains transferts vers les différents niveaux de la construction.

En signant, le 1er janvier 1942, la déclaration des Nations Unies, la Belgique adhéra au premier principe qu'elle avait elle-même énoncé, même si le plan établi par la CEPAG n'avait pas recueilli l'unanimité. Fernand Van Langenhove, notamment, secrétaire général des Affaires étrangères, avait émis de sérieuses réserves en juillet 1941, en jugeant qu'il ne fallait pas s'engager aussi loin et aussi rapidement (13). Nonobstant, les efforts en vue d'une redéfinition de la politique extérieure se poursuivirent. D'une

(8) *Rapport de la Commission d'Information instituée par S.M. le Roi Léopold III le 14 juillet 1946*, Luxembourg, 1947, p. 167. Les instructions aux postes, datées du 22 novembre, furent expédiées le 6 décembre 1940.

(9) Sur la politique de neutralité, F. VAN LANGENHOVE, *L'élaboration de la politique étrangère de la Belgique entre les deux guerres mondiales*, Bruxelles, 1980, pp. 190-385 et les titres cités pp. 394-396.

(10) Parmi les nombreux exemples, citons une lettre de Van Zeeland à Huysmans du 2 avril 1941 publiée dans H. BALTHAZAR et J. GOTOVITCH, *Camille Huysmans. Geschriften en Documenten*. T. VII : *Camille Huysmans in Londen*, Anvers-Amsterdam, 1978, p. 88, et J. de THIER, « Souvenirs d'un diplomate belge. Washington, 1938-1944 », dans *Revue Générale*, n° 1, janvier 1981, p. 71.

(11) La CEPAG fut créée au début de 1941. Son existence de fait fut consacrée par un arrêté des Ministres réunis en conseil le 4 juin 1942. La présidence fut dès lors assurée par Van Zeeland.

(12) *Rapports de la Commission pour l'Etude des Problèmes d'Après-Guerre (CEPAG) (1941-1944)*, s.l.n.d. (Londres, 1944), pp. 12-16 (annexe au premier rapport).

(13) La note dans laquelle Vanlangenhove réagit aux « conclusions provisoires » de la CEPAG date du 28 juillet 1941. Elle est publiée, peut-être partiellement, dans F. VANLANGENHOVE, *La sécurité de la Belgique. Contribution à l'histoire de la période 1940-1950*, Bruxelles, 1971, pp. 42-45.

part, il fut beaucoup question de la construction d'une nouvelle Europe — et il y a là un énorme champ d'investigation tant en ce qui concerne les idées émises à Londres (14) qu'en Belgique occupée (15) — et, d'autre part, d'une union douanière entre les Pays-Bas et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Ce n'est certes pas le lieu de retracer l'histoire des débuts de Benelux mais nous voudrions insister sur l'importance qu'il y aurait à étudier sérieusement les tractations multiples qui conduisirent successivement à l'accord monétaire du 21 octobre 1943 et à la convention du 5 septembre 1944 (16). La question est d'autant plus intéressante qu'elle implique les réactions du Grand-Duché de Luxembourg dont J. Willequet ne dit rien dans l'étude qu'il a consacrée au resserrement des liens belgo-luxembourgeois durant la deuxième guerre mondiale (17).

La définition de la politique extérieure, fidèle aux « trois étages » de l'organisation des relations internationales, et le passage à la pratique en ce qui concerne les ententes régionales, firent l'objet d'un exposé, resté célèbre, de Paul-Henri Spaak devant le parlement le 6 décembre 1944 (18). C'est à cette époque que l'on situe généralement l'affirmation des grands axes de la politique extérieure de l'après-guerre (19) alors que nous venons de voir qu'il faut la faire remonter plus loin. A cet égard, la publication, en 1980, d'une riche anthologie de documents sur la pensée euro-

(14) L'article de C. JANSEN, « Réveil de l'idée européenne », dans *Le rôle des Belges et de la Belgique dans l'édification européenne*, Bruxelles, 1981, pp. 25-45, n'apporte rien de neuf de ce point de vue.

(15) Outre l'allusion fort discrète de H. HALIN, *L'Europe unie, objectif majeur de la résistance*, Bruxelles, 1967, pp. 53-54, à l'intérêt marqué par les socialistes et les libéraux pour cette question, il faut relever que H. Bernard déclarait en 1981 que le résistant moyen pensait surtout à chasser les Allemands, ajoutant que si on portait le regard « vers le sommet », la vision est différente (J.-Cl. RICQUIER, « Les souvenirs du professeur Henri Bernard III », dans *Revue Générale*, n° 12, décembre 1981, p. 26). Il faut toutefois se garder de conclure trop rapidement et on trouvera de premières indications dans W. LIPGENS, *Europa. Föderationsplane der Widerstandsbewegungen 1940-1945*, München, 1968, pp. 250-261.

(16) A. SAMOY, « La création de l'Union économique Benelux », dans *Le rôle des Belges et de la Belgique...*, op. cit., pp. 179-198 n'est d'aucune utilité sur les débuts de l'entente. En revanche, A.-E. KERSTEN, « Nederland en België in London, 1940-1944. Werken aan de Na-oorlogse betrekkingen », dans *Colloquium over de Geschiedenis van de Belgische-Nederlandse Betrekkingen tussen 1815 en 1945. Colloque historique sur les relations belgo-néerlandaises entre 1815 et 1945. Brussel-Bruyelles 10-12/12/1980. Acta*, Gand, 1982, pp. 504 et sv. apporte du neuf sur le point de vue néerlandais. Il manque toutefois encore le point de vue belge.

(17) J. WILLEQUET, « Le resserrement des liens belgo-luxembourgeois (1940-1945) », dans R. POIDEVIN et G. TRAUSCH (dir.), *Les relations franco-luxembourgeoises de Louis XIV à Robert Schuman. Actes du colloque de Luxembourg (17-19 novembre 1977)*, Metz, 1978, pp. 259-266.

(18) L'essentiel de ce discours est reproduit dans *La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak (1948-1972)*. Textes réunis et présentés par P.-F. Smets, t. I, Bruxelles, 1980, pp. 52-53.

(19) J. WILLEQUET, *Paul-Henri Spaak. Un homme, des combats*, Bruxelles, 1975, pp. 134-135, repris par Cl. JANSEN, *Le réveil...*, art. cit., p. 37.

péenne et atlantique de Paul-Henri Spaak peut rendre de grands services en attendant que la question fasse l'objet de recherches approfondies (20).

Si, à la Libération, la doctrine était arrêtée, il restait bien entendu à la mettre en œuvre en tenant compte des nouvelles conditions du monde et notamment du rôle sans cesse grandissant, ou réputé tel, de l'opinion publique.

2. Evolution de quelques facteurs du rapport politique extérieure/ opinion publique de la Libération à 1962.

L'absence d'une bibliographie rétrospective sur l'histoire de la Belgique depuis 1945 constitue un sérieux handicap pour la recherche. Il devient de plus en plus malaisé de s'orienter dans le maquis des sources imprimées relatives à la période. Dans le domaine de l'opinion publique cette lacune est d'autant plus regrettable qu'on ne peut que souscrire à une observation du professeur Stengers qui écrivait : « pour l'étude de l'opinion, et d'une manière générale pour celle des faits de masse, l'histoire immédiate est à beaucoup d'égards une formule irremplaçable » (21). Par ailleurs, cette histoire ou, mieux, son utilisation, est subordonnée à une bonne connaissance des structures, des institutions, des hommes et des groupes puisque cette connaissance détermine l'interprétation du rôle — ou du « non rôle » — joué par les différentes composantes d'une situation et de son évolution.

En ce qui concerne le thème et la période sous rubrique, nous nous bornerons à quelques remarques fort générales. Du point de vue des acteurs, tout d'abord, il y a lieu de remarquer qu'entre 1944 et 1962, le portefeuille des Affaires étrangères a été détenu par quatre titulaires parmi lesquels Paul-Henri Spaak, de la Libération à 1949, puis de 1954 à 1957 et, enfin, de 1961 à 1965, et Paul Van Zeeland, de 1949 à 1954, jouent les premiers rôles (22). Les deux hommes, outre qu'ils ne s'entendaient manifestement pas (23) avaient des conceptions différentes en

(20) Voir n. 18.

(21) J. STENGERS, « Une enquête d'histoire orale sur la question royale », dans *Acta Historica Bruzelliensia. Travaux de l'Institut d'Histoire de l'Université Libre de Bruxelles*, t. IV, Bruxelles, 1981, p. 471.

(22) Le socialiste Victor Larock remplace Spaak en 1957 suite à la nomination de ce dernier au poste de secrétaire général de l'OTAN. En 1958, le catholique Pierre Wigay devient ministre des Affaires étrangères. Il occupe cette fonction jusqu'en 1961, date du retour de Spaak qui conservera le portefeuille jusqu'en 1965.

(23) G. TABOUIS, *Les princes de la Paix*, Paris, 1980, p. 247 : « Paul Van Zeeland, l'ennemi personnel de Spaak ». L'ancien sénateur Etienne de La Vallée Poussin, qui fut le collaborateur de Van Zeeland, rapporte d'une façon plus nuancée que « Spaak était certainement agacé par le caractère secret et calculateur de Paul Van Zeeland ». Voir J.-Cl. RICQUIER, « Les souvenirs politiques d'Etienne de la Vallée Poussin », dans *Revue Générale*, n° 4, avril 1981, p. 16.

matière d'objectifs. Tandis que Van Zeeland était un économiste de renommée internationale, Spaak « ne s'intéressait pas aux questions économiques » (24). Par ailleurs, bien que cette « accusation » soit repoussée par certains (25), Van Zeeland était considéré comme plus atlantiste que Spaak, celui-ci donnant la préférence à l'Europe. Il y a ici aussi un sujet d'étude particulièrement intéressant puisqu'on peut se poser la question de la continuité de la politique extérieure entre Spaak et Van Zeeland pendant la période cruciale de la guerre froide et de l'édification de l'Europe. Il faut lire à cet égard un débat parlementaire des 6 et 7 février 1952 au sujet de la CED et plus généralement de la politique extérieure car il met bien en lumière les conceptions et les politiques des deux hommes (26).

Ceci étant, le Département des Affaires étrangères en tant que tel a connu, au lendemain de la guerre, de profonds changements au niveau des hommes et des structures, ainsi que dans les tâches lui incombant. Au niveau des hommes tout d'abord, il faut noter le départ, en 1947, de F. Van Langenhove du poste de secrétaire général. Ce haut fonctionnaire qui avait assumé la continuité dans le changement fut nommé représentant permanent de la Belgique à l'ONU (27). Du point de vue de l'organisation, J. Willequet a écrit une étude qui nous dispense de commentaires (28). Quant à l'évolution des missions assignées aux Affaires étrangères, elle est caractérisée par le développement de la diplomatie multilatérale requérant l'intervention de techniciens de plus en plus spécialisés. A cet égard, les témoignages d'hommes politiques, de diplomates et d'experts sur la participation de la Belgique aux multiples négociations, conférences et institutions internationales sont de toute première importance car ils permettent de vivre de l'intérieur des situations que l'opinion publique ne perçoit pas. La liste de ces témoignages est assez longue. Il serait utile de l'établir et de procéder à la même enquête dans d'autres pays. L'image des uns et des autres à l'ère des relations multilatérales demande que la recherche adopte des voies résolument multilatérales elles aussi.

(24) J.-CL. RICQUIER, « Souvenirs d'un secrétaire général des Affaires étrangères, Fernand Vanlangenhove », dans *Revue Générale*, n° 6, juin 1981, p. 25.

(25) ID., *Les souvenirs politiques d'Etienne de la Vallée Poussin, art. cit.*, n° 4, avril 1981, p. 17.

(26) Les passages essentiels de ce débat sont reproduits, d'une part, dans *La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak...*, t. I, pp. 291-311, pour ce qui concerne le point de vue de Spaak, et dans J.-A. NOVILLE, *Au service de son pays. Paul Van Zeeland et la politique étrangère de la Belgique*, Bruxelles, 1954, pp. 212-217, pour ce qui concerne le point de vue du ministre des Affaires étrangères.

(27) Vanlangenhove représentera la Belgique aux Nations Unies.

(28) J. WILLEQUET, « The Ministry of Foreign Affairs », dans *The Times Survey of Foreign Ministries of the World*. Selected and Edited by Z. Steiner, Londres, 1982, pp. 75-93.

De plus en plus contrôlés par les instances de leurs partis respectifs, les hommes politiques sont aussi soumis à une foule d'influences. Dans le cadre de la politique extérieure, on connaît encore bien mal le rôle des milieux d'affaires, des syndicats, de l'Eglise, voire de l'armée — dans le contexte de l'OTAN ou de la CED —, du parlement et plus particulièrement de la Commission des Affaires étrangères, de même que de toute une série d'institutions comme le Conseil Central de l'Economie dont le rôle a été important du point de vue de l'attitude de la Belgique vis-à-vis du Plan Schuman. Mais aussi longtemps qu'on ne disposera pas d'un ensemble suffisant d'études de « cas », il sera présomptueux de vouloir trancher.

Parmi les influences susceptibles de jouer un rôle sur la conduite de la politique extérieure, il reste bien entendu à citer l'opinion publique encore que son existence ne puisse pas être conçue indépendamment de celle des groupes de pression auxquels nous venons de faire allusion. En effet, il ne faut pas se bercer d'illusion. Les groupes de pression, voire quelques individus exercent sans doute un rôle beaucoup plus déterminant sur la politique extérieure que l'opinion publique, c'est-à-dire « l'homme de la rue » que les responsables politiques de tous bords interpellent. L'opinion publique est essentiellement spectatrice. Elle est sensible à des climats et nous croyons qu'elle est rarement intéressée par l'élaboration et la conduite de la politique étrangère. De ce point de vue, le travail fondamental consisterait à étudier la manière dont le public est informé, au cours de la période sous rubrique, de la situation internationale, et sur la politique que développe son gouvernement par rapport à cette situation même.

Si J. Willequet a raison d'écrire que le public belge ne doit pas se plaindre d'un manque d'information en matière de politique extérieure (29), il importe toutefois de s'interroger sur les canaux que l'information emprunte et, d'autre part, sur son impact. Il existe en effet une bibliographie abondante sur la presse écrite, parlée et télévisée en Belgique (30) mais, à notre connaissance, il n'existe pas encore de travaux historiques cherchant à prendre en compte, grâce aux sondages d'opinion notamment, l'impact de cette information et, donc, son rôle dans la formation de l'opinion publique. Or, de ce point de vue, la création, en 1946, de l'Institut Universitaire d'Information Sociale et Economique (INSOC) et la publication par ses soins des résultats des sondages effectués entre 1946 et 1964, sont des éléments de toute première importance. Avec toutes les réserves que J.-B. Duroselle exprimait il y a longtemps déjà au

(29) J. WILLEQUET, *La politique étrangère. Un bilan...*, art. cit., p. 174.

(30) F. BOL DE BAL et al., *Bibliographie belge des ouvrages et articles sur les techniques de diffusion collective. Presse, radio, télévision : 1944-1960*, Bruxelles, 1965-1967, 3 vol.

sujet de l'utilisation des sondages par les historiens (31), il demeure qu'on dispose d'une source irremplaçable à maints égards. Prenons quelques exemples.

Il est habituel d'entendre et de lire que le public belge ne s'intéresse pas à la politique étrangère. Cette idée fort répandue appelle des commentaires. En effet, une étude de F. Van Mechelen affirme, en 1949, que le pourcentage de « pas d'opinion » dans l'ensemble de la population vis-à-vis des problèmes internationaux atteint 46 %. Confronté aux pourcentages obtenus dans les secteurs politique, économique et social nationaux, le pourcentage relatif aux questions internationales témoigne d'une réelle indifférence « qui n'est pas le fait d'une catégorie déterminée mais est répandue dans tous les milieux » (32). Quant aux opinants, ils présentent, en matière internationale, une unanimité relative à travers toutes les catégories de la population (33). Or, neuf ans plus tard, un sondage INSOC portant sur la lecture de la presse dans la population belge indique une évolution par rapport aux conclusions de Van Mechelen. Du point de vue de l'information tout d'abord, 92,03 % des personnes interrogées déclarent lire un quotidien (34). En 1946, le pourcentage était de 78,5 % (35). Bien que l'enquête de 1958 introduise la notion de fréquence de lecture — 78,5 % de l'échantillon lisent un journal « tous les jours », 18,4 % « souvent » et 3,1 % « rarement » (36) — il vaut la peine de s'arrêter à l'intérêt marqué par les lecteurs pour les différentes rubriques rédactionnelles. En effet, la rubrique « nouvelles internationales » serait la plus lue si on amalgame les réponses « toujours » et « souvent ». Le tableau ci-dessous rend compte de cette constatation qui va de pair avec le fait que les nouvelles internationales rencontrent le plus faible pourcentage de réponses « jamais ».

Tout en sachant que 1958 fut l'année de l'exposition universelle de Bruxelles et que de ce fait le public belge a peut-être été davantage sensibilisé par les nouvelles internationales, il serait utile de s'interroger sur la validité de l'affirmation « les Belges ne s'intéressent pas à la politique étrangère ». Empressons-nous cependant d'ajouter que nous sommes conscient du fait que « nouvelles internationales » et « politique étrangère » ne sont pas nécessairement la même chose et, aussi, que ce n'est

(31) J.-B. DUROSELLE, *De l'utilisation des sondages d'opinion en histoire et en science politique*, Bruxelles, 1957.

(32) F. VAN MECHELEN, « Perspectives de l'étude de l'opinion publique belge », dans *Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Louvain*, XV^e année, 1949, n^o 5, p. 100.

(33) *Ibid.*

(34) *Insoc*, 1958, n^o 1, p. 21.

(35) *Insoc*, 1946, n^o 2, p. 48.

(36) *Insoc*, 1958, n^o 1, p. 22.

Dans votre journal, lisez-vous :	Toujours	Souvent	Rarement	Jamais	Toujours et souvent
Article de fonds	30,38	30,48	21,12	18,02	60,86
Débats parlementaires	16,52	27,22	29,04	27,22	43,74
Nouvelles Internationales	26,04	37,43	23,69	12,84	63,47
Politique intérieure	25,40	34,06	25,45	15,09	59,46
Débats et jugements des cours et tribunaux	16,58	31,44	35,45	16,53	48,02
Sports	24,55	20,11	23,42	31,92	44,66
Roman feuilleton	20,70	10,80	15,19	53,31	31,50
Culture	11,50	27,22	30,37	30,91	38,72
Faits divers	27,49	35,08	26,20	11,23	62,57

D'après *Insoc*, 1958, n° 1.

pas parce qu'on lit un journal qu'on a une opinion. Mais la question reste de toute façon ouverte et indique qu'il faut se garder des idées reçues.

Ceci étant, le journal est une chose, la radio puis la télévision en sont une autre. En ce qui concerne la Belgique, il faut souligner que ce pays d'entre-deux, renfermant trois communautés linguistiques, elle est, depuis l'après-guerre, un récepteur très important d'émissions en provenance de l'étranger. Au début de 1951, le nombre de détenteurs de récepteurs de radio s'élevait à 1,5 million d'unités (37), l'éventail des postes de radio-diffusion écoutés est particulièrement varié. En effet, la radio belge, émissions nationales et régionales en flamand et en français confondues, est écoutée par 52,8 % des auditeurs. Les autres émetteurs écoutés sont Radio Luxembourg (25,1 %), les postes français (6,6 %) et suisses (1,3 %), ainsi que les postes hollandais (7,7 %), britanniques (2,6 %), allemands (1 %) et autres (2,9 %). Dans la partie francophone de la Belgique surtout, le phénomène Radio Luxembourg doit être pris en considération puisque son écoute est équivalente à celle de la radio belge de langue française (25,1 contre 24,8 %) (38).

Ces quelques exemples indiquent tout le travail qui reste à faire d'autant plus que le rôle des médias dans la formation de l'opinion publique doit non seulement tenir compte des phénomènes de manipulation, de matraquage ou de silence mais aussi du rôle que certaines institutions jouent en éclaircur ou dans la foulée des médias. Nous pensons tout particulièrement au rôle de l'Eglise catholique (voir plus loin).

(37) *Annuaire statistique de la Belgique*, t. 82, 1961, p. 346. Au 31 décembre 1950, le nombre de détenteurs s'élève à 1.548.205 unités.

(38) *Insoc*, 1951, n° 1.

3. Evolution de la politique extérieure et de l'opinion publique.

Sans nous arrêter aux travaux qui traitent de la politique extérieure de la Belgique au cours de la période sous rubrique, si ce n'est pour répéter qu'ils ne prennent pas en compte les facteurs dont nous venons d'évoquer l'existence, il y a lieu de rappeler que les principaux axes de la politique belge furent la participation à l'ONU, la consolidation des solidarités nées de la guerre au sein de l'Alliance atlantique et de l'Europe, en passant par la recherche d'un rôle actif de médiateur, tâche délicate pour un petit pays voué à l'alignement (39). Toutefois, observons que cette dimension de petit pays, pour bien réelle qu'elle soit, est quelque peu contrebalancée, avant 1960, par l'existence d'une Belgique d'outre-mer perçue, en Métropole, comme solidaire de celle-ci. Sans forcer la comparaison, on pourrait dire que le Congo est belge comme l'Algérie est française.

Au sortir de la guerre, les yeux ne sont toutefois pas tournés vers l'Afrique mais bien vers l'Allemagne et vers l'Union soviétique.

L'attitude vis-à-vis de l'Allemagne ne peut pas être comparée avec celle qui prévalut au lendemain de la première guerre. C'est ainsi, à titre d'exemple, que le fameux programme de la Noël 1945 du Parti Social Chrétien exprimait, au sujet du grand voisin vaincu, la « volonté d'une politique de fermeté et non de surenchère interalliée, allant de pair avec la volonté de replacer le peuple allemand à une place honorable dans le concert des Nations lorsqu'il aura été désintoxiqué du poison hitlérien et du militarisme agressif » (40). Bien que des voix se soient fait entendre, du côté de la vieille droite catholique en faveur de solutions beaucoup plus radicales (41), la formule rencontra un consensus assez large qui existe aussi du côté socialiste (42). Il est d'ailleurs significatif de constater que l'opinion prévalant dans les partis se retrouve au niveau des réactions épidermiques de la population. C'est ainsi que la présence de 64.000 prisonniers de guerre allemands dans les charbonnages et dans d'autres industries après 1945 permet de constater une très rapide évolution des esprits de l'hostilité à la sympathie (43). Cette évolution psychologique, qui con-

(39) F. GOVAERTS, *Belgium, Holland, ...*, art. cit., pp. 295-389.

(40) *Les chantiers sont ouverts... Quel sera l'architecte... ? Principes et tendances du Parti Social Chrétien*, s.l.n.d. (1945), p. 109. Sur l'élaboration du « Programme de Noël » : M. VAN DEN WIJNGAERT, *Ontstaan en Stichting van de CVP-PSC. De lange weg naar het kerstprogramma*, Bruxelles, 1976.

(41) Chez R. de BRIEY, *Le sens de la guerre*, Bruxelles, 1946, pp. 89-90, par exemple.

(42) S.P. KRAMER, « Belgian Socialism at the Liberation : 1944-1950 », dans *Res Publica*, t. XX, 1978, n° 1, pp. 115-139.

(43) Ph. SUNOU, *Les prisonniers de guerre allemands en Belgique et la bataille du charbon 1945-1947*, Bruxelles, 1980, pp. 77 et 80.

naît toutefois un brusque sursaut à l'époque du projet de Communauté Européenne de Défense, a contribué à conforter les efforts du gouvernement de Bruxelles en vue d'un rapide rapprochement avec l'Allemagne (44).

La crainte vis-à-vis de l'URSS s'est manifestée fort tôt. La conscience de l'existence de deux blocs a conduit Spaak à déployer un effort visant à organiser la sécurité européenne en plaçant beaucoup d'espoirs en l'Angleterre. En effet, l'ONU constitue, dès la signature de la charte de San Francisco, un grand danger pour les petites puissances puisqu'on y abandonne le système de la sécurité collective (45). Or, un sondage du début de 1946 fait apparaître qu'en dépit de forts pourcentages de « sans opinion » le public considère que les grandes puissances ne suivent pas la bonne politique pour assurer une paix durable (46), qu'il n'accorde que très peu de crédit à l'ONU (47) mais qu'en revanche il est largement partisan d'une entente des nations occidentales (48).

Aux éléments extérieurs, il faut ajouter des facteurs intérieurs. Les élections de février 1946 envoient en effet 23 députés communistes à la Chambre, sur un total de 202 représentants. Ce résultat électoral annonçant un durcissement de la lutte des classes, joint aux multiples difficultés économiques, sociales et politiques de l'époque n'était pas fait pour rassurer un électorat majoritairement traditionnel (49). Par ailleurs, il vaut la peine de rappeler que la peur inhibe. Dès lors, comme le notait Pietro Nenni à l'occasion d'une visite en Belgique au début de 1946, les Belges — au même titre que les Néerlandais et les Norvégiens — ne s'intéressaient qu'à leurs problèmes intérieurs (50). D'où, aussi, la marge de manœuvre laissée aux responsables de la politique extérieure, bien que cette affirmation doive être nuancée à son tour. En effet, si la marge de manœuvre d'un Spaak est importante, d'autant plus que son prestige augmente suite à sa désignation comme président de la première assemblée

(44) J. WILLEQUET, *Paul-Henri Spaak...*, op. cit., pp. 144-148.

(45) *Ibid.*, p. 139. Du côté catholique, le programme de la Noël 1945 « déplore l'abandon de la sécurité collective ». Voir *Les chantiers sont ouverts...*, op. cit., p. 107.

(46) *Insoc*, 1946, n° 3-4, p. 45. La question « A votre avis les grandes puissances suivent-elles la bonne politique pour assurer la paix durable ? » recueille 10 % de oui, 52,1 % de non et 37,8 % de pas d'opinion.

(47) *Insoc*, 1946, n° 2, p. 36. La question « Avez-vous confiance en l'action de l'ONU pour le maintien de la paix » recueille 36 % de oui, 35,95 % de non et 28,05 % de pas d'opinion.

(48) *Insoc*, 1946, n° 2, p. 42. La question « Etes-vous partisan d'une entente des nations occidentales ? » recueille 68,86 % de oui, 8,01 % de non et 23,13 % de sans opinion.

(49) Comme en témoigne l'échec de la tentative de créer un parti « travailliste » en Belgique au lendemain de la guerre. Voir J.-Cl. WILLAME, *L'Union Démocratique Belge (UDB). Essai de création « travailliste »*, Bruxelles, 1976.

(50) P. NENNI, *Tempi di guerra fredda. Diari 1943-1956*, 2e éd., Milan, 1982, p. 250.

générale de l'ONU — c'est l'époque où les mauvaises langues répètent que s'il prend de l'embonpoint c'est pour ressembler à Churchill (51) — les tensions internationales augmentent et placent le gouvernement devant des choix et, par le fait même, le contraignent *nolens volens* à tenir compte de l'opinion publique par souci de légitimation.

Dans ce contexte, une des crises qui a le plus marqué l'opinion belge est celle de l'indépendance de l'Indonésie.

Partenaire privilégié des Pays-Bas au sein de Benelux, la Belgique joua, politiquement, un rôle important au Conseil de Sécurité et dans la commission des bons offices de l'ONU en appuyant sans réserve la thèse néerlandaise. A propos de l'opinion publique, et quoiqu'une distinction apparaisse entre les réactions flamandes et wallonnes au niveau de la sympathie exprimée à l'égard des Hollandais, S. L. van de Wal a écrit que l'affaire indonésienne avait accéléré le processus de prise en compte du phénomène de la décolonisation (52). Il est permis de douter de cette affirmation. En effet, il faut remarquer avec R. von Albertini (53) et A. De Baets (54) que le problème de l'avenir des peuples colonisés est peu ou prou discuté dans la Belgique de l'époque. Quand il l'est, la fin de la souveraineté sur l'empire colonial est envisagée comme un phénomène lointain et on insiste dès lors surtout sur l'amélioration des conditions d'existence des indigènes et leur éducation à la démocratie, condition *sine qua non* d'une autonomie qui leur sera consentie « un jour » (55). Il vaudrait cependant la peine, sur la base de certaines remarques de van de Wal, de s'intéresser de plus près aux réactions des socialistes face à la question indonésienne. Une partie d'entre eux, jugeant l'attitude des Pays-Bas contraire à la morale socialiste, désapprouvèrent la politique de Bruxelles et posèrent la question de savoir quelle serait l'attitude de la Belgique dans un cas analogue. Enfin, il faut relever la proposition d'Henri Fayat de faire adopter par les signataires du pacte de Bruxelles de 1948 une politique commune en matière coloniale (56). Outre qu'elle prouve l'existence d'un courant, aussi discret soit-il, désireux de discuter les politiques coloniales, elle

51) G. TABOUIS, *Les princes de la Paix*, op. cit., p. 118.

(52) S.L. van de WAL, « België en het Nederlands-Indonesisch Conflict, 1945-1949 », dans *Bijdragen en Mededelingen betreffende de geschiedenis der Nederlanden*, t. LXXXIX, 1974, n° 3, pp. 385-395.

(53) R. von ALBERTINI, *Dekolonisation. Die Diskussion über Verwaltung und Zukunft der Kolonien 1919-1960*, Cologne, 1966, p. 577.

(54) A. DE BAETS, « Hoe dacht België over de Derde Wereld, 1945-1965 ? », dans *Spiegel Historiae*, t. XVI, 1981, pp. 91-97. Cet article résume un mémoire de Licence en histoire présenté à l'Université de Gand en 1976 sous le titre *Bewustzijn en veranderingen in het Belgisch Opiniebeeld over de Derde Wereld, 1945-1965*.

(55) Ceci résume très brutalement J. STENGERS, *La Belgique et le Congo...*, art. cit., pp. 415 et sv.

(56) S.L. van de WAL, *België...*, art. cit., p. 392.

montre l'impact de l'idée d'organiser les nations occidentales face aux événements.

Liée notamment aux conditions du relèvement économique, l'idée se situe dans le contexte plus large des incitations américaines à l'organisation des nations d'Europe occidentale. Du point de vue de l'opinion publique, nous avons vu que l'idée emportait, en 1946, une large adhésion. En revanche, on peut se poser la question de savoir si la perspective de s'organiser sous l'aile de l'aigle américain a été bien accueillie. C'est ainsi que les réactions face au Plan Marshall sont mitigées (57). Mais gardons-nous d'en tirer des conclusions pas trop hâtives car ces réactions soulèvent la question, paradoxale à première vue, du manque d'information causé par la surinformation. Expliquons-nous. Au début de 1948, Insoc organise un sondage au terme duquel 22,5 % des personnes interrogées déclarent connaître le plan d'aide américain de façon précise, 54,5 % de manière vague et 22,5 % « pas du tout » (58) tandis qu'à la même époque 14 % des Américains sont considérés comme « informés » sur le même sujet (59). Le résultat des Belges ne serait donc pas mauvais. A y regarder de plus près et en prenant en compte les avis favorables, hostiles et « indifférents », on constate que 40,2 % de l'échantillon se rangent dans la dernière catégorie (60). Cette « indifférence », le sondage n'utilise pas l'expression « sans opinion » dans le cas présent, pourrait s'expliquer par un manque de compréhension d'informations fort techniques de la part d'un public qui, au même moment, était « victime » d'une surinformation en matière de rencontres, conférences et projets internationaux. Comme l'écrivait Fernand Dehousse en 1947 : « Tant de conférences se sont succédées depuis deux ans que le public, même cultivé, a perdu pied et — pour employer une formule un peu vulgaire, mais qui fait image — ne s'y retrouve plus » (62).

(57) Le mémoire de Licence de R. VRANCKX, *De Belgische Publieke Opinie en het Marshallplan, 1947-1948*, présenté à la Katholieke Universiteit Leuven en 1982 est encore inédit. On peut toutefois dire, au vu des sondages Insoc de 1948 que nous citons dans le texte, qu'il faut se garder de clichés tels que ceux qui ont fait écrire à A. MOMMEN, « L'Etat, l'accumulation du capital et la lutte des classes en Belgique (1945-1960) », dans *Contradictions*, n° 23-24, 1980, p. 222, que seuls les communistes et la revue d'extrême-droite « Europe-Amérique » se montrèrent opposés « aux visées hégémoniques » des Etats-Unis.

(58) *Insoc*, 1948, n° 3, p. 34. 0,5 % de l'échantillon n'a pas répondu à la question.

(59) J.-B. DUROSELLE, *De l'utilisation...*, *op. cit.*, p. 29.

(60) *Insoc*, 1948, n° 3, p. 35.

(61) Cette incompréhension n'a rien d'extraordinaire. En effet, les organismes financiers belges durent consentir de gros efforts en vue d'informer leur clientèle industrielle et commerciale comme en témoigne la publication de nombreuses brochures du type « guide pratique ».

(62) F. DEHOUSSE, « La Belgique et les grandes conférences internationales contemporaines », dans *Le Flambeau. Revue belge des questions politiques et littéraires, 1940-1947*, Bruxelles, 1947, p. 250.

L'exemple du Plan Marshall est loin d'être unique comme en témoigne celui de la création de l'OTAN. Le problème, ici aussi, est celui de « faire passer » l'information tandis que les diplomates, puis le monde politique, s'activent (63) — encore que selon le témoignage de l'ancien ministre Jean Rey la question royale plaçait la politique extérieure à l'arrière plan (64). C'est ainsi que Spaak s'efforça de tenir le public au courant des objectifs de l'Alliance sans toutefois y parvenir. En effet, il faut remarquer qu'en plus des très nombreux meetings que l'homme d'Etat socialiste tint pour dénoncer la menace soviétique et encourager l'alliance occidentale (65), il chercha aussi, à une époque où les interventions radiodiffusées des premiers ministres étaient très rares (66), à expliquer la politique étrangère du gouvernement et plus particulièrement le sens du Plan Marshall et de l'OTAN (67). Or, à la fin de 1949, un sondage nous apprend que seuls 4,1 % du public interrogé déclarent savoir exactement ce qu'est le Pacte Atlantique... (68).

Ce qui indique, une fois de plus, que le public percevait sans doute beaucoup mieux l'existence de deux blocs antagonistes dans un climat général d'inquiétude, que celle d'institutions ou d'initiatives beaucoup plus techniques. Les contours de celles-ci restent très flous et les objectifs très généraux, voire dénaturés, dans l'esprit d'une grande partie de l'opinion. Cette différence entre la qualité de la perception du climat et celle des institutions trouve sa confirmation dans une série de sondages de la fin de 1947 et du début de 1948. A cette époque, 39,5 % pensent que les Etats-Unis et l'URSS se feront la guerre (69) tandis que 36,9 % pensent le contraire, 23,6 % étant « sans opinion ». L'ONU, de son côté, ne suscite plus que 10,5 % de satisfaits (70). Les événements de Palestine et d'Europe centrale ne sont pas étrangers à cette dégradation de la situation d'autant plus que la première question a soulevé, en Belgique, des réactions tranchées dans le monde catholique. C'est pourquoi, compte tenu des constatations de Van Mechelen sur le manque d'intérêt du public pour la politique internationale, il nous semble opportun de consacrer à

(63) L. VAN DEPOELE, *Belgian-American Relations concerning the Origin of the North Atlantic Treaty 1948-1949*, Bruxelles, 1976.

(64) J.-Cl. RICQUIER, « Jean Rey : portrait et souvenirs », dans *Revue Générale*, n° 3, mars 1983, p. 34.

(65) *Ibidem*, p. 31 : « Paul-Henri Spaak (...) ne se faisait aucune illusion sur les intentions de la politique soviétique et de ce fait il la combattit partout, dans les maisons du peuple, dans les meetings, etc... avec la dernière énergie ».

(66) R. URBAIN, *La fonction et les services du Premier ministre en Belgique*, Bruxelles, 1968, pp. 83-86.

(67) *Ibidem*, pp. 86 et 250.

(68) *Insoc*, 1949, n° 5-6, p. 22.

(69) *Insoc*, 1948, n° 1, p. 45.

(70) *Insoc*, 1947, n° 5, p. 24.

la question palestinienne une place qui pourrait paraître disproportionnée par rapport à l'ensemble de l'étude si le problème n'était pas particulièrement révélateur.

Les trois moments de la question palestinienne qui fixent généralement l'attention sont, dans l'ordre, la résolution de l'ONU du 29 novembre 1947 adoptant le plan de partage; la proclamation de l'indépendance d'Israël le 14 mai 1948 et, enfin, la reconnaissance internationale de cette indépendance. Dans le cas belge, notons immédiatement que celle-ci interviendra *de facto* le 19 janvier 1949 et *de jure* un an plus tard avec quelque réticence. Ce sont ces trois moments que O. de Raeymaecker a retenu dans son étude sur la Belgique et les conflits israélo-arabes depuis 1948 (71). Cette option ne nous satisfait pas car elle ne tient pas compte de ce qui survient entre deux points de repère, à savoir le travail de et dans l'opinion de toute une série de facteurs.

Entre la fin de 1947 et le début de 1949, sans oublier que d'autres événements internationaux ont également capté l'attention, la question palestinienne a donc fortement mobilisé plusieurs courants de l'opinion belge.

Le point de départ de la polémique est le curieux revirement de la Belgique à l'égard du plan de partage de la Palestine. En effet, après s'être abstenue le 25 novembre lors du vote au sein de la commission *ad hoc*, elle vota en faveur du plan le 29. Ce changement d'attitude, attribué au souci de la Belgique de ne pas déplaire aux Etats-Unis et à l'URSS, fut justifié officiellement par Fernand Van Langenhove à la tribune de l'ONU sur la base d'arguments juridiques. Mais le souci de ne pas déplaire aux deux Grands n'a sans doute pas été le seul élément déterminant. Une source israélienne affirme en effet que Camille Huysmans, dont les sympathies pour le monde juif, de même que les liens privilégiés qu'il entretenait avec le milieu des diamantaires anversoises, sont connus, fut le principal artisan du vote positif du délégué belge, par les pressions qu'il exerça sur Paul-Henri Spaak (72). Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel de nos connaissances, des motifs profonds de la décision belge dont, soit dit en

(71) O. DE RAEYMAEKER, *België en de Israëlsch-Arabische Conflicten 1948-1978*, Leuven, 1979, pp. 39-52.

(72) Ce témoignage est celui d'Israël Gat dans lequel l'ancien directeur-adjoint du Département International de l'« Israël Labour Party » écrit que c'est grâce à Huysmans « que la délégation belge vota en notre faveur (i.e. Israël) à l'assemblée générale des Nations Unies le 29 novembre 1947 » (W. GELDOLF, « Camille Huysmans en het joodse volk : een vriendschap voor het leven », dans *Etudes de la personnalité de Camille Huysmans*, Anvers, 1971, p. 245). F. DEHOUSSE, « Le conflit du Proche-Orient, théories et réalités », dans *Chronique de Politique Etrangère*, t. XXVII, n° 2, mars 1974, p. 230, écrivait de son côté que le souci de ne pas contrarier l'accord soviéto-américain ne fut pas le seul motif du vote de la Belgique.

passant, ni Spaak ni Van Langenhove ne soufflent mot dans leurs écrits (73), elle déclencha, du côté des catholiques des réactions intéressantes à enregistrer à cause de leur nature.

Dans le monde parlementaire, tout d'abord, les catholiques qui sont, à l'époque, associés aux socialistes dans le gouvernement Spaak, dénoncent le fait que le ministre des Affaires étrangères soit passé outre au vote de la commission des Affaires étrangères de la Chambre qui avait recommandé l'abstention. Cet argument, exposé dans le journal *La Libre Belgique* (74) fut repris, en mars 1948, par Henri Carton de Wiart à la Chambre au cours de la discussion du budget des Affaires étrangères (75). Celui-ci fut l'occasion, pour Spaak, de s'expliquer, trois mois après les faits, sur le vote de novembre et on remarquera en passant que ce délai constitue un excellent exemple de l'absence de contrôle effectif des parlementaires sur la politique étrangère de la Belgique (76).

Dans l'opinion catholique, l'hostilité à l'égard des Juifs sourde au fur et à mesure que la tension augmente au Proche-Orient. Cette hostilité débordera à partir de la proclamation de l'indépendance d'Israël qui ajoute un élément essentiel à la problématique : la question de la protection des Lieux-Saints.

L'hostilité se manifeste par exemple dans l'hebdomadaire *Le Patriote Illustré* qui pénétrait dans un bon nombre de foyers catholiques (77). Elle fait d'ailleurs l'objet d'un constat désolé, en avril 1948, dans *La Revue Nouvelle*, organe des intellectuels non conformistes du monde catholique (78). Consacrant un « dossier » aux « Aspects de la question juive », la revue constatait, dans un texte non signé qui exprime sans doute le point de vue de la rédaction, que l'antisémitisme recommençait et que « chez nous même, renaît peu à peu cette atmosphère de défiance qu'avait balayée naguère un élan généreux envers les persécutés » (79).

(73) Relevons à cette occasion que la référence à l'opinion publique est généralement absente des souvenirs de P.-H. SPAAK, *Combats inachevés*, Paris, 1969, 2 vol.

(74) H. CARTON DE WIART, « Effervescence en Orient », dans *La Libre Belgique* du 16 février 1948, reproduit dans *Chronique de la Guerre Froide 1947-1949*, Bruxelles, 1950, pp. 65-68. Une autre réaction intéressante est celle du député de Bruxelles Raymond Scheyven dont on peut suivre l'évolution de l'opinion grâce aux deux articles qu'il consacre à « La Question palestinienne », dans la *Revue Générale Belge* de décembre 1947 (pp. 161-178) et de février 1949 (pp. 481-496).

(75) O. DE RAEYMAEKER, *België...*, op. cit., p. 40.

(76) Voir les intéressantes considérations de François Perin réagissant à un exposé d'Henri ROLIN, « Le contrôle parlementaire de la politique internationale », dans *Le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale. Colloque du 17 mars 1956*, Bruxelles, 1957, pp. 89-99, l'intervention aux pp. 104-105.

(77) Voir notamment le numéro du 29 février 1948 (pp. 210-211).

(78) Voir le mémoire de Licence en histoire présenté en 1981 à l'Université Catholique de Louvain à Louvain-la-Neuve par A. STERCKX, *La Revue Nouvelle*, 1945-1969. *Contribution à l'étude de l'opinion catholique en Belgique*.

(79) « Aspects de la Question juive », dans *La Revue Nouvelle*, 15 avril 1948, p. 419.

Quant à J. Gérard, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Vrai* invité pour l'occasion par *La Revue Nouvelle*, dont il était loin de partager les orientations idéologiques, à exprimer son avis, il écrivait « Je ne crois pas m'aventurer outre mesure en disant (...) que l'ensemble de l'opinion publique nourrit à l'endroit des Juifs, soit de l'indifférence soit une certaine méfiance. De la haine, certes point, encore que les meurtres commis par les organisations terroristes palestiniennes contre les soldats britanniques aient révolté nos compatriotes » (80).

Nous avons dit que le climat hostile se dégrade à l'approche du 14 mai. Sans prendre position, Pie XII attire l'attention, on le sait, sur la question palestinienne dans son encyclique *Auspicia Quaedam*. Le 7 mai, le cardinal Van Roey, archevêque de Malines, lance un appel spécial à la prière en faveur de la Terre Sainte (81). Celle-ci devient donc officiellement un sujet de graves préoccupations pour la hiérarchie. Or, la Terre Sainte et plus particulièrement les Lieux-Saints n'étaient pas uniquement, pour les catholiques belges, un objet de piété. Le cardinal Mercier, en s'intéressant de fort près à la possibilité d'obtenir pour la Belgique un mandat sur la Palestine en 1918-1919, en avait administré la preuve (82). En 1948, les bruits prêtant à Lord Bevin l'intention de faire attribuer à Paul Van Zeeland les fonctions de médiateur que remplira finalement le Comte Folke Bernadotte (83), et l'appel de celui-ci à la Belgique en vue de fournir, conjointement aux Etats-Unis et à la France, des militaires destinés à le seconder dans sa mission (84), indiquent, en plus des récriminations contre la politique de Spaak qualifiée de dommageable pour la présence économique belge au Proche-Orient (85), que toute l'affaire remuait des souvenirs et, surtout, focalisait les intérêts sentimentaux et matériels de grands pans de l'opinion. Dès le début du mois de novembre 1947, le Parti Social Chrétien avait d'ailleurs fait savoir que les revendications de l'Irgoun de faire de Jerusalem la capitale de l'Etat sioniste était « inacceptable pour les états chrétiens » (86).

(80) J. GERARD, « Le drame d'Israël », dans *La Revue Nouvelle*, 15 avril 1948, p. 420.

(81) Cardinal J.-E. VAN ROEY, *Au service de l'Eglise. Ecrits et allocutions de doctrine et d'action pastorale*, t. VII, Turnhout, 1955, p. 80.

(82) R. AUBERT, « Les démarches du cardinal Mercier en vue de l'octroi à la Belgique d'un mandat sur la Palestine », dans *Académie Royale de Belgique. Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences Morales et Politiques*, 5e série, t. LXV, 1979, n° 5, pp. 166-228.

(83) G.G. BRULAND, « La question palestinienne », dans *Les Cahiers Socialistes, Revue indépendante de critique sociale*, n° 21, juin 1948, p. 40.

(84) O. DE RAEYMAEKER, *België...*, op. cit., p. 33.

(85) *Ibidem*, p. 48.

(86) *Parti Social Chrétien. Bulletin d'Information*, 3^e année, n° 1, novembre 1947, p. 57.

Les différents éléments que nous venons de rappeler, joints au fait qu'on retrouve, dans différents organes de l'opinion de l'époque, le thème de la Belgique coupable d'avoir encouragé, par son vote du 29 novembre 1947, le drame de la Palestine (87), explique, d'une part, que Spaak ait prononcé un discours de justification au Sénat le 3 juin 1948 et, d'autre part, qu'à partir de la même époque, le monde catholique se soit mobilisé pour venir en aide aux réfugiés arabes en développant une action caritative qui n'était évidemment pas dénuée d'arrière pensées politiques.

Le discours de Spaak dénonce les dangers du sionisme et reconnaît que « pour un grand nombre de nos compatriotes, la justesse de la cause juive n'apparaît pas comme une réalité suffisamment établie » (88). Le ministre des Affaires étrangères rejoignait les catholiques. Ceux-ci, comme annoncé, se mobilisèrent en vue de venir en aide aux réfugiés. L'impulsion vint de Liège, où l'évêque, Mgr Kerkhofs, diffuse une lettre pastorale le 1er août en réclamant des fidèles de son diocèse une aide matérielle pour la Palestine. La lettre pastorale se double d'un appel lancé dans la presse. A partir de cette date, la campagne humanitaire s'amplifie. Le « Comité Pro Palestina » est mis sur pied. Sa cheville ouvrière est le chanoine Creten, conférencier renommé dans les milieux catholiques, dès avant la guerre de 1940, pour ses causeries illustrées de projections sur la Terre Sainte (89). Parmi les autres membres influents de ce Comité, il faut citer l'abbé Eid et d'autres membres de sa famille dont les intérêts économiques en Palestine étaient très importants (90).

Appuyé officiellement par l'Episcopat le 13 octobre, le Comité se préoccupa d'abord de Nazareth avant d'étendre son action à l'ensemble de la Palestine. La déclaration de l'Episcopat qui survenait une dizaine de jours avant la publication de l'encyclique *In multiplicibus* (91) du 24 octobre fut répétée et renforcée par une lettre pastorale du cardinal Van Roey le 4 novembre (92).

(87) *Le Patriote Illustré* du 29 février 1948 écrit : « On sait que la voix de la Belgique a été décisive dans ce vote qui a provoqué une si dangereuse effervescence dans le monde musulman et arabe » (p. 210). On trouve le même genre d'écho dans les très progressistes *Cahiers Socialistes* de juin 1948, p. 37.

(88) O. DE RAEYMAEKER, *België...*, op. cit., p. 42.

(89) Je remercie le Chanoine Aubert qui m'a fait part d'informations très utiles au sujet du « Comité Pro Palestina ».

(90) Le docteur Alfred Eid qui s'était lancé dans les affaires avant 1914 avait joué un grand rôle en Palestine, avant, pendant et après la Première guerre mondiale. L'abbé Eid fut, en étroite collaboration avec Creten, une des chevilles ouvrières du Comité. Gabrielle et Claude Eid, docteurs en médecine, furent quant à elles déléguées dans les camps de réfugiés.

(91) Sur cette encyclique et la politique du Saint-Siège à l'égard de la Palestine, voir A. PASTORELLI, « La Santa Sede e il Problema di Gerusalemme », dans *Storia e Politica*, t. XXI, 1982, n° 1, pp. 56-98, et plus spécialement pp. 66-69.

(92) Cardinal J.-E. VAN ROEY, *Au service de l'Eglise...*, op. cit., t. VII, pp. 86-87.

Sans entrer dans les détails, il faut relever que l'aide aux réfugiés a impliqué des choix idéologiques et durci certaines positions. En effet, il ne faut pas perdre de vue que cette action est menée tandis que se déroulent des événements qui, à l'instar de l'assassinat du Comte Bernadotte, soulevèrent une vague d'indignation contre « les gangsters du Proche-Orient » (93). C'est le motif pour lequel il n'est pas sans intérêt de relever que plusieurs armements anversoïis mirent les cales de leurs navires à la disposition du « Comité Pro Palestina » pour le transport des secours en nature (94). Le fait qu'un de ces navires ait été le « Breen-dopck », du nom d'un sinistre camp de concentration, symbolise une escalade dans laquelle *La Revue Nouvelle* elle-même finit par entrer en décembre 1948. Dans son numéro du 15, la revue qui mettait ses lecteurs en garde huit mois auparavant, accueille un article de Georges Dumont qui écrit : « Les Sionistes depuis le 15 mai (...) se sont emparés des meilleures parties de la Palestine. Ils en ont chassé des centaines de milliers d'habitants par le terrorisme. Ils ont violé les Lieux-Saints, ils ont expulsé des religieux et ont pillé leurs églises, leurs couvents, leurs écoles et leurs hôpitaux. Ils ont commis de nombreux et odieux sacrilèges » (95).

A la même époque le « Comité Pro Palestina » diffuse très largement une brochure abondamment illustrée sous le titre *La Belgique au secours des Réfugiés de Palestine. Grands Lacs*, revue générale des Missions d'Afrique, en aurait tiré 50.000 à elle seule (96). Une version flamande fut elle aussi diffusée (97). Une constatation essentielle s'impose. Le texte central de la brochure, destiné à exposer les « Eléments du problème palestinien » n'est pas du même auteur dans les deux cas et, surtout, diffère fortement dans son contenu. Le texte français, fort long, retrace l'histoire de la question, déplore la guerre et exprime l'espoir que les Juifs, après les épreuves de l'antisémitisme, puissent mener en Palestine une existence digne et consolante tandis que les Arabes prendront mieux conscience de leurs possibilités et de leurs responsabilités (98). Le texte flamand en revanche, est sommaire. Sa conclusion est sans appel : « Les Juifs ne se contenteront pas de la partie de la Palestine qui leur a été assignée. Ils veulent occuper toute la Palestine. Ceux qui connaissent bien la

(93) *Le Patriote Illustré*, 26 septembre 1948.

(94) « Ephémérides de l'Œuvre de Secours Belge à Nazareth et aux réfugiés en Palestine », dans *Grands Lacs*, 64^e année, n° 3, 15 décembre 1948, pp. 30-31.

(95) G. DUMONT, « Sainte Palestine, Martyre », dans *La Revue Nouvelle*, 15 décembre 1948, pp. 572-573.

(96) R. SAUSSUS, « Noël en Terre Sainte », dans *Grands Lacs*, 64^e année, n° 2, novembre 1948, p. 4.

(97) *Helpt Noodwijdend Palestina*, Bruxelles, 1948.

(98) G. DUMONT, « Pourquoi la Terre Sainte est-elle en guerre ? Eléments du problème Palestinien », dans *La Belgique au secours des réfugiés de Palestine*, Bruxelles, 1948, p. 20.

mentalité du gouvernement juif affirment aussi qu'il ne restera pas confiné dans les frontières de la Palestine » (99).

Cette différence de ton et de perspective préjuge-t-elle d'une forte différence entre l'opinion francophone et l'opinion flamande ? Il est bien entendu impossible de répondre à cette question pour le moment. En effet, si un sondage de la fin de 1948 indique qu'à la question de savoir si les sympathies du public vont aux Juifs ou aux Arabes, 60,9 % de l'échantillon répondent ne pas avoir d'opinion tandis que 26,5 % répondent en faveur de ces derniers et 12,6 % en faveur des Juifs — ce qui est intéressant en soi — on ne dispose que de peu d'indications sur la répartition géographique des avis exprimés (100).

Nous ne pouvons clore ces quelques réflexions sur la question de la Palestine sans faire allusion à un autre sondage de la fin de 1948 dans lequel le problème est certainement entré en ligne de compte. En effet, INSOC a cherché à savoir si l'opinion était satisfaite ou mécontente de la politique étrangère du gouvernement. Les « sans opinion » sont 24,9 %, ce qui est remarquable compte tenu des remarques de Van Mechelen. Quant aux opinants, ils expriment un avis favorable dans 40,4 % des cas et un avis défavorable dans 34,7 % (101). Le résultat est tout aussi remarquable puisque l'unanimité relative des différentes catégories de la population en matière internationale est rompue. Cette fois, il existe bel et bien deux grands courants et, bien entendu, un décalage entre une partie de l'opinion et la politique menée par Paul-Henri Spaak. Reste à savoir ce que recouvre ce décalage. En effet, la prudence manifestée par la Belgique à l'égard d'Israël depuis la proclamation de l'indépendance ne peut pas être invoquée pour expliquer le mécontentement catholique, d'autant plus qu'à l'ONU la Belgique défend le point de vue du Saint-Siège (102). Le mécontentement viendrait au contraire de certains milieux de gauche encore qu'il serait particulièrement dangereux d'expliquer par la seule affaire de Palestine le décalage constaté. Outre qu'une partie du public a pu exprimer un avis défavorable sur la politique extérieure en visant en fait la politique générale du gouvernement, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le 28 septembre 1948 Spaak avait prononcé au Palais de Chaillot un discours sur notre peur de l'URSS, moteur de la politique extérieure des démocraties, qui est entré dans la légende. Ce discours qui eut un énorme retentissement eut aussi le don de faire peur aux populations. Celles-ci préférant être rassurées qu'inquiétées, il n'est pas impossi-

(99) A. VAN ROEY, « Het Palestijnse Vraagstuk », dans *Helpt Noodlijvend Palestina...*, *op. cit.*, p. 16.

(100) *Insoc*, 1948, n° 6, p. 33.

(101) *Insoc*, 1948, n° 6, p. 24.

(102) A. PASTORELLI, *La Santa Sede...*, *art. cit.*, p. 69.

ble que Spaak soit apparu pour un temps comme un oiseau de mauvaise augure exprimant ce que tout le monde redoutait d'avoir à entendre sans le souhaiter.

Cette allusion à la situation internationale en général pendant les années 1948-1949 nous conduit à présent à aborder très rapidement d'autres événements que la question de la Palestine.

Le discours sur la peur, l'affaire de Tchécoslovaquie, dont Marcel Liebman a rappelé combien elle émut le public (103), se situent dans le contexte qui a vu naître le Pacte de Bruxelles que F. Van Langenhove considérait comme un des plus beaux fleurons de la diplomatie belge (104). Mais une fois encore la remarque de F. Dehousse reste d'application. On ne se rendit pas compte de l'importance de l'événement qui fut considéré comme « une conférence de plus ». En revanche, le blocus de Berlin, le coup de Prague sont des faits concrets. Ils marquent l'évolution vers la prise en considération d'un risque de conflit que ponctue le discours de Spaak. L'anticommunisme se débride. L'ancien leader communiste Bert Van Hoorick note dans ses souvenirs que le discours de Spaak a fait ou refait des communistes belges les « agents de Moscou » (105). A cette assimilation s'en ajoute bientôt une autre. Le 7 février 1949, le cardinal Van Roey diffuse une lettre pastorale dans laquelle il s'élève, à propos des événements de Chine, des pays baltes, d'Ukraine, de Yougoslavie, de Roumanie et de Hongrie contre l'accusation « de catholicisme politique » lancée contre les clergés de ces pays. Il ajoute : « Refrain de la propagande nazie d'hier, ce leit-motiv sert maintenant aux régimes communistes pour éliminer ceux qui ne s'inclinent pas devant leurs mesures anticommunistes » (106). Cet amalgame est d'autant plus intéressant à noter qu'on le retrouve dans un copieux rapport de la Sûreté qui assimile le rôle des communistes belges de 1950 à celui des partis d'extrême droite — VNV et Rex — d'avant 1939 (107).

Mais revenons-en à l'Eglise. Trois jours après la pastorale que nous venons de citer, l'ensemble des évêques de Belgique signe une lettre prescrivant une « journée de supplications publiques » à l'intention du cardinal Mindszenty dont le procès est qualifié de « sinistre tragédie », « attentat inouï » et « répugnante parodie judiciaire » (108). Enfin, c'est à la même époque, signe des temps et preuve qu'on cherchait à éviter le moins

(103) M. LIEBMAN, *Né juif. Une famille juive pendant la guerre*, Paris-Gembloux, 1977, p. 179.

(104) J.-Cl. RICQUIER, *Souvenirs d'un secrétaire général...*, art. cit., p. 26.

(105) B. VAN HOORICK, *In tegenstroom. Herinneringen 1919-1956*, Gand, 1982, p. 226.

(106) Cardinal J.-E. VAN ROEY, *Au service de l'Eglise...*, op. cit., t. VII, p. 127.

(107) Documentation de l'auteur.

(108) Cardinal J.-E. VAN ROEY, *Au service...*, op. cit., t. VII, p. 157.

dre incident, que P.-H. Spaak délégua le libéral Kronacker auprès de Camille Huysmans afin de le faire renoncer au voyage qu'il comptait accomplir en Chine communiste (109). Une anecdote qui en dit long sur l'état des esprits (110).

Si le contexte de l'année 1949 fut explosif, celui de l'année 1950 le fut plus encore. L'opinion en était-elle consciente ? L'ancien ministre Pierre Harmel écrivait, en 1979, au sujet de l'année 1949 : « avec le recul du temps, la distance me paraît avoir été grande, en 1949, entre l'insouciance de l'opinion et la conscience lucide des responsables de la politique internationale » (111). M. Harmel a-t-il raison ? Nous nous permettons d'en douter. En juillet 1949, le monde apprend que les Soviétiques possèdent la bombe atomique. Tandis que M. Harmel pense que l'opinion est insouciance, Robert Aron rappelle que les Européens eurent réellement peur de la guerre (112). A cet égard, il serait intéressant de se livrer à une analyse des ventes de denrées non périssables à cette époque car si la peur ne peut pas être quantifiée en termes de boîtes de sardines stockées par des ménagères en proie à celle-ci, il reste qu'on disposerait là d'un indicateur sur les mouvements de l'opinion qui vaut bien des sondages ! « L'appel au bon sens des ménagères » lancé le 12 septembre 1950 par le premier ministre Pholien sur les ondes de la radio belge est là pour le prouver (113). En outre, comment expliquer, si on suit M. Harmel, qu'un sondage de 1950 révèle que 66,9 % des personnes interrogées se considèrent comme bien ou assez bien au courant des événements de Corée (114), que 66,3 % contre 14,1 % approuvent l'intervention militaire dont celle de la Belgique (115), et que 59,1 % contre 13,5 % expriment un avis favorable à la création d'une armée européenne tout en émettant de sérieuses réserves sur le réarmement éventuel de l'Allemagne (116).

(109) P. KRONACKER, *Souvenirs de Paix et de Guerre*, Paris, 1973, p. 117.

(110) La révolution chinoise et ses répercussions dans la presse belge a fait l'objet d'un mémoire de Licence présenté en 1982 à la Katholieke Universiteit Leuven par C. MICHIELS, *De Belgische publieke opinie ten aanzien van de communistische revolutie in China : 1948-1949. Een personderzoek*. Il faut également citer ici M. PIRAUX, *Les relations entre la Belgique et la République Populaire de Chine 1949-1979*, Bruxelles, 1979 (*Courrier Hebdomadaire du CRISP* n° 838-839).

(111) P. HARMEL, « 1949. Une année dans la vie du monde », dans *Revue Générale* n° 2, février 1979, p. 14.

(112) R. ARON, *Le spectateur engagé*. Entretiens avec J.-L. Missika et D. Wolton, Paris, 1981, p. 145.

(113) R. URBAIN, *op. cit.*, p. 250.

(114) *Insoc*, 1950, n° 5, p. 12.

(115) *Ibid.*, p. 13. Sur la participation belge, voir A. CRAHAY, *Les Belges en Corée 1951-1955*, Bruxelles, 1967 et H. de PINCHART, *Historique du Corps des Volontaires belges en Corée : 1951-1955*, Bruxelles, 1977.

(116) *Ibidem*, pp. 23-28.

Ces questions militaires révèlent aussi un autre aspect intéressant de la problématique. Jusqu'en 1950, il n'a pas été question de dépenser beaucoup d'argent pour l'armée. En mars 1951, pour répondre à ses engagements dans le cadre de l'OTAN, le gouvernement catholique homogène décide de faire passer le temps de service militaire de 12 à 24 mois. Dès le mois de janvier, le cardinal Van Roey pèse de tout le poids de son influence sur les catholiques belges en diffusant une pastorale intitulée « Nos devoirs en face des événements actuels » (117). Après avoir dénoncé le « mauvais vouloir obstiné et manifeste de la Russie soviétique » (118), le document explique que « tout en protestant contre la guerre, ce terrible fléau (...), nous devons accepter la mise sur pied d'une puissance militaire telle qu'elle force le respect » (119). Dès lors, poursuit le primat de Belgique, il faut appuyer le gouvernement qui a décidé le prolongement du temps de service tout en veillant au réarmement moral qui va de pair avec celui des régiments (120). La décision gouvernementale de mars 1951, qui fut précédée par un important congrès du Parti Social Chrétien tout entier consacré au thème de « La Défense de la Paix » (121) provoqua de violentes réactions de la part des socialistes et des libéraux, ainsi que des communistes bien que ceux-ci se soient disqualifiés depuis qu'un de leurs leaders, Lalmand, ait expliqué que les communistes belges accueilleraient les soldats soviétiques comme « les soldats de la Liberté » (122). Face aux manifestations qui se produisirent jusque dans les casernes, le gouvernement ramena le temps de service à 21 mois au mois d'août 1952 (123).

Ainsi donc, selon un paradoxe qu'on rencontre souvent, ce fut au moment même où la crainte de la guerre atteignit son paroxysme que l'opinion publique s'opposa le plus violemment à l'effort de réarmement. Mais il manque, ici comme dans beaucoup d'autres cas, une étude détaillée sur le rapport entre la menace de guerre, la décision de réarmer et l'opinion publique. Les milieux étudiants, notamment, devraient faire l'objet d'une attention particulière (124).

(117) Cardinal J.-E. VAN ROEY, *Au service de l'Eglise...*, op. cit., t. VII, pp. 388-401.

(118) *Ibidem*, p. 389.

(119) *Ibidem*, p. 390.

(120) *Ibidem*, p. 391.

(121) « VI^e Congrès national du Parti Social Chrétien. 10-11 mars 1951 », dans *Parti Social Chrétien. Bulletin d'Information*, 6^e année, n° 4, avril 1951, pp. 125-208.

(122) B. VAN HOORICK, *In tegenstroom...*, op. cit., p. 228.

(123) F. GOVAERTS, *Belgium, Holland...*, art. cit., p. 328. Les réactions socialistes ont été étudiées dans un mémoire de Licence en Sciences Politiques présenté en 1962 à l'Université Libre de Bruxelles par D. NORRENBERG, *Le Parti Socialiste Belge et les problèmes militaires de 1945 à 1960*.

(124) Le congrès du PSC de mars 1951 permet d'entendre les interventions de plusieurs étudiants, ce qui est d'autant plus exceptionnel que les membres du parti

Ce fut donc dans le climat de la guerre froide — un climat que les auteurs belges qui ont écrit à ce sujet perdent de vue (125) — que se situent les efforts consentis en vue de la construction européenne. Celle-ci est encore loin d'avoir suscité, en Belgique, les travaux qu'elle mérite (126). La faute n'incombe toutefois pas aux seuls scientifiques. En effet, il conviendrait d'abord de pouvoir disposer de sources qui ne sont malheureusement pas toujours consultables.

En ce qui concerne l'opinion publique, il faut aussi se borner, pour le moment, à des généralités. On notera d'abord un fait révélateur. Entre la déclaration Schuman et la signature du traité de Rome, la question européenne n'a pas retenu l'attention des sondeurs d'opinion. En revanche, l'armée européenne et le réarmement de l'Allemagne en 1950 (127), l'énergie nucléaire et la bombe atomique en 1954 (128), les accords de Paris, la politique des Etats-Unis et de l'URSS en 1955 (129) font l'objet de sondages. Cette constatation permet-elle d'affirmer que l'Europe ne retient pas l'attention ? En 1957, INSOC organise une enquête au terme de laquelle 50,2 % des interviewés déclarent nettement ne rien savoir au sujet de la CECA tandis que 49,8 % en savent ou croient en savoir quelque chose. Parmi ces derniers, 14,5 % n'ont qu'une connaissance fort vague ou confondent avec une autre institution internationale. Restent 35,3 % dont l'information est plus précise. C'est dans cette tranche de l'opinion que se rencontre la majorité de ceux qui souhaitent la réussite de la CECA (130).

Ces chiffres ne doivent pas surprendre, bien au contraire. En 1973, les Belges considérés dans leur ensemble sont « de tous les peuples de l'Europe » ceux qui s'intéressent le moins aux problèmes de la communauté européenne et ceux qui se situent en fin de liste parmi les six pays fondateurs de la Communauté en ce qui concerne l'attitude favorable à

portent en général fort peu d'intérêt aux questions internationales. C'est ainsi qu'au congrès de 1947, le rapport général présenté par Van Zeeland, qui s'attardait longuement aux problèmes de politique extérieure, n'avait pas suscité de réactions dans cette matière.

(125) Les contributions au volume *Le rôle des Belges et de la Belgique dans l'édification européenne* sont, dans cette optique, des exemples excellents de l'absence de perspective historique chez les auteurs qui, en Belgique, ont traité jusqu'à présent de la construction européenne. Il convient cependant de citer l'exception que constitue le livre de G. MARCHAL et VAN BELLE, *Les socialistes belges et l'intégration européenne*, Bruxelles, 1968.

(126) Ce thème méritant une étude particulière, nous nous permettons de renvoyer à l'étude que nous avons sur le métier sur le thème : *Hommes et partis politiques en Belgique et les débuts de l'Europe* (mars 1948 - mai 1950).

(127) *Insoc*, 1950, n° 5, pp. 23-28.

(128) *Insoc*, 1954, n° 4, pp. 64-70.

(129) *Insoc*, 1955, n° 1 est tout entier consacré aux accords de Paris.

(130) *Insoc*, 1955, n° 2-3, pp. 11-26.

l'Europe (131). Sans entrer dans les détails, car la question dépasse largement le cadre de cette étude, il y a donc lieu de relever une dégradation de l'état de l'opinion vis-à-vis de l'Europe entre 1957 et 1973. Autrement dit l'idée selon laquelle la construction européenne se développant, on aurait assisté à une évolution positive du sentiment européen est erronée.

Le consensus sur la politique européenne fut toutefois, dès l'origine, un fait acquis au niveau parlementaire comme le montrent les résultats des votes sur les traités de Paris et de Rome (132). En revanche, il y a lieu, ici comme dans un bon nombre d'autres cas, de se poser des questions quant à l'existence même d'un consensus dans l'opinion publique. Un exemple flagrant est celui du monde patronal. En effet, s'il est vrai que plusieurs « locomotives » de l'idée européenne en Belgique appartenaient aux cadres dirigeants de la finance et de l'industrie (133), il faut noter que Léon Bekaert, par exemple, patron des patrons catholiques s'en prit à plusieurs reprises aux chefs d'entreprises qu'il accusait de mal percevoir les objectifs de la politique européenne (134). Si le monde industriel, un des premiers intéressés, était accusé de ne pas s'informer et de ne pas aborder les problèmes avec l'ampleur de vue nécessaire, que penser du reste de l'opinion !

Ces remarques nous ramènent au thème qui traverse cette étude, à savoir celui de la différence qui existe entre les réactions de l'opinion publique au sujet de faits concrets et de projets, voire de réalisations, perçus comme éminemment abstraits. En d'autres termes, et aux exemples déjà cités, on peut ajouter ceux des réactions de l'opinion publique belge face à la révolution hongroise (135) et à l'affaire de Suez (136) en 1956, le spectaculaire — et les médias s'y entendent pour exploiter cette donnée fondamentale du problème — est capable de mobiliser, pour un temps, un ou des courants de l'opinion. Par contre, ce que nous appellerons

(131) *La Belgique dans la Communauté européenne*, Bruxelles, 1975, pp. 15-16.

(132) *Ibidem*, p. 4.

(133) C'est le cas de Louis Camu à la Banque de Bruxelles (« L'Européen », dans *Louis Camu, 1905-1976*, Bruxelles, 1977, pp. 55-81), de Léon Bekaert (R. VANDEPUTTE, *Léon A. Bekaert. Een groot man, een goed mens, 1891-1961*, Tiel - Amsterdam, 1979) ou encore du Baron van de Rest (Baron van de REST et A. SAUWENS, « Les milieux patronaux dans la construction européenne », dans *Le rôle des Belges...*, op. cit., pp. 441-458). Sur l'« européisme » des milieux patronaux belges, voir en général N. LOEB-MAYER, *Le patronat industriel belge et la CEE*, Bruxelles, 1965.

(134) L. BROUWERS, *Responsables chrétiens d'entreprises. Cinquante ans d'histoire 1920-1973*, t. II, Bruxelles, 1975, pp. 337-341.

(135) Ce thème a fait l'objet d'un mémoire de Licence présenté à la Katholieke Universiteit Leuven en 1979 par W. JANSSENS, *De Belgische publieke opinie en de Hongaarse Opstand*, 1956.

(136) O. DE RAEYMAEKER, *België...*, op. cit., pp. 165-170.

l'abstrait, c'est-à-dire les institutions internationales ou encore une politique, celle de la construction européenne par exemple, semblent très mal intégrées. L'opinion considère ces différents secteurs de la politique internationale comme des « machins » pour reprendre l'expression du général de Gaulle au sujet de l'ONU. En Belgique, le fait est patent mais les acteurs n'en ont cure. Au sujet de l'ONU, dont nous avons vu qu'elle suscitait la défiance, il suffit de lire ce qu'écrivait le chef de cabinet de Spaak en 1945-1946 à propos de l'opinion de la Belgique — et non des Belges — à son égard pour se convaincre du fossé existant entre acteurs et opinion publique (137). Pour l'historien, il reste à savoir — mais la tâche est malaisée aussi longtemps qu'on ne dispose pas de travaux ponctuels — si le fossé existant doit être attribué au manque d'intérêt du public ou si, au contraire, la surinformation ne conduit pas à évoluer dans une espèce de halo fait d'éphémère et de superficiel. Le slogan façonné par un publiciste qui proclamait que tel média « créait l'événement » doit faire réfléchir, tout comme le résultat de ce sondage allemand qui plaçait parmi les membres les plus populaires du gouvernement ouest-allemand un homme politique qui n'existait pas (138).

Ce qui doit aussi faire réfléchir, c'est la portée réelle de l'invocation de l'opinion publique par ces décideurs. En effet, information de l'opinion et rôle de celle-ci sont deux concepts très différents. Les décideurs, dans leur quête de légitimation, déclarent souvent informer le public. Ils le font toutefois par de tels canaux qu'une écrasante majorité du public, même si elle est motivée, n'a que difficilement accès à ladite information (139). Les décideurs paraissent considérer que l'information qu'ils dispensent ou invoquent tient lieu de réaction de l'opinion. Celle-ci risque donc très souvent d'être détournée, abandonnant l'influence sur les décideurs à des groupes de pression, voire à des individus qui en sont les porte-paroles et appartiennent à l'« attentive » opinion par opposition à la masse de l'opinion (140).

(137) W. LORIDANT, « Belgium and the United Nations », dans S. SIMPSON (ed.), *Belgium in Transition*, Philadelphie, 1946, pp. 165-170. On constate le même phénomène à la lecture de *La Belgique et les Nations Unies. Etude par une commission de l'Institut Royal des Relations Internationales*, New York, 1958.

(138) *Le Monde*, 6 janvier 1982.

(139) C'est ainsi que l'Institut Royal des Relations Internationales édite depuis 1948 la revue *Chronique de Politique Etrangère* qui est considérée comme une excellente publication par les spécialistes. Elle échappe pourtant, à lire la presse quotidienne belge, à la majorité des journalistes qui, traitant de politique internationale, pourraient en faire leur profit. La même remarque s'applique à la collection « Textes et Documents » publiée par le ministère des Relations extérieures.

(140) Pour reprendre la distinction utile et nécessaire de C. HILL, « Public Opinion and British Foreign Policy since 1945: Progress in Research ? », dans *Opinion Publique et Politique Extérieure*. I : 1870-1915, Rome-Paris, 1981, p. 67.

Summary : Public opinion and foreign policy in Belgium between 1945 and 1962.

There are very few publications concerning the history of the foreign policy of Belgium. Those concerning the relation between public opinion and international relations are even less frequent. Based on publications of the results of public opinion polls organized by the University Institute for Economic and Social Information (INSOC), and a limited choice of other written sources, it is possible to prove that the call on the public opinion concerning the history of international relations, and even more for the decision making, must be treated very carefully. In fact, there doesn't exist just one but several public opinions. The reactions in Belgium on the resolution of the United Nation concerning the division of Palestine may be a clear example of the latter.





Oorlog en politiek in het denken van Carl von Clausewitz

door Johan VERSTRAETEN,

Assistent aan de Afdeling Politiek en Sociaal Denken
van de Katholieke Universiteit te Leuven.

★

Carl von Clausewitz staat opnieuw in de actualiteit. Als we de frequentie van de studies die aan zijn denken gewijd worden als norm nemen, mogen we zelfs spreken van een Clausewitz-renaissance (1).

Dat is nochtans geen vanzelfsprekende evolutie, want sedert het anathema vanwege de beroemde historicus Liddell Hart, die de invloed van Clausewitz' ideeën verantwoordelijk stelde voor de grote slachtpartijen tijdens de eerste wereldoorlog, genoot hij in het westen jarenlang een slechte reputatie (2). Dit sluit echter niet uit dat reeds tijdens het interbellum in Duitsland grondige studies verschenen die de weg openden naar een meer correcte interpretatie en meteen ook naar een herwaardering. Deze studies kregen vooral bekendheid na de vlucht voor de Nazi's van Herbert Rosinski en Hans Rothfels naar de Verenigde Staten, waar 'Vom Kriege' na 1945 basislektuur werd voor militairen alsook voor studenten en professoren in de internationale betrekkingen. Tot de auteurs die Clausewitz bestudeerden en zijn ideeën toepasten op het strategisch denken behoren o.m. Bernard Brodie, Robert Osgood en Henry Kissinger (3).

(1) Alleen al het literatuuroverzicht van werken, gepubliceerd na 1972, die hetzij Clausewitz' ideeën bestuderen, hetzij uitdrukkelijk naar hem verwijzen, bedraagt in de jubileumuitgave van W. HAHLWEG's vertaling, 93 bladzijden. Zie: W. HAHLWEG, *Carl von Clausewitz Hinterlassenes Werk: Vom Kriege. Jubiläumausgabe mit erneut erweiterter historisch kritischer Würdigung*, Bonn, 1980, blz. 1253-1340 (vooral: blz. 1330-1331).

Tot de meest invloedrijke recente studies behoren: R. ARON, *Penser la guerre, Clausewitz*, Tome I: L'âge européen; Tome II: L'âge planétaire, Parijs, 1976; P. PARET, *Clausewitz and the State*, Oxford, 1976 en de herdruk van H. ROTHFELS, *Carl von Clausewitz. Politik und Krieg*, Bonn, 1980.

(2) Liddell Hart stelde de invloed van Clausewitz' ideeën op de militaire leiders tijdens de eerste wereldoorlog verantwoordelijk voor de grote slachtpartijen aan de Marne, de Somme en in Vlaanderen. Zie vooral zijn werk: *The Ghost of Napoleon*, London, 1933. Vgl. R. ARON, *op. cit.*, II, blz. 323-324.

(3) M. HOWARD, « The Influence of Clausewitz », in M. HOWARD en P. PARET (ed. and transl.), *Carl von Clausewitz. On War*, Princeton, 1976, blz. 41-44.

Ondertussen genoot Clausewitz reeds jarenlang een zekere waardering in de wereld van het marxisme-leninisme. Reeds Engels had in hem een 'natuurgenie' ontdekt en Marx op diens ideeën attent gemaakt.

Maar het was vooral Lenin die de politieke betekenis van 'Vom Kriege' ten volle beseftte. Hij stelde een Clausewitz-brevier samen, een boekje met uittreksels en bemerkingen en in verschillende opstellen heeft hij expliciet of impliciet naar hem verwezen, waarbij hij telkens kritische bedenkingen maakte.

Sedertdien wordt in heelwat publikaties naar Clausewitz' opvattingen gerefereerd, wat o.m. het geval is in de militaire encyclopedie van de Sovjet-Unie en in een aantal recente studies uit de D.D.R. (4).

Wie in onze tijd een begrip nastreeft van de meest fundamentele problemen in verband met de oorlog, zoals zij gepercipieerd worden door leidinggevende Realpolitici in Oost en West, moet Clausewitz' werk zeker ter hand nemen. Vooral zijn magistrale studie 'Vom Kriege', waarin hij poogt door te dringen tot de grondslagen van de oorlog — niet alleen op zichzelf genomen, maar vooral in zijn relatie tot de politiek — heeft hem terecht de bijnaam 'Kant der Kriegswissenschaft' bezorgd (5).

Vanuit een besef van de blijvende relevantie van het Clausewitziaans gedachtegoed, wil dit artikel bijzondere aandacht besteden aan een belangrijk aspect : de verhouding tussen oorlog en politiek.

De « Sitz-im-Leben » van « Vom Kriege ».

Vooraleer op de inhoud van zijn denken in te gaan is het nuttig om Clausewitz en zijn werk even kort te situeren.

Carl von Clausewitz werd geboren te Burg in Mecklenburg in 1780. Hij was iemand die zijn leven lang gebukt ging onder twee problemen : zijn onzekere adellijke afkomst en zijn gebrek aan militaire successen op het slagveld. Het eerste obstakel had een belemmering kunnen zijn voor zijn militaire carrière, ware het niet dat dit ruimschoots werd gecompens-

(4) Cfr. W. HAHLOWEG, *op. cit.*, blz. 91-103 (Clausewitz in der Sicht des Marxismus-Leninismus) en blz. 1258-1266 (Clausewitz, Formen des bewaffneten Kampfes und Sozialismus der Gegenwart). Zie ook : W. HAHLOWEG, « Lenin und Clausewitz. Ein Beitrag zur politischen Ideengeschichte des 20. Jahrhunderts », in *Archiv für Kulturgeschichte*, XXXVI, 1954, nr. 1, blz. 30 e.v. ; nr. 3, blz. 357 e.v.

(5) Deze eretitel werd hem toegekend door W. WAGNER in zijn werk : *Die Preussischen Reformer und die zeitgenössische Philosophie*, Keulen, 1956, blz. 147.

W. HAHLOWEG, *op. cit.*, blz. 85, noemt « Vom Kriege » ondanks het feit dat het vooral handelt over krijgswetenschap toch een « Schrift zur Politik, zur Staatskunst ». Hij verwijst naar de Clausewitzkenner Karl LINNEBACH, in *Handbuch der neuzeitlichen Wehrwissenschaften*, Bd. I, Berlijn, 1936, volgens wie « Vom Kriege » « ebenwürdig (steht) neben den Werken von Plato, Aristoteles, Machiavelli und Montesquieu ».

seerd door zijn hoogstaande intellectuele capaciteiten die al vlug werden opgemerkt door de toenmalige legerhervormer generaal Scharnhorst (6). Maar ofschoon Clausewitz in 1810 werd belast met de militaire opvoeding van de kroonprins, de latere Frederik-Willem IV, en in 1818 zelfs de hoge maar weinig invloedrijke positie zou verwerven van directeur van de algemene krijgsschool, beschouwde hij zijn loopbaan enigszins als een mislukking omdat zijn droom, roem te oogsten op het slagveld, mede door zijn zwakke gezondheid nooit in vervulling ging. Door de sublimatie van deze ontgoocheling kwam echter zijn ware grootheid aan het licht : « if he had not achieved greatness in war, he was to bring the greatness of war under his intellectual command » (7).

De grote gebeurtenis die zijn leven tekende, was de 'levée en masse' van de Franse revolutie, die door Napoleon werd omgesmeed tot een machtig instrument waarmee hij de Europese staten onder de voet liep. Ook Pruisen werd in 1806 verslagen en toen de koning zich in 1812 met Napoleon allieerde, ging Clausewitz uit ontgoocheling over diens onpatriotische houding strijden aan de zijde van de Russische tsaar. Dit werd hem door het hof niet in dank afgenomen en na de conventie van Taurroggen, waar o.m. door zijn invloed Pruisen werd gedwongen het anti-Napoleontische kamp te kiezen, werd hij slechts met grote moeite opnieuw in het Pruisisch leger opgenomen, waar hij overigens wel de gunst genoot van generaal von Gneisenau. Maar zijn vroegere houding, alsmede zijn oproep voor een algehele volksoorlog in zijn 'Bekennisschrift' hadden hem voorgoed de gunst van de koning en de restauratiegezinde politici en militairen ontnomen.

Toch hadden de gebeurtenissen van die jaren een beslissende invloed op zijn denken : Clausewitz ontdekte dat hij leefde op het keerpunt van twee tijdperken. De overgang van de eerder beperkte 'kabinetsoorlogen' naar de quasi-totale volksnationale oorlogen werd het 'Anliegen' van zijn hoofdwerk 'Vom Kriege' (8).

Aan dit boek heeft hij jarenlang gewerkt, nl. vanaf zijn verblijf te Koblenz (1816-1818) tot het jaar voor zijn dood. Het werd overigens nooit helemaal voltooid. De talrijke herwerkingen hebben tot gevolg dat een juiste interpretatie van zijn werk onmogelijk is zonder inzicht in de

(6) W. HAHLWEG, *op. cit.*, blz. 26-34 ; P. PARET, « Education, Politics and War in the Life of Clausewitz », in *Journal of the History of Ideas*, XXIX, 1968, 3, blz. 394 e.v.

(7) W. GALLIE, *Philosophers of Peace and War : Kant, Clausewitz, Marx, Engels and Tolstoy*, Cambridge, 1979, blz. 41.

(8) A. RAPOPORT, *Clausewitz : On War*, Introduction, Harmondsworth, 1968, blz. 17-27. Zie ook : Carl von CLAUSEWITZ, *Over de oorlog*, vertaling en inleiding van H. HOM, Bussum, 1982, blz. 7-11.

redactiegeschiedenis (9). Ofschoon deze kwestie hier niet in extenso kan behandeld worden, moet wel rekening gehouden worden met het essentiële feit, dat hij vooral in zijn herwerking van na 1827 op decisieve wijze zijn visie op de verhouding tussen het militaire en het politieke heeft uitgewerkt ten gunste van de politiek. Tot dit laatste redactiestadium behoren met zekerheid de eerste drie hoofdstukken van het eerste boek en de herwerkte versie van het achtste boek, waarbij hij tenslotte zijn allerlaatste standpunt neerschreef in het eerste hoofdstuk van het eerste boek, zoals hij trouwens zelf in een ultieme nota heeft gesteld: « het eerste hoofdstuk van het eerste boek is het enige dat ik als voltooid beschouw. Het zal het geheel op zijn minst de dienst bewijzen dat het de richting aangeeft die mij bij alles voor ogen stond » (10).

Trouw aan Clausewitz zelf wordt in de hier geboden interpretatie dit hoofdstuk als uitgangspunt genomen. Hierin wordt de overgang geschetst van het concept van 'absolute oorlog' naar het concept van de reële, door politieke doelstellingen bepaalde oorlog. Vervolgens wordt zijn visie op de politiek meer inhoudelijk bepaald en dit vooral door het bijebrengen van elementen uit zijn achtste boek. Tenslotte zullen achtereenvolgens zijn opvattingen worden nagegaan over de binnen- en buitenlandse politiek en dit in hun onderlinge verhouding.

De interpretatiesleutel : de overgang van de absolute naar de reële oorlog.

Zoals gezegd biedt boek I,1 de interpretatiesleutel om het geheel van 'Vom Kriege' te lezen. Hierin werkt Clausewitz de overgang uit van een absoluut naar een reëel concept van oorlog.

Op het eerste gezicht is zijn gedachtengang eenvoudig.

Om de verschillende elementen van het oorlogvoeren in hun innerlijke samenhang te begrijpen, wil hij eerst inzicht verwerven in de oorlog als totaliteit, als « Ganze », en wel als een totaliteit *sui generis* die volkomen

(9) Het beste overzicht van de discussie over de redactiegeschiedenis kan gevonden worden bij E. KESSEL, « Zur Genesis der modernen Kriegslehre », in *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, III, 1953, nr. 9, blz. 405-423. Zie ook: P. PARET in « The Genesis of our War », in M. HOWARD, P. PARET, *op. cit.*, blz. 3-25, die de herwerkingen van na 1827 teveel onderschat.

Wij sluiten veeleer aan bij diegenen die de latere herwerking decisief achten voor de interpretatie van het geheel. Wij lieten ons vooral inspireren door de magistrale analyse van R. ARON in het reeds geciteerde werk.

(10) Als tekst gebruikten we de kritische uitgave van W. HÄHLWEG. De verwijzingen in Romeinse cijfers wijzen op de acht boeken in « Vom Kriege », de verwijzingen in gewone cijfers op de hoofdstukken en de cijfers tussen haakjes op de bladzijde uit Hählweg's editie van 1980. Voor het hier geciteerde fragment: *Nachricht* (181).

op zichzelf wordt beschouwd, ontdaan van alle elementen die niet tot zijn natuur *à l'état pur* behoren (§ 1-6).

Maar een aantal fundamentele overwegingen dwingen hem de oorspronkelijke definitie te herzien. Via een methode van modificatie wordt de oorlog ingekaderd in een grotere en meer reële totaliteit, met name : de nationale en internationale politiek. In de overgang van de abstracte naar de concrete bepaling ligt het scharnierpunt van dit kapittel (§ 7-28) (11).

Het vertrekpunt van Clausewitz is een bepaling van de 'natuur' van de oorlog als een op zichzelf staande totaliteit, waarin abstractie wordt gemaakt van tijd, ruimte, frictie, contingentie, doelen en oorzaken, wat hem toelaat om de naakte waarheid van het oorlogvoeren ten volle tot uitdrukking te brengen. In zijn meest wezenlijke vorm is de oorlog immers een « *gewelddaad* teneinde de tegenstander te dwingen onze wil te doen » (12). De metafoor die Clausewitz hier gebruikt is : het duel, de tweekamp. Daarvan is het doel de tegenstander op de knieën te krijgen (« *Niederzuwerfen* ») zodat hij niet meer in staat is om weerstand te bieden. Het middel daartoe is het geweld. Deze nadruk op het geweld is zeer belangrijk. Clausewitz wil hiermee reageren op benaderingen die minder wezenlijke aspecten centraal stellen, zoals dit het geval was bij von Bülow die de oorlog reduceerde tot een spel van geometrische figuren. Niet het maneuver maar het brute geweld is de kern van de zaak (13).

Volgens de metafoor van het duel is de oorlog een zuivere of/of situatie : ofwel wint men, ofwel verliest men; maar er is geen tussenweg (14). Een eventuele beperkte oorlog of een 'deterrence' is in dit absoluut concept ondenkbaar.

De eerste definitie brengt hem op het spoor van de meest wezenlijke dynamiek van de oorlog : de tendens om naar een *uiterste* aanwending van geweld te gaan omwille van de drie onvermijdelijke wisselwerkingen tussen de strijdende partijen.

De eerste wordt algemeen omschreven : er zijn geen grenzen aan het geweld omdat er een wisselwerking ontstaat waarbij de ene partij aan de andere haar wet oplegt (15). De tweede wisselwerking wordt beschouwd vanuit het doel, nl. de vijand weerloos maken : « zolang ik mijn tegenstander niet op de knieën heb gekregen, moet ik er beducht voor zijn dat hij mij op de knieën krijgt; ik ben dus niet meer mijn eigen meester,

(11) Cfr. E. WEIL, « Guerre et Politique selon Clausewitz », in *Revue Française de sciences politiques*, 5, 1955, blz. 296 en R. ARON, *op. cit.*, I, blz. 108-148.

(12) I, 1, § 2 (191).

(13) P. PARET, *The Genesis of « On War »*, blz. 21.

(14) I, 1, § 2 (191).

(15) I, 1, § 3 (192-194).

maar hij schrijft mij de wet voor zoals ik het hem doe » (16). Tenslotte betreft de derde wisselwerking de kracht van de voorhanden middelen en de sterkte van de wilskracht. De ene partij moet zijn inspanningen afmeten aan het weerstandsvermogen van de ander (17).

In abstracto (« dem Begriff nach ») ontstaat aldus een escalatie tot het uiterste, die nooit tot stilstand komt, tenzij één van de partijen volledig verslagen is. Op *zichzelf* gezien heeft de oorlog dus *geen enkel* matigend principe. Dit is een zeer radicale bepaling van het oorlogsgebeuren en op het eerste gezicht zou men hier de indruk krijgen dat Clausewitz de totale oorlog predikt.

Dat is echter niet het geval. De term 'totale oorlog' gebruikt hij niet eens; die eer komt Ludendorff toe. Hij wil enkel aantonen dat, wanneer men de oorlog op zichzelf beschouwt, los van tijd en ruimte en los van de politieke besluitvorming, er een dynamiek werkzaam is die hem een absoluut karkater doet aannemen. Het gaat hier dus om een begrip van wat de oorlog zou zijn als totaliteit op zich. Hij geeft hier zeker geen richtlijnen om in *elke* oorlog over te gaan tot een uiterste aanwending van geweld. De absolute is slechts een *noodzakelijk* kenmerk van de oorlog voor zover hij *puur abstract* wordt beschouwd. Een reële oorlog is daarentegen *nooit noodzakelijk* absoluut, ook al *kan* hij in bepaalde gevallen de idee van een absolute oorlog sterk benaderen (18). Of dit gebeurt en de mate waarin dit gebeurt, is volgens Clausewitz afhankelijk van de politieke doelen die op het spel staan. Zijn ze gering dan kan het gebeuren dat de strijd beperkt blijft tot een eenvoudige 'bewaffnete Beobachtung', maar als ze mateloos worden kan de oorlog quasi-absoluut worden en voor een dergelijke vorm van oorlogvoeren staat de Napoleontische periode volgens hem model: « sedert Bonaparte heeft de oorlog (...) aldus een heel andere natuur aangenomen, of veeleer, heeft hij zijn ware natuur, zijn absolute volkomenheid, ten zeerste benaderd » (19). Maar voorlopig moet de inbreng van het politieke element terzijde worden gelaten. Het werd hier maar even ter sprake gebracht als parenthesis om duidelijk te maken dat de naar uitersten escalerende wisselwerking in de reële oorlog niet noodzakelijk is.

Als conclusie betreffende de absolute oorlog kan gesteld worden dat de oorlog in zijn abstracte wezenskern een gewelddadig duel is, dat een naar uitersten escalerende wisselwerking impliceert en slechts eindigt wanneer

(16) I, 1, § 4 (194-195).

(17) I, 1, § 5 (196).

(18) Cfr. R. ARON, *op. cit.*, I, blz. 109-117.

(19) VIII, 3 B (972).

één van beide partijen verslagen is. In abstracto is de natuur van de oorlog absoluut gewelddadig (20).

Maar Clausewitz blijft niet staan bij zijn absoluut concept. Van zodra hij dit heeft uitgewerkt begint hij aan te tonen dat een oorlog in *werkelijkheid* nooit helemaal kan beantwoorden aan zijn abstracte definitie (§ 6). De realiteit dwingt hem immers om zijn essentialistische visie te herzien. Hij voltrekt deze overgang in vier stappen : eerst bespreekt hij een aantal algemene modificaties, waarvan hij het politieke element het belangrijkste acht (§ 6-11), vervolgens behandelt hij de paradox van de stilstand, waarbij hij het probleem van de verhouding tussen aanval en verdediging ter sprake brengt (§ 12-22), daarna keert hij terug naar zijn hoofdthema : de politiek (§ 22-27), om tenslotte zijn reële, zogenaamd 'trinitaire' definitie te formuleren (§ 28) (21).

Het is merkwaardig dat Clausewitz met heel veel nadruk zijn eerste definitie afwijst als irreëel, nadat hij ze toch met nadruk had geponeerd. Zijn uitdrukkingen liegen er niet om. Vanaf nu beschouwt hij zijn concept van de absolute oorlog als een « Spiel der Vorstellungen », een « logische Träumerei », iets dat alleen een « boekenwet » oplevert (22).

De werkelijkheid stelt zijn eisen : tijd en ruimte doen hun intrede en in de plaats van absolute wetmatigheden komen de wetten van de waarschijnlijkheid (23). Een theorie van de oorlog kan niet langer zekerheden poneren. Zij moet rekening houden met de *fictie*. Met dit nogal belangrijk concept wil hij uitdrukken dat een reële oorlog nooit in overeenstemming is met de idee die men zich op voorhand heeft gevormd : « Friktion ist der einzige Begriff, (...) was den wirklichen Krieg von dem auf dem Papier unterscheidet » (24).

Pas nu, wanneer hij begint te reflecteren over oorlogen in hun werkelijke gestalte, acht hij het moment gekomen om ook de politiek op te nemen in zijn definitie. Deze laattijdige introductie gebeurt niet uit misprijzen voor de politiek, maar omdat zij methodologisch gezien nog niet thuishoorde in zijn absoluut begrip, waar de oorlog omschreven werd als een totaliteit op zich (25). De politiek wordt daarentegen vanaf haar introductie *het* bepalende element bij uitstek van de werkelijke, in tijd en ruimte gesitueerde oorlog. Met nadruk stelt Clausewitz dat de oorlog

(20) Een beknopte samenvatting van zijn eerste definitie geeft Clausewitz zelf in boek VIII, 3 A (956).

(21) Cfr. R. ARON, *op. cit.*, blz. 112-122.

(22) I, 1, § 6 (196).

(23) I, 1, § 10 (199).

(24) I, 7 (262).

(25) R. ARON, *op. cit.*, I, blz. 112.

onder *alle* omstandigheden niet een zelfstandige zaak is, maar een *politiek* instrument (26), hij is een « serieus middel voor een serieus doel » (27) en dat doel domineert het middel : « het politieke oogmerk is het doel (Zweck), de oorlog is het middel en *nooit* kan het middel zonder dat doel gedacht worden (28).

Meer nog, het politieke doel overheerst niet alleen bij de aanvang van de oorlog, maar het blijft ook *gedurende* de tijd dat de oorlog wordt gevoerd, het « eerste en hoogste punt van overweging » (29).

Op deze wijze wordt de beroemde uitspraak, die hij met andere woorden ook in het achtste boek herhaalt, goed verstaanbaar : « Der Krieg ist eine bloße Fortsetzung der Politik mit anderen Mitteln ». De oorlog is zelf een doorvoeren van de politiek met andere middelen, m.a.w. een door en door politieke zaak (30).

Op het eerste gezicht is de politieke inbreng een puur rationele aangelegenheid. Clausewitz spreekt immers van de politiek als « de intelligentie van de gepersonifieerde staat » (31) en noemt beslissingen op regeeringsniveau een « zaak van het zuivere verstand » (32). Maar reeds in boek I blijkt duidelijk dat deze rationaliteit niet eenzijdig mag verstaan worden. Clausewitz ziet haar immers in nauwe samenhang met de irrationele en volitieve factoren die hij eveneens opneemt in zijn 'trinitaire definitie'.

1. Uit zijn tekst blijkt duidelijk dat het politieke element geïsoleerd wordt van de reële context waarin het optreedt : conflicten tussen nationale staten waarbij politieke keuzen medebepaald worden door de gevoelens en de passies van de massa's. Wanneer men sommige uitspraken leest, krijgt men heel sterk de indruk dat de rationaliteit van de politieke motieven pas echt tot een conflictuele krachtontlading aanleiding geeft, wanneer ze gestuwd wordt door de 'blinde natuurdrift' van de massa's (33). Zo kan volgens Clausewitz een gering politiek motief een explosie teweegbrengen wanneer er in een volk ernstige spanningen of vijandige gevoelens aanwezig zijn. De invloed van het volk kan inderdaad zeer groot zijn : « één en hetzelfde politiek doel kan bij twee verschillende volkeren of bij één en hetzelfde volk op verschillende tijdstippen, een totaal verschillende uitwerking hebben » (34). De meest karakteristieke

(26) I, 1, § 27 (212).

(27) I, 1, § 23 (209).

(28) I, 1, § 24 (210).

(29) I, 1, § 23 (209-210).

(30) I, 1, § 24 (210).

(31) I, 1, § 26 (212).

(32) I, 1, § 28 (213).

(33) *Ibid.*

(34) I, 1, § 11 (200).

tekst in dit verband staat in § 25 : « hoe omvattender en sterker de motieven van de oorlog zijn, hoe meer zij het gehele bestaan van volkeren raken, hoe heviger de spanning is die aan de oorlog voorafgaat, des te dichter zal de oorlog zijn abstracte vorm benaderen (...). Hoe zwakker echter de spanningen en motieven zijn, des te minder zal de natuurlijke tendens van het militaire element, nl. het geweld, in het spoor vallen dat de politiek aangeeft. (35) ». Dergelijke uitspraken mag men niet zo interpreteren dat er geen geweld zou gebruikt worden als alles van de politieke rationaliteit alléén zou afhangen en dat in feite de volkspassies het dominerende element zouden zijn. Men moet beide steeds beschouwen in hun samenhang, waarbij het politieke element, althans bij de beschaafde volkeren, steeds domineert (36). Voor Clausewitz komt het aan de intelligentie van vorst en regering toe om te bepalen hoe de oorlog zal zijn.

Het is precies de taak van de politieke intelligentie om de blinde natuurdriften, de spanningen die in het volk aanwezig zijn juist in te schatten, om ze naargelang de omstandigheden aan te wakkeren of te matigen en te vermijden dat de oorlog iets zou worden wat hij krachtens de aard van de verhoudingen waarin hij gesitueerd is niet kan zijn. Wat dat concreet betekent zal verder in de analyse van boek VIII verduidelijkt worden. Hier volstaat het te onthouden dat ook hartstocht, haat en geestdrift vanwege het volk in de politieke intelligentie worden opgenomen.

2. Het volstaat echter niet, alléén met de emoties van de massa's rekening te houden. Ook de specifieke wetmatigheden van het oorlogvoeren zelf moeten in rekening gebracht worden. Het politieke element kan onmogelijk een « despotische wetgever » zijn (37), maar moet « sachgemäs » zijn, het moet zich voegen naar de aard van het middel, naar zijn « objectieve natuur » (38). De oorlog is immers geen enkelvoudig hanteerbaar middel, maar een dynamische, bijna ongrijpbare realiteit, een spel waarin traagheid en toevalligheden optreden en waardoor hij een kwestie van waarschijnlijkheidsberekening wordt. Hier brengt Clausewitz een belangrijk punt ter sprake : aan deze objectieve spelnatuur beantwoordt als tegenpool de *subjectieve natuur* nl. de *zielskracht* waarmee de oorlog wordt gevoerd. In § 21 noemt hij de belangrijkste zielskracht : de moed tegenover het gevaar. Deze kan verschillende uitdrukkingen hebben zoals : wagen, vertrouwen op het geluk, koenheid, vermetelheid (39).

(35) I, 1, § 25 (211).

(36) I, 1, § 23 (209).

(37) *Ibid.* (210).

(38) I, 1, § 20 (207).

(39) I, 1, § 21 (207-208).

In § 22 introduceert hij het belangrijke en meer algemene begrip 'morele krachten', dat hij verder in boek III omschrijft als 'moralische Hauptpotenzen'.

Deze morele krachten zijn in de eerste plaats toepasselijk op het leger. Ze betreffen de talenten van de veldheer, de militaire deugd (bv. de discipline) en de nationale begeestering (40). Maar ze hebben eveneens betrekking op het volk, niet alleen voor zover het moet bijdragen tot de algemene dienstplicht of in tijden van algehele 'Volksbewaffnung' of 'Landsturm' massaal aan de oorlog deelneemt, maar ook voor zover het volk in het algemeen een zeer grote invloed uitoefent door de oorlog met een passende 'Gesinnung' te ondersteunen (41).

In de optiek van Clausewitz zijn de morele krachten niet irrationeel. Dat geldt vooral voor de moed, die naargelang de positie die men inneemt in de militaire hiërarchie meer en meer doordrongen wordt door « geest, verstand en inzicht » (42). De hoogste graad van rationaliteit wordt gevonden bij de veldheer, die als militair *genie* over het vermogen moet beschikken om rationaliteit en stoutmoedigheid samen te brengen in de vastberaden besluitvaardigheid. Een geniale veldheer zal zelfs in de meest duistere omstandigheden een snel en juist inzicht moeten verkrijgen in de situatie — Clausewitz gebruikt hier de term 'coup d'œil' — en vervolgens ook de moed moeten hebben om zijn verantwoordelijkheid op te nemen en naar dit inzicht te handelen. Dat noemt hij 'Entschlossenheit'. Zij komt uit het verstand voort maar is een act van de moed (43), wat hem toelaat te stellen dat « zuiver verstand nog geen moed (is) want we zien dat de knapste lieden vaak besluiteloos zijn » (44). Het is slechts bij een karaktervaste militaire leider dat het authentiek samenspel van verstand en moed mogelijk is (45). Tot zover deze beknopte beschouwing over de morele krachten.

Wanneer men nu de drie besproken elementen : de politieke intelligentie, de militaire moed en de passies van het volk samenneemt, heeft men al de aspecten van de reële definitie van de oorlog die Aron de 'trinitaire definitie' noemt. Ze wordt door Clausewitz uitgewerkt in § 28, het slot van zijn eerste hoofdstuk.

Op het hoogste en integrerende niveau is er de politieke rationaliteit — volgens Clausewitz « een zaak van de regering alleen » — die zich van de oorlog als een middel weet te bedienen; echter niet op een puur instru-

(40) I, 1, § 22 (208) en III, 4 (359-360).

(41) III, 6 (370) en VI, 6 (637).

(42) III, 6 (369) en I, 1, § 22 (209).

(43) I, 3 (234-235).

(44) I, 3 (235).

(45) I, 3 (244-246).

mentele wijze, maar door het richten, beheersen en coördineren van de twee stuwende elementen : de irrationele blinde natuurdrijven zoals het primaire geweld en de passionele krachten die bij het volk leven, en terzelfdertijd ook de morele krachten zoals het talent en de stoutmoedigheid van veldheer, leger en in geval van volksoorlog, het volk, waardoor het spel van toeval en waarschijnlijkheden wordt beheerst. Gesteld in de terminologie van Clausewitz : « De oorlog is dus niet alleen een ware kameleon (...) maar hij is ook in al zijn verschijningsvormen (...) een wonderlijke drievuldigheid, waarin de oorspronkelijke gewelddadigheid van zijn element, de haat en de vijandschap, die te beschouwen zijn als een blinde natuurdrijf, samengaan met het spel der waarschijnlijkheden en van het toeval, dat hem een vrije activiteit van de ziel doet worden, en met de hoedanigheid van ondergeschikt politiek werktuig, waardoor hij een puur verstandelijke aangelegenheid wordt » (46). Het werkelijk begrip van de reële oorlog mag van geen van deze drie elementen abstractie maken. Zo niet wordt een theorie van de oorlog volledig ondergraven : « een theorie die één van deze tendenzen buiten beschouwing zou willen laten of daartussen een willekeurige verhouding zou willen vaststellen, zou ogenblikkelijk dermate in tegenspraak met de werkelijkheid komen, dat ze alleen daardoor al als volledig ondergraven moet worden beschouwd » (47).

Wat Clausewitz met het overkoepelende en dominerende element, nl. de politiek precies bedoelt, wordt in de volgende bladzijden geanalyseerd.

Hoe het politieke doel de oorlog regeert.

In het eerste hoofdstuk van boek I wordt de politiek op definitieve wijze geïntroduceerd als bepalende factor in het oorlogvoeren. Wat de concrete implicaties hiervan zijn had Clausewitz kort voor het redigeren van zijn beslissende tekst reeds uitgewerkt in boek VIII « over het krijgsplan », waarin vooral hoofdstuk VI B een centrale rol speelt (48).

De hoofdstelling van het achtste boek is, dat de doelen die men *in* de oorlog wil bereiken ('Ziele') volledig afhankelijk zijn van de politieke

(46) I, 1, § 28 (212-213).

(47) I, 1, § 28 (213).

(48) Boek VIII, 6 B, speelt in de geschiedenis van het politieke denken een niet onaanzienlijke rol omdat het onder meer een grote invloed uitoefende op het denken van Lenin en aldus op de hele marxistisch-leninistische traditie. Zie o.m. D. BLASIUS, « Carl von Clausewitz und die Hauptdenker des Marxismus. Ein Beitrag zum Problem des Krieges in der marxistischen Lehre », in *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, XVI, 1966, 5, blz. 278 e.v. ; W. HAHLWEG, *Lenin und Clausewitz, loc. cit.* ; Zie ook : W.I. LENIN, *Clausewitz' Werk « Vom Kriege »*, Auszüge und Randglossen mit Vorwort und Anmerkungen von O. Braun, Berlijn, 1967.

doelen die men *met* de oorlog wil bereiken ('Zwecke') : « men begint geen oorlog (...) zonder zich af te vragen wat men *met* en wat men *in* de oorlog wil bereiken » (49).

Er is een duidelijke hiërarchische verhouding. Eerst komt het bepalen van het belangrijkste element, het politieke doel : « zonder de politiek is de oorlog een 'Sinn und Zweckloses Ding' » (50).

Vervolgens en rekening houdend met dit doel moet men de strategie bepalen. Zij wordt gedefinieerd als « het gebruik van het gevecht met het oog op het doel van de oorlog » (51). Dat doel is niet zoals men dikwijls ten onrechte denkt, de overwinning — die slechts een middel is tot het doel — maar de vrede.

Tenslotte en ondergeschikt aan de strategie, komen de tactische overwegingen naar voren, nl. het gebruik van de strijdkrachten in het gevecht (52).

De dominante positie van het politieke doel heeft voor gevolg dat daardoor het karakter van de oorlog wordt bepaald. Wordt de politiek iets groots en machtig, dan wordt ook de oorlog zo (53).

Dat betekent echter niet dat men de verschillende krijgshandelingen moet stellen volgens politieke inzichten — dat zou volgens Clausewitz een absurditeit zijn — maar toch wordt heel de oorlog doordrongen van het politieke door de invloed die wordt uitgeoefend op het krijgsplan.

In een nota over 'Vom Kriege' van 10 juli 1827 wordt het doel van de oorlog aldus omschreven : ofwel is het onbeperkt, nl. het op de knieën krijgen van de vijand, hetzij om hem politiek uit te schakelen, hetzij om hem willekeurige vredesvoorwaarden te kunnen opleggen, ofwel is het meer beperkt en bestaat het uit de inname van een gebied dat men hetzij wil behouden, hetzij gebruiken als ruilobject bij onderhandelingen (54). In zijn concrete politieke raadgevingen is Clausewitz, zoals verder in dit artikel nog zal aangetoond worden, veel voorzichtiger en wijst hij elke vorm van agressieve politiek af.

Hier is echter een ander punt van belang : de politieke doelen blijven een dermate grote invloed uitoefenen tijdens de oorlog, dat deze laatste eigenlijk geen totaal nieuwe toestand in het leven roept waarbij het politiek handelen voorlopig op de achtergrond zou verdwijnen. Integendeel, en dit formuleert hij heel scherp : het politieke handelen blijft voortbestaan, zij het met andere middelen : « Wir behaupten dagegen, der Krieg

(49) VIII, 2 (952).

(50) VIII, 6 B (991).

(51) III, 1 (345).

(52) II, 1 (271).

(53) VIII, 6 B (992).

(54) Nachricht (179).

ist nichts als eine Fortsetzung des politischen Verkehrs mit Einmischung anderer Mittel » (55). Het blijft een politiek handelen waarbij men « in plaats van nota's te schrijven, veldslagen levert » (56).

In de optiek van Clausewitz is het ondenkbaar dat men een strategie zou bepalen vanuit een meervoudig standpunt. Er is slechts één standpunt en dat is het politieke. Hij noemt het rondit een vergissing en zelfs een absurditeit dat men het krijgsplan enkel militair zou beoordelen (57), want een hoofdontwerp dat zonder inzicht in de politieke verhoudingen zou ontworpen worden is tot mislukken gedoemd (58). Er is bij hem dus niet, zoals Rapoport ten onrechte beweert, een omkeerbaarheid van het militaire en het politieke niveau (59). Dat blijkt onder meer uit zijn visie op de relatie tussen veldheer en regering. Een veldheer komt niet tussen in de politieke beslissingen maar moet toch in het kabinet aanwezig zijn om de regering te informeren over de krijgshandelingen. « Opdat een oorlog aan de bedoelingen van de politiek zou beantwoorden en de politiek op een juiste wijze zou rekening houden met de oorlogsmiddelen, is er — waar staatsman en soldaat niet in één persoon verenigd zijn — slechts één goed middel : nl. de opperste veldheer (en hij alleen, zeker geen andere militairen, want dat acht Clausewitz gevaarlijk) tot lid van de regering te maken, opdat zij (de regering) deel zou kunnen nemen aan de hoofdmomenten van zijn handelen (60) ». Merkw aardigerwijze werd deze tekst vanaf de tweede editie van ' Vom Kriege ' en dit tot aan de recente kritische teksteditie van Hahlweg, gewijzigd en zo goed als in zijn tegendeel omgekeerd, wellicht omdat hij de politieke rol van de militairen minimaliseerde (61). Ofschoon de Pruisische en later de Duitse militaire staven graag meer politieke zeggingskracht hadden gehad, was het zeker niet Clausewitz die hen dat toezegde. Hij blijft consequent vasthouden dat de militairen niet de taak hebben om *politieke* beslissingen te nemen (ook tijdens de oorlog niet), terwijl de politiek wel een grote rol in de oorlog wordt toegekend. Hij zegt zelfs expliciet dat een minister van oorlog en een krijgsingenieur of een ervaren soldaat niet de beste ministers zijn (62) en hij staaft dit met een historisch voorbeeld : Frank-

(55) VIII, 6 B (990). Vergelijk een gelijkaardige uitspraak in een brief van Clausewitz aan majoor Roeder van 22 december 1827 : « Der Krieg ist nichts als die Fortsetzung der politischen Bestrebungen mit veränderten Mitteln. Diese Ansicht lege ich der ganzen Strategie zugrunde und... » (geciteerd in HAHLOWEG, *op. cit.*, blz. 1235).

(56) VIII, 6 B (998).

(57) VIII, 6 B (994).

(58) VIII, 6 B (995).

(59) Cfr. A. RAPOPORT, *op. cit.*, blz. 24.

(60) VIII, 6 B (995).

(61) Cfr. HAHLOWEG, *op. cit.*, blz. 1237 en blz. 70.

(62) VIII, 6 B (995).

rijk werd in zijn oorlogspolitiek nooit slechter geadviseerd dan onder de gebroeders Belle-Isle of de hertog van Choiseul, ofschoon ze beiden goede soldaten waren ! De politiek ontwerpt dus het kader waarmee de militairen moeten rekening houden en dat zijzelf niet scheppen, noch kunnen wijzigen (63).

Anderzijds is het wel zo dat politici voldoende op de hoogte moeten zijn van het krijgswezen, teneinde geen beslissingen te nemen die in tegenstelling zouden staan met de aard van het oorlogsmiddel. In dit verband weerlegt Clausewitz met klem een in militaire kringen heersend misverstand *als zou de invloed van de politiek op het militaire als zodanig nefast zijn*. Niet de *politieke* invloed op zich is nefast, maar wel de eventuele *verkeerde beslissingen* die politici nemen (64). De politiek heeft slechts een schadelijke invloed wanneer zij niet oordeelt op basis van de natuur der dingen m.a.w. wanneer zij niet 'sachgemäsz' is (zie supra).

Opdat de politieke beslissingen juist zouden zijn moet rekening gehouden worden met alle bestaande verhoudingen. Wat nodig is, is een « Gesamtüberblick aller Verhältnisse » (65) en daarmee bedoelt hij zowel de binnenlandse als de buitenlandse situatie en dit in hun wederzijdse verhouding.

Clausewitz' visie op de binnenlandse politiek.

Een belangrijke vraag is : hoe ziet Clausewitz de nationale politiek en hoe ziet hij deze in verhouding tot de buitenlandse politiek ?

In boek VIII, 6B wordt de nationale politiek gedefinieerd als de vertegenwoordiger van de belangen van de *gebele* maatschappij (67), ook al acht hij het goed mogelijk dat de politiek een 'verkeerde wending' zou nemen of alleen maar particuliere belangen zou dienen of kan prijsgegeven worden aan de ijdelheid der regeerders (68). Hij voegt er echter wel aan toe dat dit niet de eigenlijke opdracht van de politiek kan bepalen.

Dat de staat de belangen van de hele maatschappij vertegenwoordigt impliceert volgens Clausewitz dat hij niet alleen zaakvoerder is van politieke of economische belangen, maar van *alle* belangen, ook de *humanitaire* en van *alles wat het 'filosofisch verstand' ter sprake zou*

(63) E. WEIL, *art. cit.*, blz. 300.

(64) VIII, 6 B (995).

(65) VIII, 6 B (962).

(66) De relatie tussen de binnenlandse en de buitenlandse verhoudingen in het werk van Clausewitz wordt op uitstekende wijze uitgewerkt door E. WEIL, vooral in *art. cit.*, blz. 301.

(67) VIII, 6 B (993).

(68) *Ibid.*

kunnen brengen (69). Zijn denken is dus zeer inclusief. Filosofisch-ethische beschouwingen worden niet afgewezen, maar hij besteedt er zelf geen aandacht aan, behalve terloops in boek VI waar hij i.v.m. de volksoorlog zegt dat het aan de filosofen toekomt om uit te maken of de versterking van het militaire element bij de bevolking überhaupt heilzaam is of niet (ook al is hijzelf ervan overtuigd dat in de *levée en masse* de kracht van het Franse revolutionaire leger lag en dat een algehele betrokkenheid van het volk bij de oorlog de beste waarborg is tegen decadentie) (70).

Het komt volgens hem eveneens aan de filosofen toe om morele vragen over de oorlog in het algemeen te beantwoorden. Maar dit is niet *zijn* bekommernis. Hij wil alleen nadenken over de consequenties van politieke beleidsopties voor het militaire handelen.

Naast de genoemde facetten van de binnenlandse politiek is vooral één opmerking van centraal belang : de identiteit van de binnenlandse politiek wordt bepaald in oppositie tot die van de andere staten. Het politiek gezag, de regering, wordt immers gedefinieerd als de zaakwaarnemer van de nationale belangen « *gegen* anderen Staten » (71).

Daarmee benadert hij de visie van Hegel, volgens dewelke de identiteit van de staat als individuele werkelijkheid bepaald wordt door het onderscheid met andere staten : « de staat is een individu en individualiteit impliceert negatie » (72). In een brief aan Gneisenau drukt Clausewitz dit op zijn wijze uit : « de belangrijkste idee die dient als fundament van de collectiviteit van de staat is deze van de verdediging *tegen* een buitenlandse vijand » (73).

Maar er is meer dan alleen maar tegenstelling. Er is ook de beïnvloeding van de binnenlandse politiek door buitenlandse gebeurtenissen. Belangrijke maatschappelijke verschuivingen in landen waarmee men in relatie staat,

(69) *Ibid.*

(70) VI, 26 (800).

(71) VIII, 6 B (993) : « denn die Politik ist ja nichts an sich sondern ein blosser Sachwalter aller dieser Interessen *gegen* andere Staten ».

(72) G.W.F. HEGEL, *Rechtsfilosofie*, addendum bij § 324, geciteerd in S. AVINERI, *Hegel's Theory of the Modern State*, Cambridge, 1972, blz. 201. Cfr. Ad PEPERZAK, « Hegel over oorlog en vrede », in *Tijdschrift voor Diplomatie*, juli 1981, blz. 683.

Een poging tot vergelijking van Hegels oorlogsleer met die van Clausewitz kan men vinden bij : B. ROTHE, A. TURPE, « Das Wesen des Krieges bei Hegel und Clausewitz », in *Deutsche Zeitschrift für Philosophie*, XXV, 1977, 11, blz. 1331 e.v.

Over de eventuele Hegeliaanse inspratie bij Clausewitz, zie : A. TURPE, « Carl von Clausewitz' Verhältnis zur Philosophie seiner Zeit », in *Militärwesen*, V, 1979, blz. 529 e.v.

(73) Geciteerd in R. ARON, *op. cit.*, I, blz. 443. Het betreft een brief van 9 september 1824. Een pittig citaat uit dezelfde brief werpt ook een verrassend licht op zijn houding tegenover de administratie die hij geenszins in zijn hart droeg : « ik ben nooit een vijand geweest van de wereld van de burgerlijke administratie, maar ik stel vast dat ik het word, want deze mensen zijn dusdanige Filisteters — een mengeling van ijdelheid, pretentie en middelmatigheid — dat men er wanhopig van wordt ».

dwingen omwille van de eigen veiligheid tot gelijkaardige verschuivingen in het eigen land. Clausewitz denkt hier uiteraard vooral aan Frankrijk. De revolutionaire en Napoleontische oorlogen waren voor hem het *fait fondamental* (74).

Het belangrijkste hierbij is, dat de *grandeur* van de gebeurtenissen volgens hem niet primair van militaire aard, maar van politieke aard is : « de enorme gevolgen van de Franse revolutie naar buiten toe, zijn duidelijk veel minder te zoeken in nieuwe middelen en ideeën van oorlogvoering, dan in de geheel veranderde *staats- en bestuurskunde, in het karakter van de regering en in de toestand van het volk* (...) (75) ».

« Enkel wanneer de politiek zich verhief tot een juiste appreciatie van de in Frankrijk ontwaakte krachten en van de nieuwere verhoudingen die in de politiek van Europa ontstonden, kon zij het resultaat voorzien dat daaruit zou ontstaan voor de grote lineamenten van de oorlog » (76). Het feitelijk echec van de andere staten wijt hij volledig aan een compleet verkeerde inschatting van de in Frankrijk ontwaakte krachten die hij beschouwde als politieke fenomenen. Vooral de democratisering van de oorlog krijgt zijn aandacht : « Der Krieg war dem Volke wiedergegeben (77) ». « Met de deelname van het volk aan de oorlog, wierp zich in plaats van een kabinet en een leger, het hele volk met zijn natuurlijk gewicht in de weegschaal » (78).

Vanaf nu is de krijgsmacht iets dat op de hele « Volkskracht » berust; de oorlog is « Volkssache » geworden (79). En hier volgt een merkwaardige uitspraak : het is niet alleen uit verdedigingswil of patriottisme dat in sommige landen — en hij noemt hier met name : Spanje, Oostenrijk, Pruisen en Rusland — het volkselement naar voor treedt, maar omwille van de nieuwe « verhoudingen die de Franse revolutie *in het hart zelf* van deze landen gebracht had » (80). Mag hieruit geconcludeerd worden dat Clausewitz de democratische gedachte van de Franse revolutie ook voor de Pruisische politiek heeft onderschreven ?

Volgens E. Weil is dat inderdaad het geval. Clausewitz zou ervan overtuigd geweest zijn dat de nieuwe toestand vereiste dat er een fundamentele eenheid zou ontstaan tussen de regering en het volk, een eenheid die volgens hem slechts mogelijk is « door een transformatie van de onder-

(74) R. ARON, *op. cit.*, I, blz. 440.

(75) VIII, 6 B (997).

(76) VIII, 6 B (997).

(77) *Über das Leben und den Charakter von Scharnhorst*, geciteerd in W. HAHLEWEG, *op. cit.*, blz. 1233, noot 364.

(78) VIII, 3 B (971).

(79) *Ibid.*

(80) VIII, 3 B (972).

daan in burger » (81). Maar of dit het besluit wettigt dat Clausewitz een democraat was, is een ander zaak.

Hij heeft ooit wel een tekst geschreven waarin hij zich terloops gunstig uitspreekt over het Engelse parlementair systeem, maar in 'Vom Kriege' toont hij uitermate weinig belangstelling voor democratische instellingen. Aron beweert zelfs dat hij het parlementair systeem mispreest omdat het volgens hem geen echte participatie van het volk garandeerde (82). In 'Vom Kriege' wordt de echte vrijheid gegarandeerd door het vermogen om weerstand te bieden tegen een machtige vijand en daarom achtte Clausewitz, gezien de gewijzigde politieke omstandigheden in Frankrijk een volledige betrokkenheid van de bevolking bij de nationale defensie noodzakelijk. Een dergelijke opvatting was in het Pruisen van na 1815, waar het restauratiedenken hoogtij vierde, al meer dan voldoende om als verkapte Jacobijnse ideologie te worden gebrandmerkt.

Het best wordt zijn visie samengevat met de woorden van Paret : « if the French Revolution had proved anything, it was that states wishing to preserve their independence must become more efficient in tapping the energies of their populations » (83). In 'Vom Kriege' gaat zijn aandacht dan ook haast exclusief naar de militaire aspecten van de massale volksdeelname, wat vooral ter sprake komt in het VIe boek, waar hij stelt dat de « Landwehr » (landsverdediging) een « vrijwillige medewerking » impliceert « van de gehele volksmassa met haar lichamelijke krachten, haar rijkdom en haar gezindheid ». Op dit belangrijke begrip alsook op het meer specifieke begrip van de « Volkskrieg », dat veeleer wijst op een verdediging d.m.v. wat men heden ten dage een guerillaoorlog noemt, kan wegens de beperkte opzet van dit artikel niet verder ingegaan worden (84).

Wel moet hier nog even vermeld worden dat in de optiek van Clausewitz niet enkel het volk nodig is voor een efficiënte oorlogvoering, maar de oorlog ook nodig is voor een krachtadig volk. In feite hanteert hij hier een cirkelredenering : « Nu bestaat er in onze tijd nauwelijks een ander middel om de geest van het volk in die zin op te voeden dan juist de oorlog, en wel een oorlog die met stoutmoedigheid wordt gevoerd. Alleen daardoor kan deze weekheid des gemoeds, deze hang naar behaaglijkheid worden tegengegaan, welke een volk dat een periode van stijgende welvaart en verhoogde bedrijvigheid doormaakt, doet afglijden. Alleen wanneer volkskarakter en oorlogsgewenning elkaar in voortdurende wissel-

(81) E. WEIL, *art. cit.*, blz. 311.

(82) R. ARON, *op. cit.*, I, blz. 442.

(83) P. PARET, *The Genesis of « On War »*, blz. 9.

(84) Cfr. VI, 6 (636-637).

werking wederzijds dragen, kan een volk hopen een stevige positie in de politieke wereld in te nemen (85). »

In grote lijnen denkt hij dus hetzelfde als Hegel, voor wie de oorlog de gelegenheid bij uitstek was om de particuliere belangen van de burgerlijke maatschappij te overstijgen en op te gaan in de algemeenheid van de staat. Voor hem was de oorlog even noodzakelijk voor de geestelijke gezondheid van het volk als de winden voor de zuiverheid van het zeewater (86).

In feite heeft de nadruk op het volkskarakter van de oorlog bij Clausewitz meer te maken met de XIX^e eeuwse romantiek van de natie-staat, dan met een democratische overtuiging.

Clausewitz' opvattingen over de internationale betrekkingen.

Ofschoon reeds gesteld werd dat de nationale identiteit wordt bepaald tegenover die van andere staten, werd tot dusver nog geen aandacht besteed aan zijn visie op de verhoudingen tussen de Europese staten. Over de « Staatenrepubliek des heutigen Europa » heeft hij nochtans ernstig, d.w.z. zich verheffend « over de anekdote heen » op een volgens hem wijsgerig-realistische wijze nagedacht. Doordringend tot het fundament der heersende verhoudingen wilde hij zowel de « algemeenheid der gevallen uitdrukken » als de « zaken zien zoals ze zijn » (87).

Volgens hem is er op het Europese toneel geen « systematisch geregeld machts- en belangenevenwicht » in de zin van een onwrikbaar status-quo (88), maar een dynamische samenhang waarin zich een *tendens* naar evenwicht manifesteert en waarin de staats- en volksbelangen op verschillende veranderlijke wijzen elkaar doorkruisen (89) : « door al deze knooppunten wordt duidelijk een meer of minder grote samenhang van het geheel gevormd en deze samenhang moet bij iedere verandering ten dele overstegen worden. Op deze wijze moet het geheel der verhoudingen van alle staten tot elkaar, eerder de totaliteit (das Ganze) formeel in stand hou-

(85) III, 6 (370).

(86) S. AVINERI, *op. cit.*, blz. 196-199.

(87) VI, 6 (638).

(88) *Ibid.* ; cfr. R. ARON, *op. cit.*, blz. 173.

(89) Over het Europees evenwicht heeft Clausewitz zich reeds vóór 1806 uitgelaten en dan sprak hij wel over een systeem : « Das politische Gleichgewichtssystem zeigt sich immer erst, wenn das Gleichgewicht selbst in Gefahr ist, verloren zu gehen. Denn solange die natürliche Schwere der Staaten ohne irgend eine sichtbare Tendenz, ohne eine moralische Anstrengung hinreichend ist, die ganze Machine in Ruhe, d.h. ohne gewaltige Oszillation, also alles auf seinem Flecke zu erhalten, solange ist von keinem Gleichgewichtssystem die Rede ; es besteht das Gleichgewicht von selbst » (geciteerd in W. HAHLEWEG, *op. cit.*, blz. 1218, noot 214).

den, dan daarin veranderingen teweeg brengen, m.a.w. in het algemeen is deze tendens aanwezig » (90).

Met deze nogal cryptische omschrijving poneert hij zowel de stabiliteit van het geheel der machtsverhoudingen als de mogelijkheid van verandering zonder dat daarbij de fundamentele tendens verdwijnt.

Zijn begrip van evenwichtstendens maakt Clausewitz echter niet blind voor het feit dat bepaalde staten zich zozeer op de voorgrond kunnen dringen dat zij « Gebieter des Ganzen » worden en hier denkt hij ongetwijfeld aan het Napoleontische Frankrijk. Als een dergelijke uitzonderlijke situatie zich voordoet is dit een gevolg van het feit dat de werkzaamheid van het geheel op een bepaald ogenblik niet groot genoeg was. Maar van zodra het evenwicht van het geheel daadwerkelijk verbroken is, zal spontaan op deze verandering gereageerd worden en de tendens naar evenwicht hersteld worden (91).

Clausewitz sluit bovendien niet uit dat binnen de tendens naar evenwicht bepaalde kleinere entiteiten kunnen verdwijnen en door andere naties overweldigd worden. Als concreet voorbeeld noemt hij Polen, waarover hij uitspraken doet die meer te maken hebben met Pruisische *a priori's* dan met wat hij wijsgerige diepgang noemt. Hij acht immers het bestaan van Polen in de totaliteit van de Europese staten niet duldbaar, omdat het maar een « Tartarenstaat » zou zijn met een « liederlijk staatsleven », een land dat puur toevallig in midden-Europa ligt en feitelijk al lang geen staat meer was. Indien de evenwichtstendens er niet voor gezorgd had Polen te verdelen, was het volgens Clausewitz toch een provincie van Rusland geworden. Zijn verdwijnen heeft het dynamisch evenwicht helemaal niet aangetast (92).

De theorie van de evenwichtstendens werpt ook een licht op de vraag of Clausewitz al dan niet een voorstander was van een *defensieve politiek*.

In het VIe boek van ' Vom Kriege ', dat specifiek de verdediging behandelt, opteert Clausewitz duidelijk voor een *politiek-defensieve* houding, vooral dan in hoofdstuk 6 waar hij spreekt over de zoëven besproken tendens naar Europees evenwicht. Hier laat hij een klaarblijkelijke afkeer merken voor oorlogen die dit evenwicht verstoren. De tekst vraagt opnieuw om interpretatie. Letterlijk staat er : « Deze verandering (nl. diegene die in de tendens naar evenwicht kan plaatsvinden zonder dat het geheel wordt aangetast) kan echter, wanneer we de natuur van de zaak beschouwen, enkel een beperkt aantal individuele staten raken en nooit de meerderheid der staten, en zo is het dan zeker dat deze staten hun behoud

(90) VI, 6 (639).

(91) *Ibid.*

(92) VI, 6 (641-642).

steeds door de gezamenlijke belangen van alle staten vertegenwoordigd en verzekerd weten en is het eveneens zeker dat elke individuele staat die niet in een gespannen relatie staat tot het geheel, bij zijn verdediging meer belangen aan zijn zijde vindt dan hij er tegen zich zal vinden » (93). Rekening houdend met de context wil Clausewitz hier het volgende zeggen : een staat die zijn machtsaanspraken alsmaar uitbreidt en meerdere staten onder de voet wil lopen, verstoort de tendens naar globaal evenwicht grondig. Maar precies dat keert zich spontaan in zijn eigen nadeel, omdat de bedreigde staten steeds hulp zullen krijgen van de andere staten omdat zij er alle belang bij hebben dat één enkele staat niet het overwicht haalt. Allen keren zij zich tegen de opdringerige staat en zo herstellen zij a.h.w. automatisch het Europees evenwicht.

Het zijn niet de kleine conflicten die het geheel verstoren, maar een inhalegerige agressieve politiek (94). Een dergelijke politiek acht Clausewitz zeer onwijs en antiproduktief, niet op grond van idealistische overwegingen, maar omdat dit een wezenlijke dynamiek is van de realiteit zelf : « Wer über diese Betrachtungen wie über utopische Träume lacht, der tut es auf Kosten der philosophischen Wahrheit ! » (95).

Clausewitz is dus geenszins, zoals men dikwijls ten onrechte heeft gedacht, een voorstander van de toepassing van zijn idee van de absolute oorlog als 'Leitmotiv' voor de internationale politiek. Integendeel, het 'ware begrip' van de internationale politieke realiteit dwingt hem tot het uitsluitend goedkeuren van beperkte niet-agressieve oorlogen en tot het voorstaan van een *verdedigings-politiek* tegenover mogelijke agressieve staten. Grootse avonturen zoals die van Napoleon wijst hij op grond van de dynamiek van de Europese evenwichtstendens beslist van de hand. Maar hij weet goed dat een dergelijk « ziekteverschijnsel » zich toch steeds kan voordoen en daarom waarschuwt hij dat een staat altijd klaar moet zijn voor een politieke verdedigingsoorlog. Voor hem is de oorlog in de eerste plaats een valabel politiek instrument ter verdediging van de nationale staat (96).

Deze interpretatie wordt versterkt door zijn pleidooi voor *proportionaliteit* : « Daar de oorlog geen act van blinde passie is, maar het politiek doel de belangrijkste factor is, moet de waarde die aan het doel wordt toegekend de grootheid van de opofferingen bepalen waarmee men die waarde wil kopen (...). Van zodra de krachtinspanning zo groot wordt, dat de waarde van het politieke doel er niet meer tegen opweegt (letter-

(93) VI, 6 (640).

(94) Cfr. R. ARON, *op. cit.*, I, blz. 276 ; E. WEIL, *art. cit.*, blz. 304.

(95) VI, 6 (640).

(96) E. WEIL, *art. cit.*, blz. 314.

lijk : ihm nicht mehr das Gleichgewicht halten kann) dan moet deze (krachtinspanning) opgeheven worden en de vrede daarvan het gevolg zijn (97) ». Wanneer nu de verdediging van de natie het belangrijkste politieke doel is, moet de krachtinspanning gebeuren voor zover de verdediging dat vereist — wat voor een groot deel medebepaald wordt door de kracht waarmee men door de vijand wordt bedreigd — maar mag men zich niet wagen aan avonturen die verder reiken dan het gestelde doel. Eens men zijn defensief politiek doel heeft bereikt moet men niet meer proberen om de tegenstander op zijn beurt te gaan onderwerpen, want dat zou een offensieve politiek impliceren.

Kenners van Clausewitz zullen wellicht tegen deze interpretatie opwerpen dat in boek VI van 'Vom Kriege' herhaaldelijk wordt geponeerd dat het tot de natuur van de verdediging behoort dat zij steeds omslaat in een aanval omwille van de wedervergelding. Zo stelt hij « dasz jeder Verteidigung die Idee einer Wiedervergeltung zum Grunde liegen muss » (98). En elders : « zelfs wanneer het doel van de oorlog het pure behoud van de status-quo is, dan is een zuiver afweren van de aanval toch iets dat het begrip van de oorlog tegenspreekt, omdat oorlogvoering onbetwistbaar geen lijdelijk verzet is (99). Wie hieruit wil concluderen dat de hier gepresenteerde interpretatie in de richting van een defensieve politiek onjuist is, maakt wellicht een denkfout. De laatstvermelde teksten hebben immers alleen te maken met het niveau van het puur begripsmatig, abstract denken over de natuur van de verdediging, volgens de lijn van zijn eerste oorlogsdefinitie, en niet met zijn begrip van de concrete door politieke doelstellingen bepaalde oorlog. Hij voegt immers onmiddellijk aan de voorgaande teksten toe dat het van de concrete omstandigheden afhangt of de overwinning verder gaat dat het object waarop de verdediging zich richt (100).

In boek VIII is hij in dit opzicht nog duidelijker : « zo is echter niet iedere verdediging in overeenstemming met het *begrip* (hier bedoelt hij het abstracte begrip) dat wij daarvan gegeven hebben » (101). Wat de consequenties hiervan zijn, blijkt uit het vervolg, waar hij een onderscheid maakt tussen een negatieve en een positieve vorm van eenzelfde politiek-defensieve houding :

Het eerste geval, nl *de strategische passiviteit*, omvat enkel het afweren van de vijand en het zo lang mogelijk intact en in bezit houden van het eigen land. Dit is een optie voor die gevallen waarin men onvoldoende

(97) I, 2 (217).

(98) VI, 8 (649).

(99) VI, 5 (633).

(100) VI, 8 (649).

(101) VIII, 8 (1004).

macht heeft om vrijwillig voor deze vorm van verdediging te kiezen — men wordt ertoe gedwongen — en bij het vredesverdrag eisen te gaan stellen. Als men in dit opzet slaagt is de enige winst dat de tegenstander het land voor een tijdje met rust laat, maar duurzame vrede is dan niet verzekerd. In deze optie kunnen wel kleinere *tactische* offensieven gebeuren (102).

In het tweede geval is het doel *positief* : niet alleen de vijand afweren (zelfbehoud) maar daadwerkelijk de vijand uitputten en verslaan zodat hij voor lange tijd niet meer in staat is aan te vallen. In dit geval is men krachtig en slagvaardig genoeg om terug te stoten. Men verdedigt zich hier niet uit pure noodzaak, maar omdat men zelf voor de verdediging gekozen heeft als krachtigste middel om het gevaar te bezweren. Als voorbeeld citeert Clausewitz hier de terugtocht van de Russen tot diep in het eigen land in 1812.

Dit was geen strategie van angstvallig afwachten, maar het nemen van initiatief. ' *Entscheiden* ' is hier het centrale woord. Hoe groter de beslissingskracht, hoe groter de winst (103).

Met dit laatste wordt dus duidelijk dat een reële, *politieke* verdediging niet alleen mogelijk is door een passieve en afwachtende strategie, niet alleen een passief ondergaan is, maar als men sterk genoeg is, evenzeer een *actieve* aangelegenheid kan zijn, m.a.w. een politieke defensieoorlog kan ook gevoerd worden met een strategie waarbij men zelf het initiatief neemt, zonder dat deze daarom politiek-offensief wordt.

Tegen deze opvatting zou men opnieuw teksten kunnen inbrengen die op het tegendeel schijnen te wijzen.

Dat geldt in de eerste plaats voor een tekst uit boek VI waar Clausewitz een merkwaardige parallel trekt.

Eenzijds zegt hij over de verdediging in abstracto dat ze « volgens onze wijze van voorstellen niet anders (is) dan de sterkere vorm van de strijd. Het *behoud* (Erhaltung) van de eigen strijdkrachten, de *vernietiging* van de vijandelijke, in één woord, de overwinning, is het doel van onze strijd » (104). Onmiddellijk voegt hij hier aan toe : « aber er (de overwinning) ist feilich nicht der letzste *Zweck*. » En dat ultieme doel, waarvoor hij hier de term gebruikt die doorgaans het politieke doel uitdrukt, wordt dan omschreven als « het *behoud* van de eigen staat én (let op de parallel) het *op de knieën krijgen* (letterlijk : Niederwerfung) van de vijandelijke *staat* », wat hij in één woord uitdrukt als « de

(102) *Ibid.*

(103) VIII, 8 (1005).

(104) VI, 27 (807-808).

beoogde vrede, omdat daarin het conflict wordt bijgelegd en in een gemeenschappelijk resultaat eindigt (105) ».

Een te vlugge interpretatie van deze parallel zou opnieuw tot het besluit kunnen leiden dat Clausewitz hier zijn politiek-defensieve houding opgeeft door verdediging en vernietiging van de vijandelijk staat op één en dezelfde noemer te plaatsen. Een grondige lezing dwingt echter bij het politiek-defensieve standpunt te blijven.

Wat verder spreekt hij immers over het in bezit nemen van het vijandelijk territorium, maar dat is geen doel op zich. Het is maar een intermediair en voorlopig doel dat hij volledig in functie stelt van het uitschakelen van wat voor hem de belangrijkste machtsfactor is van de staat : het leger. Pas wanneer dit leger overwonnen is en weerloos gemaakt — en hiervoor gebruikt hij zijn abstracte uitdrukkingen « niedergeworfen » en « zu fernern Widerstande unfähig gemacht » (106), — m.a.w. wanneer de tegenstander niet meer over het vermogen beschikt om de veiligheid van het land te bedreigen, kan het uiteindelijke doel van de oorlog bereikt worden : de *vrede*.

Dit laatste moet men goed begrijpen. Vrede is in de optiek van Clausewitz een begrip dat in zijn abstracte definitie geen gradaties toelaat (107) en dat werkelijk voor lange tijd het einde betekent van de oorlogstoestand : « met de vrede moet het doel van de oorlog worden beschouwd als bereikt en de zaak van de oorlog als beëindigd » (108).

Alles bij elkaar genomen gaat het in boek VI hoofdstuk 7 hoogstwaarschijnlijk om het uitwerken van zijn puur begripsmatige oorlogslogica.

Het betreft hier een zuivere of/of situatie : winnen of verliezen, zonder tussenwegen. Hier is geen plaats voor het overwegen van meer beperkte doelen die meer in overeenstemming zouden zijn met de eigen wetmatigheden van de politieke realiteit. Aldus doet hij hier geen uitspraak over de reële oorlog. En zelfs indien hij hier toch de realiteit op het oog zou hebben, mag niet vergeten worden dat het eigenlijke doel waarom het hier gaat, het *behoud* van de eigen staat is. Het daarbij horend onschadelijk maken van de vijandelijke strijdkrachten is a.h.w. een noodzakelijk postulaat vanuit zijn abstracte en absolute idee van vrede. In zijn optiek kan de vrede maar duurzaam zijn als de bedreigende macht van de tegenstander helemaal opgeheven is. Dit denken in abstracte termen doet geen afbreuk aan zijn realistische politieke opties waarin hij zich een voorstander toont van een defensieve houding. Van offensieve *politieke* doelen is bij Clausewitz geen sprake.

(105) *Ibid.* (808).

(106) *Ibid.*

(107) VIII, 6 A (988).

(108) I, 2 (215).

Besluit.

Clausewitz is één der zeldzame figuren uit de geschiedenis die krijgswetenschap en politieke wijsbegeerte met elkaar wist te verbinden. Hij was een bewonderaar van Machiavelli en evenals hem gefascineerd door de oorlog als politiek machtsinstrument.

Zoals zijn tijdgenoot Hegel beschouwde hij bovendien de nationale staat als het nec plus ultra van de internationale politiek.

Deskundigen beweren dat hij in talrijke opzichten ook werd beïnvloed door de filosofie van Kant (109), maar hier moet onmiddellijk aan toegevoegd worden dat hij diens « Zum Ewigen Frieden » ofwel niet gelezen heeft, ofwel niet gewaardeerd. In tegenstelling tot Kant stelt hij immers het door Rousseau scherp geformuleerde model van de internationale statenanarchie en de onvermijdelijkheid van de oorlog niet ter discussie (110). De mogelijkheid dat staten hun onderlinge rechteloze toestand zouden opheffen door toe te treden tot één of andere vorm van volkenbond, of geschillen zouden bijleggen op basis van internationaal erkende rechtsregels, ontgaat hem volledig.

Het « nooit meer oorlog » dat Kant in de teleologie van de geschiedenis op lange termijn ziet werkelijkheid worden (111) en zijn quasi-categori-sche vredesimperatief die dwingt tot oorlogsbeperkende maatregelen, bleven voor Clausewitz dode letter. Hij had alleen oog voor wat hij beschouwde als de reële machtsverhoudingen en maakte het « si vis pacem para bellum » tot zijn uitgangspunt (112).

Oorlog was voor hem het *fait primitif* dat diep in de maatschappelijke natuur van de mens geworteld is en waarop staatslieden ten allen tijde moeten voorbereid zijn. Niet om een agressieve politiek na te streven integendeel, want hij pleitte met nadruk voor een defensieve houding. Maar de Napoleontische ervaring had hem geleerd dat machtige staten steeds in de verleiding kunnen komen om een expansieve politiek te voeren en de nationale soevereiniteit van andere staten militair te bedreigen. Deze nationale identiteit beschouwde hij als een noodzakelijke voor-

(109) De invloed van Kant op Clausewitz gebeurde naar alle waarschijnlijkheid via diens leerling KIESEWETTER met zijn *Grundrissz einer allgemeinen Logik nach Kantischen Grundsätzen*, 3 delen, Berlijn, 1796-1802. Zie in dit verband W. WAGNER, *Die Preussischen Reformer und die zeitgenössische Philosophie*, Keulen, 1956, blz. 142 e.v. : Clausewitz und Kant.

(110) Cfr. K.N. WALZ, *Man, the State and War. A Theoretical Analysis*, New York, 1954, blz. 159-186.

(111) Zijn teleologische visie op de geschiedenis werkt Kant niet uit in « Zum Ewigen Frieden » maar in zijn essay : « Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht ».

(112) Cfr. John E. TASHJEAN, « Plous Arms : Clausewitz and the Right of War », in *Military Affairs*, april 1980, blz. 82 e.v.

waarde tot vrijheid en daarom wilde hij haar met alle middelen verdedigen. Daarbij hadden de gewijzigde politieke omstandigheden na de Franse Revolutie hem bewust gemaakt van het feit dat een nationale verdediging slechts mogelijk was indien men niet alleen kon rekenen op wapens en een goed gedrild leger, maar ook op de materiële en morele inzet van het ganse volk. Een volk zonder wil tot weerbaarheid was in zijn ogen tot politiek onvermogen gedoemd. Vandaar zijn pleidooi voor een volksleger, waarvan hij echter de relativiteit inzag in het licht van eventuele latere maatschappelijke verschuivingen (113).

Het realisme waarmee hij de ontwikkelingen van zijn tijd beschouwde, dwong hem op een bepaald ogenblik om niet te blijven staan bij de absolute logica van zijn abstract concept, maar rekening te houden met de weerbaarheid van de werkelijke oorlog en daarom ook met de politiek als instantie bij uitstek om de steeds wijzigende verhoudingen te beoordelen en in functie daarvan de juiste beslissingen te nemen. Het is de politieke intelligentie die na een « Gesamtüberblick aller Verhältnisse » de doelen van de oorlog bepaalt en meteen ook de maat waarmee het geweld wordt ontketend. Wat puur begripsmatig een noodzaak is, wordt in de politieke context slechts één van de mogelijkheden. Wanneer de politieke doelen mateloos zijn en dus ook de inzet van militaire middelen, kan het geweld dimensies aannemen die in grote mate overeenkomen met wat abstract gedacht zou moeten gebeuren indien de oorlog een op zichzelf staande totaliteit was. Een tomeloze politiek kan zover gaan dat de absolute oorlog bij benadering werkelijkheid wordt. Maar zover hoeft het niet te komen en komt het ook de facto meestal niet, want naargelang de omstandigheden en de politieke inschatting ervan, kan de reële oorlog ook een beperkte gestalte aannemen en zelfs stilvallen tot een pure 'bewaffnete Beobachtung'.

Meteen wordt ook duidelijk dat hij alle verantwoordelijkheid voor de fundamentele keuzen volledig bij het politieke gezag legt. Dit moet ervoor zorgen dat de oorlog niet iets wordt wat hij krachtens de aard van de verhoudingen waarin hij gesitueerd is niet zou mogen of kunnen zijn. Een dergelijk standpunt impliceert een duidelijke rangorde: het primaat komt toe aan de politiek, het militaire is eraan ondergeschikt. De militairen moeten steeds, ook tijdens de oorlog, de politieke logica volgen, ook al heeft de oorlog zijn eigen grammatica waarmee de politici moeten rekening houden opdat hun beleid 'Sachgemäß' zou zijn. Maar de politieke en de militaire orde zijn onomkeerbaar. Het zou volgens Clausewitz zelfs een absurditeit zijn dat militaire overwegingen de politieke besluitvorming zouden bepalen. In een tijd als de onze, waarin de besluitvor-

mingsprocessen inzake bewapening ondoorzichtig zijn geworden en de logica van de wapentechnologie vaak de politieke beslissingen gaat bepalen (114), klinkt zijn opvatting als een waarschuwing (115).

Clausewitz heeft het militaire denken verruimd door er de politieke dimensie aan toe te voegen, maar over de waarde van de politieke doelen heeft hij zich niet uitgesproken. Men kan dit betreuren, maar dan mag men niet vergeten dat hij ethische oordelen wel degelijk verantwoord achtte, zij het dat hij ze overgelaten heeft aan de wijsgeren. Op hen rust dus een grote verantwoordelijkheid. Door dit standpunt heeft hij, zo zou men kunnen zeggen, aan Kant toch nog de passende eer bewezen.

Summary: The concepts of war and politics in the philosophy of Carl von Clausewitz.

Clausewitz is not as some misinterpretations suggest a philosopher of total war. An analysis of his hermeneutical key presented in the first chapter of the first book of 'On War' makes it clear that there is a crucial distinction between his pure abstract concept of war — the notion of absolute war — and his theory of real war, where the irrationality of violence and the force of the military will, are subjected to political rationality. According to Clausewitz politicians carry the ultimate responsibility in determining the ends of war, and this can only be done after a thorough appraisal of national and international realities.

(114) Cfr. Peter J. MOODY, « Clausewitz and the Fading Dialectic of War », in *World Politics*, XXXI, 1979, nr. 3, blz. 425 : « Autonomous technology shapes the way we live, and in particular the way we fight wars. As the constraints on warfare become increasingly technical, warfare ceases to be an instrument of politics. In the face of total war, politics itself becomes subordinate to the constraints imposed by war, or at best a means of coping with the fact of the possibility of total destruction. »

(115) Een Clausewitziaans standpunt kan men i.v.m. de Rogers-strategie vinden bij B. OLDEWURTEL, « Eine Lanze für den Rogers Plan », in *Aktuelle Friedensforschung*. Beiträge aus dem Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik an der Universität Hamburg, XVII, 1983, blz. 38 : « Häufig wird die auf die rein militärischen Aspekte 'alternativer Strategievorschläge' reduzierte Betrachtung der Inhalte zum qualitativen Bewertungsmasstab gemacht. Dabei werden nicht selten der Gesamtgehalt der Aussage und ihre Zuordnung zu bereits bestehenden Konzepten und schliesslich — damit verbunden — ihre politische Zielsetzung vernachlässigt. Dies gilt auch für den sogenannten Rogers-Plan. Gerade ist hier zu beobachten, dass der überwiegende Teil der öffentlichen Reproduktionen der Rogersaussagen die politischen Aspekte des Planes unterschlägt. Die zumeist selektive Reduzierung der inhaltlichen Wiedergabe des Rogersplanes auf rein militärische Gesichtspunkte hat ein breites Spektrum von Missdeutungen erzeugt (...). Die Fehlinterpretationen und Vorwürfe lassen es geboten erscheinen, den Rogers-Plan in seiner Gesamtheit, d.h. mit seinen politischen und militärischen Elementen sowie deren Zielsetzungen darzulegen, um zur Versachlichung der Diskussion beizutragen. »

One of the consequences of his position is that the military and political levels are not, as A. Rapoport suggests, interchangeable but in a subordinate position. Military leaders should always follow the logic of politics, politicians however should not neglect the grammar of war. Despite some texts that might suggest the contrary, Clausewitz held a clear option for a defensive policy. Value judgments are left to philosophers.





De la classification des partis politiques

par Daniel-Louis SEILER,

Professeur ordinaire à l'Université de Lausanne.



« Parties are necessary and important in determining who governs, but it does not follow that they are equally important in determining what government does » (1)

Il y a quelques années une collection d'ouvrages de « poche » procédait à la réédition du classique de Maurice Duverger, *Les partis politiques*. Dans sa présentation au lecteur de 1981 l'auteur expliquait pourquoi il n'avait pas remanié son œuvre. « Des notions inédites ont été proposées ça et là : par exemple le « parti de rassemblement » (Kirchheimer), le « parti d'électeurs » (Charlot), le « parti strataρχique » (Eldersveld), le « parti antisystème » (Lavau) : ne devrait-on pas les introduire dans le tableau, bien qu'elles n'en modifient ni la tonalité ni l'équilibre, et que certaines baptisent simplement d'un autre nom les phénomènes qu'il décrit ? » (2). Et l'auteur de conclure à l'inanité de ces notions nouvelles.

En relisant pour la Nième fois le texte de Duverger, le bien fondé de sa remarque apparaît avec évidence : fors quelques améliorations de détail, l'analyse des partis politiques reste dans l'état où le grand politiste français l'avait laissée ! La chose peut surprendre quand on sait les mutations subies par les différents systèmes de partis et le développement, tant méthodologique que théorique, que connaît la science politique depuis vingt ans. Les Anglo-saxons, par exemple, qui mirent tant d'ardeur à critiquer et à tenter de réfuter Duverger, se révélèrent totalement impuissants à lui opposer une alternative. Seul Stein Rokkan fut capable d'innover, animé par le même esprit et dans des secteurs que « Les partis politiques » avaient laissés dans l'ombre.

(1) R. ROSE, *Do Parties Make a Difference ?*, London, Macmillan, 1980, p. 10.

(2) M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Coll. Points / politique, 1981, p. 9.

Au plan bibliographique le désert qualitatif n'a d'équivalent que la profusion d'ouvrages médiocres et coûteux. C'est comme si Duverger, Rokkan ou même Sartori — pourtant à la mode — n'avaient jamais écrit. Témoin : la dernière en date des grandes monographies parallèles consacrée aux partis et publiée par les prestigieuses « *Free Press* » sous la direction du politiste germano-américain Peter Merkl (3). Le maître d'œuvre, pourtant bon comparatiste et brillant spécialiste de l'Allemagne, tombe tête baissée dans le panneau que lui tend le sens commun. Ainsi, outre une conception germanocentrique de la démocratie chrétienne, on constate que le PS se trouve séparé de ses équivalents européens et latins dans une catégorie « *Left. Soc.* » où il rejoint les dissidences socialistes scandinaves, sort qu'il ne partage qu'avec le très gouvernemental PSI de Bettino Craxi (4). Les libéraux belges, italiens et néerlandais sont placés à la « gauche » des démocrates chrétiens alors que ce sont ces derniers qui bénéficient de la position centrale ou, mieux, pivotale qui leur permet d'exercer un arbitrage entre les premiers et les socialistes; la nature du parti radical italien est mécomprise, les républicains racistes suisses de J. Schwarzenbach, aujourd'hui disparus, se trouvent rangés avec les respectables *Tories* tandis que l'autre formation xénophobe helvétique — *L'Action nationale* — ne mérite pas cet honneur, elle se situe à l'extrême-droite, etc. Quels sont les critères qui président à cette brillante typologie ? Mystère.

A l'audition de ce concert discordant où maintes dissonnances opposent théorie et empirie, épistémologie et méthode, il nous a paru nécessaire de faire le point. Où se situer face aux théories et modèles existants ? Comment traduire le cadre théorique choisi dans la réalité d'une démarche empirique ?

1. Position du problème.

Il est diverses manières d'appréhender le phénomène partisan dans une perspective théorique. On peut les regrouper en deux grandes catégories qui, à leur tour, se subdivisent en courants distincts. La première, que nous qualifierons de « singulariste », traite chaque système politique comme un existant singulier, comme un phénomène quasi unique s'expli-

(3) P.H. MERKL (ed.), *Western European Party Systems*, New York, The Free Press, 1980, pp. 1-12. Cet ouvrage recèle néanmoins d'excellentes contributions.

(4) Ce n'est même pas la « complicité » des deux partis frères au sein du « groupe de Latché » — conciliabule de la « gauche » au sein de l'Internationale socialiste — qui justifie semblable traitement : Mario Soarès, Felipe Gonzales et André Cools répondirent à l'invitation de l'actuel Président de la République. Or tant le PSP, que le PSOE ou le PS belge francophone sont classés avec les sociaux-démocrates et travaillistes ainsi, d'ailleurs, que le «A.S.O.K. d'Andreas Papandreou.

quant par les conditions particulières qui présidèrent à sa naissance et à son développement. La dénomination du parti s'impose alors comme critère de classification lors de l'établissement de typologies : c'est le pseudonominisme que nous avons déjà dénoncé (5). Elles permirent néanmoins la réalisation d'excellentes monographies nationales. En revanche, appliquées à la politique comparée, les démarches singularistes débouchent, non seulement dans une impasse, mais aussi sur une catastrophe épistémologique : elles tombent dans le piège du langage.

La seconde catégorie d'approches du phénomène partisan, que nous qualifierons de « holiste », le réinsère dans la totalité sociétale; il s'explique alors par les invariants qui présidèrent à sa naissance et à son développement conjoints dans différents Etats. Son point de vue tente d'embrasser la réalité globale d'un type de société — le monde occidental ou les pays en voie de développement — quand il ne prétend pas à l'universel comme dans le cas du marxisme. Seules les théories holistes peuvent espérer satisfaire aux conditions de l'analyse comparative (6).

2. L'approche singulariste.

Les classifications de partis fondées sur le singularisme se révèlent, idéologiques, « empiricistes » et reposant sur des critères fallacieux.

2.1. Langage politique et science politique

Toute science consiste largement en un discours sur les choses. La dialectique entre les « mots et les choses » — pour paraphraser le regretté Michel Foucault — y occupe une place centrale. Toute réflexion sur la science partira donc d'une élucidation du langage scientifique et comme l'écrit Ayer : « A complete philosophical elucidation of any language would consist, first, in enumerating the types of sentence that were significant in that language, and then in displaying the relations of equivalence that held between sentences of various types. And here it may be explained that two sentences are said to be of the same type when they can be correlated in such a way that to each symbol in one sentence, there corresponds a symbol of the same type in the other; and that two symbols are said to be of the same type when it is always possible to substitute one for the other without changing a significant sentence into a piece of nonsense. Such a system of definitions in use would reveal what may be called the structure of the language in question » (7).

(5) D.-L. SEILER, *Partis et familles politiques*, Paris, PUF / Thémis, 1980.

(6) D.-L. SEILER, *La politique comparée*, Paris, A. Colin / U, 1982, ch. I.

(7) A.J. AYER (Sir), *Language, Truth and Logic*, Harmondsworth, Penguin Books, 1972, p. 83, première édition : Gollancz, 1936, nos italiennes.

Le problème de la structure du langage se pose en général, pour toute science, spécifiquement pour la sociologie et dans des termes plus complexes pour la science politique. En effet la politique étant en grande partie un discours, les politistes risquent d'entrer *dans* le discours politique au lieu de tenir un métadiscours *sur* celui-ci.

2.2. *Théorie et science politique*

Le discours scientifique varie en raison de la théorie qui le sous-tend. Souvent, sociologues et politistes négligent d'énoncer leur théorie; parfois elle reste à l'état latent, non rationalisé. Dénuée d'explication théorique, la recherche en science politique oscille trop souvent entre « l'empirisme abstrait » dénoncé par Mills et le « factualisme journalistique ».

Trois raisons concourent à créer cette situation : le refus de l'idéologie, le scientisme naïf et l'incertitude méthodologique.

2.2.1. Le refus de l'idéologie

La science politique représente largement une activité américaine. Aux USA, ce ne fut pas l'impérialisme du droit qui entrava son développement mais celui de la philosophie. Impérialisme bon enfant puisque la science politique US s'en libéra, avec Bentley dès le début du siècle alors que sur le continent européen elle s'étiolait dans son carcan juridique. Marquée par la « lutte de libération » menée contre la discipline mère, la science politique américaine nourrit longtemps une solide prévention contre la théorie, mot qui en Anglo-américain se distingue mal de doctrine (8). Lorsque l'élaboration de cadres théoriques s'introduisit dans le discours de la *Political Science*, les politistes américains durent, face à leurs contempteurs, qualifier leur domaine de *empirical political theory* afin d'échapper à l'opprobre philosophique. Encore aujourd'hui *Political Theory* désigne un discours, souvent redondant, tenu sur Locke, Hobbes, parfois sur Bolingbrooke et sur l'inévitable Madison.

2.2.2. Le scientisme naïf

Echauffés par leur dur combat mené contre la philosophie politique et ivres de leur victoire supposée, les behavioristes américains adoptèrent à propos de la scientificité de leur discipline une confiance d'une solidité toute granitique ! Ainsi en vinrent-ils avec Blalock à définir la théorie — du moins quand ils l'acceptaient — comme étant *ex post* et rigoureusement induite : « It would be highly misleading to suggest that theories are first arrived at by a deductive process and then tested. The actual

(8) En se référant aux définitions que le « Webster's » donne de *Theory* et de *Doctrine*.

process is much more fluid than this and undoubtedly always involves an inductive effort. One formulates the best theory he can in the light of existing evidence. He then should formalize this theory in order to spell out its implications. These implications are then checked against new data and the theory modified » (9).

Dans cette définition, nuancée car préconisant un second retour aux faits, l'auteur identifie totalement les concepts de *théorie* et de *modèle*.

Moins nuancée que le méthodologue Blalock, les sociologues et politistes empiriques négligent, le plus souvent, le retour au terrain et érigent leurs conclusions en théorie.

Or on constate que l'épistémologie des sciences de la nature, tend à poser le caractère *ex ante* de la théorie, ainsi Hempel : « En somme, la maxime selon laquelle on doit rassembler les données sans être guidé par une hypothèse antérieure sur les relations entre les faits que l'on étudie se détruit elle-même, et personne ne la suit dans une recherche scientifique. En revanche, il est nécessaire de hasarder des hypothèses pour orienter une recherche. De telles hypothèses déterminent, entre autres choses, quelles données doivent être recueillies à un certain moment dans une recherche » (10). Cette position est soutenue par des auteurs aussi différents que Popper ou Kuhn.

2.2.3. L'incertitude méthodologique

On découvre ainsi que le mot théorie était polysémique en science sociale. Certains méthodologues, comme Galtung, adoptent la définition fournie par les sciences de la nature et l'épistémologie : système hypothético-déductif de propositions empiriquement testables. D'autres se montrent, à l'instar de Merton, d'un inquiétant laxisme. Bourdon a, dans un brillant essai, établi une typologie des acceptions diverses que le terme théorie revêt en sociologie (11).

Cette incertitude se complique encore du fait que le concept de théorie joue dans le marxisme un rôle particulier tant par sa définition que par les modalités du rapport aux faits : le problème de la dialectique théorie/praxis réside là. Or le marxisme constitue l'une des rares théories articulées dont on dispose en science sociale. La suite se devine aisément... Si on ne peut s'entendre quant au caractère hypothético-déductif prêté ou non à la théorie, on conviendra aisément de son rôle et de son antériorité. Suivant les termes de Jouvenel, « la connaissance ne peut jamais se

(9) H.M. BLALOCK jr., *Theory Construction, Englewood-Cliffs*, Prentice-Hall, 1969, p. 8.

(10) C.G. HEMPEL, *Eléments d'épistémologie*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 19, traduit de l'Anglais.

(11) BOURDON, *La crise...*, op. cit., ch. « Théorie, théorie et théories ».

réduire à l'énumération de simples 'faits', à moins qu'ils ne soient rassemblés et mis en ordre; et c'est une 'théorie' que d'isoler certains aspects semblables, leur attribuer des termes communs et supposer des processus par lesquels ils sont déterminés. Les processus supposés constituent dans l'esprit une sorte de modèle de ce qui se produit dans la réalité observée; tentative nécessaire pour réduire la diversité du phénomène à la simplicité intellectuelle. Une telle 'théorie' a un but 'représentatif'; elle nous guide dans la collecte des faits : ceux-ci, à leur tour obligent à modifier notre théorie quand elle ne parvient pas à les expliquer » (12).

Hélas, trop souvent la connaissance du politique se résume à l'énumération de faits, à la description tâcheronne, et le recours au langage mathématique ne change rien à la situation : il en fait ressortir, au contraire, le caractère dérisoire et peu scientifique.

2.3. *Les conséquences empiriques*

Nantis d'une méthodologie aussi expéditive, les politistes, que nous qualifions de « singularistes », s'accrochent à des critères uniques et absolus : ils se révèlent d'autant plus simplistes que leur apparente solidité flatte le sens commun. Hormis le dualisme droite/gauche sur lequel on ne reviendra pas ici (5) les critères de classification les plus employés sont : les noms des partis, leurs internationales, leurs programmes et les politiques qu'ils mènent au pouvoir.

2.3.1. Un fort curieux nominalisme

La façon la plus simple, la plus ingénue de classer les partis politiques consiste à prendre leur nom et à considérer qu'à l'instar des individus, les partis de même patronyme appartiennent à la même famille. Comme si les *Couturier*, les *Schneider* et les *Taylor* descendaient d'un commun ancêtre. On peut supposer toutefois qu'ils exerçaient une activité semblable. C'est en tous cas l'hypothèse adoptée par la presse lorsqu'elle commente la vie politique à l'étranger, ou des événements comme les élections européennes et quelques sociologues perdus lui emboîtent le pas.

L'hypothèse subsumant cette option est que les mots désignant les partis — communiste, socialiste, libéral, démocrate-chrétien, agrarien, conservateur, radical — représentent des catégories à la fois univoques et universelles.

Elle se vérifie pour l'épithète *communiste* : l'histoire, les fameuses thèses du *Komintern* et l'ère stalinienne ont façonné les PC dans un moule

(12) B. DE JOUVENEL, *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, p. 55.

unique. En revanche, l'histoire nous révèle aussi que ces partis naquirent des formations qui composaient la II^{ème} Internationale. Une différence de label peut-elle nier toute parenté entre partis aux origines semblables ? Enracinés dans un passé internationaliste, *socialistes*, *sociaux-démocrates*, et *travailleurs* diffèrent par leurs appellations; ils devraient constituer des familles distinctes. Peu d'analystes osent franchir ce pas et considèrent ces trois termes comme synonymes, entrant ainsi dans le débat politique. En Français et dans le langage communiste international, *social-démocrate* revêt une connotation « droitière » péjorative; pour les PC, il représente un terme générique incluant les mots socialiste et travailliste, qui désigne la fraction « réformiste » du mouvement ouvrier. En revanche, en Grande-Bretagne, c'est le qualificatif *socialiste* qui se révèle peu *fashionable* et joue le rôle que *collectiviste* assume en France : un épouvantail que les conservateurs agitent aux nez des couches moyennes afin qu'effrayées, elles se détournent du *Labour*. Il tend à jouer le même rôle en Allemagne fédérale : « *Sozialismus oder Freiheit* » clamait un slogan électoral de la CDU.

Poussant l'étude sémantique plus loin, on constate qu'au sein du *Labour*, les militants de l'aile « dure », ou de « gauche » se reconnaissent dans le vocable socialiste, tandis que les « modérés » ou la « droite » s'affirme sociale-démocrate. Quant aux Français, membres ou non du PS, ils ne s'entendent pas sur la définition de la social-démocratie, mais s'accordent pour en faire une réalité différente du socialisme.

Le problème se corse lorsque l'analyste se penche sur des épithètes comme *démocrate-chrétien*, *libéral* ou *radical*. En France, la démocratie-chrétienne évoque plus un héritage du passé qu'une force politique actuelle et il y a belle lurette que les héritiers — Lecanuet ou Barrot — ne hissent plus ce drapeau. Mais en Allemagne, elle désigne le conservatisme, l'alternative au SPD, la « droite »; tandis qu'en Italie et aux Pays-Bas, elle constituera le pivot de toute coalition, le « centre »; ce qui ne l'empêche nullement d'être, en Belgique, le mouvement ouvrier chrétien, c'est-à-dire la composante catholique de la « gauche » pro-syndicale. Le terme « libéral » désigne la « gauche » volontiers dirigiste et pro « *big-government* » aux USA ; le « centre » — en Allemagne, la « droite » anti-syndicale, libre-échangiste et volontiers monétariste en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas et en Suisse. Il désignera même le marais au Canada et un « parti-passoire » canalisant un « *protest vote* » intermittent en Grande-Bretagne. Le mot radical s'avère tout aussi riche en acceptions multiples. Désignant le mouvement contestataire aux États-Unis, une extrême-gauche libertaire en Italie, le centrisme pour les valoisien et le « centre-gauche » pour le MRG, il ne campe pas moins à « droite » en Suisse alémanique;

tandis que cette étiquette aux connotations anti-cléricales sous bien des cieux, dissimulera des « chrétiens de gauche » aux Pays-Bas...

Tous les qualificatifs partisans ne souffrent pas d'une telle abondance sémantique : ainsi le vocable conservateur. A en croire les mots, on ne trouverait des conservateurs qu'en Grande-Bretagne, en Scandinavie et à New York ! Toutes les autres formations partisanses — y compris les Progressistes-conservateurs du Canada — affichent un progressisme de bon aloi. Le conservatisme se confine-t-il dans d'aussi étroites frontières ? Et que penser de tous ces démocrates — populaires, de progrès, sociaux ou autres — qui agissent dans des régimes dont nul ne conteste le caractère démocratique ? Que penser de tous ces républicains — populaires, de progrès, sociaux ou autres — qui œuvrent dans des républiques ? Leurs étiquettes ne constituent-elles pas autant de pléonasmes ? On préférera les « guerriers du destin » et la « tribu des Gaëls » qui font tout le charme de la vie politique irlandaise...

2.3.2. Grandeur et misère de l'internationalisme

L'internationalisme constitue une donnée endogène propre au développement du mouvement ouvrier dont elle résume la stratégie originelle : « les prolétaires n'ont pas de patrie » ou « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». La fondation de la Ière Internationale, et même de la IIème, précéda souvent, la naissance des partis ouvriers nationaux. On sait également l'importance du rôle joué par le *Komintern* dans la genèse, la « bolchévisation » et le destin des partis communistes. La première guerre mondiale, pour la IIème Internationale et les séquelles de la destalinisation pour l'IC, affaiblirent considérablement le pouvoir des internationales. C'est au moment où l'internationalisme végétait au plus bas — 1945 — que démo-chrétiens et libéraux en découvrirent les vertus. Il faut souligner, qu'après la guerre, l'*Internationale démocrate-chrétienne*, avant d'être l'*Union mondiale des démocrates chrétiens*, se créa sous le nom de *Nouvelles équipes internationales* qui, strictement démo-chrétiennes, correspondaient au modèle de « l'Internationalisme idéologique ». En effet, la cellule de base des NEI était l'équipe nationale et non le parti. Or, si les équipes et partis nationaux coïncidaient d'ordinaire, en France l'équipe nationale se voulait distincte du MRP; aux Pays-Bas, elle se composait de trois partis; tandis que l'absence de parti britannique n'empêcha pas l'existence d'une équipe composée de personnalités catholiques membres de deux grands partis. L'IDC a rompu avec cette tradition. Ainsi vit-on les démocrates-chrétiens, dont les partis se formèrent dans la Résistance au fascisme, accueillir dans leur internationale, le CDS portugais, principalement composé de nostalgiques des régimes de Salazar et Caetano ! Quant à l'*Internationale libérale*, contemporaine de NEI, elle

se complait depuis longtemps dans un ronronnement autour des thèmes quasi incontestés qui forment le patrimoine idéologique de l'Occident. On ne s'étonnera pas de découvrir que le pouvoir de ces organisations voisine zéro : elles sont au mieux des forums, au pire des agences de voyages. L'action internationale des partis s'effectue souvent à travers un réseau de relations bilatérales. Il faut toutefois souligner l'effort entrepris par l'*Internationale socialiste* afin de sortir de son engourdissement pour mener une action politique en direction du Tiers-Monde (13) et la naissance de la conservatrice *Union Démocratique Internationale*, UDI.

Académiques ou touristiques, la présence d'internationales ne peut constituer un critère scientifique de classification des partis. L'analyse des programmes des partis membres dévoile l'hétérogénéité de ces organisations et des convergences entre formations membres d'officines différentes. Ensuite certaines internationales — socialistes et communistes — procèdent d'une même origine : le mouvement Ouvrier. Ne correspondent-elles pas, non à des familles politiques, mais à des fractions érigées en leur sein ? Le nier signifierait l'oubli des efforts de rapprochement consentis par Blum et Adler avec « l'Internationale deux et demie » (14). Enfin un nombre important de partis n'est affilié à aucune internationale.

2.3.3. Les programmes, projets et manifestes

Le programme occupe une place centrale dans la machinerie partisane. Les différents spécialistes s'entendent pour lui attribuer deux fonctions, interne et externe : gagner les élections et conforter les militants. L'exercice de telles fonctions permet-il de comprendre la nature spécifique de chaque parti au point de pouvoir les classer ? Le programme politique, le *credo*, du parti constitue un instrument de la conquête ou de l'exercice du pouvoir. Lors d'élections nationales, il sert d'aliment aux militants et, de plus en plus, aux publicitaires, pour mobiliser les électeurs potentiels et remporter la victoire. Ils reçoivent une traduction lors d'une campagne d'opinion. « Ainsi qu'il en est pour tous les autres moyens d'informations, ces campagnes permettent de renforcer les attitudes existantes en leur donnant une base rationnelle (fonction dite d'entretien du loyalisme), mais ne convainquent guère les citoyens qui ne les perçoivent pas » (15).

Le parti tente d'agir au niveau des *attitudes* de l'électorat en rassemblant les fidèles et en gagnant les tièdes. Pour ce faire, il se choisit une clientèle-cible — comme on dit en jargon de « *marketing* » car, suivant le poète « est bien fou du cerveau qui prétend contenter tout le monde

(13) A. DONNEUR, *L'internationale socialiste*, Paris, PUF / Que Sais-je ?, 1983.

(14) Cf A. DONNEUR, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale*, Genève, IUHEI, 1967.

(15) A. LANCELOT, *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1969, 3^e édit., pp. 46-47.

et son père ». Un parti ne devient « attrape-tout » que s'il se carre dans un solide créneau (16).

La mobilisation des électeurs fidèles et potentiels ne se réalisera qu'au prix de celle des militants. Plus un parti se rapproche du modèle du parti de masse, plus les états d'âme de ces derniers pèseront lourd sur sa vie interne. Le programme devra les concilier, exorciser les démons familiers et rassembler les tendances éparses en une grande liturgie unanime. Comme le constate Richard Rose : « Given the diversity of opinions within each of the two major parties, the drafting of a manifesto is first of all a search for consensus *within* each of the parties. The resulting document is not so much a statement of what the voters want as it is a proclamation of what a party's leadership agrees to want » (17). Dans des cas plus rares, la logique des « motions » fixe au programme la tâche de rejeter dans l'opposition interne, un courant avec lequel « on » ne désire pas partager le pouvoir. Cela semble avoir été le cas en France, pour le *Projet socialiste* du PS, face à la « tendance Rocard ».

La satisfaction des deux impératifs fonctionnels, interne et externe, dévolue au programme ne recèle-t-elle pas maintes contradictions ? Philippe Braud le pense : « Pour un parti en quête du pouvoir politique par la voie du suffrage universel, la nécessité de tenir compte de ces exigences contradictoires oblige à tenir des langages pluriels qui sont l'effet non d'une mauvaise foi intrinsèque de la classe politique (...), mais un impératif du suffrage universel lui-même. Des signaux seront émis en direction des noyaux fidèles qui pourront être parfaitement contradictoires avec ceux émis en direction de l'électorat marginal du parti » (18). De tels discours constituent autant de défis, des sortes de *patchworks* politiques malaisément classifiables. Cependant les partis s'en accommodent fort bien, en établissant différents niveaux de programmes d'autant plus édulcorés que le pouvoir se rapproche. Ainsi, aux Présidentielles françaises de 1981, la distinction entre le *Projet socialiste* — texte liturgique — et les 110 propositions du candidat socialiste — contrat de gouvernement — fit merveille : tant le « citoyen-candidat » que l'ancienne « majorité » s'y piquèrent à avoir voulu s'y frotter. Toutefois si le PS manifeste tangiblement sa volonté d'appliquer le programme Mitterrand, sinon le *Projet socialiste* et si, suivant Rose, les deux grands partis britanniques tiennent largement leurs promesses, il n'en va pas toujours ainsi. Un journaliste malicieux souleva l'hilarité de ses collègues et de Pierre Mauroy en lisant, lors d'une émission télévisée, des extraits du programme du *Mouvement*

(16) Cf P. BRAUD, *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF, 1980.

(17) R. ROSE, *Do Parties make a difference ?*, London, Macmillan, 1980, p. 56.

(18) P. BRAUD, *op. cit.*, p. 39.

réformateur (19). Ceux-ci se révélèrent souvent plus radicaux que les desseins du gouvernement socialiste. Les Réformateurs participèrent au gouvernement de la République durant le septennat de M. Giscard d'Estaing et ne remplirent pas leurs engagements passés : destin commun à bien des programmes, manifestes et projets. Dans la plupart des pays occidentaux la logique des coalitions interdit le respect fidèle des promesses électorales : les programmes gouvernementaux représentent des compromis post-électorales et non des contrats gouvernants-gouvernés.

On pourrait néanmoins attribuer aux programmes une fonction symbolique : discours — même inappliqué — par lequel l'électeur se reconnaît dans son parti. L'hypothèse serait valide si ces professions de foi constituaient l'essentiel de l'image partisane. Or tel n'est pas le cas. Nous avons pu, il y a quelques quinze ans, participer à une enquête d'opinion assez originale et qui portait sur un échantillon de l'électorat wallon (20). La caractéristique principale de cette recherche résidait dans le questionnaire établi sur la base des résultats obtenus à partir d'une sommaire analyse de contenu des programmes électoraux des trois grands partis belges de 1965. Les questions suivaient ainsi le libellé même du discours partisan (21), *mais à l'insu des personnes interrogées*. Après avoir procédé à une analyse poussée des réponses — analyse hiérarchique et en composantes principales — il fut possible de calculer des *taux de distorsion*, basés sur les « erreurs » des électeurs d'un parti face à son programme. Un taux de distorsion égal à zéro signifie que les électeurs du parti se reconnaissent totalement dans ses options; plus le pourcentage est élevé, plus les électeurs s'éloignent du programme; le signe enfin donne le sens de la distorsion : positif, il indique que le parti est trop à « gauche » par rapport à son électorat, négatif, il indique que le parti est trop à « droite ». « Droite/gauche » désignent le facteur premier d'une analyse en composantes principales et se fonde sur les conceptions socio-économiques. Le résultat fut éloquent : seul, le *Parti Social Chrétien* possédait un pro-

(19) Jean-François KAHN lors du « Grand débat de la presse » sur TF1 en 1981. *Mouvement réformateur* : de 1972 à 1978, fédération du CDS de Lecanuet et des radicaux valoisiers.

(20) D.-L. SEILER et J. RAES, *Idéologies et citoyens*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1970.

(21) Ainsi la question n° 9 mentionnait trois options :

« En matière économique, l'Etat doit :

- a) intervenir sans cesse, fixer de grands objectifs et préparer des réformes tout en respectant la libre entreprise ;
- b) être plus prudent et se borner à prévoir les évolutions, de façon à ce que les entreprises prennent librement les décisions qu'elles jugeront utiles ;
- c) mettre sur pieds un véritable plan pour développer les activités, et réserver au secteur privé un traitement différent selon qu'il suit ou ne suit pas les règles ainsi déterminées. »

Or tant les enquêteurs que les personnes interrogées ignoraient que les propositions a, b et c venaient respectivement des programmes social-chrétien, libéral et socialiste.

gramme correspondant à la vision de ses électeurs, son taux de distorsion présentait un écart de + 10,11 % vers la gauche. En revanche, le *Parti de la liberté et du progrès* déviait aussi fortement à droite — 42,73 %, que son concurrent socialiste le faisait à gauche, + 42,52 %. Lors de la préparation de cet article, l'idée nous vint de pousser plus loin l'analyse de l'apparente harmonie entre programme et électeurs sociaux chrétiens. Nous calculâmes ainsi deux taux de distorsion supplémentaires, confrontant successivement le programme social chrétien à l'électorat libéral d'abord, socialiste ensuite. Dans les deux cas, *non seulement il leur convenait mieux que le programme de leurs partis respectifs mais encore l'adéquation* — 0,22 % pour les libéraux, 4,43 % pour les socialistes — *s'opérait mieux qu'avec son électorat spécifique !* Pourtant ce parti qui correspondait, par sa plateforme, si bien aux vœux des citoyens wallons, fut le grand vaincu des élections (1968) qui suivirent immédiatement l'enquête, alors que les libéraux triomphaient ! On mesure ainsi l'influence qu'exercent les promesses électorales sur le vote des citoyens.

En fait les électeurs ne connaissent ni ne lisent les programmes des partis pour lesquels ils votent. La meilleure correspondance des options sociales chrétiennes avec l'électorat wallon tenait à deux raisons. D'une part ce programme résultait d'un laborieux compromis entre les ailes bourgeoise et syndicale de ce parti, présentant de ce fait un aspect moins tranché que les positions affichées par ses concurrents. D'autre part, il mêlait propositions de « gauche » en matière socio-économique et de « droite » en matière de mœurs, d'enseignement ou de culture. Ces observations effectuées dans la région namuroise en Wallonie devraient se vérifier ailleurs. En définitive, on constate que le programme ou le *Credo* compte peu dans l'image d'un parti politique et on conclura avec Rose que : « A general election campaign is about a choice between organizations, not ideas. A party may even wish to avoid stressing distinctive principles or politics if it believes that these are unpopular with the electorate. For exemple, Conservatives are well advised not to speak in praise of inequality (...) in an election whose outcome is determined by the votes of the masses » (22).

2.3.4. Les politiques

Si la production langagière représente une part considérable de l'activité politique, et singulièrement partisane, celle-ci ne s'y résume point. On y trouve des éléments plus tangibles : les politiques. Celles-ci peuvent-elles fournir un critère distinctif entre formations politiques ?

Trois obstacles majeurs s'y opposent.

(22) R. ROSE, *Do Parties...*, op. cit., p. 44.

L'utilisation des politiques mises en œuvre s'affirme plus pertinente pour analyser les partis que leurs discours. Le fait, par exemple, que le gouvernement Mauroy nationalisât les grandes banques privées et certains groupes industriels ou fit voter la décentralisation, trace une différence très nette entre majorité et opposition françaises. Ainsi les Réformateurs — CDS et radicaux — *dirent*, en divers programmes, leur volonté de décentralisation mais ne la *firent* jamais. Car une fois au gouvernement, ils ne représentèrent jamais qu'une force d'appoint. Si le PS mena des politiques affirmées, c'est qu'il disposait du pouvoir, ce jusqu'à ce que les contraintes de l'environnement international ne lui imposassent la rigueur. La situation est pareille en Grande-Bretagne : même avec de l'eau dans son vin, Mrs Thatcher conduit des politiques fort différentes de celles réalisées naguère par Mr. Callaghan. Semblable situation implique l'alternance entre deux partis ou deux alliances de partis. Derechef on constate que la majorité des pays occidentaux ne bénéficie pas d'une situation aussi cohérente. Les coalitions fragiles — du type IV^{ème} République — abondent, sans compter les gouvernements minoritaires. Par ailleurs, nombre de partis tribunitiens — communistes et autonomistes — se trouvent exclus du gouvernement et ne peuvent être jugés sur des actes concrets. Ensuite, l'on constate que, même investis d'un pouvoir réel, les partis de gouvernement doivent, sous la pression des événements, amorcer des révisions déchirantes qui souvent les amènent à négocier des virages en angle droit. Ainsi Rose rapporte que, dans le domaine de la politique des revenus, cinq politiques différentes furent menées par les travaillistes de 1964 à 1970; cinq par les conservateurs de 1970 à 1974 et six par les travaillistes de 1974 à 1979 (23).

Enfin et même en supposant une cohérence des politiques partisans au plan national, la comparaison des politiques conduirait à une typologie des pays et non des partis.

Les réunions ministérielles au niveau des Communautés européennes fournissent une bonne illustration de cette problématique. Franco-Maria Malfatti, alors Président de la Commission européenne, rapporta, à un groupe d'étudiants en visite à Bruxelles en 1971, qu'au sein du Conseil des ministres de l'Economie, le ténor de la tendance dirigiste était Valéry Giscard d'Estaing — qui fit la carrière que l'on sait — et que s'opposait à lui son collègue allemand, le Pr. Karl Schiller — à l'époque *Wunderkind* du SPD — ténor de la tendance libérale ! Les choses changèrent ensuite : qui ne se souvient de l'axe Helmut — « social-démocrate » — Valy, « libéral » ! Le « Sommet » de Luxembourg en 1981 fut exemplaire : le

(23) *Ibid.*, p. 5.

nouveau Président français, messenger de politiques nouvelles — préconisant, entre autres, un espace social européen — ne rencontra un écho favorable que chez le Premier ministre belge Eyskens. Or ce dernier n'était pas socialiste, mais chrétien populaire flamand et n'appartenait même pas à l'aile syndicale et sociale-démocratisante de son parti. En revanche, le chancelier Schmidt, en bon social-démocrate, campa sur les mêmes positions que Maggie Thatcher, la *Tory lady*.

2.2. *Faire le point*

Les trois premiers critères envisagés — étiquettes, internationales et programmes — ne ressortissent en rien à la méthode comparative. La rupture épistémologique n'est pas assurée, ils tombent dans les pièges du langage et ne reposent sur aucune élaboration théorique. Tous trois procèdent du même biais : prendre pour argent comptant le discours que les partis tiennent sur eux-mêmes. C'est comme si pour classer les espèces animales, les premiers zoologistes avaient retenu le cri émis par ces dernières. Le corbeau et la grenouille eussent ainsi formé une intéressante catégorie, de même la souris et le dauphin.

Le dernier critère se révèle certes plus intéressant, mais peu applicable car totalement dépendant des contingences stato-nationales. Ainsi les politiques menées par le parti allemand siégeant à gauche s'avèrent — suivant l'acception actuelle de ce mot — plus à droite que celles préconisées par M. Giscard d'Estaing. Ainsi en Belgique, les politiques menées par les partis siégeant à droite sont — selon les critères français — nettement plus à gauche que celles défendues par les formations qui siègent au centre de l'hémicycle bruxellois.

On pourrait, bien sûr, classer les partis gouvernementaux en raison des politiques qu'ils mènent alors qu'ils sont « aux affaires ». Trois catégories se dégagent d'une telle approche — même conduite superficiellement — : les libéraux orthodoxes, les interventionnistes keynesiens pratiquant la concertation et les étatistes. Les deux classes « extrêmes » ne compteraient que peu de formations politiques : libéraux néerlandais-belges et conservateurs anglais pour la première, PS et PC français, *Labour* pour la dernière; quant au groupe central il rassemblerait la grande majorité des partis gouvernementaux. Encore faudrait-il considérer les politiques à la fois sur le long terme et dans leur globalité; c'est-à-dire tenant compte des aspects sociaux — comme par exemple le traitement social du chômage — faute de quoi la politique de Miguel Boyer — PSOE — ministre espagnol des finances sinon la rigueur de Jacques Delors s'apparenteraient... au thatchérisme !

3. Des théories holistes.

Comme le rappelle Louis Dumont, « Il y a deux sortes de sociologies quant à leur point de départ et à leur démarche globale. Dans la première, on part, comme il est naturel aux modernes, des individus humains pour les voir ensuite en société; parfois on essaie de faire naître la société de l'interaction des individus. Dans l'autre sorte de sociologie, on part du fait que l'homme est un être social, on pose donc comme irréductible à toute composition le fait global de la société » (24). Face aux critères « objectifs » qu'offre la première pour saisir le phénomène partisan — internationales, programmes, politiques — l'analyse révèle qu'ils déterminent fort peu le choix électoral des citoyens : l'image qu'ils perçoivent de leurs partis respectifs constitue une *Gestalt*.

Il est donc plus logique d'aborder le problème de la classification des partis sous l'angle de la totalité. Que nous offre la sociologie holiste et, particulièrement les théories qui adoptent ce point de vue ?

Si ces dernières s'entendent quant au point de vue de la totalité, en revanche tout le reste les sépare. Les deux principales voies dont use l'étude comparative du phénomène partisan sont le courant systémiste et fonctionnaliste d'une part, les marxismes de l'autre. Le premier insistant sur la fonction remplie par les partis et leur contribution à l'équilibre systémique, ses adversaires lui reprochent d'accentuer le concept d'intégration jusqu'à négliger le conflit. Bien au contraire les marxismes font des partis le reflet de la base sociale et donc des protagonistes dans le développement de la lutte des classes au sein de l'instance juridico-politique. Le reproche principal à leur opposer est de fournir une explication insuffisante de l'existence des partis « interclassistes » comme les démocrates chrétiens bénéluxiens ou italiens, les nationalistes écossais, flamands, gallois, québécois ou encore wallons. Les marxistes proposent deux types de solutions à cette énigme. La première, assez triviale, les assimile aux partis bourgeois dont ils ne se démarquent que par une plus grande capacité à attirer des secteurs aliénés de la classe ouvrière. Cette thèse est celle de propagandistes politiques que d'aucuns qualifient de « gauchistes ». La seconde se manifesta pour justifier l'attitude de certains PC face aux partis catholiques. Elle consiste à reconnaître le caractère indubitablement populaire de la démocratie chrétienne et le progressisme d'une fraction minoritaire de ses dirigeants et militants. Pour habile qu'elle soit, cette analyse n'en recèle pas moins une tautologie : les partis interclassistes

(24) L. DUMONT, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Le Seuil, 1983, p. 11.

réels — à distinguer des partis attrape-tout — (25) n'acquièrent un caractère populaire que parce qu'ils se sont avérés aptes à attirer à eux des éléments de la classe ouvrière « consciente et organisée ». Force est donc de convenir que de tels partis résultent de conflits orthogonaux par rapport à la lutte des classes.

4. Le paradigme des quatre clivages fondamentaux.

La présence de partis interclassistes, qui s'efforcent de négocier les oppositions sociales en leur sein et constituent le pivot de toute coalition gouvernementale, nous amena à rechercher un cadre théorique combinable avec la thèse de la multiplicité des dualismes (26).

Nous pensons avoir trouvé la solution grâce au paradigme des quatre clivages fondamentaux dû au génie du grand politiste norvégien Stein Rokkan.

4.1. Cadre théorique

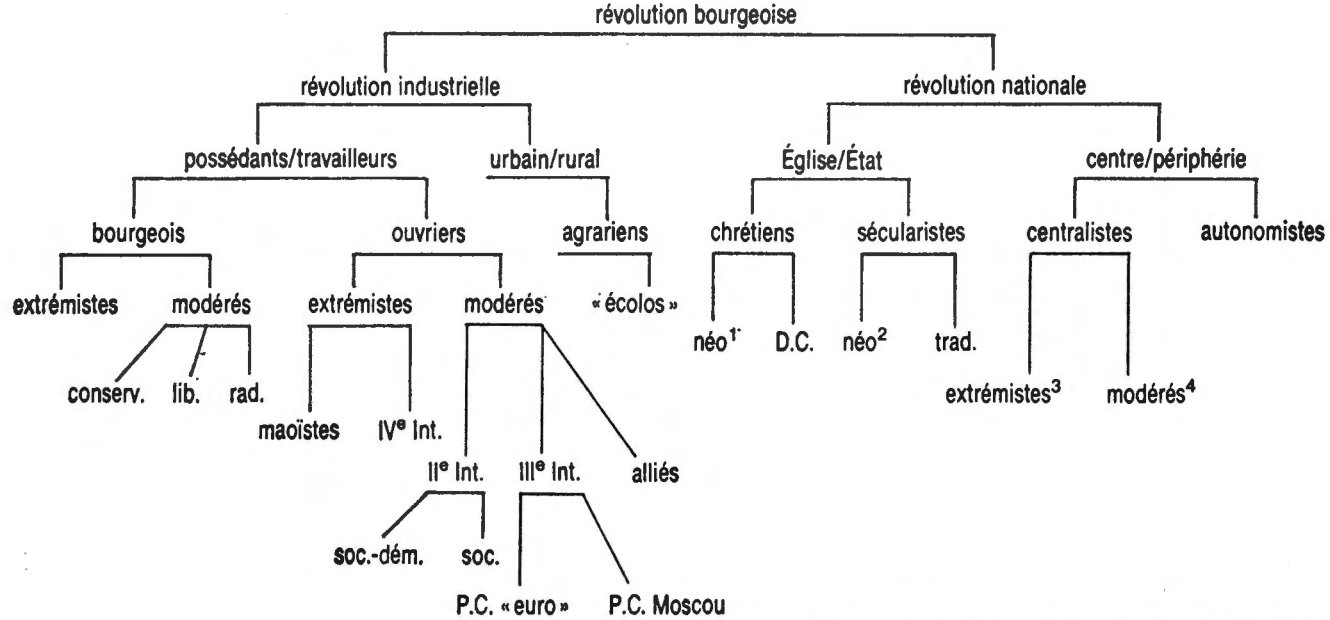
Notre effort personnel vise à préciser la genèse de chaque clivage — cfr note 5 — et d'établir le lien entre ces derniers et les familles politiques. Chaque clivage devient ainsi susceptible de donner naissance à deux catégories de partis, ce qui permet de proposer une configuration de huit familles de partis politiques. Il va de soi que chaque parti issu d'un clivage donné peut, du point de vue théorique, se voir divisé par les effets de l'un ou plusieurs des autres clivages. Par exemple, un parti nationaliste peut connaître des conflits internes dans l'axe du clivage opposant travailleurs et possédants. A l'inverse un parti de défense des travailleurs peut se trouver divisé par la question nationale. Semblables divisions conduisent à des scissions qui amènent l'observateur à distinguer types et sous-types au sein d'une même famille. Cependant on constate que l'effet des autres clivages sur l'efflorescence des divisions à caractère fractionnel au sein d'une famille politique donnée débouche rarement sur des types partisans distincts. Ce sont d'ordinaire des contradictions endogènes portant, le plus souvent, sur la question stratégique de l'adéquation de la fin et des moyens qui engendrent les scissions durables; c'est-à-dire le processus de *sinistrisme/centrisme* mis en lumière par Duverger. Le tableau

(25) Les partis attrape-tout *-catch all parties* — sont des formations politiques de diverses tendances dont la stratégie électorale vise à ratisser large. Leur discours — souvent contradictoire — et la structure de leur électorat font illusion, mais celle-ci se dissipe grâce à l'analyse de leurs militants et plus encore de leur «*cercle intérieur*».

(26) Due à Maurice Duverger.

Généalogie des partis politiques

Extrait de D.L. SEILER, *Politique comparée*, Paris, A. Colin / U, 1982.



1. Les partis néocléricaux de Scandinavie, comme le KF danois.
2. Les radicaux italiens.
3. Les deux fractions unionistes d'Ulster.
4. Le RPR, le ND grec et le FG irlandais.

ci-après illustre, au moyen d'une arborescence, l'ensemble de la perspective proposée.

4.2. *Le concept de famille politique*

La définition du concept de famille politique découle donc logiquement de l'application de trois critères comparatifs et de leur prérequis que nous avons établis : dépendance, fonctionnalité et transformation (27). Nous proposons de nommer famille politique « l'iceberg » dont les partis représentent la partie visible et dont ils médiatisent la volonté politique au sein d'un type de société.

Par « iceberg » nous entendons soit un bloc de classes sociales — coupure horizontale —, soit un segment social, coupure verticale. Sa structure est celle d'un réseau d'éléments institutionnels formels — appareils et organisations, éventuellement structures de parenté —, informels — groupes primaires et secondaires, clientèles — et d'éléments cognitifs — attitudes, valeurs, représentations collectives, mythes d'action, idéologies.

Les partis politiques sont enracinés dans de tels réseaux. Tantôt, ils en représentent la projection politique, la phase la plus avancée de leur processus d'organisation : par exemple, le *Labour* britannique ou australien face au mouvement ouvrier organisé de ces pays. Parfois ils naissent de l'action d'un centre extérieur, d'une minorité agissante qu'on nommera avant-garde ou élite, le parti devra alors s'enraciner dans le réseau choisi contribuant ainsi à l'organisation de celui-ci. Deux remarques s'imposent. D'une part un parti ne possède pas de monopole sur son réseau : des contradictions internes à l'un et à l'autre, passées ou présentes peuvent multiplier les « éperons ou arêtes » de « l'iceberg ». Ces partis ressortissent alors à la même famille politique. L'histoire d'un Etat peut « éroder » certains « éperons » tandis que des plissements nouveaux — ou des greffes nouvelles — en engendreront d'autres. Des familles politiques peuvent aussi perdre toute expression partisane durant une période pour en retrouver une ensuite : telle la « droite bonapartiste » (28). D'autre part, les partis sont des institutions et peuvent ainsi survivre aux causes qui les firent naître. C'est-à-dire qu'un parti donné peut se réaligner sur un autre réseau.

Les partis politiques assument, face au réseau dans lequel ils s'enracinent, une fonction de médiation. Le parti politise le réseau : il le mobilise politiquement, ou résulte de sa mobilisation par d'autres groupes, canalissant ainsi l'énergie que celui-ci recèle. Comme l'écrit François Borella,

(27) D.-L. SEILER, *La Politique comparée*, Paris, A. Colin, 1982.

(28) R. REMOND, *Les droites en France*, Paris, Aubier-Montagne, 1982.

« c'est la conjonction d'une famille, ou tendance politique, et d'un parti, qui donne naissance à une force politique; tout comme en physique le produit de la masse par l'accélération est une force » (29).

4.3. La démarche empirique

Il existe maintes approches possibles pour appliquer le paradigme de Rokkan et imputer chaque parti politique à la famille à laquelle il appartient scientifiquement et non à celle à laquelle il prétend appartenir.

La première, la plus simple, consiste à repérer dans l'histoire de chaque parti les éléments génétiques qui le rattacheront à l'un ou l'autre des deux versants des quatre clivages. Une telle opération représente, à nos yeux, l'indispensable préliminaire à toute recherche comparative portant sur les partis. Mais si cette condition se révèle nécessaire, elle est loin d'être suffisante. En effet, les partis politiques subissent au cours d'une existence, parfois longue, des réalignements qui expriment des conversions parfois fondamentales. D'autres modes d'investigations s'imposent donc.

Confrontés à la nécessité de classer la totalité des partis occidentaux dans huit familles et faute de recherches comparatives onéreuses, nous avons complété l'approche historique par des données d'enquêtes concernant la structure de l'électorat de chaque parti. Une telle démarche reste assez sommaire, elle nous permet toutefois de débusquer la CDU-CSU d'Helmut Kohl et F.J. Straus abusivement considérée comme démocrate-chrétienne — ne forme-t-elle pas l'un des piliers du PPE — et réalignée de longue date comme parti bourgeois (30). En revanche le manque de données ne permet pas de trancher sur le cas du RPR après le 10 mai 1981 : certaines enquêtes concluent qu'il ne subsisterait plus aucune différence entre chiraquiens et ex-giscardiens (31). Le RPR cesserait alors de ressortir au centralisme, le gaullisme tombant ainsi en déshérence pour appartenir au patrimoine commun.

Dans l'idéal, chaque parti entrant dans notre tableau devrait faire l'objet de multiples investigations visant à l'appréhender suivant les principaux cercles qui, selon Duverger, constituent la réalité du fait partisan. Nous en retiendrons les *électeurs*, les *adhérents* et les *dirigeants*. Les électeurs

(29) F. BORELLA, *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Le Seuil / Points, 1981, 4^e édition, p. 17.

(30) A ce sujet, voir débat Duverger - Vanlaer in J. VANLAER, *200 millions de voix*, Bruxelles, 1984, Société royale belge de géographie et Laboratoire de géographie humaine de l'ULB.

(31) Cf CAPDEVIELLE et al., *op. cit.* Sur la CDU-CSU le réalignement est confirmé par MERKL : « By the time of the 1953 CDU Program, the social market policy had become the new orthodoxy. Christian socialism was a mere memory and to many of the party leaders not a pleasant one. The CDU-CSU had become a conservative party dedicated to the economic prosperity of businessmen, industry, and agriculture », MERKL, *op. cit.*, p. 32.

devront d'abord s'analyser suivant les deux axes que détermine la sociologie électorale : géographiquement au moyen des techniques classiques de l'analyse écologique (32) et sociologiquement grâce à celles de l'enquête par questionnaire et de la mesure des attitudes. Semblables données existent pour certains pays. En revanche, les informations portant sur les attitudes des adhérents demeurent assez rares. Or, tant la représentation qu'ils se font de leur parti que leur profil particulier méritent l'attention des politistes. La réalité partisane serait mutilée si nous ne tentions de déterminer quelles sont les pesanteurs sociologiques susceptibles de faire pencher l'« *inner group* » d'un parti vers les intérêts de tel ou tel secteur de l'« *establishment* », de telle ou telle classe sociale ou fraction de classe. Une analyse documentaire des structures économique, culturelle et de parenté du cercle dirigeant de chaque parti devrait permettre d'atteindre cet objectif. On regrettera que l'ensemble des législations des Etats occidentaux ne s'aligne pas sur l'Allemagne fédérale qui oblige les formations politiques à faire publiquement étalage de leurs sources de revenus...

Le rassemblement de telles informations à l'échelle de l'Occident reste impossible pour un chercheur isolé. Il faut espérer que le développement de la science politique dans chaque pays et la généralisation des banques de données nous permettent un jour d'établir notre modèle sur des bases plus solides qu'aujourd'hui.

5. Portée épistémologique de la démarche proposée.

L'application de la méthode comparative à un champ analytique donné constitue le passage obligé de toute démarche scientifique qui s'élabore (33). Comme le constatait Durkheim, cette méthode représente même, pour les sciences sociales où l'expérimentation est rare, le principal moyen d'établir la « *preuve* » (34).

Cependant, son emploi se révèle malaisé et implique que les sociologues — habitués à une certaine facilité — consentent le même type d'efforts pour se dégager du sens commun que ceux faits par les spécialistes des sciences de la nature. Sinon la méthode comparative s'affirmera comme le révélateur impitoyable de toutes les faiblesses, failles et déficiences d'une démarche, voire d'une discipline. Les échecs d'Almond et de bien des comparatistes américains en témoignent. Deux échappatoires furent explorées par maints politistes européens et surtout français. L'une con-

(32) Approche issue de la vénérable géographie électorale.

(33) D.-L. SEILER, *La politique...*, *op. cit.*

(34) E. DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 20^e édition, p. 32.

siste à ne s'attacher qu'à la surface la plus organisée, la plus codée et la plus institutionnalisée de la morphologie politique : l'Etat et les grands appareils. La comparaison ne porte alors que sur les codes formels et semblable démarche ressortit alors au domaine du Droit, non de la Science politique. L'autre rejette toute comparaison au nom du refus de l'ethnocentrisme et traite chaque système politique, en fait chaque ensemble stato-national, comme un existant singulier. La science politique se priverait, en les suivant, d'un précieux outil et fixerait des bornes étroites à son propre développement.

Notre ambition est de prouver qu'une comparaison fondée sur des homologues structurales et fonctionnelles ne représente pas un effort impossible pour la sociologie politique. Pour l'illustrer, un domaine s'imposait, celui où depuis Bryce, Ostrogorski et Michels surgirent les premières tentatives pour ériger un savoir distinct du Droit, de l'Histoire ou de la Philosophie : les partis politiques. Qui plus est, leur étude affecte les éléments les plus passionnels, les plus tabous de la vie politique; à y toucher les politistes provoquent chez les citoyens une méfiance inconsciente, une difficulté à admettre le caractère non partisan du chercheur. Comme si la passion de connaître ne pouvait l'emporter sur celle de convaincre et la passion scientifique se révéler plus forte que la passion politique.

Afin de surmonter ces obstacles politiques et scientifiques, nous nous sommes efforcés de poser des jalons d'une problématique comparative permettant d'établir des taxinomies de familles politiques. D'une part nous avons tenté de repérer des critères scientifiques aidant le passage du perçu au construit. D'autre part et parallèlement nous avons recherché le plus petit commun dénominateur aux différentes théories holistes qui animent le débat sociologique.

Pour notre part, nous avons, au cours des travaux récents, suggéré une taxinomie des familles politiques. Elle s'efforçait de satisfaire aux critères précités et se fondait, du point de vue théorique, sur une lecture marxisante du paradigme des quatre clivages fondamentaux du regretté Stein Rokkan. Nous sommes, en effet, convaincus que, en science, l'anathème n'est pas de mise et que le chercheur doit rechercher la synthèse. C'est en ce sens aussi que la sociologie politique se distingue radicalement de la vie politique et que la théorie scientifique s'oppose à la doctrine de parti. Nous ne pensons nullement avoir trouvé *la* solution, ni que les travaux de Rokkan constituassent l'alpha et l'oméga de la Science politique. Tant il appert que c'est la théorie qui guide et oriente la recherche ; le rôle que jouent les autres éléments d'une discipline étant de la servir. En définitive, si l'on suit Foucault, « une discipline se définit par un domaine d'objets, un ensemble de méthodes, un corpus de propositions considérées comme vraies, un jeu de règles

et de définitions, de techniques et d'instruments; *tout ceci constitue une sorte de système anonyme à la disposition de qui veut ou qui peut s'en servir, sans que son sens ou sa validité soient liés à celui qui en est l'inventeur.* » (35)

L'application des critères comparatifs rigoureux, orientée par un cadre théorique, débouche-t-elle sur des taxinomies de partis politiques, dans l'acception la plus précise du terme taxinomie ou taxonomie ? Les politistes se découvriront-ils capables de présenter pour les partis, un tableau analogue à celui que Mendeleïev établit pour les éléments chimiques ? C'est l'ambition que nous avons assignée à nos recherches, mais nul n'y est encore parvenu et nous sommes loin du but. Nous restons toutefois convaincus qu'un chercheur l'atteindra un jour; la preuve résultera du caractère prédictif du modèle : quand les sociologues s'avèreront capables, par leurs tableaux, de prévoir l'émergence de forces politiques avant que celles-ci n'arrivent à l'existence. En attendant, que nous soyons durkheimiens ou marxistes — même très anti-wébériens — nos typologies ne représentent, au mieux, que des types idéaux. Le reproche à faire à l'encontre de nombreux wébériens est de voir dans l'*Idealtypus* le stade ultime de toute typologie sociale. D'ailleurs, fors l'apocalypse, existe-t-il un stade ultime à l'activité humaine ?

On nous reprochera, à raison, le caractère limité de notre démarche : beaucoup de critères nous ont échappé. Ne devrait-elle pas s'étendre à l'ensemble de la Science politique, englober les typologies des régimes politiques, s'attacher aux ressorts qui sous-tendent le changement ou développement politique. La problématique décrite ici ne constitue qu'une première esquisse, des tâtonnements dans une direction qu'on soupçonne fructueuse. « Dans des disciplines comme la nôtre, le savoir scientifique avance à pas trébuchants, sous le fouet de la contention et du doute. Il laisse à la métaphysique l'impatience du tout ou rien. Pour valider notre entreprise, il n'est pas besoin à nos yeux qu'elle soit assurée de jouir pendant des années (...) d'une présomption de vérité. Il suffit qu'on lui reconnaisse le modeste mérite d'avoir laissé un problème difficile en moins mauvais état qu'elle ne l'avait trouvé. N'oublions pas non plus qu'il ne saurait exister pour la science des vérités acquises. Le savant n'est pas l'homme qui fournit les vraies réponses, c'est celui qui pose les vraies questions » (36).

(35) M. FOUCAULT, *L'ordre du discours*, Paris, NRF, 1971, nos italiques.

(36) C. LEVI-STRAUSS, *Le cru et le cuit*, Paris, Pion, 1964, p. 15.

Summary : On the classification of political parties.

This article is concerned with the epistemological and methodological problems related to the taxonomy of political parties when based on non-organizational criteria.

The study of parties represents a starting point for modern Political Science : i.e. the seminal researches of Bryce, Ostrogorski and Michels. However this important field of knowledge hasn't known that much progress since the classical Duverger's Political Parties. Why?

Two kind of approaches are used in order to classify parties : individualistic versus holistic.

« Individualistic classifications » often suffer from a lack of theoretical background. Some of them use a spurious criterium like party names : i.e. Radical means extreme-left in the USA and conservatism in Switzerland, secularist activism in Italy and evangelical left in the Netherlands etc. Some classifications are based on political platforms which is a meaningless criterium : « A general election campaign is about a choice between organizations, not ideas. » (Richard Rose) The third criterium is far better : policies really implemented by political parties. However when properly used it gives a typology of countries, not parties.

« Holistic classifications » either fonctionnalist or marxist opposed each other : the first stressed on equilibrium, the latter on class warfare.

One suggests Rokkan's four cleavages paradigm to classify parties : each side of a cleavage should correspond to a definite « Political Family ». Which items to use in order to assess a party to a permanent cleavage line ? (1) The historical function performed by the party at its creation. (2a) The sociological structure of the party's : electorate, membership and inner group; (2b) The linkage structure between the party and a given network of pressure groups, movements and associations.

ANNEXE

CLIVAGES	Possédants/Travail		Eglise/Etat		Centre/Périphérie		Rural/ Urbain	
	Pays	Bourgeois	Ouvriers	Def. rel.	Sécula- ristes	Nationa- listes	Autono- mistes	Agrariens- Ecolos
Allemagne	CDU-CSU FDP	SPD						GR
Autriche	ÖVP	SPÖ			FPÖ			
Belgique	PRL PVV UDRT	PS SP PCB	CVP PSC				FDF/RW VU VNP RPW	Ecolo AGALEV
Danemark	F KF V RV	S SF CD VS DKP	KFP					
Espagne	CDS AP	PSOE PCE					PNV HB EE CIU PAR	
Finlande	KKP LKP	SDP SKDL	KL				SFP	KP RK
France	UDF (RPR)	PS PCF			RPR			
Grèce	(NΔ)	πΑΣΟΚ KKE			NΔ			
Irlande		Labour			FG		FF IFF SFWP	
Chypre	ΔΗΣΥ	ΑΚΕΛ ΕΔΕΚ			ΔΗΚΟ			
Islande		AE AB			SF			FF
Italie	PLI MSI	PCI PSI PSDI PDUP	DC	PR PRI			SVP UV PSdA UVP	
Luxembourg		POSL PSD PCL	PCS	PDL				
Malte		Labour			PN			
Norvège	H FP	DNA SV					KF*	SP

CLIVAGES	Possédants/Travail		Eglise/Etat		Centre/Périphérie		Rural/ Urbain	
	Pays	Bourgeois	Ouvriers	Def. rel.	Sécula- ristes	Nationa- listes	Autono- mistes	Agrariens- Ecolos
Pays-Bas	VVD Centrum	PvdA D'66 PSP PPR DS'70	CDA EVP				SGP* GPV*	
Portugal	PSD CDS	PS PCP						
Royaume-Uni	Cons. Lib.	Labour SDP				OUP DUP	SNP PC PSF SDLP	
Suède	Mod. FP	SAP VPK						CP
Suisse	PLS AN LdU	PSS PST PSA POCH	PDC EVP			PRD		FPES
Groënland						Atassut	Slumut	

* Les partis théocratiques relèvent non de la démocratie chrétienne mais de la défense de la périphérie.

Allemagne

CDU-CSU :	démo-chrétiens et chrétiens sociaux bavarois
FDP :	démocrates libres
SDP :	sociaux-démocrates
GR :	écologistes

Autriche

FPÖ :	libéraux
ÖVP :	populistes
SPÖ :	socialistes

Belgique*Communauté française*

PRL :	Parti réformateur libéral
PCB :	Parti communiste
PS :	Parti socialiste
FDP :	Front démocratique des Francophones bruxellois
RW :	Rassemblement wallon
PSC :	Parti social chrétien
RPW :	Rassemblement populaire wallon
UDRT :	Union démocratique pour le respect du travail
ECOLO :	écologistes

Communauté néerlandaise

CVP :	chrétiens populaires
AGALEV :	écologistes
PVV :	libéraux
SP :	socialistes
VU :	nationalistes flamands
VNP :	nationalistes flamands dissidents

Danemark

F :	anti-impôts
KF :	conservateurs
V :	libéraux
RV :	radicaux
S :	sociaux-démocrates
SF :	socialistes populaires
CD :	centre démocrate
VS :	gauche socialiste
DKP :	communistes
KFP :	chrétiens populaires

Groenland

Atassut :	centralistes pro-danois
Siumut :	eutonomistes

Chypre

ΔΗΚΟ :	centralistes (Kypriannou)
ΔΗΣΥ :	conservateurs (Cleridès)
ΑΚΕΑ :	communistes
ΕΔΕΚ :	socialistes (Lyssaridès)

Espagne

CDS :	démocrates sociaux (Suarez)
AP :	conservateurs
PCE :	communistes
PSOE :	socialistes
PNV :	nationalistes basques
HB :	unité populaire (ETA-militaire)
EE :	gauche basque (ETA-poli-« mili »)
CIU :	autonomistes catalans
PAR :	régionalistes aragonais

France

PCF :	Parti communiste
PS :	Parti socialiste
RPR :	Rassemblement pour la République
UDF :	Union pour la démocratie française

Finlande

KKP :	conservateurs
LKP :	populistes
SDP :	sociaux-démocrates
SKDL :	union communistes-socialistes
KL :	chrétiens
SFP :	suédois
KP :	centre agrarien
RK :	écologistes

Grèce

ND :	nouvelle démocratie
KKE :	communistes
PASOK :	socialistes

Irlande

<i>Labour</i> :	travallistes
FG :	centralistes modérés
FF :	nationalistes
IFF :	nationalistes dissidents
SFWP :	nationalistes ouvriers (IRA officielle)

Islande

AF :	sociaux-démocrates
AB :	alliance-communistes-socialistes
SF :	indépendantistes
FF :	progressistes agrariens

Italie

PCI :	communistes
PSI :	socialistes
PSDI :	sociaux-démocrates
PDUP :	extrême-gauche
PLI :	libéraux
MSI :	néo-fascistes
DC :	démocrates-chrétiens
PR :	radicaux
PRI :	républicains
PSdA :	autonomistes sardes
SVP :	autonomistes du Sud-Tyrol
UV :	autonomistes valdôtains
UVP :	progressistes

Luxembourg

POSL :	socialistes
PSD :	sociaux-démocrates
PCL :	communistes
PCS :	chrétiens-sociaux
PDL :	démocrates

Malte

PN :	nationalistes
------	---------------

Norvège

H :	droite
FP :	anti-impôts
DNA :	travailleurs
SV :	socialistes de gauche
KF :	chrétiens populaires
SP :	centre agrarien

Pays-Bas

VVD :	libéraux
Centrum :	xénophobes
PvdA :	travailleurs
D'66 :	démocrates
PSP :	socialistes pacifistes
PPR :	radicaux
DS'70 :	sociaux-démocrates
CDA :	démocrates chrétiens
EVP :	évangéliques
SGP :	calvinistes théocratiques
GPV :	calvinistes théocratiques

Portugal

CDS :	démocrates-sociaux
PSD :	sociaux-démocrates
PS :	socialistes
PCP :	communistes

Royaume-Uni

Cons. :	conservateurs
Lib. :	libéraux
Labour :	travailleurs
SDP :	sociaux-démocrates
SNP :	nationalistes écossais
PC :	parti gallois
Ulster	
DUP :	unionistes démocrates
OUP :	unionistes officiels
PSF :	nationalistes catholiques (IRA provisoire)
SDLP :	autonomistes catholiques

Suède

Mod. :	modérés
FP :	libéraux
SAP :	sociaux-démocrates
VPK :	communistes
CP :	centre agrarien

Suisse

PLS :	Parti libéral
AN :	Action Nationale
LdU :	Indépendants
PSS :	Parti socialiste
PST :	Parti suisse du travail
POCH :	organisations progressistes
PSA :	gauche socialiste tessinoise
PDC :	Parti démocrate chrétien
EVP :	évangéliques
PRD :	Parti radical-démocratique
FPES :	Fédération des partis écologistes



Ontstaansgeschiedenis van de ondernemingsraden in België (1944 - 1949)

door Wouter DAMBRE,

Licentiaat geschiedenis, Rijksuniversiteit Gent.

★

I. Het einde van de Tweede Wereldoorlog : ideeën rond arbeiderscontrole, medebeheer en sociale solidariteit.

Naar het einde van de Tweede Wereldoorlog toe, werden binnen en buiten bezet België plannen gesmeed voor de (her)inrichting van de naoorlogse samenleving. Zo kwam de in 1942 heropgerichte BSP onder voorzitterschap van A. Van Acker regelmatig in Bureau bijeen, waarbij alle problemen die na de oorlog zouden kunnen opduiken werden ontleed en besproken. De naoorlogse BSP-top, met namen zoals Major, Van Eynde, Anseele jr. en Spinoy, werd in deze omstandigheden tot een hechte groep aaneengesmeed; deze groep was ook nauw betrokken bij de totstandkoming van het « Sociaal Pact » in 1944 (1).

In het Luikse kwam het in 1944 tot de stichting van de « Mouvement Syndical Unifié » (MSU) rond André Renard. Het doctrinair document « Pour la révolution constructive » besteedt veel aandacht aan de zgn. structuurhervormingen. Zo eiste de MSU een vorm van industriële democratie, waarbij de leiding van de bedrijven uitgeoefend wordt door een vertegenwoordiging van het personeel. De MSU pleitte voor arbeiderscontrole in de ondernemingen, als voorbereidende fase op het later te verwezenlijken medebesikingsrecht over de geproduceerde goederen. Het medebeheer werd beschouwd als een effectieve deelname aan het economisch beheer, als een werkelijke « halvering » van het patronaal gezag. De arbeiderscontrole op ondernemingsvlak die A. Renard als onmiddellijk bereikbaar zag, zou betrekking hebben op : de aanwerving

(1) « Wat zou'dt gij zonder 't werkvolk zijn ? Anderhalve eeuw arbeidersstrijd in België. Deel 1 : 1830-1966 », Kritik, Leuven, 1977, blz. 128.

en afdanking van personeel; de toepassing van sociale wetten en collectieve arbeidsovereenkomsten; informatierecht i.v.m. elke door de directie geplande economische, sociale of financiële maatregel; de paritaire regeling met de directie van alle problemen i.v.m. lonen, arbeidsorganisatie, enz.; tenslotte werd zelfbeheer of medebeheer over de sociale werken van de onderneming voorgesteld (2).

De naar Londen uitgeweken socialistische syndicalisten zouden, verenigd in het « Centre Syndical Belge » (CSB) onder voorzitterschap van Jef Rens, eveneens de naoorlogse periode voorbereiden. Zo werd in mei 1943 een document besproken, opgesteld door J. Rens, J. Bondas en P. Finet. Het document bepleit o.a. een organische wetgeving ter regeling van de industriële en professionele verhoudingen tussen de verschillende categorieën van producenten. In elke onderneming met ten minste 20 werknemers wordt een contactorganisme voorzien, waarvan de personeelsafgevaardigden tevens de syndicale organisatie in de onderneming zouden vertegenwoordigen. Tijdens de discussies over deze ondernemingsraden (OR) liet iemand als Arthur Gailly zich zeer kritisch uit over wat hij noemde « des organismes permanents de collaboration de classes » (3). In de zomer van 1943 slaagde men erin het geamendeerde en heruitgegeven document aan de in België verblijvende H. Lapaille te doen toekomen, die daar deelnam aan de besprekingen tussen werkgevers en werknemers die tot het zgn. « Sociaal Pact » zouden leiden (4).

Sociaal Pact

Tijdens de bezetting groeide er een consensus bij een groep syndicale en patronale onderhandelaars over de normalisering van de industriële relaties na de bevrijding. Op 24 april 1944 werd een akkoord bereikt. Een basistekst van 54 paragrafen, getiteld : « Ontwerp van overeenkomst tot sociale solidariteit » werd goedgekeurd (5). Dit « Sociaal Pact » zou de basis vormen van de naoorlogse sociale politiek (sociale vrede en verhoging van de produktiviteit in ruil voor bestaanszekerheid en medezeggenschap). Het « Sociaal Pact » voorzag sociaal-economische overlegorganen op ondernemings-, sectorieel en nationaal vlak. Het opzet was

(2) « A. Renard écrivait... Recueil d'articles 1936-1966 », Liège, Imprédi, 1962, blz. 96 ; zie ook N. DE BATSELIER, *Arbeiderscontrole, een eis van het ABVV (vorming)*, Brussel, CMB-ABVV, 1976, blz. 11.

(3) D. SMETS en J. RENS, *Historique du Centre Syndical Belge à Londres, 1941-1944*, s.l., FGTB, 1976, blz. 75 en blz. A II 39.

(4) H. BALTHAZAR, « Sociale welvaart en overlegeconomie, een onvolkomen wens », in *De Industrie in België. Twee eeuwen ontwikkeling, 1780-1980*, Brussel, 1981, blz. 244.

(5) « Ontwerp van overeenkomst tot sociale solidariteit », in *Arbeidsblad*, januari-maart 1945, blz. 9-19.

gewaagd, vooral op het niveau van de onderneming, waar de paritaire samenwerking nog onbestaande was; wel bestonden in sommige ondernemingen « fabrieksraden », die onderling sterk verschilden in bevoegdheid en samenstelling en een eerder paternalistische inslag hadden (6).

Het « Sociaal Pact » voorziet in een « personeelsafvaardiging » in elke onderneming met minstens 20 werknemers, waarbij deze samen met de patroon « alle kwesties aangaande het organiseren van den arbeid, de tucht of het voorkomen van collectieve geschillen in de schoot van de onderneming » zou kunnen onderzoeken. Ook wordt voorzien dat de « sociale diensten » in principe aan het zelfbeheer van de arbeiders zullen overgelaten worden, of toch tenminste met hun medezeggenschap zullen beheerd worden. Tenslotte zal de patroon inlichtingen verschaffen over de inventaris, de balans en de algemene gang van de onderneming, « ten einde de gehechtheid van het personeel aan de belangen van de onderneming te onderhouden » (7). Het « Sociaal Pact » voorziet dus eigenlijk niet in de oprichting van een paritaire OR, met de structuur, samenstelling en bevoegdheid eigen aan zo'n organisme. De voorziene personeelsafvaardiging zou slechts de bevoegdheid hebben een « interlocuteur valable » voor de bedrijfsleider te zijn om sommige vraagstukken aan te snijden (8).

Het « Sociaal Pact » zou een uitgangspunt vormen voor de gedachtenwisselingen na de bevrijding in de Algemene Paritaire Raad. In die zin kan men in deze intentieverklaring een voorafbeelding van de naoorlogse sociale politiek zien en kan men er ook de latere OR in zekere mate in terugvinden. In het ABVV bestond bij velen kritiek op het « Pact », vooral omdat het er naar streefde de betrekkingen tussen de werkgevers en werknemers te regelen op een manier die onmogelijk kon werken in een kapitalistisch systeem, een systeem waarvan men de structuur zelf niet in vraag had durven stellen (9).

De ABVV'ers die tijdens de oorlog aan het « Pact » meewerkten, waren de exponenten van de latere gematigde vleugel van het ABVV; mensen als L. Major kwamen dus uit de oorlog met een heel andere visie op de verwezenlijking van de economische democratie dan bijvoorbeeld de renardisten (10). A. Van Acker, die tijdens de oorlog actief aan de

(6) P. GOLDSCHMIDT-CLERMONT, « Het ontstaan van het ontwerp van akkoord van sociale solidariteit in België. II. Principes en methodes der paritaire samenwerking », in *Arbeidsblad*, juli-augustus 1968, 7-8, blz. 874.

(7) « Ontwerp van overeenkomst... », *op. cit.*, blz. 17-18.

(8) F. VAN GEENBERGHE, « De houding van het parlement tot de bevoegdheid van de ondernemingsraad in 1948 : tendensen », in *Colloquium VUB 2 december 1967, De bevoegdheid van de organismen voor medezeggenschap in de onderneming*, blz. 4.

(9) J. BONDAS, *Een halve eeuw syndicale actie (1898-1948). Geschiedenis van de SK, van het BVV en van het ABVV* (Inleiding De Brouckère), Brussel, 1949, blz. 345.

(10) F. VAN DEN BROUCKE, *Van crisis tot crisis. Een socialistisch alternatief*, Kritak, Leuven, 1981, blz. 97.

onderhandelingen had meegewerkt en er toen al voor pleitte om de spanningen tussen werkgevers en werknemers « op te lossen in solidariteit », zou trouwens de gezaghebbende katalysator worden voor de concrete uitvoering van het « Sociaal Pact » (11).

Naoorlogse sociale politiek

In de geest van het « Sociaal Pact » werd al spoedig werk gemaakt van de opbouw van een geheel van sociale en collectieve voorzieningen, voor iedereen en « in sociale zekerheid » beschikbaar. De besluitwet op de Maatschappelijke Zekerheid van 28 december 1944 zette een eerste stap in deze richting. Om die operatie te doen slagen was echter een parallelle opbouw van een sociaal-economisch overlegsysteem noodzakelijk. Zo werden de paritaire commissies voor alle sectoren wettelijk erkend door de besluitwet van 9 juni 1945. De paritaire commissies waren het begin van een kader van collectieve arbeidsverhoudingen en zouden een scharnier in de uitbouw van een « pacificatiepolitiek » vormen (12). Op 19 december 1944 werd de Algemene Paritaire Raad opgericht, waarvan de minister van Arbeid en Sociale Voorzorg voorzitter was, en waar allerhande sociale problemen besproken werden. Tussen 1944 en 1948 vonden zeven nationale arbeidsconferenties plaats, waar vakbonden en patronaat o.l.v. eerste-minister Van Acker onderhandelden over lonen- en prijzenpolitiek, een statuut voor de syndicale afvaardiging, enz...

Een sluitende opbouw van overlegstructuren werd in een eerste fase verwezenlijkt door de wet van 20 september 1948 op de organisatie van het bedrijfsleven. Deze kaderwet omvatte een geheel van instellingen, dat op sociaal en economisch vlak de syndicaal-patronale dialoog permanent mogelijk zou maken. Op nationaal vlak werd de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven opgericht, op sectorieel vlak de bedrijfsraden en op ondernemingsvlak de ondernemingsraden (OR). De belangrijkste bevoegdheden van al deze paritaire raden waren informatief en adviserend. Welke ideologische tegenstellingen en discussies — vooral dan wat de OR betreft — deze wet voorafgingen, en hoe men uiteindelijk een typisch Belgisch compromis tussen de tegenstelde partijen in een wet heeft vastgelegd, wordt in de volgende bladzijden uiteengezet.

Gematigde linkerzijde

De OR zouden in België een louter parlementaire verwezenlijking worden; pas drie jaar na de bevrijding zou een kaderwet tot stand komen.

(11) H. BALTHAZAR, *op. cit.*, blz. 244.

(12) L. HUYSE, *De gewapende vrede. De Belgische politiek na 1945*, Kritak, Leuven, 1980, blz. 21.

Nochtans stond de arbeidersbeweging na WO II zeer sterk, gezien de prioriteit die aan de wederopbouw en de verhoging van de produktiviteit diende gegeven te worden. De vakbeweging heeft haar strategische machtspositie op dit vlak blijkbaar niet ten volle benut. Een verklaring hiervoor is misschien de afsluiting van het « Sociaal Pact » : de geest van sociale samenwerking en solidariteit zou in de eerste naoorlogse jaren van doorslaggevende invloed zijn. Om de uitbouw van een stelsel van maatschappelijke zekerheid te bekomen, waren de pragmatische leiders van de linkerzijde bereid om de sociale vrede te garanderen. De KPB en enkele invloedrijke « eenheidssyndicaten » kozen voor een tactisch gematigde opstelling, waarbij werd deelgenomen aan het herstelprogramma van de naoorlogse « linkse » regeringen en er geen prioriteit werd gegeven aan een fundamentele wijziging van de kapitalistische machtsstructuren. Door de integratie van de KPB en een aanwakkerende koude oorlogssfeer, zou de kommunistische invloed ingedijkt en geneutraliseerd worden. In 1947 werd een BSP-CVP-regering gevormd. Binnen de BSP en even later ook binnen het ABVV hadden de pragmatische sociaaldemocraten in 1948 opnieuw de leiding in handen. Ter linkerzijde was tijdens de periode 1945-1948 het streven om het vooroorlogse Belgische politieke bestel weer op te bouwen en te versterken groter dan de wil om structuurhervormingen door te voeren. In ruil voor sleutelposities in het naoorlogse politieke bestel, een stelsel van sociale zekerheid en enige staatscontrole op de economie, was de BSP bereid loyaal deel te nemen aan de restauratie van de vooroorlogse samenleving, die gesteund had op het economisch liberalisme, een verruimd burgerlijk parlementarisme en het begin van een sociale overlegpolitiek (13).

II. Structuurhervormingen en sociaal-economische democratie op ondernemingsvlak.

1. *In het ABVV leven verschillende opvattingen over de medezeggenschap*

Onmiddellijk na W.O. II vond er binnen het ABVV een confrontatie van ideeën plaats, waarbij veel aandacht werd besteed aan de discussie over structuurhervormingen en economische democratie. Op 28 en 29 april 1945 fuseerden de renardistische MSU, de kommunistisch geïnspireerde eenheidssyndicaten en het sociaaldemocratische Belgisch Vakver-

(13) E. WITTE, A. MEYNEN, « Het maatschappelijke-politieke leven in België, 1945-1980 », in *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, dl. 15, Haarlem, 1982, blz. 204 e.v.

bond tot één syndicale organisatie, het ABVV (14). Daardoor zou er binnen het ABVV heel wat interne discussie nodig zijn vooraleer men met een eengemaakt standpunt en eisenplatform naar buiten kon treden. Dit heeft zeker in het begin de eis voor structuurhervormingen heel wat slagkracht ontnomen. Bijkomende factor was nog dat de BSP in de eerste naoorlogse jaren haar liberale regeringspartner niet te veel voor het hoofd wilde stoten; de heropbouw van het land en het opdrijven van de produktie vormden de grootste bekommernis.

Aanvankelijk leek binnen het ABVV vooral de renardistische strekking de inhoudelijke en strategische lijn te beïnvloeden. Zo opteerde men voor een industriële democratie in de vorm van arbeiderscontrole, als eerste stap naar de medezeggenschap. Het ABVV wilde structuurveranderingen in het kader van de sociale rechtvaardigheid. Een economische en sociale democratie diende de politieke democratie te vervolledigen en te verstevigen. Zo vroeg men de oprichting van organismen waarvan het uiteindelijk doel moest zijn de arbeidersklasse het beheer te verschaffen over de omgevormde economie ten gunste van de collectiviteit. Het ABVV wilde de dagelijkse eisenstrijd verbinden aan de strijd voor structuurhervormingen en voor de hervorming van de kapitalistische maatschappij (15).

Na de fusie wilde de ABVV-leiding als partij erkend worden in elk organisatiesysteem van de economie. Men sprak zich uit voor een verticale bedrijfsorganisatie door tegelijkertijd een Centrale Economische Raad, bedrijfsraden en OR op te richten. Voor de OR eiste men nieuwe bevoegdheden, ook op economisch en financieel gebied. Hoewel het ABVV streefde naar de effectieve medewerking van de arbeiders aan het beheer van de ondernemingen, werd toch gesteld dat de syndicale beweging vooraf een enorme opvoedings- en vormingstaak te wachten stond (16). Tegelijkertijd eiste het ABVV de officiële instelling van de bestendige syndicale afvaardiging op ondernemingsvlak. Deze afvaardiging diende een controlefunctie over de werking van de OR uit te oefenen en bekleedde in de visie van het ABVV een spilpositie (17).

Binnen het ABVV pleitte A. Renard voor een werkelijke deelname aan het economisch beheer van de ondernemingen, wat o.m. het paritair beslis-

(14) G. SPITAELS, *Le mouvement Syndical en Belgique*, Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, 1967, blz. 25.

Zie ook : J. BONDAS, *op. cit.*, blz. 384.

(15) F. VAN DEN BROUCKE, *op. cit.*, blz. 88-90 ; zie ook ABVV, *Statutair congres 28-29 februari en 1 maart 1948. Moreel en administratief verslag van de jaren 1946 en 1947*, NV Excelsior, Antwerpen (1948), blz. 5.

(16) ABVV, *Statutair congres van 23, 24 en 25 december 1945. Stenografisch verslag*, s.l.n.d., blz. 160-163.

(17) P. GEVERS, *Ondernemingsraden. Randverschijnsel in de Belgische industriële democratiseringsbeweging. Een sociologische studie*, Leuven, KUL, 1973, blz. 104-105.

singsrecht over het bedrag van de dividenden inhield. Het medebeheer gaat in deze periode een — in socialistisch perspectief — constructieve rol spelen, als verbindingsfactor tussen de controle van de onderneming en het economisch en sociaal leven van de gehele maatschappij. Volgens Renard betekende dit het grondig omvormen van de kapitalistische maatschappij met als uiteindelijk doel haar verdwijning (18). Voor Renard mochten de OR geen zuivere « produktiecomités » worden; eerst en vooral moesten de arbeiders controlebevoegdheid krijgen over de gang van de onderneming (19).

De kommunistische eis om produktiecomités

In de eerste jaren na de bevrijding, toen de kommunisten binnen de socialistische vakbeweging een belangrijke unificerende rol vervulden, zou de KP het ordewoord voor de vorming van bedrijfs- of produktiecomités lanceren. Reeds eind 1944 sprak de KP zich uit voor de deelname van de arbeiders aan het weer op gang brengen van de produktie en aan het beheer van de ondernemingen (20). Op 17 juli 1945 legde de kommunistische volksvertegenwoordiger H. Glineur een wetsvoorstel neer « houdende oprichting van Bedrijfscomités ». Door alle categorieën van het ondernemingspersoneel medezeggenschap te geven, beoogde Glineur vooral een meer rationele organisatie van de produktie en een meer doelmatige maatschappelijke bescherming van de arbeiders. De bevoegdheden van de comités zouden informatief en raadgevend zijn en zich vooral op sociaal vlak uitstrekken. Ondanks hun hoofdzakelijk adviserende bevoegdheid, hebben de bedrijfscomités van Glineur een sterk revendicatief karakter, dit o.m. door de verplichte raadpleging ervan en door het ruime informatierecht i.v.m. de produktie en de volledige technische organisatie van de onderneming. Hoofddoel van dit wetsvoorstel — dat overigens nooit in het parlement werd besproken — is het binnenbrengen van de economische democratie in de ondernemingen; in het voorstel zijn sancties voorzien ter bescherming van personeelsvertegenwoordigers die hierbij in conflict zouden komen met hun patroon. In dit opzicht staat het wetsvoorstel-Glineur lijnrecht tegenover de vage beginselen van « samenwerking » tussen werkgevers en werknemers die het « Sociaal Pact » kenmerkten (21).

(18) N. DE BATSELIER, *op. cit.*, blz. 12.

(19) A. RENARD, « Comités de production ou comités d'entreprise ? », in *FGTB*, 24 novembre 1945, p. 1.

(20) E. LALMAND, *Le Parti Communiste de Belgique dans la lutte pour la libération. Rapport au CC du PCB, le 21 octobre 1944*, Bruxelles, 1944, p. 13.

(21) « Wetsvoorstel houdende oprichting van Bedrijfscomités », H. GLINEUR, 1 juli 1945, in *Parlementaire Documenten*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1944-1945, nr. 143, blz. 1-3.

Nationale onderhandelingen over een wet op de ondernemingsraden

Reeds begin 1946 beloofde de regering-Van Acker een wetsontwerp op de OR uit te werken. De Algemene Paritaire Raad werd belast met het uitwerken van een voorontwerp (22). Het ABVV eiste daar de volgende bevoegdheden voor de OR: de classificatie- en vergoedingsproblemen, het opmaken van het werkhuisreglement, het voorleggen van suggesties betreffende de technische organisatie van de onderneming, het recht op regelmatige informatie over de toestand van de onderneming, een recht van rechtstreekse controle over de verdeling van de winsten en een recht van onrechtstreekse controle op de boekhouding door aanduiding van een rekencommissaris (23). In de Algemene Paritaire Raad stuitten de syndicale vertegenwoordigers op een uiterst wantrouwe houding van de patronale vertegenwoordigers; ook op de Nationale Arbeidsconferentie (NAC) van 13 en 14 mei 1946 kon geen begin van akkoord bereikt worden. Het ABVV kon er de patroons op de NAC van 5 juli 1946 wel toe brengen het nut van syndicale afvaardigingen op ondernemingsvlak te erkennen; hun statuut zou in de paritaire commissies worden vastgelegd. Ook mocht, in afwachting van een wet, een OR opgericht worden in sommige ondernemingen of gewesten. Zijn statuut zou eveneens in de paritaire commissies besproken worden (24).

Na afloop van de Nationale Arbeidsconferentie van 5 juli 1946 stelde A. Renard in naam van het ABVV, de OR niet te beschouwen als een orgaan om de arbeiders met de directie van een onderneming te laten samenwerken, maar als een middel om een gedeelte van het patronaal gezag aan de arbeiders over te dragen. De OR moest er komen om in dienst van het algemeen belang, een betere produktie te verzekeren. Ook stelde Renard voor de OR te gebruiken om de prijzen onder controle te krijgen (25). Zoals zal blijken, lagen deze verklaringen niet bepaald in de lijn van wat het ACV en de werkgeversorganisaties zich over het medezeggenschap in de ondernemingen voorstelden.

2. *De christelijke arbeidersbeweging pleit voor medezeggenschap en mede-beheer door samenwerking in de onderneming*

Na de bevrijding sprak het ACV-congres in juli 1945 zich uit voor structuurhervormingen op de drie niveaus van de economie. Doel was de

(22) ABVV, Statutair congres... 1948..., op. cit., blz. 104.

(23) L. BROUWERS, *Vijftig jaar christelijke werkgeversbeweging in België. Een bijdrage tot de sociaal-economische geschiedenis, 1920-1973* (voorwoord P. Harmel), Brussel, UNIAPAC-België, VKW, 1974, blz. 112-113.

(24) ABVV, Statutair congres... 1948..., op. cit., blz. 57 en blz. 104.

(25) A. RENARD, « De la Conférence Nationale du Travail au Congrès de la FGTB », in *Syndicats*, 27 juli 1946, p. 1.

groei van de economische produktiviteit te bevorderen. Op ondernemingsvlak zou de OR deelnemen aan het beheer en er ook toezicht op uitoefenen. (26) Het ACV spreekt zich uit voor de samenwerking van werkgevers en werknemers op voet van gelijkwaardigheid en tegen het principe van de klassenstrijd. Er wordt gepleit voor de instelling van de OR, die echter een zeer beperkte bevoegdheid zou hebben. Zo worden de sociale diensten voorgesteld als louter patronale initiatieven en in tegenstelling tot het « Sociaal Pact », wijst men op dit vlak elk beginsel van samenwerking van de hand.

Het ACV ziet voor de OR een drietal bevoegdheidspunten : het opstellen van het werkhuisreglement, het vaststellen van het minimumloon en van de loonschaal en bemiddelen bij individuele conflicten (27). De OR wordt dus hoofdzakelijk als samenwerkingsorgaan gezien, met als doel de gemeenschapsgeest in de onderneming te ontwikkelen. Sociale vrede via de OR is slechts mogelijk indien werkgevers en werknemers door deze geest van samenwerking « bezielde » zijn, zo wordt gesteld.

Voor de toekomst wenst het ACV meer « durvende » hervormingen in de richting van arbeidersdeelname in het beheer van de onderneming (28).

De « nieuwe » CVP aanvaardde eind 1945 in haar Kerstprogramma een « organisatie van het bedrijfsleven », waarbij in de grote ondernemingen medezeggenschap en zelfs deelname aan het beheer voorzien werden. Naast personeelsvertegenwoordigingen met een wettelijk statuut, heeft men het ook over « samenwerkingscomités » en deelname in de winst. Wel wordt sterk beklemtoond dat de hiërarchische positie en het gezag van het ondernemingshoofd zeker behouden zullen blijven en dit « in het belang van al de medewerkers aan de produktie en tot voordeel van de nationale gemeenschap » (29). De oude uitgangspunten van privé-initiatief en onaantastbaarheid van eigendom en gezag blijven intact. In ieder geval aanvaardt de CVP de OR als samenwerkingsorgaan tussen werkgevers en werknemers op ondernemingsvlak.

Het wetsvoorstel - Behogne op de ondernemingsraden

Op 28 mei 1946 diende CVP-volksvertegenwoordiger O. Behogne een « wetsvoorstel op de ondernemingsraden en de afgevaardigden van het

(26) Besluiten van het 14de ACV-Congres, Brussel, 13-15 juli 1945, in L. DEREAU, *De bedrijvigheid van het ACV van België van 1945 tot 1947. XVde Congres, Brussel, 10-12 oktober 1947*, Brussel, ACV-uitgaven, 1947, blz. 15.

(27) « De ondernemingsraden : standpunt der christelijke werkgevers ; standpunt van het ACV », in *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, september 1945, 9, blz. 727-729.

(28) *Ibid.*, blz. 730 ; zie ook L. BROUWERS, *op. cit.*, II, blz. 101.

(29) *België moet weder opgebouwd worden. Wie zal de bouwmeester zijn ?*, CVP, Brussel, 1945, blz. 60.

personeel » in (30). Het voorstel sloot nauw aan bij het ideeëngoed van de christelijke arbeidersbeweging. Opnieuw wordt samenwerking en sociale vrede aangeboden, in ruil voor het geven van verantwoordelijkheid en medezeggenschap aan de arbeiders. De dringende noden van de economische wederopbouw en dus de sterke positie van de arbeidersbeweging zijn voor de CVP een reden te meer om de arbeiders « verantwoordelijkheid » te geven en hen «zelf over hun belangen te laten waken ».

De bevoegdheden van de OR zijn louter raadgevend en informatief opgevat. Het economische en financiële blijft het exclusieve terrein van de patroon, hoewel het wetsvoorstel voorziet dat deze via mededelingen de arbeiders zou voorlichten over de algemene gang van de onderneming (31). Het wetsvoorstel-Behogne kenmerkt zich door een zeer verzoenende houding t.o.v. het patronaat. De voortdurend opgeroepen « geest van samenwerking » brengt de arbeiders misschien dichterbij de sociale vrede, maar zal ze zeker geen stap dichterbij de medezeggenschap brengen, aldus F. Van Geenberghe (32).

Van ACV-zijde werd gunstig gereageerd op het CVP-wetsvoorstel. Men verwachtte dat de OR in een zeer nabije toekomst van start zouden kunnen gaan (33). Door de grote meningsverschillen over de oriëntatie en dus de bevoegdheid van de OR, kreeg het voorstel-Behogne binnen de CVP echter geen kans. Vooral de katholieke werkgevers boden weerwerk, wat een aantal katholieke « leaders of opinion » ertoe aanzette scherpe en soms geheel afwijzende kritiek te leveren. Dit kwam de werf- en trefkracht van het voorstel bepaald niet ten goede (34). Het voorstel-Behogne werd niet in de Kamer behandeld.

3. De werkgevers aanvaardden de ondernemingsraden onder sterk voorbehoud.

Nochtans had L. Bekaert, voorzitter van het Landelijk Algemeen Christelijk Verbond van Werkgevers, zich in juni 1945 uitgesproken voor sociale solidariteit en samenwerking in de onderneming. Bekaert dacht echter vooral in termen van « het welzijn der ondernemingsgemeenschap » en « gemeenschapszin aankweken ». Een ontwikkeld « solidariteitsbe-

(30) « Wetsvoorstel op de ondernemingsraden en de afgevaardigden van het personeel », O. BEHOGNE, 28 mei 1946, in *Parlementaire Documenten*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1946, nr. 94, blz. 8.

(31) *Ibid.*, blz. 5-6.

(32) F. VAN GEENBERGHE, *op. cit.*, blz. 10.

(33) « Een CVP-voorstel op de ondernemingsraden », in *De Volksmacht*, 8 juni 1946, blz. 1.

(34) A. KNAAPEN, *De ondernemingsraden en de ontwikkeling van het medezeggenschap in de particuliere onderneming in Nederland en België*, Van Gorcum, Assen, 1952, blz. 82.

wustzijn » zou zich dan vanzelf concretiseren in de OR. Bekaert bepleitte het oprichten van dergelijke ondernemingsraden, maar wel op initiatief van de werkgever zelf en binnen het kader van een nationale overeenkomst (35).

De katholieke werkgevers wilden door samenwerking in de OR vooral de produktiviteit bevorderen, « zonder daarbij afbreuk te doen aan de eenheid van de leiding noch aan het gezag van het ondernemingshoofd ». Men stemde ermee in de arbeiders via de OR een adviserende en vooral sociaal-technische bevoegdheid toe te kennen, als het uiteindelijk doel, nl. een verhoging van het rendement, maar bereikt werd. Wel werd aangedrongen op een geleidelijke oprichting van de OR, begeleid door een organische kaderwet (36). Het ACV zou verheugd reageren op het standpunt van de katholieke patroons.

Th. Lhoest, voorzitter van de Federatie van Katholieke Werkgevers zou later nog sterk beklemtonen dat de werking van de OR beperkt moest blijven « tot de werkkring van de personeelsvertegenwoordigingen ». Elke inmenging in het beheer van de onderneming was uit den boze. Uit vrees dat de OR zich met het economisch beheer zou bemoeien en dat ze de politiek binnen de onderneming zou brengen, bepleitte Lhoest de grootste voorzichtigheid i.v.m. de OR. Men bleef wantrouwig staan t.o.v. de eis van de arbeiderswereld om economische medezeggenschap (37).

L. Cornil, afgevaardigd-beheerder van het Verbond der Belgische Nijverheid, aanvaardde het principe van de OR onder sterk voorbehoud. Hij beklemtoonde dat de hiërarchie in de onderneming intact moest blijven. De OR werd door het VBN beschouwd als een contactorgaan tussen personeel en directie, als constructief orgaan van verzoening en samenwerking. Van economisch medebeheer kon geen sprake zijn, omdat « hiervoor een volmaakte wederzijdse verstandhouding en een ware arbeidsgemeenschap moesten groeien » (38).

(35) « De ondernemingsraden : standpunt der christelijke werkgevers », in *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, september 1945, 9, blz. 725-727.

(36) R. HULPIAU, « De sociale studiedagen der christelijke patroons », in *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, januari 1946, 1, blz. 80-83 ; zie ook : L. BROUWERS, *op. cit.*, II, blz. 108-109.

(37) « Naar structurele samenwerking tussen werkgevers en werknemers », in *De Christelijke Werkgever*, maart 1946, 3, blz. 102. Zie ook : « Rond de ondernemingsraden », in *De Christelijke Werkgever*, juli 1946, 7, blz. 180-182.

(38) « Beslissingen van de Nationale Conferentie van den Arbeid », in *De Christelijke Werkgever*, augustus 1946, 8, blz. 220.

III. Perikelen rond een wet op de ondernemingsraden..., een maat voor niets.

1. *Minister van Arbeid Troclet legt op 25 juni 1946 een wetsontwerp op de ondernemingsraden neer.*

Op 25 juni 1946 legde de minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, de socialist L.E. Troclet, namens de regering o.l.v. A. Van Acker, een wetsontwerp op de OR neer. Het ontwerp was gebaseerd op een door de vertegenwoordigers van werknemers- en werkgeversorganisaties in de Algemene Paritaire Raad uitgewerkt voorontwerp. De OR zou een verzoenend en samenwerkingsbevorderend karakter hebben (39). Hoewel het principe van de OR algemeen aanvaard werd, bestonden over de concrete uitwerking ervan grote meningsverschillen. Het ontwerp werd op die manier een compromis tussen de verschillende georganiseerde maatschappelijke krachten. Zo had het ABVV de bevoegdheid van de OR zoveel mogelijk willen uitbreiden, terwijl de werkgevers de OR niet meer dan een consultatieve opdracht op sociaal vlak wilden toekennen (40).

In het wetsontwerp werden de bevoegdheden van de OR vrij ruim opgevat, hoewel het gezag van de werkgever onaangetast bleef. De OR had adviserende bevoegdheid over de criteria van afdanking en aanwerving, alle maatregelen i.v.m. arbeidsorganisatie en arbeidsvoorwaarden, enz... Ook werd een informatierecht voorzien door regelmatige algemene mededelingen over de gang van de onderneming. Verder zou de OR meewerken aan het opstellen of wijzigen van het werkplaats- en het huishoudelijk reglement van de onderneming. Het ontwerp-Troclet voorzag een toezichtsrecht inzake de loonschalen en de criteria van beroepskwalificatie, evenals inzake de toepassing van de sociale wetgeving. De OR kreeg tot taak de collectieve arbeidsgeschillen binnen de onderneming te beslechten. De OR zou zelfstandig de jaarlijkse verlofdata bepalen en had het recht de bevoegdheden van het comité voor veiligheid en gezondheid uit te oefenen. Tenslotte zou de OR de sociale diensten beheren, tenzij deze aan het zelfbeheer van de arbeiders waren overgelaten (41).

In het wetsontwerp werden een aantal strafbepalingen ingelast, voor het geval de wettelijke voorschriften i.v.m. de OR zouden overtreden worden,

(39) « Wetsontwerp op de ondernemingsraden », L.E. TROCLET, 25 juni 1946, in *Parlementaire Documenten*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1946, nr. 142, blz. 1.

(40) L. BROUWERS, *op. cit.*, II, blz. 137.

(41) « Wetsontwerp op de ondernemingsraden », *op. cit.*, blz. 6.

d.w.z. wanneer de patroons zich zouden verzetten tegen de oprichting van de OR of de bijeenroeping ervan. Hier wilde Troclet er duidelijk voor zorgen dat de « goede wil » en de « geest van samenwerking » door een aantal technische waarborgen zouden ondersteund worden (42). Volgens A. Knaapen wilde het ontwerp aan de socialistische eisen betreffende de economische en financiële informatie en de controle daarop, tegemoetkomen « door een sterkere drang uit te oefenen op de betrokkenen, zich voorstellend hen daarmee te stimuleren » (43).

In naam van het ABVV stelde algemeen secretaris P. Finet dat een ontwerp op de OR alleen onvoldoende was; de arbeiders vroegen ook medezeggenschap op bedrijfs- en nationaal vlak. Wat de OR betreft, werd aangeklaagd dat deze als louter adviserend orgaan geen enkel beslissingsrecht toebedeeld kreeg over het interne ondernemingsgebeuren. « Nergens vindt men de verplichting voor de directie van de onderneming, rekening te houden met de adviezen van de Raad. Het patronale gezag blijft onaangetast en absoluut », aldus Finet. Het ABVV verlangde een OR « waarop de werkgever een deel van zijn gezag overdraagt en waardoor de arbeiders op de hoogte kunnen gebracht worden van de gang der onderneming ». Daarom was de bevoegdheidsuitbreiding nodig; om financiële controle mogelijk te maken moesten rekencommissarissen kunnen worden aangesteld (44).

Ook het ACV struikelde over de bevoegdheidskwestie. De christelijke vakbond meende dat de opdracht van de OR voorlopig beperkt diende te blijven tot technische en sociale bevoegdheden. Net als het ABVV sprak men zich uit voor een bedrijfsorganisatie op de drie niveaus van het economisch leven (45). De werkgevers van hun kant konden niet instemmen met het regeringsontwerp. Algemeen werd een voorzichtige, eerder wantrouwige houding t.o.v. de OR aangenomen. Men vreesde vooral dat het ABVV de OR als een eerste stap naar meer radicale hervormingen zou gebruiken, met als uiteindelijk doel het medebeheer of zelfs de socialisatie van de ondernemingen (46).

(42) *Ibid.*, blz. 5.

(43) A. KNAAPEN, *op. cit.*, blz. 84-85.

(44) P. FINET, *Naar de sociale democratie door de deelneming der arbeiders aan het economisch beheer*, ABVV, Brussel, juli 1946, blz. 24-25.

(45) « Een eerste klas begrafenis voor de ondernemingsraden ? », in *De Volksmacht*, 14 juni 1947, blz. 8.

(46) A. VAN DEN BOSSCHE, « Hoe denkt de werkgever over de ondernemingsraden ? », in *Arbeidsblad*, februari 1955, 2, blz. 136.

2. *Voor de confrontatie in het parlement : vakbonden en patroonsorganisaties verscherpen hun standpunten.*

- a) *Het ABVV vooraan in de strijd om de OR : « Naar de sociale democratie door de deelneming van de arbeiders aan het economisch beheer ».*

N.a.v. het door minister Troclet ingediend wetsontwerp op de OR, formuleerde P. Finet, algemeen secretaris van het ABVV, een aantal concrete voorstellen over het paritair medeheer. De periode voor het wetsontwerp in het parlement zou worden behandeld, werd door alle professionele organisaties gebruikt om hun standpunten i.v.m. medezeggenschap en bedrijfsorganisatie uit te diepen en te verscherpen.

Volgens het ABVV diende de syndicale actie zich toe te spitsen op het verwezenlijken van de economische democratie binnen het bestaande systeem. Het uiteindelijke doel, nl. de « socialisatie der produktie- en ruilmiddelen », was volgens Finet politiek niet haalbaar : « in afwachting dat een nieuwe politieke constellatie het probleem der socialisaties toelaat te stellen op het gebied der praktische verwezenlijkingen, dient het syndicalisme ernaar te streven, in het economisch regime het maximum van democratie toe te passen, en den arbeider zoveel mogelijk te onttrekken aan de willekeur en het absolutisme van het patronaat » (47). De structuurhervormingen zouden een tussenstadium en springplank vormen, om geleidelijk te komen tot de « socialisatie ». Naast het nastreven van structuurhervormingen blijft de essentiële opdracht van het syndicalisme het scheppen van gunstige voorwaarden voor de verdediging van de dagelijkse belangen van de arbeiders, zo schrijft Finet. Door het belang van de dagelijkse eisenstrijd in de syndicale actie van het ABVV, worden de ideologische principes soms verloochend : « Wij zijn dus verplicht rekening te houden met de werkelijkheid, en zekere houdingen aan te nemen, die misschien tegenstrijdig lijken met onze doctrinale en ideologische principes. Doordat wij de vaststelling eischen van organische betrekkingen tusschen werkgevers en werknemers, erkennen wij stilzwijgend dat wij het kapitalistisch produktie- en distributiestelsel, zij het dan voorlopig, aanvaardden », aldus algemeen secretaris Finet (48).

In een eerste fase stelt het ABVV de oprichting van syndicale afvaardigingen in alle ondernemingen voor. Deze organen dienen het beginsel van de syndicale erkenning op ondernemingsvlak te bekrachtigen. Hun bevoegdheid is er één van controle op de toepassing van alle collectieve overeenkomsten, wetten en reglementen die de arbeiders aanbelangen.

(47) P. FINET, *op. cit.*, blz. 3.

(48) P. FINET, *op. cit.*, blz. 8.

Maar ook het beheer van de sociale werken en de raadpleging over de arbeidsorganisatie en het leven binnen de onderneming in het algemeen. behoren tot hun taak (49). Verder wordt gedacht aan economische medebeheersorganen die patronaat en vakbeweging dichter bij elkaar zouden brengen. Een bedrijfsorganisatie op alle niveaus van de economie, zou de regering moeten adviseren in haar economische taak. Op ondernemingsvlak zou de OR een sociale met een economische bevoegdheid combineren (50).

Volgens Finet zou de OR beslissingsrecht moeten krijgen voor elk aspect van de interne ondernemingsorganisatie waarbij de arbeiders direct betrokken zijn. Ook wordt informatierecht over de financiële toestand van de onderneming voorzien, opdat de arbeiders hun eigen arbeidsvoorwaarden met meer kennis van zaken zouden kunnen verdedigen en om « hen vertrouwd te maken met de kwesties van beheer en organisatie » (51). De OR dient paritair te worden samengesteld. De directie blijft verantwoordelijk voor het financieel en economisch beheer van de onderneming, maar de arbeidersvertegenwoordigers in de OR oefenen hier wel toezicht op uit. Uiteindelijk schetst Finet de functie van de OR als volgt : « De ondernemingsraad dient het patronale gezag te matigen en minder absoluut te maken, t.a.v. het uitvoeringspersoneel. Hij verleent aan de uitvoerders het democratisch recht, hun rechten en hun zienswijze te laten gelden in de beslissingen die dienen getroffen voor het regelen van hun algemene arbeidsvoorwaarden » (52).

Om de financiële controle door de OR mogelijk te maken, voorziet Finet in de aanstelling van rekencommissarissen, die toegang zouden hebben tot alle boekhoudkundige documenten van de onderneming. Daardoor zou de commissaris in staat zijn om een meer billijke verdeling te verdedigen van de winst tussen de elementen van de Arbeid en het Kapitaal », aldus Finet.

Het ABVV stelde voor een OR op te richten in ondernemingen met minstens 50 werknemers. Verder werden er tweejaarlijkse verkiezingen voorzien, waarbij de kandidaten voorgedragen en beschermd zouden worden door de vakorganisaties die 10 % van de werknemers in de onderneming groeperen. Finet meent dat de vakbond de drijvende kracht achter de OR-activiteit moet zijn; hij voorspelt dat de syndicale afgevaardigden en de OR-leden vaak dezelfde syndicale militanten zullen zijn (53). De

(49) « Het Algemeen Belgisch Vakverbond voor het vraagstuk der organische betrekkingen tussen werkgevers en werknemers », in *Arbeidsblad*, mei-juni 1946, blz. 540.

(50) P. GEVERS, *op. cit.*, blz. 104.

(51) P. FINET, *op. cit.*, blz. 13-14.

(52) P. FINET, *op. cit.*, blz. 20.

(53) *Ibid.*, blz. 21-24.

samengevoegde ABVV-voorstellen voor beide ondernemingsorganismen geven het volgende beeld : financiële controle, arbeidersbeheer over de sociale werken en werkelijk medebeheer in de volledige inwendige sociale en technische ondernemingsorganisatie.

Door het organiseren van een reeks gewestelijke betogingen begin december 1946 trachtte het ABVV de eis voor economische medezeggenschap kracht bij te zetten. Adjunct-algemeen secretaris Louis Major eiste van het patronaat experimenten in medezeggenschap, « omdat we in de huidige omstandigheden de tijd niet hebben om te wachten tot de wet zal gestemd zijn » (54). Een buitengewoon congres van het ABVV riep de beroepscentrales op zich voor te bereiden op de enorme scholings- en begeleidingsopdracht die hen zou wachten wanneer de ondernemingsraden zouden verkozen worden. Ook werd aan de centrales gevraagd een algemene actie te voeren om het patronaat te dwingen de syndicale afvaardigden en de OR aan te nemen (55).

In de kamercommissie van arbeid, die reeds eind november 1946 de bespreking over het wetsontwerp-Troclét was begonnen, was gebleken dat de vertegenwoordigers van de christelijke arbeidersbeweging niet bereid waren enige economische bevoegdheid aan de OR toe te kennen. Het ACV volgde in deze volledig het CVP-programma, d.w.z. dat de patronale autoriteit onaangetast bleef en dat men de arbeiders geen economische rechten in de onderneming wilde toestaan. Zowel Major als Finet reageerden zeer scherp tegen de houding van het ACV, die zij als « paternalistisch » bestempelden (56).

Op 19 maart 1947 werd een ABVV-afvaardiging door formateur Spaak ontvangen (57). Het kabinet-Spaak zou in haar regeringsverklaring een gedeelte van de ABVV-eisen overnemen. Zo verbond men zich er toe werk te maken van de wetgeving op de organisatie van het bedrijfsleven, om medezeggenschap van de arbeiders in het economisch leven mogelijk te maken (58). Kort daarna herbevestigde het ABVV op een buitengewoon congres de eisen voor structuurhervormingen en economische democratie (59). De spreker van ACOD, Genot, stelde dat wanneer de

(54) L. MAJOR, « Wij zetten den strijd voort », in *De Werker*, 23 november 1946, blz. 1.

(55) ABVV, Statutair congres... 1948..., *op. cit.*, blz. 26-27.

(56) L. MAJOR, « Ze rapen de handschoen op », in *De Werker*, 15 februari 1947, blz. 1.

P. FINET, « Pas de paternalisme », in *Syndicats*, 15 février 1947, p. 1.

(57) I. MAJOR, « En nu ? », in *De Werker*, 22 maart 1947, blz. 1.

(58) L. MAJOR, « Rond de regeringsverklaring », in *De Werker*, 25 maart 1947, blz. 1. [Het betreft hier de BSP-CVP-regering Spaak II (20 maart 1947 - 27 juni 1949).]

(59) ABVV, *Buitengewoon congres 31 mei, 1 en 2 juni 1947. Verslag over « Doelstellingen en actiemiddelen van het ABVV »* (door P. Finet), Excelsior, Antwerpen, 1947, blz. 45.

OR onvoldoende bevoegdheden toegekend zou krijgen, het beter zou zijn dat het ABVV zijn medewerking zou weigeren. Volgens I. Smets, nationaal secretaris van de Algemene Centrale, zouden medebeheer en OR niets fundamenteels veranderen aan het kapitalisme. Hij waarschuwde tegen al te hoge verwachtingen i.v.m. medezeggenschap. « Indien de patroons plots tegemoet zouden komen aan de eisen van de vakbeweging, zouden we slecht weg weten met dit cadeau en wij zouden zitten met een witte olifant » aldus Smets (60). Algemeen secretaris L. Major stelde dat het ABVV geen verantwoordelijkheid in de kapitalistische economie wilde dragen; wel zou een OR geëist worden met controlerecht over de volledige gang van de onderneming, d.w.z. op sociaal, technisch, economisch en financieel gebied (61).

b) *Het ACV vraagt naast een wet op de OR ook de grondige hervorming van het statuut van de N.V.*

ACV-voorzitter A. Cool betreurde begin 1947 dat het probleem van de OR maar bleef aanslepen. Dat er geen oplossing voor kwam, schreef hij toe « aan de onwil der liberalen die van geen ondernemingsraden willen horen en aan de halfslachtigheid van de socialisten die alles ondergeschikt maken aan het voortbestaan der huidige regeringscoalitie » (62). Het ACV verwerpt het ABVV-voorstel om syndicale afvaardigingen op te richten als een poging « om voort te palaberen en de wezenlijke hervorming welke de ondernemingsraad is op de lange baan te schuiven ». Verder kant men zich tegen het ABVV-voorstel om rekencommissarissen aan te stellen, o.a. omdat hierdoor het wantrouwen van de werkgevers zou toenemen. Het ACV zelf ziet meer in een eigen voorstel ter hervorming van de N.V., maar wil zich voorlopig houden « aan datgene wat rederlijkerwijze kan doorgevoerd worden » (63).

Binnen het ACV werd door de gewestelijke verbonden begin 1947 al gestart met een reeks interprofessionele studiedagen voor de toekomstige OR-afgevaardigden. Men betreurt in het verleden te weinig aandacht te hebben besteed aan syndicale vorming en opleiding en besluit hier in de toekomst alle prioriteit aan te zullen geven (64).

Een ACV-afvaardiging zou — net als het ABVV — bij formateur Spaak gaan aandringen om zo spoedig mogelijk een wetsontwerp op de

(60) ABVV, *Buitengewoon congres 31 mei, 1 en 2 juni 1947. Stenografisch verslag*, s.l.n.d., gestencild verslag, blz. 13 en blz. 76.

(61) *Ibid.*, blz. 118-119.

(62) « Belangrijke Raadzitting van het ACV. Een jaarverslag - De ondernemingsraden - Het loonvraagstuk », in *De Volksmacht*, 11 januari 1947, blz. 1-8.

(63) « De ondernemingsraden. Hoeveel staan we? Verwarring en onwil. Positieve werking », in *De Volksmacht*, 25 januari 1947, blz. 1-3.

(64) L. DEREAU, *op. cit.*, blz. 38-39.

OR te laten stemmen, als een eerste « zeer schuchtere stap tot het mede-beheer in de bedrijven », die zo snel mogelijk moest aangevuld worden door een grondige hervorming van het statuut van de N.V. (65).

Het overkoepelend ACW ziet alle heil in een loyale samenwerking tussen arbeid en kapitaal, wat de toekenning aan de arbeiders van mede-beheer en -verantwoordelijkheid veronderstelt, aldus voorzitter Hulpiau. Medezeggenschap in de onderneming ligt voor het ACW in de lijn van een verdere democratisering van het bedrijfsleven en komt trouwens door een verhoging van rendement en produktiviteit ten goede aan de wederopbouw. I.p.v. het socialistische voorstel voor een OR met reken-commissarissen, bepleit ACW-voorzitter Hulpiau het CVP-voorstel op de N.V., waarin o.m. medebeheer van de arbeiders voorzien wordt. Het ACW spreekt zich uit voor klassenverzoening, loyale samenwerking en medezeggenschap in het kader van een organisch uitgebouwde orde-ning (66).

c) *Het paard van Troje ?*

Behalve in de Vervierse textielnijverheid, waar een bijzondere CAO voor de oprichting van OR werd afgesloten, stond de meerderheid van de werkgevers vol wantrouwen t.o. de OR. Men pleitte in katholieke werkgeverskringen wel voor experimenten met samenwerkingsorganen op een vrijwillige basis. De arbeiders zouden medezeggenschap krijgen in sociale aangelegenheden en in economische, voor zover deze betrekking hadden op de algemene arbeidsvoorwaarden (68).

Het CVP-voorstel op de N.V.'s, waarbij een arbeider in de raad van beheer zou zetelen, wordt door de katholieke werkgevers positief ont-haald, als formule om de sociale vrede te bevorderen. Maar alles hangt af van de mentaliteit van de gekozen afgevaardigden. Zo vrezen de werkgevers dat op die manier de politiek in de ondernemingen zou binnen gebracht worden. Men vreest dat de OR een eerste stap naar het collecti-visme zal zijn, dat door de OR het « paard van Troje » in de onderne-mingen zal binnengeloodst worden (69).

(65) L. DEREAU, « Het ACV bij den heer Spaak », in *De Volksmacht*, 29 maart 1947, blz. 8.

(66) R. HULPIAU. « De werknemers en het medebeheer », in *De Gids op Maat-schappelijk Gebied*, juni 1947, 6, blz. 447-453.

(67) Het betreft hier een initiatief van L. Zurstrassen, voorzitter van de Fédération Patronale de l'Industrie Textile de Verviers. In 27 van de 56 aangesloten onder-nemingen werden ante-legale personeelsvertegenwoordigingen met het karakter van een OR opgericht.

FPITV, *Deux ans d'action sociale dans l'industrie textile de Verviers*, Verviers, 1947, pp. 23-24.

(68) *De Christelijke Werkgever*, februari 1947, 2, blz. 64.

(69) L. DE BLAUWE, « Rond de hervorming der N.V. Is medebeheer der arbeiders wenselijk ? », in *De Christelijke Werkgever*, maart 1947, 3, blz. 77-79.

3. *Het wetsontwerp-Trochet verdeelt de regeringscoalitie... en belandt in de koelkast.*

Het regeringsontwerp-Trochet op de OR, dat een compromis vormde tussen de grote levensbeschouwelijke stromingen, werd door BSP en CVP geamendeerd, waarbij telkens de ideologische uitgangspunten i.v.m. de OR-werking herbevestigd werden. Zo stelden de ABVV'ers Major, De Keuleneir en Dejace voor de OR een grote beslissingsbevoegdheid te geven i.p.v. er een louter adviesorgaan van te maken. Voor iedere wijziging in het produktiesysteem of in de arbeidsorganisatie zou de toestemming van de OR vereist zijn. I.v.m. de informatie zou de OR recht hebben op een rekencommissaris. Als voornaamste wijziging aan het ontwerp werd voorgesteld dat de OR op het einde van ieder boekjaar en voor de algemene aandeelhoudersvergadering op de hoogte zou gebracht worden « van de uitslagen van het boekjaar en van de bestemming van het saldo der winst- en verliesrekening » (70).

Aan de OR werd dus economische bevoegdheid en controlerecht toegekend, zonder dat de arbeidersvertegenwoordigers medeverantwoordelijk werden gemaakt voor het ondernemingsbeleid. Precies hiertegen zou de CVP zich verzetten. Als reden werd aangehaald dat men geen toezichtsrecht wilde geven aan een orgaan dat geen verantwoordelijkheid zou dragen op economisch gebied. Het CVP-voorstel op de N.V. stuurde daar wel op aan (71).

Links tegen rechts in de kamercommissie.

In de kamercommissie van arbeid stonden bij de bespreking van het ontwerp op de OR socialisten en kommunisten tegenover liberalen en katholieken. Algemeen aanvaardde de commissie dat de OR een adviseerende rol zou vervullen, behalve wat de maatschappelijke werken betreft, waarover hij beslissingsbevoegdheid zou krijgen. Het patronaal gezag en de hiërarchie in de onderneming bleven ongewijzigd. Elk socialistisch amendement om de OR economische beslissingsbevoegdheid te geven, werd verworpen. Wel aanvaardde de commissie de volgende wijzigingen : de OR kreeg bevoegdheid tot het opmaken van het werkplaats- en huishoudelijk reglement, tot het onderzoeken van de aanwervingscriteria

(70) « Wetsontwerp op de ondernemingsraden », Amendementen voorgesteld door de heer MAJOR, 26 november 1946, in *Parlementaire Documenten*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1946-1947, nr. 30, blz. 1-2.

(71) R. HULPIAU, « De structuurhervormingen. Overzicht van het jaar 1947 », in *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, maart 1948, 3, blz. 251.

en tenslotte zouden er minstens ieder trimester inlichtingen over de gang van de onderneming verstrekt worden (72).

Maar het belangrijkste discussiepunt werd de kwestie van de rekencommissarissen. Financiële en economische bevoegdheid voor de OR « werd krachtadig verdedigd door hen die geloven, dat de arbeiders een recht van toezicht hebben op de economische en financiële gang der ondernemingen, recht dat wordt voorgesteld als het rationeel uitvloeisel van de bijdrage van het personeel in het rendement, maar bestreden door hen die er een gevaarlijke inmenging in zien in werkzaamheden waartoe de arbeiders niet werden voorbereid, en die inwendige stoornis in de ondernemingen vrezen », aldus verslaggever Leburton. Het voorstel werd door een CVP-liberale meerderheid verworpen. Een amendement, waarbij de OR jaarlijks de uitslagen van het boekjaar en de bestemming van het saldo van de winst- en verliesrekening zou meegedeeld worden, onderging hetzelfde lot (73). Uiteindelijk werd de geamendeerde tekst van het wetsontwerp op de OR eenparig goedgekeurd door de commissie, waarna de BSP'ers Leburton en Spinoy onmiddellijk een amendement neerlegden om de OR toch nog economische-financiële bevoegdheid te geven (74).

Bakkeleien in de Kamer.

Begin juni 1947 werd het geamendeerde wetsontwerp-Trochet in de Kamer besproken. Bij die gelegenheid hield minister van Arbeid Trochet een belangwekkende, maar vooral academische rede. Daarbij noemde hij de ontwerptekst een absoluut minimum en stelde hij dat de regering de toepassingsbesluiten tot oprichting van de OR zo vlug mogelijk wilde uitvaardigen. Trochet schetste de OR als het aangewezen orgaan om de gelijkheid van arbeiders en werkgevers te beklemtonen, zonder echter het grondbeginsel van de ondernemingshiërarchie in het gedrang te brengen. De samenwerking zou geleidelijk het bewustzijn van de gemeenschappelijke ondernemingsbelangen bevorderen. Nochtans bleef de vakbeweging de allereerste « verdedigster der belangen en wensen van de arbeidersklas », aldus Trochet die tevens waarschuwde tegen elke vorm van ondernemingscorporatisme.

(72) « Wetsontwerp op de ondernemingsraden ». Verslag namens de commissie voor de Arbeid en de Sociale Voorzorg, uitgebracht door dhr. LEBURTON, 8 mei 1947, in *Parlementaire Documenten*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1946-1947, nr. 306, blz. 16-17.

(73) *Ibid.*, blz. 17-18.

(74) « Wetsontwerp op de ondernemingsraden ». Amendement voorgesteld door dhr. LEBURTON op de tekst voorgesteld door de Commissie, 29 mei 1947, in *Parlementaire Documenten*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1946-1947, nr. 355, blz. 1.

Door het ontwerp op de OR werd het vraagstuk van de syndicale erkenning op ondernemingsvlak opnieuw actueel. Volgens Troclet bestaat er een duidelijke band tussen de OR en de syndicale afvaardiging, die aan de eerste « mededelingen zal geven van de wenken en opmerkingen van het personeel betreffende al de kwesties welke in de bevoegdheid vallen van de genoemde raad. »

Verder stelde Troclet dat het te bespreken ontwerp op de OR zeker geen oplossing gaf aan het vraagstuk van het medebeheer; de OR zou slechts « een redelijke proef van medebeheer » inhouden. Werkelijk medebeheer zou immers bestaan in de vervanging van het absoluut gezag van al degenen die deel hebben aan de produktie. Werkelijk medebeheer zou volgens Troclet berusten op een democratische produktiewijze, op samenwerking tussen arbeiders en aandeelhouders.

Over de kwestie van de rekencommissarissen tenslotte, hield Troclet zijn BSP-partijgenoten voor dat dit vraagstuk niet noodzakelijk samen met dit van de OR moest behandeld worden, en « dat ook de houding te verdedigen is van hen die denken dat deze kwesties afzonderlijk op verschillende tijdstippen dienen behandeld » (75).

Uit de daarop volgende bespreking van het wetsontwerp in de Kamer, bleek dat talrijke meningsverschillen de volksvertegenwoordigers verdeelden. De onenigheid die er tijdens de commissiebesprekingen gerezen was en die berustte op tegenstrijdige ideologische grondstellingen, bleek nog te zijn toegenomen. Vooral de aan de OR toe te kennen bevoegdheden vormden weer het grote struikelblok. De socialisten wilden de OR economisch-financiële bevoegdheid toekennen, met name dan het recht een rekencommissaris aan te duiden om het economisch beheer van de onderneming te controleren. Maar daar wilde de CVP niets van weten, zodat men voor een ernstig meningsverschil tussen de twee regeringspartijen kwam te staan. Daarom stelde minister Troclet voor het ontwerp op de OR naar een bijzondere kamercommissie te verwijzen, die alle voorstellen m.b.t. de organisatie van het nationale bedrijfsleven zou onderzoeken (76).

4. Een nationaal akkoord betreffende de syndicale afvaardiging.

In de periode waarin de OR in de koelkast gestopt werd, om de regeringscoalitie niet in gevaar te brengen, werd tegemoet gekomen aan een

(75) « Wetsontwerp op de ondernemingsraden. Algemene bespreking », in *Parlementaire Handelingen*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1946-1947, vergadering van dinsdag 3 juni 1947, blz. 3-8.

(76) « Wetsontwerp op de ondernemingsraden. Hervatting van de algemene bespreking », in *Parlementaire Handelingen*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1946-1947, vergadering van woensdag 4 juni 1947, blz. 12-14.

oude ABVV-eis. Op de Nationale Arbeidsconferentie van 16-17 juni 1947 werd een nationaal akkoord betreffende de syndicale afvaardiging gesloten (77). Het akkoord bevestigde het eisend en contesterend karakter van de syndicale afvaardiging, als verlengstuk van de vakorganisaties in de ondernemingen. Tegenover dit revendicatief orgaan diende de OR als samenwerkingsorgaan een tegengewicht te vormen (78).

Het ABVV meende in dit akkoord de bekrachtiging van het syndicaal feit in de ondernemingen te zien. Er werd gesproken van een belangrijke stap op de weg naar de structuurhervormingen. Het recht van de arbeiders om tussen te komen in het beheer van de ondernemingen werd volgens het ABVV nu niet meer betwist en moest nog slechts in een kaderwet omgezet worden. De paritaire OR zou « aan de arbeiders de gelegenheid bieden van hun rijpheid en hun hoge sociale zin getuigenis af te leggen » (79).

Opmerkelijk is nog een passage uit de tekst over de kwestie van de structuurhervormingen die door de Nationale Arbeidsconferentie werd vrijgegeven. Daarin werd gesteld dat het probleem van de OR spoedig moest worden afgehandeld. « De meest doeltreffende formule zou zijn aan het parlement voor te stellen een kaderwetgeving aan te nemen die de Centrale Economische Raad, de paritaire bedrijfsraden en de ondernemingsraden zou omvatten en aan de regering de zorg zou overlaten de bevoegdheid en de werking van deze verschillende instellingen nauwkeurig te omschrijven. De regering zal aan de ondernemingen de registratie van hun boekhouding opleggen opdat de arbeiders zouden beschikken over de gegevens om de economische uitslagen van hun onderneming waarin zij werken te kunnen beoordelen. De regering zal ook een korps van ondernemingsrevisoren oprichten » (80).

De christelijke arbeidersbeweging en het medebeheer.

Ondertussen werd aan katholieke zijde druk gewerkt aan oplossingen voor het probleem van het «medebeheer». In juli 1947 diende CVP-voorzitter A.E. De Schrijver een wetsvoorstel in ter hervorming van de N.V. Volgens het ACV zouden « de werknemers nu daadwerkelijk kunnen deelnemen aan het beheer van de N.V.'s en aan de leiding van de economie » en was er sprake van een « totale ommekeer in de verhoudin-

(77) ABVV, *Statutair Congres... 1948...*, op. cit., blz. 105.

(78) O. VANACHTER, « Evolutie van de sociale wetgeving », in R. BLANPAIN et al., *30 jaar Belgische arbeidsverhoudingen*, Belgische Vereniging voor Arbeidsverhoudingen, Kluwer, Deventer, 1977, blz. 261-262.

(79) « De Nationale Conferentie van den Arbeid : een nieuw bewijs van de macht van de vakbeweging », in *De Werker*, 21 juni 1947, blz. 1.

(80) ABVV, *Statutair Congres... 1948...*, op. cit., blz. 97.

gen tussen werkgevers en werknemers » (81). Het voorstel hield in dat de OR na een jaar werking twee van zijn leden-personeelsafgevaardigden zou aanduiden om in de raad van beheer te zetelen. Op die manier zou er « gelijkheid met de kapitalisten » bekomen worden en zouden de arbeiders mede-verantwoordelijk worden voor het economisch beleid van de onderneming (82).

In oktober 1947 behandelde een ACV-congres het vraagstuk van het medebeheer (83). Men zag er het medebeheer vooral als middel om de plaats van de arbeid in het kapitalistisch stelsel te corrigeren, waarbij het kapitalisme zelf echter niet in vraag werd gesteld. Het ACV ging er van uit dat ondernemers, kapitalisten en arbeiders « deelgenoten » waren in een gemeenschappelijke taak nl. « het welvaren van de onderneming ». Daarom moesten alle produktiefactoren medezeggenschap verwerven in de leiding van de onderneming. Nochtans werd ervoor gepleit geleidelijk en met grote voorzichtigheid tewerk te gaan. Verder werd gesteld dat de arbeiders recht hebben op een deel van de winst en dat ze dus ook de economische en financiële toestand van de onderneming moesten kennen.

Op het vlak van de concrete structuurhervormingen vroeg het ACV-congres een spoedige oprichting van de OR in alle ondernemingen van een bepaalde omvang. Hun bevoegdheid zou alle sociale vraagstukken omvatten; daarnaast diende de OR geraadpleegd te worden over alle technische aspecten van het produktieproces en zou hij recht hebben op informatie over de algemene evolutie van de onderneming. Verder vroeg het ACV om eenvormigheid in de boekhouding, die aan bepaalde — door bedrijfs-revisoren te controleren — regels zou moeten onderworpen worden. Op lange termijn streefde het ACV naar het eigenlijke medebeheer, wat o.m. een grondige hervorming van het juridisch statuut van de onderneming vereiste (84).

Uiteindelijk opteerde het ACV voor actief medebeheer door werknemers, aandeelhouders en ondernemingsleiding, die een organisch samenwerkende ondernemingsgemeenschap moesten vormen. Het ACV pleitte voor klassensamenwerking, gegrond op de beginselen van het medebeheer, de ondernemingsgemeenschap en de economische planning. Het medebeheer zou de voorrang van het kapitaal op de andere produktiefactoren opheffen. De OR zou bevoegdheden krijgen die perfect pasten

(81) « De hervorming der NV's », in *De Volksmaakt*, 9 augustus 1947, blz. 1/4.

(82) R. HULPIAU, « De hervorming der NV », in *De Gids op Maatschappelijk Gebied*, september 1947, 9, blz. 766-767.

(83) *Medebeheer. ACV. XV^{de} Congres, 10-12 oktober 1947 te Brussel. Rapport I^{ste} studiec ommissie van het ACV*, Brussel, ACV, 1947, 91 blz.

(84) L. DEREAU, *De bedrijvigheid van het ACV van België van 1947 tot 1949. XVI^{de} Congres, Brussel, 28-30 oktober 1949*, Brussel, Uitgaven ACV, 1949, blz. 21-23.

binnen de bestaande maatschappelijke structuren en werd beschouwd als een orgaan dat de sociale vrede moest bewaren en de samenwerking ontwikkelen (85).

IV. Naar de wet op de ondernemingsraden.

1. *Het wetsontwerp-Spaak-Eyskens op de organisatie van het bedrijfsleven.*

Op 3 december 1947 werd door de regering-Spaak-Eyskens een wetsontwerp neergelegd dat zou uitgroeien tot de wet op de organisatie van het bedrijfsleven. De regering wilde door een kaderwet de nodige overlegorganen scheppen om een vruchtbare samenwerking tot stand te brengen tussen de verschillende sociale groepen in het economisch leven ; deze wet zou een eerste stadium van de economische democratie moeten verwezenlijken, door de arbeiders het recht te geven deel te nemen aan het beheer van de ondernemingen en van de economie. De regering zou dan de wet in werking laten treden door besluiten uit te vaardigen in de vorm van « praktische toepassingsformules vatbaar voor verandering naargelang de omstandigheden » (86).

Het wetsontwerp schetst de OR als een orgaan met « een bij uitstek sociale bevoegdheid ». Het technisch beheer blijft volledig in handen van de werkgever, het traditioneel eigendomsrecht blijft gelden. Nochtans wordt de OR een beslissende stap genoemd « in de stichting van een nieuw recht van de onderneming dat de nauwe en vruchtbare samenwerking van de machten van arbeid en kapitaal zal toelaten ». Het is de taak van de OR de sociale vrede te verzekeren en ook « het personeel te doen deelnemen aan de krachtsinspanningen, zich door het ondernemingshoofd getroost, om de organisatie en arbeidsvoorwaarden te verbeteren en de opbrengst van de onderneming te begunstigen ». In ruil daarvoor zou de OR voor de sociale aangelegenheden aanspraak kunnen maken op een zekere beslissingsmacht (87).

Tenslotte beklemtoonde de regering haar wil om de arbeiders nauwkeurig in te lichten over de algemene evolutie van de onderneming. Daarom werd een regeling uitgewerkt, waardoor de OR zou in staat zijn « een werkelijk doeltreffend recht van toezicht uit te oefenen op de bedrijvig-

(85) M. STROOBANT, *De economische bevoegdheid van de ondernemingsraden in België*, Brussel, Instituut voor Sociologie Solvay, 1963, blz. 36-37.

(86) « Wetsontwerp houdende organisatie van de economie », 3 december 1947, in *Gedrukte stukken*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1947-1948, nr. 50, blz. 4-5.

(87) *Ibid.*, blz. 13-15.

heid van de onderneming, zonder dat zijn inmenging enig nadeel aan de belangen van de onderneming zou kunnen berokkenen ». Het wetsontwerp bepaalde dat driemaandelijks en jaarlijks bepaalde economische en financiële inlichtingen aan de OR zouden verstrekt worden. Deze zouden door een revisor kunnen gewaarmerkt worden (88).

Opnieuw was dit wetsontwerp een compromis tussen socialisten en katholieken, vooral op het vlak van de economische bevoegdheid van de OR. Door het opmaken van een kaderwet was het o.m. mogelijk de gehele bevoegdheidsbepaling zeer vaag en algemeen te houden. De socialistische eisen werden gecompenseerd door de uitwerking van de belangrijkste artikels naar K.B.'s te verwijzen. Hoewel de door de BSP voorgestelde « rekencommissarissen » werden verworpen, zocht de regering toch weer naar een voor alle partijen aanvaardbaar economisch medezeggenschap, in de vorm van een economische en financiële voorlichting en het deskundig toezicht daarop door revisoren (89).

Het wetsontwerp leidde zeker niet tot algehele voldoening, want de innerlijke structuur van de onderneming bleef behouden. Vermits er geen sprake was van overdracht van enige economische bevoegdheid — de meester bleef de meester — werd het ontwerp met gemengde gevoelens onthaald. Men kreeg immers een OR met adviserende bevoegdheid over sociale zaken aangeboden. Wie gehoopt had op grondige wijzigingen in de verhoudingen arbeid — kapitaal was teleurgesteld.

2. *Verdeelde reacties bij de vakbeweging en de patroonsorganisaties.*

Vooraf binnen het ABVV werd het ontwerp van kaderwet te vaag genoemd en werd gevraagd de arbeiders ook bij het economisch beheer van de ondernemingen te betrekken (90). Wel werd gesteld dat de OR een instrument was dat door de vakbeweging maximaal moest benut worden. Gezien de arbeidersafgevaardigden voor de OR nog moesten geschoold en opgeleid worden, werd binnen het ABVV gewaarschuwd voor overhaasting of onvoldoende voorbereiding. Globaal genomen werd de OR in het kader van de structuurhervormingen gezien als een middel om de omvorming van de kapitalistische maatschappij aan te vatten (91). In elk geval moest 1948 voor het ABVV het jaar van de structuurhervormingen worden; het parlement diende zijn verantwoordelijkheid te nemen door « in de wettekst duidelijk vast te stellen wat men wil verwezenlij-

(88) « Wetsontwerp... 3 december 1947 », *op. cit.*, blz. 23.

(89) A. KNAAPEN, *op. cit.*, blz. 86-87.

(90) L. MAJOR, « Economische organisatie », in *De Werker*, 13 december 1947, blz. 1.

(91) ABVV, *Statutair congres... 1948...*, *op. cit.*, blz. 106-107.

ken », aldus L. Major. Daarvoor diende echter een sterke en eensgezinde arbeidersbeweging, dus met het ACV, gesmeed te worden (92). Wel werd erkend dat over de draagwijdte van de OR-hervorming nog veel discussie zou volgen; « laat ons hopen dat de wet op de ondernemingsraden, die nu reeds de sporen van een compromis tussen de verschillende strekkingen draagt, niet het behoud van de huidige regeringscombinatie zal ten offer vallen », zo werd gesteld (93).

De werkgevers meenden dat het ontwerp-Spaak-Eyskens teveel initiatief aan de uitvoerende macht liet. Teveel belangrijke vraagstukken bleven op die manier in het ongewisse, wat het wantrouwen van de werkgevers t.a.v. de structuurhervormingen zeker niet zou verminderen. Het VBN betuigde wel zijn akkoord met het principe van de OR, maar stelde duidelijk dat het overgrote deel van de werkgevers gekant bleef tegen het toekennen van financiële controlebevoegdheid aan de OR. Het socialistisch voorstel om rekencommissarissen aan te stellen was taboe. Het VBN wilde dat het patronaal gezag en de beheersverantwoordelijkheid bleven waar zij waren. Het was de taak van de OR de arbeiders het bewustzijn van de « bedrijfsgemeenschap » bij te brengen. De oprichting van de OR, die zich moest beperken tot sociale en arbeidsorganisatorische kwesties, diende volgens het VBN met de grootste geleidelijkheid te gebeuren. Daarbij werd gewezen op de zware problemen voor de vakbeweging bij het opleiden van de « toekomstige ondernemingsadviseurs ». Al bij al zou er een zware mentaliteitsverandering in de zin van « wederzijdse samenwerking » vereist zijn om de OR te doen slagen (94).

De katholieke werkgeversfederatie stelde voorstander van de structuurhervormingen te zijn, maar pleitte voor een aanpassingsperiode waarin de OR slechts raadgevende bevoegdheid zou krijgen. De verplichte mededeling van financiële gegevens en de controle daarop door revisoren vindt men absoluut ongewenst. Het economisch beleid in de OR bespreken zou elke samenwerking onmogelijk maken (95).

Een akkoord tussen katholieke werkgevers en werknemers over de OR.

Binnen de CVP bereikten de katholieke werkgevers- en werknemersorganisaties, met name hun voorzitters L. Bekaert en A. Cool, op 3 februari 1948 een akkoord over de kwestie van de OR. Daarbij werden de

(92) L. MAJOR, « Nieuwjaar 1948 », in *De Werker*, 3 januari 1948, blz. 1.

(93) « Syndicale rubriek. De organisatie der economie », in *Problemen*, januari 1948, 1, blz. 46.

(94) J. MINEUR, « Structuurhervormingen », in *Mededelingen van VBN*, 26 december 1947, 51, blz. 2885-2888.

(95) « Standpunt van het ACVW inzake structuurhervormingen », in *De Christelijke Werkgever*, februari 1948, 2, blz. 61.

modaliteiten van de oprichting van de OR nader bepaald en werd voorzien hoe de voorlichting van de OR over economisch-financiële aangelegenheden kon worden tot stand gebracht. Zo werd o.m. bepaald dat de werkgevers aan de OR inlichtingen zouden verstrekken over de produktie en de algemene evolutie van de onderneming. Controle op deze inlichtingen zou bij eventuele betwisting uitgevoerd worden door een revisor aangeesteld door een Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (96). Voorzitter Bekaert van de Federatie van Katholieke Werkgevers plaatste het bereikte akkoord vooral in het kader van het scheppen van een atmosfeer van sociale vrede en wederzijds vertrouwen, wat op zijn beurt tot een beter rendement en een verhoogde produktiviteit zou leiden (97). Nochtans werd het akkoord langs werkgeverszijde door sommigen betwist.

Het ACV had er in de CVP-commissie in toegestemd de bedrijfsorganisatie te zien als een eenvoudig consultatief overlegkader, bestaande uit onafhankelijke en paritaire raden (98).

Het ACW-hoofdbestuur onder voorzitterschap van P.W. Segers trad een gelijkkluidend standpunt bij. De structuurhervormingen moesten een loyale samenwerking tot stand brengen en de misbruiken van het kapitalistisch stelsel beteugelen. Het ACW opteerde voor medebeheer in de onderneming, waarbij de arbeiders een deel van de — ook economische — beleidsverantwoordelijkheid zouden dragen. Een OR zonder regelmatige en zo volledig mogelijke economisch-financiële voorlichting werd onmogelijk geacht. Daarom verheugde het ACW zich over het akkoord Bekaert-Cool, waardoor de betwisting over de OR-bevoegdheden beëindigd werd. Voor de grote ondernemingen bepleitte het ACW de nog verder gaande voorstellen ter hervorming van de N.V.'s, zoals die in het wetsvoorstel De Schrijver (CVP) werden geformuleerd (99).

3. *Het parlement bereikt een compromis en keurt de wet goed.*

In een bijzondere kamercommissie werd het wetsontwerp van de regering reeds vanaf 8 januari 1948 besproken en geamendeerd. Eind april 1948 had de commissie haar werkzaamheden beëindigd. Een zeer volledig commissieverslag van de hand van E. Leburton lichtte de voorstellen tot bedrijfsorganisatie op een zeer concrete en heldere manier toe. De commissie stelde voor « van het aangenomen ontwerp een loodrechte constructie in de organisatie van het bedrijfsleven te maken, van aan de basisonder-

(96) A. KNAAPEN, *op. cit.*, blz. 166.

(97) L. BEKAERT, « Een woord uitleg », in *De Christelijke Werkgever*, maart 1948, 3, blz. 116-117.

(98) P. GEVERS, *op. cit.*, blz. 108.

(99) « Hoofdbestuur ACW : naar economische en sociale vrede door samenwerking », in *De Volksmacht*, 1 mei 1948, blz. 9.

neming tot het nationaal stadium ». Leburton stelde duidelijk dat « er op geen enkel ogenblik van de besprekingen sprake van is geweest, de twee steunpilaren van het kapitalistisch stelsel in het gedrang te brengen : de privaateigendom van de grote produktie- en ruilmiddelen en de produktie met het oog op de winst ». Wel moest de werking van het bedrijfsleven door bepaalde regels georganiseerd worden.

De raden tot organisatie van het bedrijfsleven dienden aan de volgende voorwaarden te voldoen : ze moesten representatief zijn, steunen op de grote vrije verenigingen, van consultatieve aard zijn, paritair samengesteld zijn en ingesteld worden in de privé-sector van het bedrijfsleven, aldus het commissieverslag (100).

De OR diende volgens de commissie een adviserende rol te vervullen. Enkel voor de sociale werken, zouden ze over een werkelijke beslissingsbevoegdheid beschikken. De verantwoordelijkheid voor het beheer van de onderneming zou volledig bij het ondernemingshoofd blijven berusten : « (...) bij de huidige stand van de publieke opinie, denkt niemand er aan, in de schoot van de onderneming, de hiërarchische eenheid van de leiding te vervangen door een nieuwe en tweehoofdige conceptie die een wedijver zou in 't leven roepen tussen ondernemingshoofd en ondernemingsraad », aldus Leburton (101).

Enkel op het vlak van de economisch-financiële bevoegdheid van de OR ontstond er discussie in de commissie. Toch werd aanvaard dat omwille van de goede samenwerking de onderneming « zo doorzichtig als glas moest zijn », « de partners van het ondernemingshoofd mogen niet de indruk hebben, dat men hun de werkelijke toestand, dankzij de doolhof van de moderne boekhouding, verbergt », aldus Leburton. Er werd bepaald dat driemaandelijks en jaarlijks inlichtingen over de produktiviteit en de evolutie van de onderneming moesten verstrekt worden. Als voorbeelden werden gegeven : de marktvooruitzichten, de stand van de produktie, het rendement, de balans, de inventaris en de winst- en verliesrekening. Ook werd gesteld dat de goedkeuring van wetten op de boekhoudkundige registratie en op het bedrijfsrevisoraat wenselijk zou zijn (102).

Van 15 tot 18 juni 1948 behandelde de Kamer de organisatie van het bedrijfsleven. Sprekers van alle partijen maakten van de gelegenheid gebruik om nogmaals hun respectieve standpunten uiteen te zetten, maar een diepgaande wijziging van het ontwerp hebben de debatten niet mee-

(100) « Wetsontwerp houdende organisatie van het bedrijfsleven ». Verslag namens de Bijzondere Commissie uitgebracht door de heer LEBURTON, 2 juni 1948, in *Gedrukte stukken*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1947-1948, nr. 511, blz. 1-4 en 10-13.

(101) *Ibid.*, blz. 41-42.

(102) « Wetsontwerp... Verslag... Leburton... », *op. cit.*, blz. 43-47.

gebracht. De sprekers van CVP en BSP drukten hun tevredenheid uit over de bekomen resultaten. Volgens de socialist Spinoy konden de voorgestelde hervormingen niets anders zijn dan een etappe in afwachting van verdere stappen, die dan tot de socialisering van de essentiële productie- en distributiemiddelen zouden moeten leiden. Ook stelde Spinoy dat het voorgedde ontwerp de BSP op het vlak van de OR een ruimere voldoening gaf, dat aan de socialistische eisen in ruimere mate voldaan werd : « (...) De economische en financiële bevoegdheden van de ondernemingsraden zijn thans nauwkeurig omschreven. De loyale vervulling ervan, die door de arbeidersafgevaardigden zal worden geëist, kan geleidelijk het karakter der ondernemingen wijzigen en ze tot economische eenheden, in uitsluitende dienst van het algemeen welzijn, omvormen », aldus Spinoy (103).

De BSP'er Louis Major, tevens algemeen secretaris van het ABVV, wees op enkele tekortkomingen in de wet. Zo had het ABVV aan de OR meer economische bevoegdheid willen geven, evenals een grotere verantwoordelijkheid terzake. Volgens Major diende de vakbeweging het OR-experiment van zeer nabij te begeleiden, om de patroons ervan te overtuigen « dat de samenwerking en medezeggenschap van arbeiders niet leidt tot anarchie, maar wel naar betere orde, een verhoogde produktiviteit, een betere verdeling ». Tenslotte pleitte Major voor de hervorming van de boekhouding en de instelling van bedrijfsrevisoren, als zijnde « de hoekstenen van heel het systeem dat enkel berusten kan op het vertrouwen dat de arbeiders zullen kunnen stellen in de oprechtheid van de gegevens door de patroons verstrekt (104) ».

Na de besprekingen in de Senaat eind juli 1948, waarbij het wetsontwerp nauwelijks werd gewijzigd, keurde de Kamer op 3 augustus 1948 het wetsontwerp met een grote meerderheid goed (105).

4. *De wet op de ondernemingsraden, eerste stadium van een nieuwe economische democratie ?*

Op 20 september 1948 zou de « wet houdende organisatie van het bedrijfsleven » door de Regent bekrachtigd worden (106). In haar

(103) « Wetsontwerp houdende organisatie van de economie. Algemene bespreking », in *Parlementaire Handelingen*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1947-1948, vergadering van dinsdag 15 juni 1948, blz. 21-24.

(104) « Wetsontwerp houdende organisatie van de economie. Vervolg van de algemene bespreking », in *Parlementaire Handelingen*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, Zitting 1947-1948, vergaderingen van donderdag 17 juni 1948, blz. 47-48.

(105) « Wetsontwerp houdende organisatie van het bedrijfsleven. (Ontwerp door de Senaat gewijzigd) », in *Parlementaire Handelingen*, Zitting 1947-1948, vergadering van dinsdag 3 augustus 1948, blz. 11-18.

(106) « Wet houdende organisatie van het bedrijfsleven, 20 september 1948 », in *Belgisch Staatsblad*, 27-28 september 1948, blz. 7768 e.v.

memorie van toelichting, beschouwde de regering de wet als een eerste stadium van een nieuwe economische democratie.

Op het laagste vlak van een verticale organisatie van het bedrijfsleven werd de OR voorzien.

S C H E M A

De sociaal-economische overlegstructuur in 1948

	<i>Sociaal</i>	<i>Economisch</i>
<i>Nationaal</i>	Nationale Arbeidsconferentie (NAC) Algemene Paritaire Raad (APR)	Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB)
<i>Sector</i>	Paritaire Commissies (PC)	Bedrijfsraden (BR)
<i>Onderneming</i>	Comités voor veiligheid en gezondheid (CVG) Ondernemingsraden (OR)	Ondernemingsraden (OR)

Alle organen zijn adviesorganen, behalve de paritaire commissies die ook beslissingsbevoegdheid hebben. Alle organen zijn paritair samengesteld, d.w.z. dat vakbonden en werkgevers evenredig vertegenwoordigd zijn; uitzondering op de regel zijn de Nationale Arbeidsconferenties waar ook de regering in zetelt. De NAC, de APR, de PC en de CVG waren reeds voor 1948 werkzaam en werden niet in de publiekrechtelijke bedrijfsorganisatie opgenomen.

De OR kreeg adviesrecht over alle maatregelen i.v.m. de arbeidsorganisatie, de arbeidsvoorwaarden en het rendement; over elk economisch vraagstuk dat hem vooraf werd voorgelegd door de betrokken bedrijfsraad of door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven; over de algemene criteria van afdanking en aanwerving van het personeel; over alle mogelijke maatregelen ter bevordering van de geest van samenwerking in de onderneming. Er werd een recht van toezicht voorzien t.a.v. de correcte toepassing van de industriële en sociale wetgeving ter bescherming van de arbeiders en t.a.v. de vaststelling van de criteria betreffende de verschillende graden van beroepskwalificatie.

De OR kreeg beslissingsrecht voor het opmaken of wijzigen van het werkplaatsreglement of het huishoudelijk reglement; voor het beheren van de maatschappelijke werken van de onderneming; voor het bepalen van de data van de jaarlijkse verlofdagen. Ook kon de OR bevoegd worden gemaakt voor het vervullen van de functies van de comités voor veiligheid en gezondheid. Tenslotte werd een recht op informatie voor de OR voorzien. Elk kwartaal dienden inlichtingen over de produktiviteit en over de algemene evolutie van de onderneming verstrekt te worden; jaarlijks moesten de bedrijfsresultaten aan de OR bekendgemaakt worden.

Op verzoek van de arbeidersafgevaardigden in de OR kon een beëdigd bedrijfsrevisor deze informatie verifiëren.

« Karikaturaal wetsontwerp » ?

Op het vlak van de informatie over de gang van de onderneming blijkt de wet verder te gaan dan wat oorspronkelijk in het eerder behandeld « Sociaal Pact » werd voorgesteld. De geest van samenwerking en vertrouwen als basis van de hervormingen blijft zeer sterk in de wet van 1948 doorwerken. De aan de OR toegekende bevoegdheid blijkt zich vooral te beperken tot een raadgevende opdracht op sociaal vlak. De wet behoudt de hiërarchische machtsverhoudingen in de ondernemingen. Deze ondernemingsraden waren gemakkelijk aanvaardbaar voor het kapitalistisch stelsel. Efficiënt gebruikt konden ze zelfs tot een versteviging van het systeem leiden, door bij te dragen tot de opvoering van de produktiviteit en tot de klassensamenwerking. « Hoe konden parlement en openbare mening, die de bedrijfsorganisatie gunstig gezind waren, dit karikaturaal wetsontwerp aanvaarden ? » aldus M. Stroobant (107).

De wet was een compromis dat door elke belangstellende groep naar eigen inzicht zou opgevuld worden. Bij vele syndicalisten riep de motiveering bij de wet hoge verwachtingen op, die echter al snel in een nog grotere teleurstelling zouden uitmonden. De letter van de wet was uiteindelijk eerder beperkend, omdat de patronale en syndicale belangengroepen hadden gekozen voor een « pragmatische » oplossing. Samenwerking en overeenstemming van belangen waren de stimulerende opvattingen achter de vormgeving van de OR; deze werden zo algemeen in de wet geformuleerd, dat iedereen er wel kon mee instemmen.

De bevoegdheid van de OR i.v.m. de harde kern van de ondernemingsaangelegenheden is zeer beperkt gehouden ; « men krijgt de indruk dat de OR nog enkel een bevoegdheid tot 'verbijzondering' rest », aldus P. Gevers (108).

De wet van 1948 was een stap naar de organisatie van de kapitalistische samenleving. Op ondernemingsvlak werd geen duidelijk medebeheer aanvaard, maar de aanwezigheid van de vakbond als gesprekspartner waarmee moet overlegd worden werd de facto erkend en zelfs institutioneel geconcretiseerd door de oprichting van drie organen op ondernemingsvlak : comité voor veiligheid en gezondheid, syndicale afvaardiging en OR (109).

(107) M. STROOBANT, *op. cit.*, blz. 51.

(108) P. GEVERS, *op. cit.*, blz. 134-138 en 147-148.

(109) N. DE BATSELIER, *op. cit.*, blz. 12.

V. Na de kaderwet op de ondernemingsraden, twee jaar wachten op de laatste uitvoeringsbesluiten.

1. *Reacties van vakbeweging en patronaat op de wet van 20 september 1948*

Door het ABVV werd de OR als een eerste stap naar de medezeggenschap in de economie beschouwd. Men vreesde echter wel tegenwerking van de patroons, waarvan de meesten zich niet met de medezeggenschap van de arbeiders konden verzoenen. Wat de wet zelf betreft, werd de aan de OR toegewezen rol veel te bescheiden geacht. Wel is het principe van het medebeheer in de wet opgenomen, de arbeiders veroverden het recht deel te nemen aan het beleid van de ondernemingen. Voor de vakbeweging zelf dient echter « een onafgebroken opvoedings- en organisatie-werk te beginnen », aldus Finet (110).

A. Renard liet zich gematigd positief uit over de nieuwe wet : « (...) Wij zijn geen vreemdelingen meer in de onderneming, en hoewel men ons geen beslissingsrecht heeft gegeven, heeft men ons toch mogelijkheden geboden onder een consultatieve vorm.

Door deze wetten te stemmen heeft men een deur een beetje open gezet. Onze voet staat nu tussen de kier. Het enige wat men morgen nog zal kunnen doen, is ze verder openzetten (...).

De eisen van de syndicale actie gaan zich een beetje verplaatsen, we gaan het middel hebben om tegelijkertijd van binnen en van buiten uit de kapitalistische structuur te bevechten. Het is een wig die we in de muur van het regime hebben kunnen drijven. Vroeg of laat zal hij scheuren, en zal het regime vallen » (111).

Het ABVV ziet in het financieel informatierecht de enige echte verovering van de OR. Herhaaldelijk wordt beklemtoond dat dit informatierecht zo snel mogelijk dient uitgebreid te worden door wetten op de boekhouding en op het bedrijfsrevisoraat. Ook wordt aangedrongen op nieuwe contacten tussen vakbeweging en OR-afgevaardigden, om het experiment tot een succes voor de vakbeweging te laten uitgroeien (112).

Daar er geen sprake was van de overdracht van enige economische bevoegdheid — de baas blijft de baas — werd de wet op de OR in het ABVV toch maar met gemengde gevoelens onthaald. De doorsnee-arbeider bleef bij de hele 'verovering' van de OR uiterst onverschillig. Wie ge-

(110) P. FINET, « Wij moeten onze organisatie versterken », in *De Werker*, 24 juli 1948, blz. 1 ; P. FINET, « Een eerste stap », in *De Werker*, 7 augustus 1948, blz. 1.

(111) « André Renard écrit... », *op. cit.*, pp. 196-197 ; geciteerd in : F. VAN DEN BROUCKE, *op. cit.*, pp. 106-107.

(112) « Syndicale Rubriek », in *Problemen*, september 1948, 9, blz. 572-577.

hoopt had op grondige wijzigingen in de verhouding arbeid — kapitaal werd teleurgesteld. Oudere syndicalisten stonden sceptisch; de hervormingen van 1948 wekten veel minder belangstelling dan de sociale en politieke hervormingen na WO I (113).

In het ABVV werd ook herhaald dat de wet op veel te enge wijze de bevoegdheden en de rechten van de OR beperkte. Er werden « echte » ondernemingsraden geëist, « waarop de werkgever zijn gezag gedeeltelijk overdraagt en door dewelke de arbeiders over het leven in het bedrijf kunnen ingelicht worden ». Het ABVV wilde meer bevoegdheden voor de OR, o.a. het recht om een rekencommissaris aan te duiden. Nochtans wilde het ABVV de nieuwe wet maximaal benutten voor de verdediging van de arbeidersbelangen; daartoe zouden opleidings- en vormingsprogramma's van start gaan (114).

Het ACV stond vrij positief t.o.v. de wet en zag deze als een ernstige bijdrage tot het vestigen van een duurzame sociale vrede. Wel werd betreurd dat het kaderpersoneel niet in de OR vertegenwoordigd was (115). De technische bevoegdheid van de OR, nl. alles wat arbeidsorganisatie, rendement en produktiviteit aangaat, wordt als de belangrijkste gezien. Het ACV ziet in de OR een belangrijk sociaal experiment, waardoor het introduceren van de « gemeenschapsgedachte » in de ondernemingen enkel kan bevorderd worden; wel wordt gesteld « dat van geen enkele zijde onrust of te hoog gespannen verwachtingen gewettigd zijn » (116). Het ACV beschouwde de wet als een overwinning van de christelijke sociale leer en een eerste stap naar medebeheer (117).

ACV-voorzitter Cool pleitte na de goedkeuring van de wet voor een geleidelijke invoering van het OR-experiment, ter bevordering van de gemeenschapsgedachte en de samenwerking in de ondernemingen. Ook stelde hij dat « syndicale actie » nu meer dan ooit « syndicale vorming » betekende en dat het ACV daarom reeds in de winter van 1948 met een vormingscyclus voor toekomstige afgevaardigden zou starten (118). Door de wet op de OR werd het syndicaal feit in de ondernemingen erkend. De vakbeweging behoudt dus haar beschermende en opvoedende taak t.a.v. de arbeidsafgevaardigden op haar kandidatenlijsten verkozen.

(113) V. THIJS, *Twintig jaar syndicale kroniek* (Volksgazet, 6 september 1948), Antwerpen, Ontwikkeling, 1967, blz. 105.

(114) *De ondernemingsraden*, Syllabus ten behoeve van de leden der ondernemingsraden, Excelsior, Antwerpen, ABVV, september 1948, blz. 7-9 en 13-15.

(115) « De eerste structuurhervormingen », in *De Volksmacht*, 26 juni 1948, blz. 1.

(116) « Het verzet tegen de ondernemingsraden », in *De Volksmacht*, 17 juli 1948, blz. 1/12.

(117) « Structuurhervormingen werden eindelijk gestemd », in *De Volksmacht*, 7 augustus 1948, blz. 12.

(118) *De afgevaardigde in de ondernemingsraad*, voorwoord A. COOL, Sociaal-Economische Studiën, IV, Brussel, ACV, 1948, blz. 3-4.

Als eisende partij echter « schrijdt de vakbeweging niet over de drempel van de ondernemingsraden » (119).

De werkgevers van hun kant zagen de OR wel als overleg- en samenwerkingsorgaan, maar bleven zeer wantrouwing staan t.a.v. de rol van de vakbonden bij de verwezenlijking van deze hervorming. Zo betwistte het VBN het vakbondsmonopolie bij de voordracht van kandidaten bij de OR-verkiezingen. Ook werd gevreesd dat de arbeidersafgevaardigden in de OR een eisende houding zouden aannemen. Op het vlak van de te verstrekken economisch-financiële informatie is de wet volgens het VBN niet zeer duidelijk, wat niet van aard is om de achterdocht van vele patroons weg te nemen (120).

Bij de Federatie van Katholieke Werkgevers reageerde men zeer sceptisch t.a.v. de nieuwe wet. Men vroeg er zich af of werknemers die om de vier jaar hun afgevaardigden in de OR kunnen kiezen, nu werkelijk zoveel dichter bij de « ondernemingsgemeenschap » zouden betrokken worden. Over de economische informatie stelde FEKAWE-voorzitter R. Goris dat het niet duldbaar is « dat enige wettelijke verplichting de werkgever zou verplichten zijn procédés, zijn fabricagegeheimen, zijn toekomstplannen, zijn verbintenissen bloot te leggen, ten prooi aan de mogelijke onhandigheden of indiscreties van het personeel » (121). Men bleef zeer wantrouwig staan t.o.v. de OR; daarom ook werd aangedrongen op de grootste geleidelijkheid, want « de werknemers moeten opgevoed worden tot die taak van medebeheer, waarop ze nu niet zijn voorbereid » (122).

In april 1948 had het VBN een enquête rondgestuurd, waarop door 1720 ondernemingen met meer dan 50 werknemers werd geantwoord. Daaruit bleek dat 136 ondernemingen reeds een OR opgericht hadden, 94 andere wilden er spoedig een oprichten. Verder kenden 1260 ondernemingen een veiligheidscomité en 659 een syndicale afvaardiging (123).

De Luikse prof. R. Clémens vreest dat de arbeidersafgevaardigden in de OR in de praktijk syndicale mandatarissen zullen zijn. Daarbij vraagt hij zich af of de wet eigenlijk niet tot doel heeft de vakbonden toe te laten om deel te nemen aan het beheer van de ondernemingen, om er via de arbeidersafgevaardigden de bevoegdheid van de OR zelf uit te voeren. Clémens meent dat de deelneming van de vakbonden aan het beheer van de ondernemingen via de OR, de evolutie van het economisch systeem

(119) *Ibid.*, blz. 20.

(120) J. MINEUR, « Nog steeds de structuurhervormingen », in *Mededelingen van het VBN*, 8 juli 1948, 27, blz. 1543-1546.

(121) J. BROUWERS, *op. cit.*, blz. 142.

(122) *Ibid.*, blz. 286.

(123) « L'enquête sur les relations entre employeurs et travailleurs », in *Industrie*, jg. 2, september 1948, 9, pp. 598-599.

naar een collectivistisch type zal oriënteren en daardoor de fundamenteën van de vrije, privé-economie zal ondergraven. Indien men deze laatste wil behouden, wordt elke uitbreiding van de bevoegdheden van de OR ongewenst, aldus Clémens (124).

2. *De regering laat de uitvoeringsbesluiten van de wet van 1948 een jaar in de lade liggen*

Na de wet van 20 september 1948 werd het in regeringskringen zeer stil rond de hervormingen; de uitvoeringsbesluiten die de praktische invulling van de kaderwet moesten verzekeren werden maar niet genomen. De vakbonden drongen dan ook herhaaldelijk bij de regering aan op de doorvoering van die besluiten; anderzijds gingen beide bonden volop van start met de kadervorming en de opleiding van de toekomstige OR-leden.

Ter voorbereiding daarvan richtte het ABVV op 30-31 oktober 1948 een studieweekend in voor de nationale kaders. Daar werd vooral de coördinerende rol van de vakbonden in de OR-werking beklemtoond. Men zou naar schatting 15 tot 20.000 kandidaat-afgevaardigden moeten opleiden. Het ABVV beklemtoont dat het nuttig zou zijn dat enkele militanten lid zijn van de OR én van de syndicale afvaardiging. Voor de grote massa OR-leden denkt het ABVV aan een bijzondere, permanente school waar geregeld zou kunnen samengekomen worden. Ook een regelmatig verschijnd bulletin voor de OR-leden wordt voorzien.

De praktische toepassing van de ABVV-richtlijnen voor de actie in de OR, zal het eerst in een aantal grote ondernemingen doorgevoerd worden, die zullen fungeren als « testcases ». Als gevolg van dit alles zou het bestaande kader van het ABVV uitgebreid en gereorganiseerd moeten worden (125). Het nationaal militantenkader van het ABVV besloot dat een geleidelijke oprichting van de OR wenselijk zou zijn. Het ABVV zou het verschijnen van de toepassingsbesluiten van zeer nabij volgen en erover waken dat de geest van de wet en de arbeidersbelangen niet geschaad zouden worden (126). Een belangrijke reden voor het uitstellen van de toepassingsbesluiten op de OR, was de onenigheid die hierover tijdens de besprekingen in de Algemene Paritaire Raad ontstaan was. Een groot discussiepunt vormde de notie « meest representatieve syndicale

(124) R. CLEMENS, « Conseil d'entreprise et système économique. Communauté d'entreprise ou collectivisme syndical ? », in *Industrie*, jg. 2, september 1948, 9, blz. 547 e.v.; oktober 1948, 10, blz. 618 e.v.

(125) *Wet van 20 september 1948 houdende: Organisatie van het bedrijfsleven. Studie-week-end 30/31 oktober 1948*, N.V. Excelsior, Antwerpen, ABVV, 1948, blz. 62-79.

(126) « De nationale militanten van het ABVV onderzochten de toestand i.v.m. de organisatie der economie. Besluiten van een geslaagd studie-weekend », in *De Werker*, 6 november 1948, blz. 1.

organisatie »; dat dit enkel ABVV en ACV zouden zijn, werd door de patroonsorganisaties niet aanvaard (127).

In het ACV zou bij de intense vorming en opleiding van de OR-leden de nadruk komen te liggen op de ontwikkeling « van een gezonde geest van samenwerking onder de raadsleden; hierdoor zal de christelijke sociale leer nog meer verspreid worden in het arbeidsmidden » (128). Ook ACV-voorzitter Cool onderstreepte dat de arbeidersvertegenwoordigers in de OR zelf zouden bepalen of de klassenverzoening dan wel de klassenstrijd er de bovenhand zouden halen (129). Het ACV stelde dat de OR, ondanks de vertraging, in elk geval zouden worden ingevoerd, ondanks het patronaal wantrouwen. De afgevaardigden zouden daarenboven wettelijk beschermd worden tegen mogelijke sancties (130). In maart 1949 zou het ACV de socialistische minister Troclet verantwoordelijk stellen voor het uitblijven van de uitvoeringsbesluiten i.v.m. de OR (131)

De werkgeversorganisaties drongen er ondertussen bij de regering op aan om via uitvoeringsbesluiten de draagwijdte van de wet op de OR voorlopig te beperken. Men stoorde zich vooral aan de plannen om « een gelijkvormig, ingewikkeld en strak boekhoudingsstelsel » bij wet op te leggen. De werkgevers pleitten voor een OR die unaniem adviezen zou geven. Ook werd een experimentele fase voorgesteld, waarna de overige ondernemingsraden geleidelijk zouden worden opgericht. De informatie aan de OR zou nauwkeurig moeten bepaald worden en zou zeker niet verder mogen reiken dan wat jaarlijks aan de aandeelhouders werd medegedeeld (132).

Op 29 maart 1949 werd een VBN-afvaardiging o.l.v. Cornil en Van der Rest door minister Troclet ontvangen. Daarbij deed het VBN voorstellen m.b.t. de te nemen uitvoeringsbesluiten. Zo werd voorgesteld het aantal afgevaardigden in de OR te beperken en een aantal beperkende voorwaarden m.b.t. het kiesrecht in te voeren. Ook werden voorstellen gedaan gericht tegen het vakbondsmonopolie op de voordracht van kandidaten. Tenslotte werd de geleidelijke instelling van de OR gevraagd (133).

(127) N. DE BOCK, « Om de ondernemingsraden », in *De Werker*, 19 maart 1949, blz. 2.

(128) « De ondernemingsraden. Wat wordt er van ons gevraagd ? » in *De Volksmacht*, 2 oktober 1948, blz. 1/12.

(129) L. VAN HULLE, « Syndicalisme in de onderneming. Congres ACV-arrondissement Gent », in *De Volksmacht*, 2 oktober 1948, blz. 10-11.

(130) « Nationalisatie of organisatie », in *De Volksmacht*, 26 februari 1949, blz. 10.

(131) « De toepassing van de structuurhervormingen », in *De Volksmacht*, 23 maart 1949, blz. 12.

(132) L. BROUWERS, *op. cit.*, blz. 147-148.

(133) « Ondernemingsraden - Uitvoeringsbesluiten der wet van 20 september 1948 - Standpunt der werkgevers », in *Mededelingen van het VBN*, 7 april 1949, 14, blz. 916-918.

Het besluit van november 1949 maakt de weg vrij voor de samenstelling van de eerste ondernemingsraden.

Na besprekingen in de Algemene Paritaire Raad en in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven over de draagwijdte van de door de werkgever te verstrekken inlichtingen en de controle daarop, bleven er nog heel wat problemen. Minister Troclet diende echter de knoop door te hakken en de eerste besluiten i.v.m. de oprichting en de verkiezingen voor de OR verschenen eind juli 1949 in het staatsblad (134).

Van vakbondszijde werd het veel te laat verschijnen van deze besluiten aangeklaagd en werd sterk aangedrongen op een verdere uitvoering van het programma van structuurhervormingen.

Zo drong het ACV aan op de verwezenlijking van wetten i.v.m. de boekhoudkundige registratie, de aanstelling van ondernemingsrevisoren en de oprichting van een Nationale Arbeidsraad (135). Op het ACV-congres van eind oktober 1949 verklaarde minister van arbeid Behogne dat het K.B. i.v.m. het kiesrecht en de kiezerslijsten klaar was. Ook overwoog hij de aanpassing van vorige besluiten i.v.m. het aantal afgevaardigden en het kiesrecht. Het probleem van de wettelijke bescherming van de arbeidersafgevaardigden werd bestudeerd, aldus Behogne (136). Het regeringsbesluit van 23 november 1949 betekende een laatste stap naar de eerste sociale verkiezingen (137), die van 25 februari 1950 tot 6 maart 1950 in alle ondernemingen met minimum 200 werknemers zouden worden gehouden. Niets kon nu nog de oprichting van de eerste ondernemingsraden in de weg staan: of zij organen van klassenverzoening of van klassenstrijd zouden worden, moest de toekomst uitwijzen*.

Summary : Emergence of the Works Councils in Belgium (1944-1948).

The basis of Belgium's post-war social and economic reforms was the social-solidarity agreement (1944) between the trade-unions and the employers. This « historical compromise » aimed at securing social security and a legal ground for the workers' co-management in the economic life, in exchange for social peace and aid in attaining a productivity-raise.

(134) *Belgisch Staatsblad*, 25-26 juli 1949, blz. 7115 e.v. en 7123 e.v.

(135) « Actuele syndicale problemen », in *De Volksmacht*, 8 oktober 1949, blz. 12.

(136) « Rede minister Behogne op 16^{de} ACV-Congres », in *De Volksmacht*, 5 november 1949, blz. 8.

(137) *Belgisch Staatsblad*, 25 november 1949.

* Dank aan H. Balthazar, W. Steenhaut en A. Gaus voor hun kritische kanttekeningen en commentaren. Een dankwoord ook aan F. Dambre voor het corrigeren van de tekst en aan G. Schockaert voor het typewerk.

From 1945 till 1948 National Labour Conferences and Parliament discussed the matter, especially the introduction of Works Councils, which raised ideological resistance. The Socialists, favourable towards the Works Councils in undertakings, claimed economic and financial powers for them. The Catholic were in favour of co-management, cooperation between workers and employers and workers' co-responsibility. The employers, fearing a restriction of their powers and a threat of collectivizing, were very suspicious.

An inter-catholic agreement between workers and employers allowed them to formulate a unanimous attitude towards the Works Councils. A Socialist-Catholic compromise in Parliament resulted in the law on the organizing of the industry (20.IX.1948). This law reserved for the Works Councils a mainly advisory role in social matters. Their powers were very limited. Their composition was determined by cooperation and common interests.

The first Works Councils-elections happened in 1950.



De niet-aanwezige burger midden de jaren zeventig

door Anne CLEYMANS,

Navorser aan de Afdeling Politologie
van de Katholieke Universiteit te Leuven.

★

In België werd de politieke participatie een eerste maal sociologisch in kaart gebracht door Luc Huyse (1). De resultaten van zijn onderzoek bevestigen de algemene tendens die men in buitenlandse literatuur aantreft (2). De participatie is ongelijk verdeeld; de meeste staatsburgers zijn trouwens eerder toeschouwers van dan participanten aan het politieke bedrijf.

Gegeven deze vaststellingen was dit onderzoeksveld ook in België niet langer terra incognita. Het debiet van de informatiestroom over politieke participatie is er echter nog niet dermate groot. Daarom dit artikel, opgevat als een compilatie van bevindingen bij een participatieonderzoek dat wij — in de voetsporen van Huyse — destilleerden uit de GLOPO-peiling.

GLOPO verwijst naar het Globaal Politiek Systeem Onderzoek dat geconcipieerd werd door een interuniversitaire werkgroep en waarvoor het veldwerk uitgevoerd werd door INUSOP (ULB) in de periode maart-april 1975. In totaal werden 1.521 Belgen bevraagd: 497 uit Vlaanderen, 522 uit Brussel en 502 uit Wallonië. Voor de 3 gewesten afzonderlijk werd de sociografische representativiteit vooropgesteld. Temeer ook omdat GLOPO dateert uit 1975 en zich dus — in tegenstelling tot het onderzoek van Luc Huyse situeert in de post-contestaire periode meenden wij in deze een bijdrage te kunnen leveren tot het ontginnen van een nog te weinig verkend onderzoeksterrein.

(1) L. HUYSE, *De niet-aanwezige staatsburger. De politieke apathie sociologisch in kaart gebracht*, Antwerpen, 1969.

(2) Een goed overzicht van de literatuur terzake biedt: L.W. MILBRATH, M. GOEL, *Political participation. How and why do people get involved in politics*, Chicago, 1977.

De GLOPO-peiling werd reeds een eerste maal verwerkt. De neerslag hiervan vindt men in een speciaal themanummer van *Res Publica* (3).

De GLOPO-peiling is echter dermate rijk dat zij zich in deze niet uitput. Dat zij zich ook uitstekend leent voor participatieonderzoek moge blijken uit de verscheidenheid van participatiegedragingen die aan de hand van maar liefst 28 items bevraagd werden.

Een verkenning van het GLOPO-codeboek leert inderdaad dat naast electorale en partijactiviteiten ook andere vormen van participatie bevraagd werden : de activiteit in para-politieke verenigingen, politieke discussie en participatie via de media, lokale participatie. Aandacht was er ook voor de mate van protest-bereidheid door een peiling naar de mate waarin men bereid was actie te ondernemen tegen lokale of wettelijke maatregelen die indruisen tegen het algemeen of persoonlijk belang. Deze vraagstelling werd overigens nog geconcretiseerd door een bevraging naar effectief ondernomen acties. Aandacht was er daarbij ook voor minder conventionele vormen van politieke actie zoals het omzeilen van de wet, het betogen, het staken en... het gebruik van geweld (4).

1. Operationalisering.

De meeste participatie-analyses zijn — althans in een initiële fase — van bivariante aard. Men onderzoekt de relatie tussen sociografische en/of politieke omgevingsfactoren enerzijds, participatiegedragingen anderzijds.

De studie waarvan de resultaten hier voorgesteld worden, is hierop geen uitzondering. Toch moet hetvolgende onderstreept worden. De afhankelijke variabele is complexer dan zij zich niet zelden nog aandient in participatieonderzoek. De afhankelijke variabele bestaat hier immers uit een participatieschaal waarop aan de hand van de SPSS-Guttman techniek participatie-items met cumulatieve moeilijkheidsgraad werden geordend. Voor het eigenlijke onderzoek leek het inderdaad weinig aangewezen, weinig praktisch en weinig zinvol ook, steeds één voor één terug te vallen op alle participatie-indicatoren. Daarom werd voor een meer systematische en gecondenseerde operationalisering gekozen (5). Praktisch stelde zich hier wel een onderzoekstechnisch probleem. De inhoud van de GLOPO-enquête is dermate rijk, dat een veelheid van indicatoren het participatie-

(3) *Res Publica*, *De kijk van een publieke opinie op de Belgische maatschappij*, XVII, (1975), 4, blz. 453-618.

(4) Deze belangstelling voor minder conventionele vormen van participatie vindt men eveneens terug bij : S.H. BARNES, M. KAASE, *Political action. Mass participation in five western democracies*, London, 1979.

(5) Barnes en Kaase zijn ons in deze voorgegaan in hun cross-nationale participatieonderzoek. Zie : S.H. BARNES, M. KAASE, *op. cit.*, blz. 85.

verschijnsel meetbaar maakte. Onmogelijk echter — met de SPSS-Guttman techniek — meer dan 10 indicatoren in een participatieschaal te integreren. Deze SPSS-procedure beperkt zich immers tot uittekening van schalen die maximum 10 niveaus cumulatief beschrijven.

Daarom werd een selectie gemaakt aan de hand van én een statistisch én een inhoudelijk criterium. Hoe tewerk werd gegaan, wordt hieronder in grote lijnen toegelicht.

In een eerste fase werden er uit de in de GLOPO-peiling opgenomen participatie-indicatoren 13 geselecteerd. Hiertoe werden volgende criteria gehanteerd :

1. Op basis van een FORTRAN-programma dat toelaat Guttman-schalen te destilleren uit maximum 45 indicatoren, werden die indicatoren geselecteerd die met een relatief laag foutenpercentage in de op basis van het FORTRAN-programma voorgestelde hiërarchisering waren geïntegreerd (6).

2. Selectie van indicatoren met bij benadering dezelfde participatiefrequentie werd zoveel mogelijk vermeden.

Op het resultaat van deze bewerking werd vervolgens nog een inhoudelijke selectie toegepast : « Stemmen bij afschaffing van de opkomstplicht » werd niet weerhouden omdat het een intentievariabele betreft die daarenboven nog betrekking heeft op een in Belgische termen voorsnog hypothetische situatie. In plaats van « deelnemen aan betogingen » werd geopteerd voor « actie ondernomen om wet te veranderen ». Men zou kunnen stellen dat dit laatste betogingsgedrag kan impliceren. De indicator « gebruik van geweld » werd evenmin weerhouden — dit om redenen van ideologische aard (7).

Aldus werden volgende indicatoren weerhouden en met succes in een 10-puntenschaal geïntegreerd (van laag naar hoog) :

- volgen van de politieke actualiteit in kranten,
- discussiëren over politiek,
- + reeds actie ondernomen om wet te veranderen,
- + partijlidmaatschap,

(6) De hiërarchisering die voorgesteld wordt is niet dermate betrouwbaar dat men mag stellen dat de indicatoren onder deze vorm een Guttman-schaal beschrijven ; eliminatie van die indicatoren die zich met hoog foutenpercentage en derhalve niet zonder voorbehoud in deze hiërarchisering structureren, verhoogt de kans op een meer betrouwbare hiërarchisering.

(7) Deze indicator kon evenwel met succes in een 10-puntenschaal geïntegreerd worden waar hij zich helemaal bovenaan structureerde wat erop wijzen kan dat het onderscheid tussen conventionele en niet-conventionele actievormen eerder berust op de legittimiteit, dan op het geschelden gebruik ervan.

- interesse in de kiescampagne,
- gemeenschappelijke inzet lokale problemen,
- overtuigen stemgedrag,
- bijwonen van partijvergaderingen,
- actief lid van een politieke club,
- zeer actief in de kiescampagne.

De principes toegepast bij de constructie van deze schaal worden hieronder toegelicht.

1. In eerste instantie werden de weerhouden participatie-indicatoren gedichotomiseerd. De mate waarin de respondenten participeren werd geëvalueerd door een + of een — score.

2. Vervolgens werden de participatie-indicatoren geordend naar het aantal respondenten dat + scoort op de desbetreffende indicator.

3. Daarna werd de hypothese geformuleerd dat de op deze wijze geordende participatie-indicatoren een cumulatieve schaal vormen. De indicator waarop het hoogste aantal respondenten + scoort, werd geïdentificeerd met het laagste participatieniveau. De indicator met het laagste aantal positieve scores met het hoogste participatieniveau. Daartussen ordenen zich de andere indicatoren. De hypothese onderstelt dat respondenten die op een hoger niveau scoren, automatisch op alle lagere niveaus participeren.

4. De hypothese werd getoetst. Indien via de SPSS-Guttman procedure een CR (coefficient of reproductibility) van 0.90 werd bereikt, mag men besluiten dat de indicatoren een Guttman-schaal vormen.

De toets was met een CR van 0.9005 bevestigend. Vermits het maximum aantal toelaatbare fouten niet werd overschreden, mocht men besluiten dat de 10 geselecteerde indicatoren in een cumulatieve schaal konden geïntegreerd worden.

Deze optie is niet zonder beperkingen omwille van het niet maximaal benutten van het materiaal. De conclusies inzake participatie en non-participatie hebben dan ook slechts geldingskracht t.a.v. die indicatoren die in de participatieschaal geïntegreerd werden; 18 indicatoren werden niet voor analyse weerhouden... Bij het beoordelen van de resultaten die in volgende paragraaf gepresenteerd worden moet men zich deze dimensionale inperking goed voor ogen houden.

2. Resultaten.

Een eerste zeer algemene vaststelling betreft de non-participatie. Activiteiten die kwantitatief en kwalitatief meer engagement vergen, zijn het werk van een kleine minderheid.

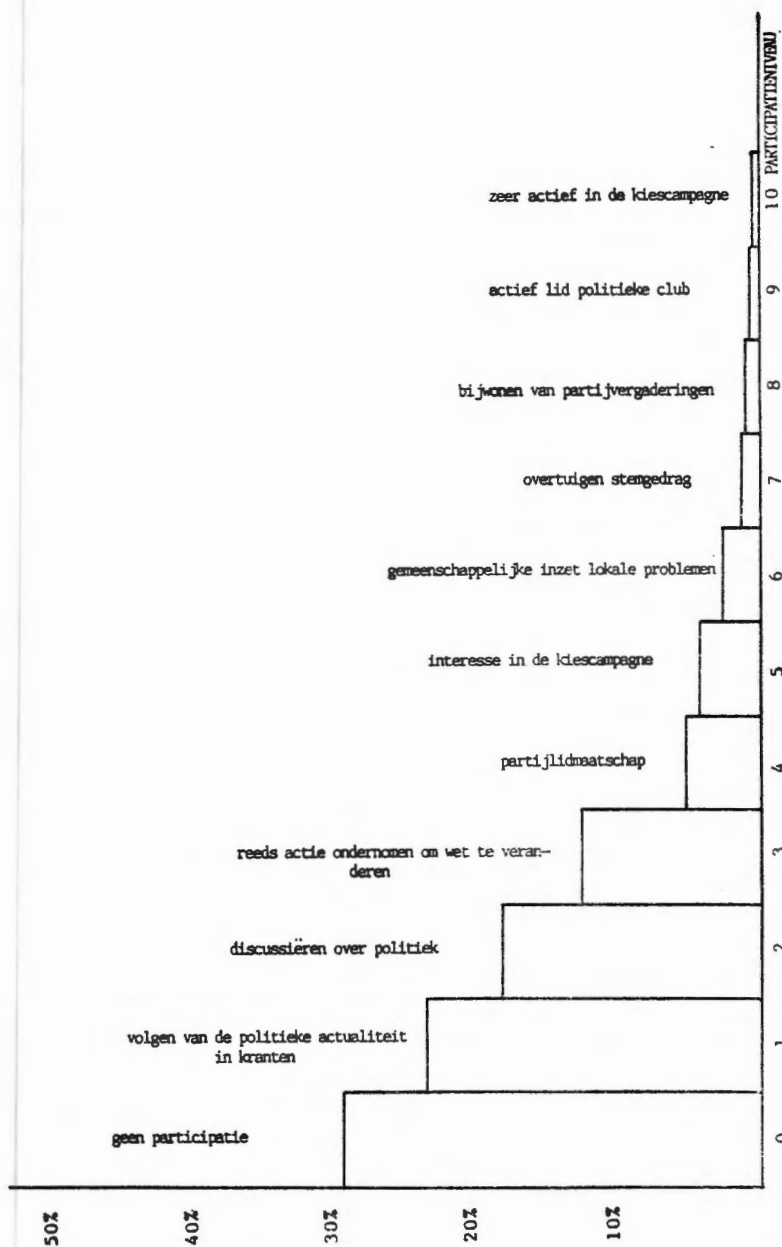


FIG. 1. — Grafische voorstelling van de relatieve frequentiedistributie van alle respondenten over de 10-puntenparticipatieschaal.

Figuur 1 illustreert dit prachtig. Indien men dit histogram van beneden naar boven, en van links naar rechts leest, blijkt zeer duidelijk dat het participatiegedrag een hiërarchische, naar de top toe zeer spitse piramidale structuur heeft.

Onderaan structureren zich die activiteiten die relatief gemakkelijk zijn: het volgen van de actualiteit in kranten en vervolgens — met ietwat grotere moeilijkheidsgraad — het discussiëren over politiek. Het aantal participanten dat zich op dergelijk laag niveau situeert bedraagt 42 %. Activiteiten die een meer gerichte interesse en een hoger engagement vragen zijn het werk van een minderheid, die alsmaar kleiner wordt, naarmate de participatie kwantitatief en kwalitatief meer engagement vergt. Op grond van deze vaststellingen leek het ons derhalve niet overdreven te stellen dat men eerder moeite zal hebben actief aanwezige staatsburgers te vinden. Deze conclusie wordt overigens nog hard gemaakt door de vaststelling dat bijna 30 % van de respondenten uit de GLOPO-peiling op geen enkele van de 10 weerhouden participatie-indicatoren positief scoort.

Een tweede zeer algemene vaststelling: de participatie verschilt naargelang de sociografische categorieën waarin de respondenten zich opstellen. Een ventilatie door de onderzoeksresultaten...

Uittekening naar geslacht

Vrouwen participeren significant minder (nog) dan mannen. In termen van gemiddelde participatiescores situeren vrouwen zich op niveau 1,52 op de 10 puntenschaal. Mannen halen gemiddeld 2,20. Bij Milbrath en Goel leest men: « The finding that men are more likely to participate in politics than women is one of the most thoroughly substantiated in social science... » (8). De vaststellingen terzake worden dus nog maar eens bevestigd.

Traditioneel worden in de literatuur een aantal hypothesen ter verklaring aangebracht.

In eerste — en bovendien vaak ook laatste — instantie wordt de participatie-kloof geweten aan de invloeden van traditionele rolpatronen. Minder geavanceerde culturen met sterke sexuele rolsegregatie dringen de vrouw in socio-politiek geïsoleerde positie van huisvrouw-moeder. Gegeven de culturele rolverwachtingen kan de vrouw er zich niet oriënteren op extra-familiale sectoren.

Meer geavanceerde culturen kennen naast thuisarbeid ook extra-familiale arbeid voor de vrouw. Precies deze buitenhuisarbeid zou participatie-

(8) L.W. MILBRATH, G. GOEL, *op. cit.*, blz. 116.

TABEL I

Gemiddelde participatiescores naar geslacht, burgerlijke staat, beroepssituatie en leeftijd kinderen

	<i>Uithuiswerkende mannen</i>	<i>Uithuiswerkende vrouwen</i>	<i>Thuiswerkende vrouwen</i>
Ongehuwd zonder kinderen .	2,41 (22)	1,38 (26)	
Gehuwd zonder kinderen . .	2,36 (158)	1,37 (73)	1,70 (103)
Gehuwd kinderen — 6 jaar .	1,98 (63)	1,36 (60)	1,30 (30)
Gehuwd kinderen — 12 jaar .	1,99 (94)	1,07 (27)	1,52 (50)
Gehuwd kinderen alle leeftijden	2,18 (76)	1,29 (21)	1,78 (65)
Gehuwd kinderen 12-18 jaar .	2,84 (56)	1,54 (24)	2,02 (57)
Gehuwd kinderen + 18 jaar .	1,80 (41)	1,50 (12)	1,89 (44)

bevorderend kunnen zijn. Het negatief effect van het sociaal isolement op de participatie zou erdoor doorbroken worden. De « culturele drempel » zou door instrumentele activiteiten afgebouwd kunnen worden. Vandaar de vraag : « In hoeverre is buitenhuisarbeid in België participatiebevorderend ? »

De GLOPO-enquête is dermate rijk dat zij toeliet hierop een antwoord te formuleren. Hiertoe werden de respondenten geordend rond combinaties van de variabelen geslacht, burgerlijke stand, beroepssituatie en leeftijd van eventuele kinderen en werden vervolgens de gemiddelde participatiescores van de repondenten die zich opstelden in de onderscheiden categorieën berekend.

Onmiddellijk in het oog springende vaststelling : buitenhuiswerkende vrouwen participeren niet meer dan thuiswerkende vrouwen. Zelfs integendeel... jonge buitenhuiswerkende moeders participeren minder dan jonge thuiswerkende moeders. Een en ander kant te wijten zijn aan een overspannen tijdsbudget.

Als de kinderen evenwel ouder worden, stijgt de participatiescore van buitenhuiswerkende moeders enigermate, maar niet dermate dat men mag besluiten dat de combinatie buitenhuisarbeid — oudere kinderen participatie-bevorderend is. Zij weten zich in deze immers niet te onderscheiden — in de positieve zin dan — van thuiswerkende moeders wiens participatiescore ook hoger is wanneer de kinderen een zekere leeftijd bereikt hebben. Overigens blijft de participatiekloof tussen mannen en vrouwen bestaan.

Of men huisvrouw is of buitenhuiswerkende vrouw doet dus blijkbaar weinig terzake; de rolstelling « politiek is een mannenzaak » is een ge-

ven dat misschien enigermate, maar zeker niet algemeen, aan belang heeft ingeboet.

Een argument in dezelfde richting is de participatiescore van buitenhuiswerkende vrouwen zonder kinderen. Het sociaal isolement is doorbroken. De gezinslast minimaal... toch is ook hier de participatiekloof uitermate uitgesproken.

Wie beweert dat buitenhuisarbeid de « equalizing factor » is in het politieke veld, vindt in de GLOPO-peiling geen argumenten voor zijn stelling.

Sociaal isolement en familiale beslommeringen waarmee de huisvrouw zich geconfronteerd ziet, zullen weliswaar niet participatiebevorderend werken.

Zijn echter, op basis van bovenstaande resultaten, niet in eerste instantie factoren van culturele aard verantwoordelijk voor het blijven(d) bestaan van de participatiekloof tussen de sexen? Een onderzoek naar de houdingen t.a.v. vrouwen en politiek zou op deze vraag enigermate een antwoord kunnen geven.

Uittekening naar leeftijd

Wat leert de GLOPO-peiling m.b.t. de relatie leeftijd-participatie?

In termen van participatiegemiddelden scoren 40-50 jarige respondenten 2,03 op de participatieschaal. Respondenten uit de leeftijdscategorie 50-60 scoren 2,13. Oudere respondenten scoren significant lager. Dit is eveneens het geval voor respondenten tussen 30 en 40 jaar met een participatiegemiddelde van 1,57 maar geldt niet in dezelfde mate voor de jongste respondenten; zij scoren 1,86.

Op het eerste zicht lijken deze vaststellingen aan te sluiten bij vroegere bevindingen m.b.t. de leeftijdsgebondenheid, en dit volgens een klokvormige structuur, van de participatie. Bij nader inzien blijkt echter dat de verschillen tussen de gemiddelde participatiescores voor de onderscheiden leeftijdscategorieën niet van die aard zijn dat de participatiecurve zich zeer uitgesproken klokvormig aftekent.

De vaststelling dat de jongste respondenten het beter doen dan de 30-tigers is, gegeven de resultaten van vroeger onderzoek, niet conform de verwachtingen. Dit lijkt een aanwijzing om enig voorbehoud te maken bij de conclusie dat participatie in de GLOPO-enquête verloopt volgens de klassieke leeftijdscurve.

Nog minder gewoon: de participatiescore van jonge mannelijke universitaireren nl. 3,81 (9). De jonge gemiddelde mannelijke staatsburger doet

(9) Universitaireren scoren gemiddeld 2.72.

het met een participatiescore van 2,36 overigens relatief bijzonder goed (10). Dit kan erop wijzen dat bepaalde conjuncturele omstandigheden (roerige zestiger jaren) vroegtijdig een politiek rijpingsproces in gang kunnen zetten.

Het tegengestelde zou zich evenwel ook kunnen voordoen. Een voorbeeld. De traditioneel zwakke participatie van respondenten op leeftijd wordt al even traditioneel verklaard door de des-integratie en de-socialisatie die zich op bejaarde leeftijd voltrekt. Vraag die zich echter stelt is of de vrouwelijke bejaarde respondenten uit de GLOPO-peiling eigenlijk ooit politiek geïntegreerd en gesocialiseerd werden. Het laatijdig invoeren van het vrouwenstemrecht voor de parlementsverkiezingen in 1948 was van die aard dat de desbetreffende respondenten in het beste geval reeds 34 jaar waren toen zij voor de eerste maal naar de parlementaire stembus gingen. Derhalve waren zij in dit opzicht gediscrimineerd t.o.v. hun mannelijke leeftijdsgenoten. Men zou kunnen argumenteren — en het lijkt ons niet onlogisch — dat dit zich blijvend zou laten gevoelen in hun participatiegedrag. Men kan het zo stellen : vrouwen die door omstandigheden niet geleerd hebben te participeren zullen dit later, als de objectieve onmogelijkheid die hen van het politieke leven scheidt, verdwijnt, evenmin doen.

In het licht van deze hypothese zijn de participatieverschillen tussen bejaarde respondenten in het voordeel van de mannen (zie tabel II) niet zonder betekenis.

TABEL II

Gemiddelde participatiescores naar geslacht en leeftijdscategorie

	<i>Mannen</i>	<i>Vrouwen</i>
— 30 jaar	2,36 (154)	1,38 (162)
30 - 40 jaar	1,86 (162)	1,26 (149)
40 - 50 jaar	2,23 (136)	1,80 (150)
50 - 60 jaar	2,61 (120)	1,72 (133)
60 - 70 jaar	1,96 (105)	1,64 (118)
+ 70 jaar	2,09 (46)	1,15 (61)

Hier moet men echter onmiddellijk aan toevoegen dat jongere vrouwen niet uitgesproken meer participeren. Het is dus niet overdreven te stellen

(10) Van vrouwen werd, om redenen hoger vermeld, abstractie gemaakt.

dat het niet uitgesloten is dat het laattijdig invoeren van het vrouwenstemrecht een negatief effect heeft gehad op de participatie, maar het bestaan van het stemrecht vandaag heeft weinig wezenlijks veranderd. De vraag naar de politieke socialisatie en integratie van elke vrouw — ongeacht haar leeftijd — is hier nogmaals aan de orde.

Uittekening naar beroeps- en opleidingsniveau.

TABEL III

Gemiddelde participatiescores volgens opleidings- en beroepsniveau

Opleidingsniveau	Lager Onderwijs 1,55	Lager Technisch/ Lager Middel 1,69	Humaniora 2,31	Hogere Technisch 2,10	Universiteit 2,72
Beroepsniveau	Arbelders 1,83	Bedtenden 1,87	Midden 1,67	Hogere beroepsklasse 2,47	Landbouwers 1,88

Wat leren bovenstaande resultaten ?

Met betrekking tot de variabele opleidingsniveau moet men vaststellen dat diegenen die minstens een humaniora opleiding genoten en/of zich situeren op niveau hoger technisch meer dan anderen participeren. Naar beroepsniveau weten de hogere kaders (zowel in privé als openbare instellingen), de leraars en de beoefenaars van vrije beroepen zich in de positieve zin te onderscheiden.

Aan Campbell ontleen we de uitspraak betreffende de impact van het opleidingsniveau op de participatie : « ... perhaps the surest single predictor... » (11). In dezelfde lijn leest men bij Milbrath en Goel : « ... We may state that educational attainment is a strong predictor of political activity. This has been found in a variety of cultures and applies to most forms of participation... ». (12). Een andere thesis schrijft de hogere participatie van hogere opleidingsgroepen toe aan hun hoge socio-professionele status. Hierbij moet men toch opmerken dat een hogere opleiding zich niet automatisch en onvoorwaardelijk vertaalt in een hoge socio-professionele status. Klassiek geworden zijn in deze het onderzoek van Claeys en De Lanoo, Delruelle en Huyse en Van de Kerckhove. Voornaamste vaststelling is dat naast een zeker intelligentieniveau het sociaal-economisch milieu van herkomst van groot belang is voor het verwerven van een universitair beroep van het hoogste niveau.

(11) A. CAMPBELL, « The Passive Citizen », in *Acta Sociologica*, 6, (1-2), blz. 20.

(12) L.W. MILBRATH, M. GOEL, *op. cit.*, blz. 102.

Op basis van het materiaal verzameld door de GLOPO-peiling blijkt dat het zuivere effect van een universitaire opleiding als zodanig evenwel niet te onderschatten is. De universitaires op hoog professioneel niveau scoren gemiddeld 2,78 wat ons niet significant hoger lijkt dan de participatiescore van die universitaires die hun diploma (nog) niet in die mate wisten te verzilveren. Zelfs integendeel ! Universitaires op lager professioneel niveau scoren 3,00. Hoewel enig voorbehoud moet gemaakt worden gegeven hun beperkt aantal in de steekproef, lijkt dit toch een argument om de invloed van het beroepsprestige « an sich » niet te overroepen. Tot dezelfde conclusie komt men overigens ook wanneer men onderling participatiescores vergelijkt van respondenten op hoog professioneel niveau. Diegenen met een universitaire opleiding scoren met een gemiddelde van 2,78 hoger dan respondenten op hoog professioneel niveau zonder universitaire opleiding, nl. 2,37.

Het besluit dat zich derhalve opdringt is dat de hypothese dat de mate van politieke participatie functie zou zijn van het hoge beroepsniveau dat aan een universitaire opleiding zou beantwoorden gegeven de resultaten van de GLOPO-peiling, niet bevestigd wordt. De universitaire opleiding lijkt, onafhankelijk van het beroepsniveau, effect te sorteren op de participatie. Dit effect mag echter geenszins overroepen worden.

De gemiddelde participatiescore van 2,72 is niet van die aard dat men mag besluiten dat de participatie van universitaires algemeen genomen zeer aanzienlijke vormen aanneemt. Wel laat de hoogte van dit participatiegemiddelde toe te besluiten dat het meer waarschijnlijk is dat universitaires minder dan anderen weinig of niet participeren.

Dit betekent niet dat men mag stellen dat diegenen die geen universitaire opleiding genoten automatisch en noodzakelijk (nog) minder participeren. Men stelt wel eens : « ... education selects students (...) in such a way that those with a predisposition for politics become highly educated » (13).

Toekomstige participanten zouden a.h.w. via een natuurlijk selectieproces gekanaliseerd worden naar hogere opleidingsniveaus; diegenen die niet geselecteerd worden zouden diegenen zijn die a.h.w. van nature niet weten hoe van hout politieke peilen maken. Is dit, toegepast op de Belgische situatie, geen wishful thinking eerder dan weergave van de realiteit ?

Waren (zijn zelfs) er niet ondemocratische factoren werkzaam die een rem waren of zijn op de toegang tot hogere vormen van onderwijs en in het verlengde daarvan op de kansen om via een hogere scholing meer inzicht te krijgen in de werking van het politiek systeem.

(13) D.C. STAPLETON, *Social benefits of education : an assessment of the effect of education on political participation*, Wisconsin, 1976, blz. 1.

Omdat de onderwijskansen evenwel kleiner waren, betekent dit daarom niet dat de politieke potentialiteit per definitie in grote mate van elke ontwikkelingskans verstoken blijft. Vandaar onze hypothese : naarmate de kansen op een universitaire opleiding meer gelijk zijn is het effect van deze opleiding op de participatie meer waarschijnlijk.

In dit opzicht was het verhelderend vast te stellen dat de associatie tussen opleidings- en participatieniveau, oploopt van 0.16 tot 0.18 indien men de factor leeftijd onder controle houdt, dit vanwege het negatief verband tussen onderwijskansen en leeftijd. Ogenschijnlijk gaat het hier om eerder beperkte associaties. Dit is niet onjuist. De participatie van mensen die wél onderwijskansen kregen, is nu ook weer niet precies echt spectaculair te noemen. Anderzijds zijn de associaties zeker niet ongewoon laag. Barnes en Kaase noteerden in hun cross-national participatieonderzoek correlaties tussen participatie- en opleidingsniveau die varieerden van 0.17 (Groot-Brittannië) tot 0.26 (Nederland, USA) (14).

3. Politieke participatie naar partijvoorkeur.

Uit voorgaande paragraaf weet men reeds dat de kans dat men een niet-aanwezige staatsburger treft, (nog) groter is bij vrouwen, bij jongeren of bejaarden, bij lagere opleidingsgroepen en bij personen die zich niet aan de top van de socio-professionele piramide situeren.

Is die kans ook niet groter als de voorkeur uitgaat naar bepaalde politieke partijen ?

TABEL IV

Gemiddelde participatiescores naar partijvoorkeur

KP	3,35	PLP	2,07
VU	3,03	RW	2,07
PSB	2,40	PVV	2,00
FDV	2,35	CVP	1,98
PSC	2,22	\bar{x}	2,28
BSP	2,10		

De resultaten die het onderzoek in deze aan het licht bracht worden gepresenteerd in tabel IV (15). De kommunistische kiezers zijn meest actief en worden in deze gevolgd door de kiezers van de VU. Tamelijk

(14) S.H. BARNES, M. KAASE, *op. cit.*, blz. 93.

(15) Als indicator voor partijvoorkeur werd het stemgedrag bij de verkiezingen van 1974 in rekening gebracht (1974 werd gekozen omdat dit jaar het best het tijdstip van de GLOPO-peiling benaderde).

Nadeel : hierdoor werd slechts dat gedeelte van het «GLOPO-kiezerskorps» weerhouden dat zich bij de bevraging uitsprak over haar stemgedrag.

De non-respons op deze vraag bedroeg 27 %.

afgescheiden worden zij gevolgd door de PSB-kiezers en door de kiezers van het FDF. De kiezers van PLP, RW en BSP situeren zich op grond van de gemiddelde participatiescores lager. Onderaan stellen zich de kiezers van CVP en PVV op.

Was het empirisch beschrijven van de mate van participatie naargelang de voorkeur uitgaat naar deze of gene partij eenvoudig, het wetenschappelijk duiden is des te complexer.

Een eerste aanzet tot verklaring wordt gebracht aan de hand van een sociografie van de partijelectoraten. Gegeven de relatie tussen sociografische variabelen en participatie, lijkt het niet onlogisch dat dit kan bijdragen tot een beter begrijpen van de participatie-verschillen.

De grondstof voor deze analyse werd aangebracht door tabel V.

Zij bevat de frequentiedistributies van de partijelectoraten voor de 4 onderzochte sociografische variabelen, alsook de frequentiedistributie van het globale electoraat.

In een eerste fase werd hierop een dichotomisering doorgevoerd in functie van de resultaten van de sociografische analyse.

Aan de hand van volgende formule :

$$\left(\frac{\text{aandeel van de sociografische categorie in het partijelectoraat}}{\text{aandeel van de sociografische categorie in het GLOPO-kiezerskorps}} \times 100 \right) - 100$$

werd vervolgens nagegaan of en in welke mate de partijelectoraten een onder-of oververtegenwoordiging kenden van de mannen, de kiezers op intermediaire leeftijd, de kiezers met hoger beroep en de kiezers met hogere opleiding. Wie zich aan de details van deze resultaten interesseert, verwijzen we naar tabel VI (16).

Wat ons in deze meest interesseert is evenwel het onderzoek naar de mate waarin die sociografische factoren die een positief effect sorteren op het participeren, mekaar cumulatief versterken. Hiertoe werd per partij de som gemaakt van de resultaten uit tabel VI. Een vergelijking van de aldus bekomen resultaten leert dat de kiezers van de communautaire partijen en van de PLP in behoorlijke mate sociografische factoren cumuleren die participatie positief beïnvloeden. Datzelfde kan echter niet gezegd worden voor de kiezers van de traditionele Vlaamse partijen en voor de kiezers van de KP en is nog minder het geval voor de kiezers van de PSB.

Wat leert dit ons m.b.t. de vraag naar de mate waarin een sociografie van de partijelectoraten bijdraagt tot duiding van politieke participatie naargelang de partijvoorkeur. Wordt m.a.w. de hypothese dat de geringe

(16) Een + score geeft de mate van oververtegenwoordiging, een — score de mate van ondervertegenwoordiging, van de sociografische categorieën man, intermediaire leeftijd, hogere beroeps categorie en hoger opleidingsniveau, weer.

TABEL V
Sociografie van de partijelectoraten (in %)

	CVP	FSC	BSP	PSB.	PVV	FLP	VU	FDF	RW	KP	Totaal
Geslacht : Man	43,4	47,2	64,0	48,4	52,5	50,0	55,3	42,7	55,6	57,9	48,6
Vrouw	56,6	52,8	36,0	51,6	47,5	50,0	44,7	57,9	44,4	42,1	51,4
Leeftijd : -30	16,4	18,2	20,0	7,9	24,1	18,4	27,0	30,2	15,6	36,8	18,4
30 - 40	20,1	17,5	12,0	16,1	20,7	18,4	41,9	18,8	22,2	10,5	19,6
40 - 50	19,6	16,8	28,0	23,2	17,2	14,6	18,9	14,8	20,0	26,3	19,3
50 - 60	18,5	18,9	20,0	20,5	19,0	25,2	6,8	18,8	15,6	10,5	18,7
+ 60	25,4	28,7	20,0	32,3	19,0	23,3	5,4	17,4	26,7	15,8	24,1
Beroep : Arbeider	28,6	27,4	55,6	48,8	24,4	8,1	24,5	14,7	12,5	43,8	29,3
Bediende	34,5	31,1	19,4	33,9	34,1	36,5	35,8	47,7	40,7	37,5	35,7
Middenstander	10,9	13,2	5,6	4,8	26,8	31,1	17,0	9,2	21,9	12,5	13,1
Hoger beroep	15,1	21,7	19,4	10,7	7,3	18,9	20,8	27,5	25,0	6,3	17,6
Landbouwer	10,9	6,6	0,0	1,8	7,3	5,4	1,9	0,9	0,0	0,0	4,2
Opleiding : Lager Onderwijs	41,0	23,4	55,1	42,6	32,7	20,8	9,5	14,2	15,9	31,6	30,3
Lag. Sec./L.Tech.	30,6	37,6	28,6	39,4	34,5	34,7	41,9	34,0	45,5	31,6	36,0
Humaniora	15,6	17,0	10,2	10,0	21,8	28,7	14,9	26,2	20,5	10,5	17,3
Hoger Technisch	9,8	12,1	4,1	4,4	9,1	10,9	27,0	15,6	18,2	21,1	11,2
Universiteit	2,7	9,9	2,0	3,6	1,8	5,0	6,8	9,9	0,0	5,3	5,2

TABEL VI

Mate van oververtegenwoordiging of ondervertegenwoordiging van mannen, kiezers op intermediaire leeftijd, kiezers met hoger beroep en kiezers met hogere opleiding in de onderscheiden partijelectoraten (in %)

Stemgedrag	Geslacht	Leeftijd	Beroep	Opleidingsniveau
CVP	- 10,7	+ 0,3	- 13,6	- 16,0
PSC	- 2,9	- 6,1	+ 23,3	+ 15,7
BSP	+ 31,7	+ 26,3	+ 10,2	- 51,6
PSB	- 0,4	+ 15,0	- 39,2	- 46,6
PVV	+ 8,0	- 4,7	- 58,5	- 3,0
PLP	+ 2,9	+ 4,7	+ 7,4	+ 32,3
VU	+ 13,8	- 32,4	+ 18,2	+ 44,5
FDV	- 12,1	- 11,6	+ 58,3	+ 53,4
RW	+ 14,4	- 6,3	+ 42,0	+ 14,8
KP	+ 19,1	- 3,2	- 64,2	+ 9,5

TABEL VII

Mate waarin de partijelectoraten sociografische factoren die enig positieeffect sorteren op participatie cumuleren

PSB	- 71,2	PSC	+ 30,0
PVV	- 58,2	VU	+ 44,1
CVP	- 40,0	PLP	+ 47,3
KP	- 38,8	RW	+ 64,9
BSP	+ 16,6	FDV	+ 86,0

participatie functie is van een aantal sociografische factoren die mekaar negatief versterken, bevestigd?

Tot op zekere hoogte wel. De lage participatie van de CVP en de PVV-kiezers ligt, gegeven de resultaten in tabel VI en VII in de lijn van de verwachtingen. De hogere score van de PSC in deze vertaalt zich in een hogere participatie.

Eveneens in dezelfde lijn, de mate van participatie van de VU-kiezers. Een meerderheid mannen stemt VU. Eén op twee VU-kiezers heeft een behoorlijk opleidingsniveau. Hogere beroepen zijn er relatief meer aanwezig. Dat de VU een jong kiezerskorps aanspreekt is een gegeven dat, in combinatie met bovenstaande sociografische kenmerken, een aanzienlijke mate van participatie nite per definitie uitsluit. Hierboven werd immers reeds onderstreept dat mannen onder de 30 jaar relatief veel participeren.

Minder conform de verwachtingen is de gemiddelde participatiescore van PLP-kiezers. Hoewel ook RW-kiezers in behoorlijke mate sociografische kenmerken cumuleren, situeren ook zij zich niet dienovereenkomstig in de participatiepiramide. De participatiescore van de gemiddelde Vlaamse socialistische kiezer beantwoordt eerder wel aan de sociografische samenstelling van het BSP-electoraat. Minder conform de verwachtingen

is dan weer het participatiegedrag van de gemiddelde PSB-kiezer en meer nog van de gemiddelde KP-kiezer. Ondanks het feit dat een grote meerderheid van de PSB- en KP-kiezers die socio-professionele kenmerken cumuleert die een negatief effect sorteren op de mate van participatie, scoren PSB- en vooral KP-kiezers relatief zeer hoog op de participatieschaal.

Besluit.

Een onderzoek naar de sociale achtergrondskennmerken zoals dat hier gerapporteerd werd, kan derhalve niet volstaan om politieke participatie te duiden. Voor diegene die meer hoogte wil krijgen van de mate van participatie naargelang de partijvoorkeur heeft een sociografie van de partijelectoraten in een aantal gevallen de waarde van een betrouwbare maar verkennende bewegwijzering. In andere gevallen is de bewegwijzering echter weinig betrouwbaar. Duidend onderzoek put zich duidelijk niet uit in een analyse van de sociografische achtergrondskennmerken van de (non-)participanten. De organisatiestructuur van de partij, de vraag naar participatie vanuit de partij, de beeldvorming t.a.v. participatie, het feitelijke participatie aanbod (op het lokale vlak), de consequenties van de pacificatiepolitiek... het zijn allen factoren die in een minder terreinverkenkend, meer exhaustief participatieonderzoek eveneens aan bod zouden moeten komen.

Een dieper doordringend onderzoek, in het midden van de jaren tachtig dringt zich op.

Summary : The passive citizen in Belgium « revisited ».

The object of this article is to focus on a survey on political participation in Belgium in the mid seventies. By political participation, the author refers to a set of political activities — conventional and less conventional, electoral and pre-electoral — which are hierarchical structured on a Guttman scale.

Although the research is more or less unique — in Belgian terms — in this respect, the results are at first glance compatible with earlier findings. Most Belgians are rather passive citizens; 30 % of the survey sample performs none of the activities integrated in the scale. A closer look learns that male, middle aged citizens with some education and a decent job are most involved in politics, but it reveals also that gender, age, socio-economic class and educational attainment are not the one and only reliable predictors of political activity.



Méthodes et résultats inédits pour l'analyse des voix de préférences

par René DOUTRELEPONT,

Assistant à la Faculté de Droit, d'Economie et de Sciences sociales
de l'Université de l'Etat de Liège.
Service de sociologie.

★

Introduction.

Cet article poursuit un double objectif : tout d'abord faire part d'une méthode en partie originale pour l'analyse des résultats électoraux et, par ailleurs, communiquer les résultats obtenus à l'aide de cette méthode.

Plutôt que d'isoler les aspects descriptif, méthodologique et analytique du propos, j'ai préféré les intégrer les uns aux autres de façon à ce que la description prolongée par l'analyse se concrétise et illustre directement la méthode.

L'objet de l'analyse est constitué par l'ensemble des votes nominatifs recueillis par les candidats appartenants au collège électoral francophone lors des élections européennes du 17 juin 1984 (candidats effectifs).

La méthode retenue est fondée sur un modèle mathématique appelé log-linéaire ou encore « modèle logistique étendu », brièvement présenté en annexe. L'application de cette méthode et de ses « prolongements » n'est bien sûr par limitée au cas d'espèce retenu.

La première partie de l'article met en œuvre le modèle log-linéaire proprement dit. On y observe l'influence exercée par diverses variables et paramètres sur les votes nominatifs : il s'agit essentiellement de la position occupée sur la liste, des diverses listes et de l'interaction entre ces variables qui mesure, ainsi qu'il sera précisé ultérieurement, l'influence ou le rôle personnel du candidat.

La deuxième partie de l'étude s'attarde à décrire et à commenter plus minutieusement les résultats des candidats Happart et Nols. La notoriété acquise, à titres divers, par ces candidats recommande en effet de

leur réserver un traitement « statistique » de faveur. Plus prosaïquement, les scores électoraux qu'ils réalisent, illustreront de façon exemplaire une méthode inédite consistant à transformer en termes de voix et de pourcentages les multiplicateurs propres au modèle log-linéaire.

L'application de cette méthode originale à l'ensemble des candidats effectifs, l'interprétation qu'il convient de donner aux mesures qu'elle engendre en l'occurrence, formera la troisième partie de l'article.

Outre la présentation du modèle log-linéaire (annexe III), le lecteur trouvera à l'annexe I la liste des candidats et la signification des sigles des listes à l'annexe II.

I. Analyse des votes nominatifs pour le collège électoral francophone à l'aide du modèle log-linéaire.

Le modèle log-linéaire appliqué est le modèle :

$$\log \left(\frac{P_{ijk}}{P} \right) = \mu_k + \theta_i + \alpha_{ik}$$

avec k = liste
 i = place

Ce modèle décrit par Lindsey (1973) (1) utilise l'inférence par vraisemblance, originellement proposée par Fischer (2) dans les années 1920. Il fut toutefois laissé pour compte jusqu'à ce que les ordinateurs permettent, ou en tout cas facilitent, ses applications.

Appliqué aux votes nominatifs obtenus par les candidats du collège francophone lors des élections européennes de juin 1984, il permet dans un premier temps de distinguer et de mesurer : 1° l'effet de la place occupée par les candidats, 2° l'effet de la liste pour l'ensemble des candidats d'une même liste et 3° l'effet d'interaction de la place et de la liste.

Les résultats seront mentionnés à la fois en termes logarithmiques et en termes de chance.

(1) J.K. LINDSEY, *Inferences from sociological survey data. A unified approach*, Elsevier, Amsterdam, New York, 1973.

(2) R.A. FISCHER, *Statistical Methods and Scientific Inference*, 2nd edit., Edinburgh, Oliver and Boyd, 1959.

1.1. Effet moyen de la place occupée (0i).

1.1.1. Candidats effectifs.

	<i>En termes logarithmiques</i>	<i>En termes de chances</i>
1 ^o place	+ 1,562	4,768
2 ^o place	+ 0,370	1,448
3 ^o place	+ 0,392	1,480
4 ^o place	+ 0,195	1,215
5 ^o place	— 0,214	0,807
6 ^o place	— 0,398	0,672
7 ^o place	— 0,468	0,626
8 ^o place	— 0,775	0,461
9 ^o place	— 0,554	0,575
10 ^o place	— 0,489	0,613
11 ^o place	+ 0,379	1,461

Comparativement à l'ensemble des autres places, seules les quatre premières et la dernière place de la liste avantagent les candidats effectifs, quelle que soit la liste.

1.1.2. Interprétation du tableau 1.1.1.

L'interprétation des indices s'effectue comme suit : la chance (3) qu'un électeur vote nominativement pour un candidat effectif occupant la première place d'une liste plutôt que pour un autre candidat (en moyenne) est égale à 4,768. Il y a donc 4,77 fois plus de chance (par rapport à 1) qu'un vote nominatif se porte sur le premier candidat effectif plutôt que sur n'importe quel autre candidat. En termes logarithmiques, la chance se traduit par + 1,562, la moyenne étant à zéro.

Si l'on veut, par exemple, comparer l'effet de la 1^o place et celui de la 4^o place pour les candidats effectifs, il suffit de soustraire 0,195 (l'indice paramétrique relatif à la 4^o place) de 1,562 (indice relatif à la 1^o place).

On obtient ainsi un nouvel indice 1,367 dont voici la signification : la chance qu'un électeur vote nominalement en faveur du premier candidat plutôt qu'en faveur du quatrième candidat effectif, quelle que soit la liste, est égale à 3,92 (ou + 1,367). Il y a donc 3,92 fois plus

(3) Comme rapport de probabilité.

de chance qu'un vote nominal se porte sur le premier candidat effectif plutôt que sur le quatrième. Ou encore, l'effet de la « première place d'effectif » est 3,92 fois supérieure à l'effet de la « quatrième place d'effectif ».

Après l'effet de la place occupée, le modèle permet d'obtenir l'effet moyen de la liste, c'est-à-dire l'effet moyen pour l'ensemble des candidats d'une même liste.

1.2. Effet moyen de la liste (μ_k).

Les candidats des listes PS (+ 2,030), PRL (+ 1,937), PSC (+ 1,828) et Ecolo (+ 0,300) ont obtenu un nombre de voix de préférence supérieur à la moyenne, quel que soit le candidat. L'appartenance

Candidats effectifs									
	PRL	Ecolo	PCB	PSC	FDF-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
Log.	+ 1,937	+ 0,300	- 0,812	+ 1,828	- 0,026	+ 2,030	- 2,162	- 0,839	- 2,257
Chance	6,938	1,350	0,444	6,221	0,974	7,614	0,115	0,432	0,105

à l'une de ces listes constituait donc un avantage pour l'obtention de votes nominatifs. Par exemple, la chance qu'un électeur vote nominativement pour un candidat de la liste PSC plutôt que pour un candidat d'une autre liste (en moyenne) est 6,22 fois supérieure à la moyenne.

Si l'on compare deux listes, par exemple les listes PS et PWE, la chance qu'un électeur francophone vote en faveur d'un candidat de la liste PS plutôt qu'en faveur d'un candidat de la liste PWE est égale à 17,62 (4). En d'autres termes, un candidat effectif de la liste PS possédait 17,62 fois plus de chance d'obtenir une voix de préférence qu'un candidat de la liste PWE.

1.3. Effet d'interaction de la liste et de la place (α_{ik}) ou effet spécifique du candidat.

Dans le modèle log-linéaire à deux variables, la variable place et la variable liste sont les modalités qui définissent un candidat du point de vue statistique. Un candidat est donc défini par la place qu'il occupe sur

(4) Soit $e^{2,030 - (-0,839)} = e^{2,869} = 17,62$ (cf annexe).

une liste déterminée. En ce sens, l'interaction de la place et de la liste définit ce que l'on peut appeler l'effet spécifique du candidat (5).

1.3.1. Effet spécifique des candidats (effectifs) (6).

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	FDF-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
1er candidat (7)	- 0,786 (0,456)	- 0,006 (0,994)	- 0,221 (0,802)	+ 0,103 (1,108)	+ 1,337 (3,808)	- 0,752 (0,471)	- 0,360 (0,698)	+ 0,896 (2,450)	- 0,211 (0,810)
2e candidat	+ 0,386 (1,471)	- 0,137 (0,872)	- 0,215 (0,807)	+ 0,361 (1,435)	- 1,492 (0,225)	+ 0,522 (1,685)	+ 0,027 (1,027)	+ 0,780 (2,181)	- 0,233 (0,792)
3e candidat	+ 0,327 (1,387)	+ 0,441 (1,554)	+ 0,296 (1,344)	- 0,495 (0,610)	- 0,329 (0,720)	- 0,456 (0,634)	- 0,016 (0,984)	+ 0,533 (1,704)	- 0,301 (0,740)
4e candidat	+ 0,285 (1,330)	- 0,262 (0,770)	- 0,728 (0,483)	- 0,361 (0,697)	+ 0,551 (1,735)	+ 2,227 (9,272)	- 0,189 (0,828)	- 1,075 (0,341)	- 0,446 (0,640)
5e candidat	+ 0,899 (2,457)	- 0,239 (0,787)	+ 0,006 (1,006)	- 0,224 (0,799)	- 0,148 (0,862)	+ 0,443 (1,557)	- 0,202 (0,817)	+ 0,064 (1,066)	- 0,601 (0,548)
6e candidat	- 0,661 (0,516)	+ 0,715 (2,044)	+ 0,225 (1,252)	- 0,489 (0,613)	- 0,805 (0,447)	+ 0,504 (1,655)	+ 0,205 (1,228)	- 0,057 (0,945)	+ 0,363 (1,438)
7e candidat	- 0,518 (0,596)	- 0,355 (0,701)	+ 1,385 (3,995)	+ 0,802 (2,230)	- 0,278 (0,757)	+ 0,211 (1,235)	- 0,167 (0,846)	- 0,701 (0,496)	- 0,379 (0,685)
8e candidat	- 0,453 (0,636)	- 0,367 (0,693)	- 0,174 (0,840)	- 0,304 (0,738)	- 0,603 (0,547)	+ 0,832 (2,298)	+ 0,258 (1,294)	+ 0,182 (1,200)	+ 0,630 (1,878)
9e candidat	- 0,211 (0,810)	+ 0,775 (2,171)	+ 0,101 (1,106)	+ 0,438 (1,550)	- 0,555 (0,574)	- 0,351 (1,704)	+ 0,225 (1,252)	- 0,483 (0,617)	+ 0,060 (1,062)
10e candidat	- 0,476 (0,621)	- 0,060 (0,942)	- 0,664 (0,515)	- 0,096 (0,908)	+ 1,441 (4,225)	- 1,552 (0,212)	+ 0,759 (2,136)	+ 0,261 (1,298)	+ 0,387 (1,473)
11e candidat	+ 1,207 (3,343)	- 0,506 (0,603)	- 0,011 (0,989)	+ 0,264 (1,302)	+ 0,882 (2,416)	- 1,629 (0,196)	- 0,538 (0,584)	- 0,401 (0,670)	+ 0,731 (2,077)

La mesure des scores personnels des candidats effectifs, c'est-à-dire des voix nominatives obtenues, dépouillées des effets de liste et des effets de place, montre que le meilleur score intrinsèque a été réalisé par le

(5) La procédure de calcul des paramètres α_{ik} confirme cette conceptualisation.

Ainsi pour obtenir l'interaction entre les deux variables (liste et place) on compare les votes nominatifs obtenus par le candidat.

1° A la moyenne de la liste, elle-même comparée à la moyenne générale.

2° A la moyenne de la place, elle-même comparée à la moyenne générale.

3° A la moyenne générale.

En termes logarithmiques cela revient à retirer au score du candidat :

1° L'effet moyen de la liste (auquel on a retiré l'effet moyen de tous les candidats).

2° L'effet moyen de la place (auquel on a retiré l'effet moyen de tous les candidats).

3° L'effet moyen de l'ensemble des candidats.

Il reste donc après ces soustractions, l'effet personnel intrinsèque du candidat ou le score obtenu par le candidat toutes choses égales par ailleurs (effet de liste et effet de place).

Cet effet personnel du candidat est en fait, comme l'effet de place et l'effet de liste, un multiplicateur de la moyenne des voix nominatives obtenue par l'ensemble des candidats.

(6) En termes logarithmiques et en termes de chance (entre parenthèses).

(7) La liste des candidats est disponible en annexe.

candidat Happart (4^e candidat sur la liste PS) (+ 2,227). Ce n'est pas une surprise. Le score obtenu par ce candidat dans les conditions qui viennent d'être mentionnées, est 9,272 fois supérieur à celui de la moyenne des candidats placés dans la même situation, à savoir quelle que soit la liste et quelle que soit la place occupée.

Les autres effets spécifiques les plus marquants sont le fait des candidats Thiery (10^e candidat de la liste FDF-CFE, + 1,441); Bal (7^e candidat de la liste PCB, + 1,385); Spaak (1^{er} candidat de la liste FDF-CFE, + 1,337); Nols (11^e candidat de la liste PRL, + 1,207).

L'effet spécifique ou intrinsèque du candidat peut mettre en évidence des candidats ayant obtenu un nombre absolu restreint de voix de préférence. Par la prise en compte de l'effet de liste et de l'effet de la place occupée, il peut bousculer la hiérarchie réalisée à partir des chiffres absolus. A titre indicatif, 3.045 votes nominatifs s'étaient effectivement portés sur le candidat Bal (8).

Au point de vue de l'interprétation globale du tableau, un indice positif est l'indice d'un effet spécifique au candidat supérieur à la moyenne (0). Un indice négatif a la signification inverse. Les indices repris entre parenthèses sont les chances qu'un électeur vote pour un candidat plutôt que pour un autre en moyenne (soit 1), toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire étant donné l'effet de la place et l'effet de liste).

Par exemple, en tenant compte de l'effet de place et de l'effet de liste, la chance qu'un électeur vote pour le candidat Gendebien (1^{er} candidat PWE) plutôt que pour un autre candidat (en moyenne) est égale à 2,45 (ou + 0,896). Il y a donc 2,45 fois plus de chance qu'un électeur vote en faveur de ce candidat plutôt que pour n'importe quel autre candidat, toutes choses égales par ailleurs.

II. Examen détaillé des votes nominatifs obtenus par les candidats Happart et Nols.

Lors des élections européennes de 1984, les candidats Happart et Nols ont plus particulièrement retenu l'attention des commentateurs politiques en Belgique francophone. La notoriété de ces candidats conjuguée à la ponctualité de leur adhésion aux listes qu'ils intégraient, expliquent, au moins en partie, les raisons d'une telle attention. En l'occurrence, je ne ferai donc que souscrire à une situation entérinée par ailleurs.

(8) Il reste bien entendu que le score réel du candidat est mesuré par l'ensemble des effets (effet de liste, effet de place et effet spécifique du candidat).

2.1. Les votes nominatifs obtenus par le candidat Happart.

En termes logarithmiques, les 234.996 votes nominatifs obtenus par le candidat Happart se traduisent par 12,367. Ce « score » se décompose à l'aide du modèle mathématique de la façon suivante :

1° La moyenne des votes nominatifs pour l'ensemble des candidats effectifs : 7,916 (2.741).

2° L'effet principal de la liste PS : + 2,030 (7,614).

3° L'effet principal de la place (4°) : + 0,195 (1,215).

4° L'effet d'interaction de la place et de la liste : ou effet spécifique du candidat : + 2,227 (9,272).

En termes non logarithmiques, cela revient à dire que le score réalisé par le candidat Happart (234.996) est 86 fois supérieur au score moyen (9) de l'ensemble des candidats effectifs (≈ 2.741).

Il est 86 fois supérieur pour les raisons suivantes :

a) 7,61 fois supérieur parce que Happart est candidat sur la liste PS (effet de liste).

b) 1,215 fois supérieur parce que Happart occupe la 4° position (effet de place).

c) 9,27 fois supérieur parce que Happart est candidat sur la liste PS et occupe la 4° place, c'est-à-dire parce qu'il s'agit spécifiquement du candidat Happart (effet d'interaction de la liste et de la place ou effet spécifique du candidat).

$$7,61 \times 1,215 \times 9,27 = 86 \quad (10)$$

En d'autres termes, les indices paramétriques sont des *multiplicateurs* du nombre moyen de votes nominatifs pour l'ensemble des candidats effectifs.

L'effet multiplicateur de la liste est 7,61.

L'effet multiplicateur de la place est 1,215.

L'effet multiplicateur du candidat est 9,27.

(9) Il s'agit de la moyenne géométrique.

(10) $2.741 \times 7,61 \times 1,215 \times 9,27 = 234.936$. L'erreur de 60 voix provient de ce que la moyenne est arrondie à l'unité supérieure et les multiplicateurs fixés à 2 ou 3 décimales.

2.2. Traduction des effets en voix et en pourcentage.

Posons les inconnues X, Y et Z comme étant le nombre de voix dû respectivement à l'effet spécifique du candidat, à l'effet de liste et à l'effet de place (11).

$$\text{On a donc : } X + Y + Z = 234.996$$

Sachant que l'effet multiplicateur du candidat est 1,22 fois (12) supérieur à l'effet multiplicateur de la liste et que ce dernier est lui-même 6,27 fois supérieur à l'effet de place, on a aussi :

$x = 1,22 Y$ Les coefficients des inconnues sont donnés par les
 $Y = 6,27 Z$ rapports entre multiplicateurs.

La résolution du système d'équations donne :

$Z = 15.777$ nombre de voix nominatives lié à l'effet de place.
 $Y = 98.848$ nombre de voix nominatives lié à l'effet de liste.
 $X = 120.371$ nombre de voix nominatives lié à l'effet spécifique du candidat.

En pourcentage, $Z = 6,71 \%$; $Y = 42,06 \%$; $X = 51,23 \%$ (13). Il apparaît ainsi que sur les 234.996 voix de préférence obtenues par le candidat Happart, 120.371 voix, soit 51,23 %, sont « dues » à l'effet personnel de ce candidat, 98.848 soit 42,06 % sont « dues » à l'effet de liste et 15.777, soit 6,71 %, sont « dues » à la place occupée sur la liste.

2.3. Les votes nominatifs obtenus par le candidat Nols.

Le candidat Nols, 11^e candidat effectif sur la liste PRL a obtenu 92.969 voix de préférence, soit en termes logarithmiques 11.440. Ce résultat se décompose comme suit :

1° La moyenne des votes nominatifs pour l'ensemble des candidats effectifs 2.741 (7,916).

2° L'effet principal de la liste PRL : + 1,937 (6,94).

3° L'effet principal de la place (11^e) : + 0,379 (1,46).

(11) La moyenne générale étant commune à tous les candidats, les rapports entre multiplicateurs ne se modifient pas si on ne la prend pas en considération. Dans le cas présent on peut aussi multiplier les multiplicateurs par la racine cubique de la moyenne sans modifier les proportions.

(12) Soit 9,27 / 7,61.

(13) On peut obtenir directement les résultats en pourcentages en posant $X + Y + Z = 100$.

4° L'effet d'interaction de la place et de la liste qui définit l'effet spécifique du candidat : + 1,207 (3,34).

Le résultat obtenu par le candidat Nols (91.969) est donc 34 fois supérieur au score moyen de l'ensemble des candidats effectifs (≈ 2.741).

Il est 34 fois supérieur parce qu'il est :

- a) 6,94 fois supérieur en raison de l'effet de liste.
- b) 1,46 fois supérieur en raison de l'effet de place.
- c) 3,34 fois supérieur en raison de l'effet d'interaction de la place et de la liste, c'est-à-dire en raison de l'effet spécifique au candidat.

En termes de voix, cela signifie que :

- 11.566 votes nominatifs sont liés à l'effet de place, soit 12,44 % ;
- 54.931 votes nominatifs sont liés à l'effet de liste, soit 59,09 % ;
- 26.472 votes nominatifs sont spécifiquement liés au candidat, soit 28,47 %.

En conclusion, les situations « électorales » des candidats Nols et Happart apparaissent comme étant fondamentalement différentes. En effet, même si la prudence s'impose au niveau du commentaire, le candidat Happart doit la majorité des voix nominatives obtenues à sa propre notoriété plutôt qu'à sa présence sur la liste du parti socialiste ou à la position qu'il occupait sur cette liste.

Au contraire, le candidat Nols semble redevable de la majorité des voix de préférence qu'il obtient à sa présence sur la liste du parti réformateur libéral.

Il est possible d'exprimer la même idée différemment en disant que le minimum de votes nominatifs récoltés par le candidat Happart eût été de l'ordre de 120.000 voix, quelle que soit la liste sur laquelle il se présentait et quelle que soit la place occupée sur la liste. Placé dans la même situation, le candidat Nols aurait, quant à lui, obtenu un minimum de 26.500 voix.

III. Mesure en termes de voix et de pourcentage de l'effet personnel du candidat, de l'effet de liste et de l'effet de place pour l'ensemble des candidats effectifs.

3.1. Présentation des résultats.

Collège francophone. Nombre absolu de voix de préférence (rappel).

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	DFD-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
1	41.311	17.524	4.651	90.096	48.445	46.885	1.048	13.832	1.107
2	40.529	4.671	1.422	35.438	870	50.902	469	3.742	329
3	39.022	8.507	2.421	15.380	2.842	19.561	459	2.988	314
4	30.722	3.455	714	14.434	5.627	234.996	317	491	223
5	37.726	2.351	989	11.011	1.860	26.239	208	1.020	127
6	6.600	5.081	1.024	7.031	802	23.213	260	752	277
7	7.096	1.623	3.045	23.817	1.266	16.138	167	368	123
8	5.569	1.180	471	5.798	673	22.090	188	655	248
9	8.851	4.614	774	15.195	881	8.442	227	420	175
10	7.244	2.135	384	9.498	6.918	2.709	413	943	259
11	92.969	3.258	1.759	32.450	9.431	5.980	269	1.160	871

3.1.1. Effet spécifique du candidat (en voix).

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	DFD-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
1	1.548	2.449	620	8.255	19.315	1.720	131	4.429	158
2	6.048	1.110	425	5.585	74	7.983	186	2.010	111
3	5.519	3.016	996	1.128	644	1.274	175	1.408	100
4	4.308	797	161	1.237	2.488	120.371	122	84	73
5	9.086	629	441	1.124	607	4.095	98	472	48
6	419	2.555	542	574	171	3.865	158	347	180
7	518	425	2.402	5.851	407	2.103	89	117	59
8	441	327	227	577	186	4.894	130	376	191
9	861	2.446	403	2.821	238	668	146	160	107
10	551	692	126	1.114	5.028	68	308	522	174
11	26.472	575	601	4.703	4.697	127	73	303	497

*Collège francophone.*3.1.2. *Effet de liste (en voix).*

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	FDF-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
1	23.566	3.326	343	46.331	4.942	27.773	22	781	20
2	28.527	1.718	234	24.218	320	36.063	21	398	15
3	27.613	2.619	329	11.513	872	15.311	20	357	14
4	22.477	1.399	148	11.040	1.397	98.847	17	107	12
5	25.655	1.078	195	8.751	685	20.021	14	191	9
6	5.635	1.687	192	5.827	373	17.779	15	159	13
7	6.033	818	267	16.323	523	12.968	12	102	9
8	4.809	636	120	4.861	331	16.215	12	135	11
9	7.378	1.521	162	11.327	404	7.228	13	112	11
10	6.150	992	108	7.631	1.160	2.444	17	174	12
11	54.931	1.288	270	22.471	1.894	4.911	14	196	25

3.1.3. *Effet de place (en voix).*

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	FDF-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
1	16.197	11.749	3.688	35.510	24.188	17.393	895	8.621	929
2	5.953	1.843	763	5.635	476	6.857	262	1.334	203
3	5.890	2.872	1.096	2.739	1.325	2.976	263	1.223	200
4	3.937	1.259	405	2.157	1.742	15.777	179	300	138
5	2.985	645	354	1.136	568	2.123	97	357	70
6	546	839	290	629	257	1.568	87	247	84
7	545	380	376	1.643	336	1.067	66	148	54
8	319	217	124	360	156	981	46	144	47
9	611	647	209	1.046	238	546	67	149	58
10	544	451	150	752	730	197	88	247	73
11	11.566	1.394	888	5.276	2.840	942	182	661	349

*Collège francophone.**Candidats effectifs.*

3.1.4. *Effet spécifique du candidat (en % du total des voix obtenues par le candidat).*

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	FDF-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
1	3,75	13,98	13,33	9,16	39,87	3,67	12,50	32,02	14,25
2	14,92	23,76	29,89	15,76	8,50	15,68	39,66	53,71	33,79
3	14,14	35,45	41,14	7,33	22,67	6,52	38,16	47,12	31,84
4	14,02	23,08	22,54	8,57	44,21	51,22	38,36	17,16	32,66
5	24,08	26,74	44,57	10,21	32,62	15,61	46,97	46,24	37,55
6	6,35	50,28	52,89	8,17	21,36	16,65	60,94	46,11	64,93
7	7,30	26,19	78,87	24,57	32,12	13,03	53,30	31,91	48,36
8	7,91	27,68	48,16	9,94	27,60	22,15	69,21	57,33	76,86
9	9,73	53,00	52,06	18,57	27,04	7,92	64,48	37,99	60,98
10	7,60	32,42	32,75	11,73	72,69	2,51	74,57	55,39	67,23
11	28,47	17,66	34,18	14,49	49,80	2,12	27,04	26,13	57,02

3.1.5. *Effet de liste (en % du total des voix obtenues par le candidat).*

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	FDF-CFE	PS	POS-LRT	PWE	PTB
1	57,05	18,98	7,38	51,42	10,20	59,24	2,06	5,65	1,84
2	70,39	36,79	16,45	68,34	36,81	70,85	4,44	10,64	4,46
3	70,76	30,79	13,58	74,86	30,70	78,27	4,46	11,95	4,50
4	73,16	40,48	20,73	76,49	24,83	42,06	5,33	21,73	5,34
5	68,00	45,84	19,67	79,48	36,85	76,30	6,62	18,74	7,17
6	85,38	33,20	18,75	82,88	46,55	76,59	5,71	21,10	4,73
7	85,02	50,42	8,77	68,54	41,32	80,36	7,25	27,80	7,39
8	86,35	53,92	25,44	83,85	49,15	73,41	6,15	20,65	4,28
9	83,36	32,96	20,89	74,55	45,89	85,62	5,93	26,61	6,01
10	84,89	46,47	28,24	80,35	16,76	90,22	4,02	18,44	4,78
11	59,09	39,54	15,34	69,25	20,09	82,13	5,33	16,86	2,87

3.1.6. Effet de place (en % du total des voix obtenues par le candidat).

	PRL	Ecolo	PCB	PSC	FDF-CFE	PS	POS-LIT	PWE	PTB
1	39,21	67,04	79,29	39,41	49,93	37,10	85,44	62,33	83,91
2	14,69	39,45	53,65	15,90	54,69	13,47	55,89	35,65	61,75
3	15,09	33,76	45,28	17,81	46,63	15,21	57,38	40,93	63,66
4	12,82	36,44	56,73	14,94	30,97	6,71	56,31	61,11	62,00
5	7,91	27,42	35,77	10,31	30,53	8,09	46,41	35,02	55,29
6	8,27	16,52	28,36	8,95	32,09	6,76	33,34	32,79	30,34
7	7,67	23,39	12,36	6,90	26,56	6,61	39,45	40,29	44,24
8	5,73	18,40	26,40	6,21	23,24	4,44	24,63	22,02	18,86
9	6,90	14,03	27,04	6,86	27,07	6,46	29,59	35,39	33,00
10	7,50	21,11	39,01	7,92	10,55	7,27	21,41	26,17	28,00
11	12,44	42,79	50,48	16,26	30,11	15,76	67,64	57,01	40,10

3.2. Présentation des résultats.

Collège néerlandophone. Nombre absolu de voix de préférence (rappel).

	CVP	VU	KPB	Agalev	PVV	SP	V. BI.	PVDA	SAP-RAL
1	101.384	44.524	3.620	23.126	94.496	496.063	13.334	8.135	1.361
2	77.293	53.731	409	2.770	13.968	15.126	962	451	330
3	45.296	14.387	728	6.339	14.519	14.860	801	410	330
4	59.132	44.610	407	1.841	5.251	23.184	1.220	352	159
5	80.900	11.455	336	6.002	9.215	8.562	934	313	268
6	22.469	4.509	223	1.600	7.474	2.998	540	291	189
7	27.682	7.902	448	2.440	8.617	2.735	847	600	282
8	20.126	9.746	999	1.767	10.627	4.587	915	579	192
9	16.678	3.966	238	2.322	4.559	7.150	651	212	227
10	13.129	3.967	289	1.141	4.365	2.893	358	552	174
11	4.510	5.489	260	144	3.733	1.413	732	262	254
12	8.750	29.675	230	2.113	8.422	3.540	766	334	260
13	17.354	33.037	347	3.901	20.118	4.177	1.382	436	1.023

*Collège néerlandophone.**3.2.1. Effet spécifique du candidat (en voix).*

	CVP	VU	KPB	Agelev	PVV	SP	V. BI.	PVDA	SAP-RAL
1	2.001	1.013	300	2.030	6.640	173.262	1.671	1.262	64
2	10.909	15.108	113	667	2.116	3.400	249	124	104
3	4.309	1.486	321	2.860	2.470	3.567	201	117	115
4	8.337	13.474	152	433	436	8.759	493	111	41
5	15.363	1.194	117	3.096	1.318	1.633	334	96	105
6	2.686	408	123	696	1.735	476	271	171	117
7	2.755	801	246	983	1.568	268	386	356	152
8	1.377	1.095	700	533	2.115	648	402	317	78
9	1.457	304	130	1.186	677	2.136	345	103	145
10	1.094	363	193	452	740	505	161	426	114
11	200	954	202	17	784	193	549	197	215
12	338	9.770	102	874	1.701	500	371	169	151
13	718	7.324	103	1.397	4.726	367	542	141	667

3.2.2. Effet de liste (en voix).

	CVP	VU	KPB	Agelev	PVV	SP	V. BI.	PVDA	SAP-RAL
1	52.185	15.709	59	1.934	25.546	78.809	463	135	16
2	58.180	30.271	31	827	8.587	7.908	149	37	17
3	36.259	10.279	46	1.433	8.915	7.808	134	36	17
4	45.723	25.583	33	636	3.706	10.455	183	34	11
5	59.219	8.489	29	1.340	6.133	5.076	156	32	16
6	18.774	3.711	23	569	5.013	2.130	110	30	13
7	23.094	6.146	35	779	5.806	1.940	148	45	16
8	17.260	7.401	48	634	6.905	3.041	155	46	13
9	14.408	3.298	24	702	3.369	4.203	122	26	14
10	11.493	3.299	25	455	3.216	2.056	87	35	12
11	4.175	4.267	20	94	2.714	1.099	98	23	10
12	7.864	17.517	24	702	5.658	2.455	138	34	15
13	14.820	20.740	29	1.069	11.569	2.684	196	38	30

*Collège néerlandophone.**3.2.3. Effet de place (en voix).*

	CVP	VU	KPB	Agelev	PVV	SP	V. BI.	PVDA	SAP-RAL
1	47.198	27.802	3.261	19.162	62.309	243.992	11.200	6.738	1.281
2	8.204	8.352	265	1.277	3.265	3.817	563	290	209
3	4.728	2.622	361	2.046	3.135	3.485	466	257	198
4	5.072	5.553	222	772	1.109	3.970	544	207	107
5	6.317	1.772	190	1.566	1.764	1.853	444	185	148
6	1.009	390	77	335	726	392	158	90	59
7	1.833	955	167	678	1.243	527	314	199	113
8	1.490	1.250	251	600	1.607	898	358	217	101
9	813	364	84	434	512	812	184	82	68
10	542	304	71	235	409	332	110	91	48
11	134	269	39	33	235	121	85	41	29
12	548	2.389	104	536	1.063	586	257	131	94
13	1.816	4.973	215	1.435	3.823	1.126	644	257	326

3.2.4. Effet spécifique du candidat (en % du total des voix obtenues par le candidat).

	CVP	VU	KPB	Agelev	PVV	SP	V. BI.	PVDA	SAP-RAL
1	1,97	2,27	8,28	8,78	7,03	34,93	12,53	15,51	4,70
2	14,11	28,12	27,66	24,07	15,15	22,48	25,93	27,45	31,57
3	9,51	10,33	44,12	45,12	17,01	24,00	25,10	28,50	34,91
4	14,10	30,20	37,42	23,52	8,31	37,78	40,43	31,64	26,04
5	18,99	10,42	34,69	51,58	14,30	19,07	35,75	30,68	39,00
6	11,96	9,05	55,12	43,50	23,22	15,89	50,25	58,66	61,88
7	9,95	10,14	55,01	43,30	18,20	9,80	45,55	59,34	54,04
8	6,84	11,23	70,04	30,17	19,90	14,12	43,96	54,73	40,62
9	8,74	7,66	54,59	51,09	14,86	29,87	52,97	48,69	64,07
10	8,34	9,16	66,66	39,57	16,96	17,47	45,11	77,13	65,43
11	4,44	17,37	77,53	11,96	20,99	13,69	74,97	75,29	84,49
12	3,86	32,92	44,30	41,38	20,20	14,12	48,45	50,67	58,03
13	4,14	22,17	29,73	35,82	23,49	8,78	39,23	32,26	65,19

*Collège néerlandophone.*3.2.5. *Effet de liste* (en % du total des voix obtenues par le candidat).

	CVP	VU	KPB	Agelev	PVV	SP	V. BI.	PVDA	SAP-RAL
1	51,47	35,28	1,64	8,36	27,03	15,89	3,47	1,66	1,18
2	75,27	56,34	7,57	29,84	61,47	52,28	15,52	8,28	5,11
3	80,05	71,45	6,27	22,60	61,40	52,54	16,69	8,74	5,23
4	77,32	57,35	8,09	34,52	70,58	45,10	15,01	9,62	6,89
5	73,20	74,11	8,74	22,33	56,55	59,28	16,67	10,09	5,88
6	83,56	82,30	10,53	35,57	67,07	71,04	20,41	10,45	6,67
7	83,43	77,79	7,73	31,93	67,38	70,93	17,43	7,57	5,77
8	85,76	75,94	4,80	35,89	64,97	66,29	16,93	7,87	6,92
9	86,39	83,16	10,27	30,23	73,90	58,78	18,74	12,50	6,03
10	87,54	83,16	8,63	39,84	73,67	71,06	24,27	6,36	6,72
11	92,58	77,73	7,61	65,10	72,70	77,75	13,45	8,92	4,06
12	89,88	59,03	10,65	33,24	67,18	69,34	18,00	10,20	5,90
13	85,40	62,78	8,33	27,40	57,51	64,26	14,20	8,75	2,96

3.2.6. *Effet de place* (en % du total des voix obtenues par le candidat).

	CVP	VU	KPB	Agelev	PVV	SP	V. BI.	PVDA	SAP-RAL
1	46,55	62,44	90,08	82,85	65,94	49,19	83,97	82,83	94,11
2	10,61	15,54	64,77	46,10	23,38	25,24	58,55	64,27	63,32
3	10,44	18,23	49,61	32,28	21,59	23,45	58,21	62,76	59,86
4	8,58	12,45	54,49	41,96	21,11	17,12	44,56	58,74	67,08
5	7,81	15,47	56,58	26,09	19,15	21,65	47,58	59,23	55,12
6	4,49	8,65	34,35	20,93	9,72	13,06	29,34	30,89	31,45
7	6,62	12,08	37,26	27,77	14,42	19,27	37,02	33,09	40,19
8	7,40	12,83	25,16	33,94	15,12	19,59	39,11	37,40	52,46
9	4,87	9,18	35,15	16,68	11,24	11,35	28,29	38,81	29,89
10	4,13	7,67	24,71	20,59	9,37	11,47	30,62	16,51	27,84
11	2,98	4,89	14,86	22,94	6,31	8,56	11,58	15,79	11,46
12	6,26	8,05	45,05	25,38	12,62	16,54	33,56	39,13	36,08
13	10,46	15,05	61,94	36,78	19,00	26,95	46,56	58,99	31,85

3.3. Modalités d'interprétation des résultats.

La procédure mise en place pour mesurer l'effet de liste, l'effet de place et l'effet personnel des candidats en termes de voix ou de pourcentages supprime les relations nécessaires (statistiques) qui existaient entre les catégories du modèle log-linéaire. Les comparaisons que l'on peut faire entre les candidats ne sont donc plus que des comparaisons de degré, sans référence à l'ensemble qui englobe les variables. En d'autres termes, les divers effets sont particularisés par référence soit au score global obtenu par le candidat, soit par rapport à 100.

La procédure ayant été explicitée et illustrée à partir des exemples des candidats Happort et Nols et la lecture des mesures relatives aux différents candidats ne posant pas de problèmes particuliers, je laisserai au lecteur le soin d'apprécier les performances individuelles de chaque candidat.

L'une ou l'autre précision peut toutefois être apportée en ce qui concerne l'interprétation des « effets ».

La notoriété d'un candidat est définie par le total des votes nominatifs qu'il recueille. La décomposition du score global du candidat montre dans quelle mesure et dans quelle proportion les voix récoltées sont :

1. Fonction du parti ou de la liste que le candidat « représente » (effet de liste).
2. Fonction de la place occupée par le candidat sur la liste (effet de place).
3. Fonction « d'éléments » qui ne sont ni la liste, ni la place occupée (effet spécifique du candidat).

L'effet de liste et l'effet de place peuvent légitimement s'entendre comme « un apport » de voix de la liste au candidat tandis que l'effet personnel du candidat doit plutôt être tenu pour l'apport de voix du candidat à liste. On peut dès lors considérer que les mesures dont il a été fait état, répondent à la question soulevée par le *CRISP* dans son courrier hebdomadaire n^{os} 1057-1058, de novembre 1984 : « dans quelle proportion les voix de préférence des candidats sont-elles *apportées* ou *prises* à la liste ? » (14) et peuvent être interprétées en ce sens.

(14) J. GERARD-LIBOIS, M. JULIN et X. MABILLE, Elections européennes en Belgique : géographie des votes de préférence, *CRISP, Courrier Hebdomadaire 1057-1058*, 9 novembre 1984, p. 31.

Cette interprétation appelle toutefois une réserve. Produit d'une approche formelle du phénomène étudié, les résultats sont relatifs, notamment au nombre de variables et de paramètres utilisés. Rien ne dit que les mesures ne pourraient être précisées, affinées par la prise en compte d'autres variables : votes de listes, circonscriptions électorales (15), etc. Il s'agit là d'un problème à la fois logique et méthodologique non résolu qui recommande la prudence dans l'interprétation.

En conclusion, il est donc préférable d'interpréter les résultats comme des indications précises en la matière plutôt que de les tenir pour définitifs et invariants, ainsi que la formalisation de la procédure pourrait le donner à croire (16)*.

Summary : The European elections of 1984 in Belgium : a loglinear analysis of the preferential votes.

This article has two goals : 1° to illustrate certain methods which are completely new in their application and ; 2° to communicate and analyse the results obtained by these methods.

The first part of this study concerns the application of a mathematical model to the nominal votes in the French-speaking electoral college for the European elections of June 1984. The statistical categories of the log linear model, logically translated, permit to isolate and to measure the effects of list, position, and personality of each candidate.

The second part of the article studies in more detail the results for the candidates Happart and Nols. This provides the occasion to introduce and to illustrate a method which permits the measurement of the nature of the performance of each candidate in terms of votes and percentages.

The application of this method to the totality of French — and Flemisch — speaking candidates, with an interpretation of the significance of the measures (relative importance of the list and of the candidate), forms the last part of this study.

(15) Cf *Ibidem*.

(16) Faute de place, je n'ai pu apporter dans le cadre de cet article les nuances et la critique plus qualitative que le propos justifiait. De même je n'ai pu communiquer les mesures obtenues pour les candidats suppléants. Ces dernières seront toutefois à la disposition des personnes intéressées, dans un livre publié prochainement.

* *Erratum*, p. 156, tableau 3.2.6. : pour la neuvième place d'Agalev, lire 18,68 % au lieu de 16,68 %.

ANNEXE I

Candidats effectifs aux élections européennes du 17 juin 1984

Collège francophone

	<i>PRL</i>	<i>Ecolo</i>	<i>PCB</i>	<i>PSC</i>	<i>FDF-CFE</i>	<i>PS</i>	<i>POS-LRT</i>	<i>PWE</i>	<i>PTB</i>
1	Toussaint	Roelants du Vivier	Beauvois	Deprez	Spaak	Glinne	Tondeur	Gendebien	Dor
2	Beyer	Hannequart	Herscovici	Herman	Scheurs	Lizin	Dekoninck	Massart	Thirionet
3	Detaille	Corombelle	Levaux	Goor	Outers	Dury	Henry	Mordant	Collon
4	Monfils	Labaye	Vrand	Poncolet	Marchal	Happart	Nelisse	Lipsin	Brouckaert
5	Mayence	Desrumaux	Fedrigo	Leonard	Risopoulos	Remacie	De Spiegeleer	Genicot	Moerenhout
6	Pierard	Somville	Pettinger	Cahay	Schippers	Urbain	Malgre	Toussaint	Dehaes
7	Evers	Karkan	Bal	Dalem	Martou	Delizée	Jooskens	Normaln	Mommerency
8	Frippiat	Louys	Bajura	Dumont	Maingain	Delhaye	Brose	Thiry	Bernard
9	Houssa	Mathieu	Martin	Detremmerie	Van Damme	Gondry	Van de Maele	Cohard	Plasman
10	Rotthier	Decroupette	Favarin	Gehlen	Thiery	Eicher	Leclercq	Boulangier	Michels
11	Nols	Linet	Couteau	Mainil	Desir	Dejardin	Mandel	Duvieusart	Martens

ANNEXE I (bis)
 Candidats effectifs aux élections européennes du 17 juin 1984
 Collège néerlandophone

	<i>CVP</i>	<i>VU</i>	<i>KPB</i>	<i>AGALEV</i>	<i>PVV</i>	<i>SP</i>	<i>VBL</i>	<i>PVDA</i>	<i>SAP-RAL</i>
1	Crouw	Vandemeulebroecke	Turf	Staes	De Gucht	Van Miert	Dillen	Merckx	Dequeecker
2	De Backer	Kuijpers	Brabans	Van Durme	De Winter	Vernimmen	Van Linter	Dhont	Otte
3	Marck	Maes	De Geyter	Desmet	Leduc	Van Hemeldonck	Raës	Vander Velpen	Colle
4	Chanterle	Gabriels	De Simone	Leysen	Gantman	Uilburghs	Tratsaert	Vanhulle	Steenhaut
5	Van Rompuy	Van Grembergen	Delmotte	Ulens	Christiaens	Mommerency	Heus	Doumen	Vandamme
6	Lenaerts	Lernout	Delrue	Pletinckx	Van Gucht	Van Spaandonck	De Lobel	Ooms	Markey
7	Helsen	Vervaet	De Witte	Lauwers	Van Aperen	Demeester	Stassen	Van Damme	De Leeuw
8	Uyttersprot	Luyten	De Clerck	Pieters	Browaeyts	Maddelein	Janssens	De Witte	De Ley
9	Mortier	Vermeersch	Van Sande	Van Dongen	Van de Velde	Jorissen	Vandamme	Eligius	Van Hoorde
10	D'Udekem d'Acroz	Roets	Hoernaert	Lozle	Vandermarliere	Vanlerberghe	Denhaerynck	Van Acoleyen	Rijmenans
11	Van Winckel	Caudron	Caudron	Vanmuyssen	De Groot	Brabants	De Croote	Bruynseels	Mees
12	Vandebosch	Schiltz	Goyvaerts	Goegebeur	Vandermeulen	Bultinck	Wouters	Braeckman	Torfs
13	Goekint	Anciaux	Debrouwere	Janssens	Bril	Geeraerts	Wymeersch	Goemare	De Hert

ANNEXE II

Tests statistiques

Tableaux se rapportant aux candidats effectifs : $X^2 = 626,207$ avec 80 DL.

Signification des sigles des listes.

PRL	Parti réformateur libéral.
Ecolo-v	Ecologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales — Vert.
PCB	Parti communiste de Belgique.
PSC	Parti social chrétien.
FDF-CFE	Front démocratique des francophones — Communauté française européenne.
PS	Parti socialiste.
POS-LRT	Parti ouvrier socialiste — Ligue révolutionnaire des travailleurs.
PWE	Présence wallonne en Europe.
PTB	Parti du travail de Belgique.

ANNEXE II (bis)

Tests statistiques

Tableaux se rapportant aux candidats effectifs : $X^2 = 777,626$ avec 96 DL.

Signification des sigles des listes.

CVP-EVP	Christelijke Volkspartij — Europese Volkspartij.
VU-EVA	Volksunie — Europese Vrije Alliantie.
KPB	Kommunistische Partij van België.
Agalev	Anders gaan Leven.
PVV-ELD	Partij voor vrijheid en vooruitgang — Europese Liberaal Democraten.
SP	Socialistische Partij.
VBL	Vlaams Blok.
PVDA	Partij van de Arbeid.
SAR-RAL	Socialistische Arbeidspartij — Revolutionaire Arbeidsliga.

ANNEXE III

Le modèle log-linéaire

Un modèle mathématique est constitué d'une ou plusieurs équations qui décrivent comment les paramètres de la distribution d'une variable dépendante varient lorsque la ou les variable(s) indépendante(s) change(nt).

Si i est l'indice des valeurs (ou catégories) de la variable indépendante et si 1 et 2 sont les indices des valeurs de la variable dépendante, le modèle qui va être utilisé se fonde sur le rapport P_{i1}/P_{i2} qui est un rapport de probabilités de 2 événements.

Ce rapport des probabilités des 2 événements définit la chance qu'un événement plutôt qu'un autre se produise*.

Pour des raisons de symétrie et de facilités d'extension ultérieures du modèle, notamment**, le modèle est mis sous forme logarithmique et est basé sur la transformation suivante des probabilités :

$$\log \left(\frac{P_{i1}}{P_{i2}} \right) = \log \left(\frac{P_{i1}}{1 - P_{i1}} \right)$$

Il s'agit du modèle logistique qui est un modèle multiplicatif.

En général

$$\log \left(\frac{P_{i1}}{P_{i2}} \right) = \log \left(\frac{n_{11} / n_{i1}}{n_{12} / n_{i1}} \right) = \log \left(\frac{n_{11}}{n_{12}} \right)$$

A. Le modèle logistique simple pour 2 variables dichotomiques est :

$$\begin{aligned} 1/2^{***} \log \left(\frac{P_{i1}}{1 - P_{i1}} \right) &= \mu + \alpha_i \quad i = 1, 2 \\ \sum_{i=1}^2 \alpha_i &= 0 \end{aligned}$$

Le rapport de probabilité (ou chance) est décomposé en un produit de 2 facteurs. Le premier facteur (μ) est la moyenne, le second facteur (α_i) est l'écart à la moyenne, c'est-à-dire la part spécifique de la variable indépendante.

On peut résoudre le modèle pour obtenir de nouveaux paramètres.

* Ainsi dans les courses hippiques, la chance ou la cote d'un cheval est par exemple égale à 3 contre 1. Le rapport entre la probabilité de gagner et la probabilité de perdre est égal à 3/1, de sorte que la probabilité de victoire est de 3/4.

** Cf J.-K. LINDSEY, Cours de statistique, Ulg. Ronéo, pp. 11 et 12.

*** Le facteur 1/2 sera justifié par la suite.

$$\mu = 1/4 \left[\log \left(\frac{P_{11}}{1 - P_{11}} \right) + \log \left(\frac{P_{21}}{1 - P_{21}} \right) \right]$$

$$\alpha_1 = 1/4 \left[\log \left(\frac{P_{11}}{1 - P_{11}} \right) - \log \left(\frac{P_{21}}{1 - P_{21}} \right) \right] = -\alpha_2$$

Les valeurs des paramètres peuvent être calculées directement à partir des fréquences.

$$\mu = 1/4 \log \frac{n_{11} - n_{12}}{n_{12} \quad n_{22}}$$

$$\alpha_1 = 1/4 \log \frac{n_{11} \quad n_{22}}{n_{11} \quad n_{22}} = -\alpha_2$$

B. Le modèle peut être facilement étendu au cas où la variable indépendante a plus de 2 catégories ou valeurs :

$$1/2 \log \left(\frac{P_{i1}}{1 - P_{i1}} \right) = \mu + \alpha_i \quad i = 1, 2, \dots, I$$

$$\sum_{i=1}^I \alpha_i = 0$$

S'il y a un nombre de catégories I, il y a un nombre I de valeurs pour i qui ont une somme égale à zéro. Il y aura un nombre d'équations I qui peuvent être résolues.

C. Si la variable dépendante a plus de 2 valeurs, les changements sont alors étudiés dans la distribution multinomiale d'une variable (et non plus dans la distribution binomiale). Plusieurs comparaisons sont désormais possibles.

Par exemple, avec 3 valeurs, on peut comparer :

$$\frac{P_{i1}}{P_{i2}}, \frac{P_{i1}}{P_{i3}}, \frac{P_{i2}}{P_{i3}}$$

Le nombre des comparaisons possibles augmente rapidement avec le nombre de catégories.

Aussi, pour faciliter les comparaisons, on compare toutes les probabilités à une valeur commune, une moyenne. Puisque le modèle est multiplicatif, on utilise une moyenne obtenue par multiplication et non par addition. Il s'agit de la moyenne géométrique, désignée par \bar{P}_i pour la ième catégorie de la variable indépendante.

En général $P_i = \prod_{k=1}^K P_{ik}^{1/K}$ k étant l'étiquette des valeurs (de catégories) de la variable dépendante.

En termes logarithmiques, on a :

$$\log P_i = \frac{1}{K} \sum_{k=1}^K \log P_{ik} = \frac{1}{K} \sum_{k=1}^K \log P_{ik}^*$$

c'est-à-dire la moyenne arithmétique des logarithmes des probabilités, souvent plus faciles à calculer.

A présent, toutes les comparaisons s'effectuent par rapport à cette moyenne géométrique.

$$\frac{P_{i1}}{P_i}, \frac{P_{i2}}{P_i}, \frac{P_{i3}}{P_i}$$

La soustraction des logarithmes donne le logarithme de la chance (cote) :

$$\log \left(\frac{P_{i1}}{P_i} \right) - \log \left(\frac{P_{i2}}{P_i} \right) = \log \left(\frac{P_{i1}}{P_{i2}} \right)$$

Le modèle étendu devient :

$$\log \left(\frac{P_{ik}}{P_i} \right) = \mu_k + \alpha_{ik}$$

$$\sum_{k=1}^K \mu_k = 0; \quad \sum_{k=1}^K \alpha_{ik} = 0; \quad \sum_{i=1}^I \alpha_{ik} = 0$$

C. Il existe une deuxième interprétation du modèle logistique, le modèle linéaire.

Dans ce cas, on ne privilégie pas une variable (dépendante) par rapport aux autres.

On analyse plutôt l'association entre les variables.

* Quant $K = 2$, $\log P_i = 1/2 (\log P_{i1} + \log P_{i2})$ (1) = $\log (P_{i1} P_{i2})^{1/2}$

$P_i = \sqrt{P_{i1} P_{i2}}$

Le facteur 1/2 dans le modèle logistique dérive de (1).

On a le modèle suivant :

$$\log \left(\frac{P_{ik}}{\dot{P}} \right) = \mu_k + \theta_i + \alpha_{ik}$$

avec
$$\sum_{i=1}^I \theta_i = 0$$

Cette interprétation est celle utilisée en l'occurrence pour l'analyse des voix de préférence.



...the ... of the ...

...the ... of the ...

Doctorats en science politique
ou concernant la politique,
présentés aux universités belges

Durant l'année académique 1982-1983*

ALEN, A., Rechter en bestuur in het Belgisch publiekrecht. De grondslagen van de rechterlijke wettigheidscontrole. *Katholieke Universiteit Leuven*.

ANWULUORAH, C.M., The influence of the cognitive representation of the space, processes, and products of development on decision making in the developing countries. *Université Catholique de Louvain*.

ARON, P., Littérature et socialisme. Les œuvres de Georges Eekhoud et d'Emile Verhaeren dans l'expérience belge de l'art social (1880-1914). *Université Libre de Bruxelles*.

BEKE, D., Algerije. Politieke instellingen, administratie en administratief recht (1962-1982). Een politieke, juridische en systeemanalytische benadering. *Rijksuniversiteit Gent*.

BOLCA, M., Le contrôle des entreprises publiques en Belgique et en Turquie. *Université de Liège*.

CHERIF, M., Planification sectorielle et politique énergétique en Belgique. Modélisation dans un contexte d'équilibre général. *Université Libre de Bruxelles*.

CHIDIAC, M.-J., Evolution des Etats multicommunautaires à la lumière de deux exemples : le Liban et la Belgique. *Université de Liège*.

* Extrait du Répertoire des thèses de doctorat 1982-1983 du Prof. L. Delatte, édité par le Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles, 1984, 224 pages. Suite des listes 1975-1976 (*Res Publica*, 1977, n° 4, pp. 685-686), 1976-1977 (*Res Publica*, 1978, n° 4, pp. 693-694), 1977-1978 (*Res Publica*, 1980, n° 4, pp. 663-664), 1978-1979 (*Res Publica*, 1981, n° 4, pp. 569-570), 1979-1980 (*Res Publica*, 1983, n° 1, pp. 115-118), 1980-1981 et 1981-1982 (*Res Publica*, 1984, n° 2, pp. 279-284).

- CLEMENS, E., Le même entre démocratie et philosophie. *Université Catholique de Louvain*.
- COLINET, C., La protection constitutionnelle du droit de propriété dans les Etats membres des Communautés Européennes. Eléments pour la détermination d'une garantie communautaire de propriété. *Université de Liège*.
- COPPIETERS, P., De regionale dimensie van de tertialisering van de werkgelegenheid. Een empirische analyse van de regionale spreiding en de interregionale groeiverschillen van de tertiaire werkgelegenheid in België. *Universitaire Faculteiten St.-Ignatius Antwerpen*.
- DE AZEVEDO, S., La politique du logement populaire au Brésil : 1964-1980. *Université Catholique de Louvain*.
- DEHULLU, C., Ontwikkeling van het vluchtelingenrecht in theorie en praktijk op internationaal en nationaal vlak sinds het verdrag van Genève (1951) : een kritische analyse en evaluatie. *Katholieke Universiteit Leuven*.
- DE LECEA, A., On fiscal federalism information and regional competition. *Université Catholique de Louvain*.
- DOUTRELEPONT, R., De la logique de la différence à l'être statistique. Un cas d'application : le modèle loglinéaire et les élections législatives dans la province de Liège. *Université de Liège*.
- GOOSSENS, L., Het sociaal huisvestingsbeleid in België. Een historisch-sociologische analyse van de maatschappelijke probleem-behandeling op het gebied van het wonen. *Katholieke Universiteit Leuven*.
- GORIS, J.M., België en de Boerenrepublieken. Belgisch-Zuid-Afrikaanse betrekkingen (ca. 1835-1895). *Katholieke Universiteit Leuven*.
- JEANFILS, E., Eléments pour une politique globale des usages de l'eau en Wallonie et plus spécialement en Haute-Belgique. Rapports avec l'environnement. Evolution nécessaire des mentalités. *Fondation universitaire Luxembourgeoise*.
- KADIMA-TSHIMANGA, B., Le social et le politique dans le vocabulaire de l'évolué Congolais (1955-1959). *Vrije Universiteit Brussel*.
- LAGOS SCHUFFENEGER, H., La función de las minorías religiosas : las transacciones del protestantismo chileno en el periodo del gobierno militar (1973-1981). *Université Catholique de Louvain*.

- LEJEUNE, Y., Les cantons suisses dans les relations internationales. Contribution à l'étude du statut des états fédérés. *Université Catholique de Louvain*.
- LEROY, P., Herrie om de heimat-milieuproblemen, ruimtelijke organisatie en milieubeleid. *Universitaire Instelling Antwerpen*.
- LOGNARD, N., L'élève et le discours ministériel. Politique éducative : essai d'analyse. *Universitaire de l'Etat à Mons*.
- MANIGART, P., Les forces armées belges en transition : une étude sur le concept de déclin de l'armée de masse. *Université Libre de Bruxelles*.
- NOGUEIRO ALCALA, H., La forme du gouvernement au Chili. Tradition, crise et évolution. *Université Catholique de Louvain*.
- NTAMBWIRIZA, Z., Le recrutement et l'organisation des carrières des fonctionnaires dans la fonction publique du Burundi. *Université Libre de Bruxelles*.
- OBOTELA, R., Les recensements belges au XIX^e siècle. *Université de Liège*.
- PETERMANN, S., Karl Marx, Friedrich Engels et les conflits nationaux. *Université Libre de Bruxelles*.
- PILI-PILI, K., Les relations entre la Belgique et les USA au lendemain de la première guerre mondiale (1918-1919). *Université Catholique de Louvain*.
- PROOST, S., De allocatie van lokale publieke goederen in een economie met een centrale overheid en lokale overheden. *Katholieke Universiteit Leuven*.
- RAES, K., Een vergelijkende ethisch-wijsgerige studie van de waarde rechtvaardigheid op basis van J. Rawls « A Theory of Justice », in het kader van de verdediging van een constructivistisch-ethisch-politieke theorie en -funderingsopvatting. *Rijksuniversiteit Gent*.
- RAMOSE, M., The legalistic character of power in international relations. *Katholieke Universiteit Leuven*.
- REYNTJENS, F., Droit public et évolution politique du Rwanda, 1916-1973. *Universitaire Instelling Antwerpen*.
- STEENHAUT, W., De Unie van Hand- en Geestesarbeiders. Een onderzoek naar het optreden van de vakbonden in de bezettingsjaren (1940-1944). *Rijksuniversiteit Gent*.

VANDER STRAETEN, L.-F., De la Force Publique à l'Armée Nationale Congolaise. Histoire d'une mutinerie. Juillet 1960. *Université Libre de Bruxelles.*

VRANKEN, M., De collectieve arbeidsovereenkomsten in België van 1974 tot 1980. Evolutie en juridische evaluatie. Een onderzoek van het collectief overleg in de textielnijverheid, de metaalverwerkende nijverheid, de warenhuizen en het verzekeringswezen. *Katholieke Universiteit Leuven.*

WELSCH, L., Les « Gesamtschulen » en République d'Allemagne : leur contexte historique, social et politique. Etude d'un cas concret : Cologne-Holweig. *Université de l'Etat à Mons.*



Ontvangen boeken — Livres reçus — Books received

Belgische politiek — Politique belge — Politics in Belgium

BOUILLIN-DARTEVELLE, R., CLAEYS, P.-H., GOOSSENS, I., VOSSWINKEL, N., MAYER, N., ARANDA, M.C., THOVERON, G., Les élections législatives du 8 novembre 1981. La nouvelle rupture. Bruxelles, Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1983, 240 p.

HUMBLET, J.-E., Jalons pour une histoire religieuse. Bruxelles, Vie Ouvrière, Eglise-Wallonie 2, 1984, 184 p.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE, Atlas de la Wallonie. Carte 11. Infrastructures de communication. Commentaires par Agnès DUBOIS. Namur, Ministère de la Région wallonne, 1983, 45 p.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE, Atlas de la Wallonie. Carte 12. Equipements touristiques d'hébergement. Commentaires par Monique COPPENS, William PEETERS. Namur, Ministère de la Région wallonne, 1983, 51 p.

SMITS, J., Democratie op straat. Een analyse van de betogingen in België. Leuven, Acco, 1984, 373 blz.

THEUNISSEN, P., 1950 : Ontknoping van de Koningskwesitie. Antwerpen, De Nederlandsche Boekhandel, 1984, 180 blz.

Vergelijkende politiek — Politique comparative — Comparative politics.

DOCUMENTATIECENTRUM NEDERLANDSE POLITIEKE PARTIJEN, Jaarboek 1983, Groningen, Rijksuniversiteit Groningen, 1984, 182 blz.

DUMOULIN, M., WILLEQUET, J. (dir.), Aspects des relations de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et des Pays-Bas avec l'Italie : 1925-1940. Bruxelles, Istituto Italiano di Cultura, 1983, 374 p.

- GEZE, F., VALLADAO, A., LACOSTE, Y. (red.), *De wereld in 1984*. Economisch en politiek jaarboek. Leuven, Kritak, septembernummer van *De Nieuwe Maand*, Tijdschrift voor politieke vernieuwing, jg. 27, n^o 7, 1984, 207 blz.
- REYCHLER, L., RUDNEY, R., *Directory Guide of European Security and Defense Research*. Leuven, University Press & Pergamon-Brassey's, 1984, 376 p.
- VAN DAMME, M., *Constitutionele en politieke systemen. Een typologische benadering*. Antwerpen, Kluwer rechtswetenschappen, 1984, 603 blz.
- VAN SCHUUR, H., *Structure in Political Beliefs. A New Model for Stochastic Unfolding with Application to European Party Activists*. Amsterdam, CT Press, 1984, 305 p.
- WOLTERS, M., *Interspace politics*. Ughelen, 1984, 227 p.

Beleid — Politique — Policy.

- BIBLIOTHEQUE DE LA FONDATION PAUL-HENRI SPAAK. *Pour une communauté politique européenne. Travaux préparatoires (1952-1954)*. Bruxelles, Emile Bruylant, 1984, 90 p.
- BILLIET, J., LOOSVELDT, G., WATERPLAS, L., *Het survey-interview onderzocht. Effecten van het ontwerp en gebruik van vragenlijsten op de kwaliteit van de antwoorden*. Leuven, Katholieke Universiteit Leuven, Faculteit der Sociale Wetenschappen, Sociologisch Onderzoeksinstituut (Sociologische studies en documenten, 19), 1984, 275 blz.
- BLOMMESTEIN, H., BRESSERS, J., HOOGERWERF, A. (red.), *Handboek beleidsevaluatie. Een multi-disciplinaire benadering*. Alphen aan den Rijn, Samson Uitgeverij, Serie maatschappijbeelden, 1984, 332 blz.
- BOUCKAERT, G., REYNDERS, L., VAN DYCK F., WEYNS, P., o.l.v. DEPPE, R., *Organisatie, planning en kostenbeheersing in de gemeentelijke dienst*. Leuven, Vervolmakingscentrum voor Overheidsbeleid en Bestuur, 1984, 143 blz.
- MODEEN, T. (ed.), *Le recrutement aux échelons supérieurs de l'administration centrale. Colloque organisé par la section nationale suédoise de l'Institut international des Sciences Administratives à Stockholm et Uppsala, les 11-14 mars 1982. Rapport général et rapports nationaux*. University of Tampere. Department of Administrative Sciences, 1983, 254 + 4 p.

**Politieke leerstelsels en theorie — Doctrines politiques et théorie —
Political Doctrines and Theory.**

ALBERTONI, E. (ed.), *Etudes sur la pensée politique de Gaetano Mosca. Classe politique et gouvernement.* Milano-Montréal, Comitato Internazionale Gaetano Mosca per lo Studio della Classe politica (Archivio Series Internazionale, vol. II), 1984, 216 p.

ANCKAR, D., BERNDTSON, E., *Essays on Democratic Theory.* Helsinki, Finnish Political Science Association, 1984, 166 p.

HEISKANEN, I., HÄNNINEN, S. (ed.), *Exploring the Basis of Politics. Five Essays on the Politics of Experience, Language, Knowledge and History.* Helsinki, Finnish Political Science Association, 1983, 132 p.



Politologisch Instituut

Raad van Beheer

- Herman BALTHAZAR, gewoon hoogleraar aan de Rijksuniversiteit te Gent.
Maurice BOEYNAEMS, gewoon hoogleraar aan de Koninklijke Militaire School.
Jan CEULEERS, docent aan de Vrije Universiteit Brussel.
Lode CLAES, beheerder van vennootschappen.
Herman DE CROO, buitengewoon hoogleraar aan de Vrije Universiteit Brussel, minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie.
Jan DE MEYER, gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.
Wilfried DEWACHTER, gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.
Guido DIERICKX, docent aan de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen.
Helmut GAUS, docent aan de Rijksuniversiteit te Gent.
Luc HUYSE, gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.
Rudolf MAES, gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.
Hugo SCHILTZ, docent aan de Economische Hogeschool Sint-Aloysius te Brussel, gemeenschapsminister van Financiën en Begroting.
Frank SWAELEN, volksvertegenwoordiger, voorzitter van de Christelijke Volkspartij.
Eli VAN BOGAERT, gewoon hoogleraar aan de Rijksuniversiteit te Gent.
Yvan VAN DEN BERGHE, hoogleraar aan de Economische Hogeschool Limburg.
August VAN DEN BRANDE, conservator aan de Rijksuniversiteit te Gent.
Mieke VAN HAEGENDOREN, hoogleraar aan de Economische Hogeschool Limburg.
Hugo VAN HASSEL, geassocieerd hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.
Karel VAN MIERT, docent aan de Vrije Universiteit Brussel, voorzitter van de Socialistische Partij.
Guy VAN OUDENHOVE, gewoon hoogleraar aan de Rijksuniversiteit te Gent.
Els WITTE, gewoon hoogleraar aan de Vrije Universiteit Brussel.

Bureau

- Hugo VAN HASSEL, *voorzitter*.
Jan CEULEERS, *thesaurier*.
Wilfried DEWACHTER, *hoofdredacteur*.
Maurice BOEYNAEMS, *secretaris*.
Yvan VAN DEN BERGHE, August VAN DEN BRANDE en Mieke VAN HAEGENDOREN, *leden*.



RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie — Revue de Science Politique

Uitgegeven door het **Politologisch Instituut v.z.w.**

Publié par le **Politologisch Instituut a.s.b.l.**

Hoofdredacteur — Rédacteur en chef : **Wilfried DEWACHTER**

Redactiesecretaris — Secrétaire de rédaction : **Ivo VANPOL**

Redactieadres — Adresse de la rédaction

E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven

De bijdragen moeten persklaar aangeboden worden, getypt met dubbel interlinie. Zij moeten vergezeld zijn van een Engelstalige samenvatting van maximum 150 woorden. De niet opgenomen manuscripten worden niet teruggezonden.

De Nederlandse teksten dienen in de voorkeurspelling gesteld.

Het Politologisch Instituut neemt geen verantwoordelijkheid op zich voor de uitgebrachte meningen; deze verbinden alleen de auteurs.

Niets uit dit tijdschrift, behalve de abstracts, mag worden veelevoudigd en/of openbaar gemaakt door middel van druk, fotocopie, microfilm of op welke wijze ook zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de uitgever.

Les articles qui nous sont envoyés devront être dactylographiés en double interligne et accompagnés d'un court résumé (max. 150 mots) en anglais. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Le « Politologisch Instituut » n'assume pas la responsabilité des opinions émises; celles-ci n'engagent que les auteurs.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction (sauf les résumés), y compris les microfilms et les photocopies, sont réservés pour tous pays.

Abonnements- en verkoopsvoorwaarden van het tijdschrift

Conditions d'abonnement et de vente de la revue

1. Jaarlijks abonnement — Abonnement annuel	B.F. - F.B.
persoon - personne	700
instelling - institution	1.500
Uitsluitend voor België: student (mits vermelding van de universiteit, de studierichting, het studiejaar en het inschrijvingsnummer aan de universiteit) - Uniquement pour la Belgique: étudiant (en mentionnant l'université, l'orientation et l'année des études, le numéro d'immatriculation)	400
2. Verkoop per nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente au numéro (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne	300
instelling - institution	600
Verkoop dubbel nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente numéro double (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne	600
instelling - institution	1.200
3. Verzameling van 1963 tot 1976 (zo lang de voorraad strekt) — Collection de 1963 à 1976 (jusqu'à épuisement du stock)	
België - Belgique	3.500
Andere landen - Autres pays	4.500
4. Jaargangen 1977 tot en met 1979 (zo lang de voorraad strekt) — Volumes de 1977 à 1979 (jusqu'à épuisement du stock)	
België - Belgique	1.500
Andere landen - Autres pays	2.000

ZETEL VAN HET INSTITUUT — SIEGE DE L'INSTITUT

Politologisch Instituut v.z.w.: Egmontstraat 11, B-1050 Brussel
Politologisch Instituut a.s.b.l.: rue d'Egmont 11, B-1050 Bruxelles
Rekening - Compte: 091-0034240-28

Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven
met de steun van het Ministerie van Onderwijs
Wettelijk depot - Dépôt légal: D/RP 1985/1/1173

Gedrukt in België — Imprimé en Belgique

RES PUBLICA

Belgian Journal for Political Science

Editor: Wilfried DEWACHTER

Assistant editor: Ivo VANPOL

Address: Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven

Manuscripts to be considered for publication should conform to the following requirements: two type-written copies (double-spaced) must be submitted, ready for press: they must include a summary in English, not longer than 150 words. Manuscripts that are not accepted are not returned.

The « Politologisch Instituut » bears no responsibility for opinions expressed by authors; the latter are solely responsible for the opinions they forward.

No part of this publication, except the abstracts, may be reproduced in any form by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.

Annual subscription and sales conditions

1. Annual subscription	
Individuals	700 BF
Institutions	1.500 BF
Students (only in Belgium)	400 BF
2. Single issue (only from 1980 on)	
Individuals	300 BF
Institutions	600 BF
Double issue (only from 1980 on)	
Individuals	600 BF
Institutions	1.200 BF
3. Collection 1963-1976 (as long as the issues in stock last)	
Belgium	3.500 BF
Other countries	4.500 BF
4. Volumes from 1977 through 1979 (as long as the issues in stock last)	
Belgium	1.500 BF
Other countries	2.000 BF

PUBLISHER

POLITOLOGISCH INSTITUUT v.z.w. : Egmontstraat 11, B-1050 Brussels

Bank account : 091-0034240-28

The Journal RES PUBLICA is sponsored by the Belgian Ministry of Education

The articles of Res Publica are abstracted in the following journals

- ABC POL SCI.
Advanced Bibliography of Contents: Political Science and Government.
- International Bibliography of Political Science
Bibliographie internationale de science politique.
- International Bibliography of the Social Sciences
Bibliographie internationale des sciences sociales.
- International Bibliography of Economics
Bibliographie internationale de science économique.
- Social Sciences Citation Index. An International Multidisciplinary Index to the Literature of the Social, Behavioral and Related Sciences.
- Sociological Abstracts.
- Bulletin analytique de documentation politique, économique et sociale contemporaine.
- United Nations. Monthly Bibliography. Selected articles.
Nations Unies. Bibliographie mensuelle. Articles sélectionnés.
- Bulletin de Renseignements documentaires. Communautés Européennes.
Documentation bulletin. European Communities.

Printed in Belgium